

## Le général Jaruzelski contraint aux réformes

**A**n croise les chiffres officiels, environ deux tiers des électeurs ont pris part, le dimanche 29 novembre, au référendum polonais. Compte tenu de la réserve de l'église catholique vis-à-vis de cette consultation, de l'appel à l'ignorer lancé par Solidarité et des très lourdes augmentations de prix, surtout, qui impliqueront les réformes économiques proposées, il s'agit là d'un bon résultat pour l'équipe du général Jaruzelski.

Outre que personne n'est en mesure d'aller vérifier ce taux de participation et moins encore les résultats, il est tout aussi vrai pourtant qu'on est loin, là, des taux des époques du socialisme triomphant (près de 100 %) ou du caduc même (75 %) des dernières élections parlementaires de 1984.

Cela signifie simplement que, malgré les signes d'assurance montrés aujourd'hui par Solidarité et les récents succès remportés par le général Jaruzelski sur la scène internationale, la ferveur d'indignation et d'entrainement du régime ne cesse de décroître. On ne peut désormais plus envoyer par décret tout le monde aux urnes. Les chiffres officiels doivent - question de crédibilité - refléter cette réalité, et le principal danger pour la Pologne serait, dans ces conditions, que le pouvoir se sente trop rassuré.

**C**ar la tentation va maintenant être grande, dans les milieux dirigeants polonais, de se sentir assez fort pour aller de l'avant dans les augmentations de prix tout en tempérant le rythme de la décentralisation économique et en repoussant à des jours lointains les réformes politiques sur le principe desquelles les électeurs étaient également appelés à se prononcer. La semaine dernière, déjà, le plénum du comité central a remis à une prochaine réunion l'adoption du rapport du bureau politique détaillant les grandes lignes de ces réformes qui devraient notamment porter sur un développement de la démocratie locale et une libéralisation du droit d'association.

Ces éventuelles ouvertures - le compte rendu des débats du plénum le montre - se heurtent à une formidable hostilité de l'appareil intermédiaire du parti qui ne s'est pas encore remis de la peur ressentie pendant dix-huit mois d'existence légale de Solidarité. Plus grave encore, il semble que le coup de pédale donné fin octobre à Moscou à la « perestroïka » et à la « glasnost » aient incité l'équipe du général Jaruzelski à modérer également l'ardeur réformatrice qu'elle manifestait depuis la fin de l'été.

**U**n revirement complet paraît exclu, mais si, au-delà des mots, les réformes faisaient long feu le régime perdrait alors le peu de crédit qu'il conserve dans la population au moment même où le mécontentement social va être enté par un spectaculaire renchérissement du coût de la vie.

L'opération référendum menée à bien, le général Jaruzelski a les moyens de faire preuve d'audace : il peut se prévaloir d'un soutien populaire pour imposer les augmentations de prix à tous et les réformes politiques à son appareil.

Si la détermination venait à lui faire défaut, il ne se déferait pas seulement lui-même. Il ouvrirait aussi la porte à une situation de crise ouverte en Pologne à laquelle personne - ni les Polonais, ni M. Gorbatchev, ni l'Europe, ni les banques créditrices de Varsovie - n'a intérêt.

## L'échange de M. Wahid Gordji contre M. Paul Torri, consul à Téhéran

# La normalisation complète des rapports avec l'Iran dépend de la libération des derniers otages français

Quarante-huit heures après la libération de deux des cinq otages français au Liban, MM. Normandin et Auque, Français et Iraniens devaient procéder, le lundi 30 novembre, à un échange sur l'aéroport de Karachi : celui du consul de France à Téhéran, M. Paul Torri, contre l'interprète de l'ambassade d'Iran à Paris, M. Wahid Gordji.

Les deux hommes avaient au préalable répondu aux convocations, respectivement, des justices iranienne et française, qui n'ont finalement retenu aucune charge à leur encontre. MM. Torri et Gordji avaient presque simultanément quitté Téhéran et Paris. Lundi en fin de matinée, toutefois, l'avion transportant M. Torri était toujours attendu à Karachi, où venait d'arriver M. Gordji.

Parallèlement, les dispositifs de sécurité mis en place autour des missions diplomatiques à Paris et à Téhéran étaient levés. Cependant la normalisation complète des relations entre la France et l'Iran dépend, pour Paris, de la libération des derniers otages français retenus au Liban.



sur lesquels la République islamique peut avoir une influence (...) détiennent des otages », autrement dit que les trois otages encore détenus au Liban n'auront pas été libérés.

Le scénario mis au point par MM. Chirac et Pasqua avec Téhéran tient-il compte de ce fait ? Les négociateurs français ont-ils déjà reçu des assurances quant à une libération prochaine de MM. Carton, Fontaine et

Kauffmann ? On se refuse bien sûr à tout commentaire dans les milieux officiels, mais un certain optimisme est perceptible.

A moins d'un coup de théâtre, les prochaines étapes de la saga franco-iranienne devraient être constituées par l'annonce de la reprise des négociations financières entre les deux pays.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 3.)

Comme l'ont prouvé les événements intervenus dimanche - notamment le départ de Paris de Wahid Gordji, après une entrevue avec le juge Boulouque, - MM. Chirac et Pasqua sont décidés à aller vite en besogne pour tenter de faire remettre en liberté le plus tôt possible les trois plus anciens otages français détenus au Liban, les deux diplomates Marcel Carton et Marcel

Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffmann.

Si l'on en croit les déclarations faites par le premier ministre samedi à Orly avant d'accueillir Jean-Louis Normandin et Roger Auque, la France est prête à manifester sa bonne volonté à l'égard de l'Iran, mais un rétablissement des relations diplomatiques avec Téhéran ne pourra s'effectuer « tant que des groupes

## Les violences et l'annulation des élections générales

# Haïti, une nation humiliée

Après deux journées de violences qui ont provoqué des dizaines de morts, les élections générales à Haïti qui devaient avoir lieu dimanche 29 novembre ont été annulées et les autorités haïtiennes ont annoncé la dissolution du Conseil électoral provisoire, l'organisme indépendant chargé par la Constitution de l'organisation des scrutins.

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyée spéciale

L'annonce officielle n'est tombée qu'à neuf heures du matin dimanche 29 novembre. Mais au sortir d'une véritable nuit de terreur, Port-au-Prince, réveillée par le tocsin sur fond de fumée des incendies, y était préparée : les élections générales, qui devaient avoir lieu le jour même, étaient repoussées. Cédant à une pression intenable, le Conseil électoral provisoire (CEP), cet organisme indépendant qui a lutté pendant des mois contre les attaques des nervis du duvallérisme, s'était rendu à l'évidence. Il n'avait pas le choix. Coup sur coup ces derniers heures, deux importantes formations politiques, le MDP (Mobilisation pour le développe-

ment national) et le RDNP (Rassemblement des démocrates nationaux progressistes), s'étaient retirées.

De plus, samedi après-midi, le CEP avait déjà dû renoncer à maintenir les élections dans plusieurs villages de la plaine de l'Artibonite, des groupes de « mascoptes » barbant l'accès des routes et, du même coup, l'acheminement des bulletins de vote, tiraient à vue sur tout ce qui bougeait. Pour leur part, les observateurs étrangers qui tentaient de se rendre en province, au Cap-Haïtien ainsi qu'à Jérémie, ont dû rebrousser chemin : leurs voitures ont été prises en chasse et leurs hélicoptères n'ont jamais reçu l'autorisation de décoller.

Visiblement, les chances de parvenir à des élections à peu près normales s'amenuisent au fil des heures. Et ce, en dépit du communiqué de M. Williams Regala, ministre de l'Intérieur et homme fort du régime, qui, apportant un peu de répit dans la guerre des nerfs engagée ces derniers jours, avait promis la veille de « garantir la sécurité des élections ». Ajoutons qu'il avait également suspendu toute autorisation de port d'arme... Vers 23 heures

pourtant ce n'était plus des coups de feu sporadiques, auxquels la capitale haïtienne a fini par s'habituer, mais un tir nourri d'armes lourdes, de grenades et d'explosifs qui allait se poursuivre jusqu'au milieu de la nuit.

Terrés chez eux, les habitants n'en sont pas moins sortis pour aller voter. Frôlant parfois pour le coup de courage. Certains, pour l'occasion, s'étaient même habillés avec une recherche touchante, ce qui rendait plus savages encore les attaques des « mascoptes » contre cette foule patiente, en chapeau de paille, cravate ou robe claire, résolue, même dans ces circonstances éprouvantes, à exercer un droit dont elle avait été privée pendant trente ans. Ils étaient peut-être cinq cents à se presser à l'église Saint-Gérard en chantant des cantiques, peu avant l'ouverture des petits bureaux de vote. Ils n'étaient pas nombreux à l'école République-Argentine, rue Rueille-Vallant, lorsque des tirs venus d'une voiture circulant à vive allure causèrent un véritable carnage.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.  
(Lire la suite page 6.)

## La campagne présidentielle

# Grand départ pour M. Barre

Trois événements ont marqué le week-end politique : l'élection du candidat de la majorité, M. Robert Assante, à la cantonale partielle de Marseille, avec 52,34 % des suffrages, malgré la consigne d'« abstention positive » du Front national (page 12), le face-à-face entre M. Balladur et M. Rocard, sur TF1 (page 9) et le rassemblement, à Toulouse, autour de M. Raymond Barre de présidents de conseils généraux et régionaux.

Labourage et pâturage sont les deux mamelles du barrisme. Depuis cinq ans, tel un paysan besogneux, M. Raymond Barre aura sillonné en long et en large le territoire. Contrairement à M. Jacques Chirac, il avait, lui, du temps et il en a abondamment profité. L'ancien premier ministre ne compte plus les déjeuners-débat, les dîners-recontres, les séances de travail avec les socioprofessionnels. Rarement grisant certes, mais à la longue peut-être efficace ! A la fin de cette année, seuls sept départements auront été visités en jachère (1). Le professeur Barre a potassé la France. Les sondages, son voyage de la semaine dernière dans la région, pourtant difficile, du Languedoc-

## Rechute du dollar

Records de baisse à Tokyo et à Francfort.

PAGE 41

## Victoire électorale du premier ministre en Turquie

M. Ozal va pouvoir former un gouvernement homogène.

PAGE 48

## La mort de Jean Monu

Ancien président de la CGC.

PAGE 48

## Remous dans la police

L'inculpation de proxénétisme d'un commissaire parisien suscite des protestations.

PAGE 14

## Débats

Euromissiles : à quoi bon cet accord ? par J.-M. Benoist.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 48.

## Le Monde

### ÉCONOMIE

- « Juridiction efficace, lourde machine », les conseils de prud'hommes avant les élections du 9 décembre.
- « La dynamique du grand marché », ou les progrès de l'Europe sans frontières avant le conseil des Douze, à Copenhague, les 4 et 5 décembre.
- La chronique de Paul Fabra : « Pourquoi ils sont effrayés ».

Pages 37 à 40

### SPORTS

**Transfert : les dangers de la fièvre colombienne**  
Parti en Colombie il y a trois semaines pour négocier le transfert d'un footballeur, le président du Brast Américain FC, M. François Yvinec, accusé de faux et usage de faux par les dirigeants d'un club local, est toujours retenu dans ce pays. Un juge d'instruction colombien devait décider, le lundi 30 novembre, son inculpation, ou, au contraire, la levée de l'interdiction qui lui est faite de rentrer en France.

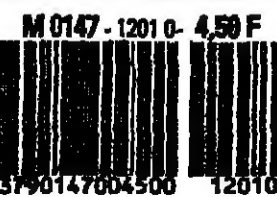
Page 18

## LE "NOUVEAU-NÉ" D'ALEXANDRE MINKOWSKI

ALEXANDRE MINKOWSKI  
L'ART DE NAÎTRE

L'HISTOIRE DE LA NAISSANCE À TRAVERS LES ÂGES ET LE MONDE.

ÉDITIONS ODILE JACOB



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; Gr.-B., 80 p. ; Italie, 100 li. ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 0,600 L. ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الأصل



سكنا من الالعمل

## Débats

### Anarchie monétaire (suite)

par PIERRE SUDREAU (\*)

Il y a six mois, dans ces colonnes, le 8 mai, je regrettais la multiplicité des rencontres des principaux décideurs financiers mondiaux (Washington, Paris, Venise...) sans qu'il en résultât des décisions suffisamment ajustées à l'ampleur des problèmes. « De conférences en conférences, la catastrophe finira par arriver », osais-je affirmer. Quel qu'on en dise, la tempête boursière aura des retombées économiques qui feront mal.

Il faut surtout regretter que les sept grands (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie) n'aient pas été capables de s'entendre, sinon sur des mesures techniques, du moins politiquement, afin d'empêcher la dégringolade des cours et l'affolement. La théorie psychologique de la monnaie, chère à l'excellent professeur Noguera (1935), est toujours valable. Des gestes d'apaisement auraient dû au moins être tentés par les principaux responsables. Leur attitude passive, ou maladroite, est d'autant plus étonnante qu'il s'agit de la santé économique du monde.

Depuis un mois, tous les observateurs, commentateurs et opérateurs boursiers restent figés sur les déficits américains, sur les discussions ou paroles des couloirs du Congrès et de la Maison Blanche, l'essentiel étant de savoir combien de milliards de dollars d'économie seront faits et quelle sera la contrepartie des Allemands et des Japonais.

N'est-ce pas confondre, à travers les vicissitudes du dollar, la cause et les effets ? Est-ce vraiment quelques gestes, plus ou moins timides, sur le budget américain qui modifieront les données de l'économie mondiale dans les prochaines années ?

Il ne faut pas se laisser déconcerter l'absurdité du système monétaire, hérité de la décision du président Nixon du 15 août 1971, de « décrocher » le dollar de l'or. Comment le dollar peut-il servir utilement d'étalon monétaire international et subir en même temps les vicissitudes intérieures américaines qui s'accumulent depuis quelques années ? (150 milliards de déficit budgétaire envi-

ron et à peu près autant pour le déficit du commerce extérieur.)

Les Etats-Unis sont devenus brusquement (quatre ans) la plus grande nation débitrice après avoir été le plus grand pays créancier. Et comme cela ne suffisait pas, d'importants lobbies américains, agricoles notamment, font campagne pour un dollar faible afin de mieux exporter leurs surplus.

Politiquement, en période électorale, il est tellement plus facile de laisser faire plutôt que d'engager des efforts courageux de redressement !

Les accords du Louvre avaient abouti — laborieusement — à une stabilisation théorique du dollar. Le problème était bien posé, mais les moyens étaient faibles. On sait ce qu'il en est advenu. Pourquoi ne pas aborder sérieusement la réforme essentielle : créer un véritable étalon monétaire international en associant le dollar avec le yen, l'écu et l'or. Panier ou serpent, peu importe. Certes l'ajustement technique est difficile, mais une simple déclaration d'intention des Sept annonçant leur détermination et la mise à l'étude de la réforme provoquerait un choc salutaire.

Il faut en finir avec le dollar-Yo-Yo qui fait la joie des spéculateurs et sape l'économie mondiale. Nul besoin d'être un expert pour comprendre les très grandes perturbations qui provoquent l'instabilité du dollar sur les grands marchés internationaux et le désastre qu'elle constitue pour les économies de petits pays producteurs de matières premières.

Il faut impérativement répondre à cette évidence : le redressement américain se fera (au mieux) en quelques années. L'économie mondiale peut-elle supporter encore longtemps les errements actuels ? Les dirigeants des grands pays ne prennent pas assez conscience des réalités de l'hémisphère Sud, de la multiplicité des problèmes dramatiques qui s'accumulent et mettront inévitablement en cause le confort des pays industrialisés.

Il faut surtout que les décideurs financiers cessent de donner une image d'irrésolution et d'incapacité. Un mois d'inertie dans une grande tempête, c'est trop.

(\*) Ancien ministre.

### Euromissiles : à quoi bon cet accord ?

Le jeu des Soviétiques sera facilité par l'ouverture d'une brèche dans le rempart de notre sécurité

PAR JEAN-MARIE BENOIST (\*)

La poignée de mains que vont échanger le président Reagan et M. Gorbatchev pèsera lourd sur le destin de la paix et de la liberté en Europe et dans le reste du monde. Elle va avoir lieu au prix de sacrifices accomplis par l'Occident quant à sa sécurité — dont le coût reste plus élevé que celui des concessions apparemment accordées par l'Union soviétique.

Comme l'Europe de l'Ouest est à la fois un théâtre de batailles possibles, l'avant-poste de l'alliance atlantique et le lieu de la négociation, il n'y a aucune raison de la voir demeurer silencieuse et bâillonnée pendant que des Parques improvisées se permettent de régler son destin et le statut futur de sa liberté. Si des voix européennes fortes et convaincantes avaient su relayer et renforcer les interpellations que de Gaulle-Cassandre adressait aux protagonistes des accords de Yalta, l'Europe de l'Est n'eût peut-être pas à gémir jusqu'à aujourd'hui sous le joug de la domination soviétique.

#### Un marché de dupes

On ne peut qu'être inquiet face à l'accord d'élimination des forces nucléaires intermédiaires en Europe quatre ans seulement après la victoire qu'avait représentée la bataille du déploiement des Pershing et des missiles de croisière.

En effet, l'élimination de ces armes de couplage entre les Etats-Unis et l'Europe constituerait de la part de l'Occident un marché de dupes : nous allons perdre les armes nucléaires, les Pershing, qui

américaines et implantées sur le sol européen, tiraient leur pouvoir dissuasif du fait qu'elles pouvaient frapper le sol de l'Union soviétique avec une efficacité et une crédibilité capables d'inhiber toute attaque soviétique sur l'Europe de l'Ouest, nucléaire ou conventionnelle, voire chimique, en raison des risques encourus de représailles occidentales solidaires.

Ce que les Soviétiques nous offrent en échange, c'est le retrait de leurs SS-20, armes lourdes et imprécises qui, en cas de mise à feu, auraient eu toutes chances, à cause du sens de la rotation terrestre, d'atteindre le territoire du Pacte de Varsovie — et de l'URSS elle-même — les retombées nucléaires. M. Shultz et ses experts se sont fait piéger par la rhétorique d'une fausse symétrie, pensant que les armes doivent se compter comme des jetons à échanger dans une partie de poker infantile et linéaire !

Or les Pershing et les missiles de croisière américains ont au contraire, outre leur fonction de couplage euro-américain, une valeur de clef de voûte de l'architecture de la dissuasion qui les justifie en soi ; ce sont ces armes intermédiaires qui, dans la panoplie de la dissuasion continue, assurent l'échelon déterminant du passage éventuel d'un stade conventionnel ou nucléaire limité à l'escalade vers les extrêmes. Maintenant qu'une brèche est créée dans le rempart de la dissuasion, il deviendrait beaucoup plus difficile de recourir aux systèmes stratégiques nucléaires cen-

traux à la suite d'une invasion militaire de l'Europe de l'Ouest par le Pacte de Varsovie.

Ce malheureux accord nous place donc dans une situation peu enviable, comparable à celle qui existait à la veille des deux précédentes guerres mondiales, avec, en prime, l'énorme supériorité des forces conventionnelles et peut-être chimiques du Pacte de Varsovie. L'accord d'élimination n'élimine même rien du tout du côté des Soviétiques puisque ceux-ci peuvent, du jour au lendemain, convertir les fusées à longue portée — en fusées à moyenne portée destinées à des cibles européennes (IRBM), alors que le système parlementaire américain rend impossible le retour des forces nucléaires intermédiaires en Europe.

Ce que M. Shultz et les stratèges qui l'entourent ont méconnu, c'est d'abord que la dissuasion est une logique de non-guerre dans laquelle il faut avoir les moyens et la résolution pour, précisément, inhiber l'adversaire, ce que quarante ans de présence nucléaire ont su accomplir. La situation, d'autre part, n'est pas la même qu'avant 1979, car, de 1979 à aujourd'hui, les Soviétiques ne se sont guère privés de développer une multitude de systèmes d'armes « interactives », nucléaires et classiques, les SS-21, 23, 25, non pris en compte par le traité, face auxquels un système qualitatif de dissuasion occi-

(\*) Philippe, président du Centre européen de relations internationales et de stratégie (CERIS).

dentale trouve son efficacité dans les quantités critiques minimales et l'interaction solide de ses éléments tout au long de l'échelle, à condition que les éléments assurant les transitions (Pershing et missiles de croisière) demeurent.

Le joueur d'échecs soviétique doit se trouver confronté à la combinaison d'une solide résolution occidentale, doublée d'une solidarité affirmée, avec, en plus, l'impossibilité de pouvoir calculer de façon certaine ses risques. C'est ce principe d'incertitude salutaire qu'assurent aujourd'hui ensemble les forces classiques, les forces nucléaires tactiques (y compris la bombe à neutrons), les Pershing et les missiles de croisière, les systèmes nucléaires centraux et, bientôt, l'IDS, qui va s'y greffer, enrichissant la logique de complexité qui déjoue les prévisions soviétiques.

L'accord vient, au contraire, simplifier le jeu des Soviétiques en leur ouvrant une brèche dans notre rempart : en l'absence de l'échelon intermédiaire, ils savent qu'il sera plus difficile aux Occidentaux de monter aux extrêmes des représailles massives à partir d'une bataille volontairement localisée ou d'une frappe « chirurgicale » de leur part.

#### Les créneaux de l'alliance

Il est anormal que nos adversaires puissent profiter de cette difficulté que nous aurons désormais à passer du stade limité au stade absolu. Il est anormal qu'ils aient été invités ainsi par M. Shultz et ses conseillers à décider de ce qu'il est nécessaire à notre survie. Ce n'est pas aux Soviétiques de décider les créneaux de l'alliance de ses éléments vitaux : cet accord est l'équivalent d'une procédure par laquelle un propriétaire désireux de se prémunir contre les cambrioleurs par un système dissuasif aurait invité le chef des malfaiteurs à venir délibérer avec lui, à se table, des quantités et qualités des systèmes nécessaires à sa survie !

En droit international, du reste, ce traité demeure très douteux et, par conséquent, ébranlable devant les cours, puisque les Européens n'en sont pas partie prenante alors qu'il s'agit, en première ligne, de leur survie et de leur liberté !

Les législateurs américains, avant de ratifier ce mauvais accord que M. Giraud avait raison d'appeler « ses nouveaux Munich », auront à cœur d'écouter les voix européennes autorisées et de faire valoir qu'on ne se dégarait pas unilatéralement de ses défenses vitales face à l'ennemi. Que M. Reagan commence donc par déployer l'IDS, même partiellement, qu'il renforce par là la richesse de la dissuasion, avant d'examiner avec soin quelles formes de réductions graduées et contrôlables il peut, de concert avec les Européens, envisager sans toucher pour autant aux échelons vitaux de la dissuasion. Pour l'instant, le *State Department*, dans son euphorie négociatrice, lui a fait mettre la chaîne devant les bœufs. Les résultats de la dénormalisation probable de l'Europe de l'Ouest sont déjà lisibles en Allemagne fédérale, où le président des Etats-Unis, nouveau Roosevelt de Yalta, est en passe de devenir le héros des Verts. Nous ne laisserons pas cette duplicité se prolonger.

## Au Courrier du Monde

### GRÈVES

#### Revendications et justice

L'ordonnance du tribunal de Bobigny sur la grève d'Air Inter a suscité de nombreuses réactions et analyses. Un point me semble-t-il n'a pas été pleinement développé, le caractère univoque de cette décision et de celles qui l'ont précédée.

En effet, si les juges se reconnaissent le droit d'interdire aux employés de recourir à la grève lorsque leurs revendications leur paraissent « déraisonnables », je ne sais pas qu'aucune juridiction se soit jamais crue autorisée à condamner un employeur à satisfaire des revendications « raisonnables ».

Ainsi les employés ne pourraient-ils présenter que des revendications raisonnables, que les employeurs pourraient toujours librement les rejeter !

JEAN-MARIE GRITTI (Paris).

### COMMERCE

#### Enfants du Brésil

Nous venons de lire avec grand intérêt l'article d'André Fontaine : « Le Brésil, un géant en panne d'adoption ». Il relate l'incroyable taux de mortalité infantile dans certains Etats du Nordeste. Séjournant dans une ville à l'intérieur de la Paraíba, Etat voisin du Pernambouc, nous sommes quotidiennement confrontés à des scènes de rue où des femmes portent sur leur sein des enfants sans âge qui ne tarderont pas à mourir ou qui survivront marqués à tout jamais par les stigmates de la malnutrition.

Un corollaire à cette situation : l'abandon des enfants qui finit parfois heureusement ; ainsi ce couple dont la stérilité était connue dans le quartier qui a eu la surprise de découvrir un nourrisson sur le seuil de sa porte ! Cependant, combien d'étrangers (nombreux sont les Français) venus pour adopter se heurtent aux tracasseries administratives et sont livrés aux mains d'avocats peu scrupuleux dont les tarifs oscillent entre 3 000 dollars pour un enfant noir et 5 000 pour un enfant blanc ; au dire de l'un de ceux-ci (sans compter les frais d'avion, d'hébergement, de nourriture et autres frais annexes). Une réglementation plus stricte pourrait mettre un terme à cet odieux commerce ! Mais est-ce là une des priorités du Brésil ?

CHRISTINE et DIDIER MARTINEZ (enseignants Français au Brésil).

■ RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article de M. Patrice de Charette publié dans le Monde du 23 novembre sous le titre : « Petit manuel à l'usage des inculpés ». Au lieu de « l'esprit de corps aidant la cour à accorder la suspension », il fallait lire : « l'esprit de corps aidant la cour à écarter la suspension ».

### TRIOMPHE

#### Les équivoques du pragmatisme

« Pragmatisme », le mot est aujourd'hui omniprésent, triomphant. Opposé globalement à beaucoup d'autres : idéalisme, théorie, idéologie, esprit de synthèse, idéologie... Il est toujours employé laudativement. Le moment paraît donc opportun de l'examiner sérieusement. Bien que la notion soit ancienne, elle n'a été élevée au niveau d'une véritable philosophie qu'au dix-neuvième siècle, par des Anglo-Saxons (Peirce, James...). Le seul critère essentiel de la vérité, c'est l'efficacité, l'utilité — le vrai, c'est ce qui réussit, ce qui est utile.

Cependant, immédiatement, une question : utile, soit, mais à qui ? A quel intérêt, personnel ou collectif, à quel idéal ? Or, manifestement, actuellement, la question n'est pas posée ; l'utilité devient une fin en soi. Que toute action se doive de chercher les plus sûrs moyens d'être efficace, qui n'en conviendrait ? Mais doit-on, pour autant, cesser de s'interroger sur les fins, conscientes ou inconscientes ? Il y en a toujours.

Alors, ce triomphe actuel : ignorance du sens du terme, modernisme démocratique ou hypocrisie d'idéologies choisissant d'avancer masquées ?

RAYMOND LABERNEDE (Biarritz).

### FICTIONS

#### Une autre vision de Bourguiba

Je regrette que dans son article sur Bourguiba (*Le Monde* du 9 novembre), Jean Lacouture perpétue des légendes ou mieux des fictions, véhiculées par une partie de l'historiographie française. Je révélerai deux de ces fictions : la première est celle de « ses relations les plus saines cordiales avec la France » que de reste la situation coloniale ne justifiait pas. Lorsque vous écrivez : « Contrairement à une légende qui a trop longtemps couru, le chef du Néo-Destour résista à la tentation et, comme il avait réussi à la faire de sa prison, incita ses compagnons à refuser toute collaboration avec l'axe », vous allez à l'encontre de faits dûment établis (notamment par ma propre recherche) sur la base d'une très riche documentation d'archives que ne contreditent ni la presse de l'époque ni de multiples témoignages des plus autorisés. Ce n'est pas un simple détail que de rétablir ce moment d'histoire, car il eut des conséquences. Il faudrait alors parler de la constante conditionnalité extérieure de la France pour Bourguiba. Le deuxième point concerne la carrière d'un leader « qui, pour l'essentiel, aura respecté ses adversaires ». Dire cela est encore une fiction. L'histoire de la Tunisie indépendante, que Habib Bourguiba n'a pas tiré du néant, est au contraire et dès le départ d'une dureté et sans respect particulier pour ses adversaires.

JULIETTE BESSIS (Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 450572 F  
Tél. MONDIP 45-23-06-51  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1983)

André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprise

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Saut.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

of Speedprint, 45-45 25th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.I.C. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde of

Speedprint U.S.A., P.O. Box 48-38 25th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 044 F 1 300 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis de

provision ; nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'impression.

Le Monde

TELEMATIQUE

Comptez 35-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'avis de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 286 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

of Speedprint, 45-45 25th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

L.I.C. and additional offices. N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde of

Speedprint U.S.A., P.O. Box 48-38 25th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

### LE DROIT DE COMPRENDRE

La loi des obligations

La loi des contrats

La loi des successions

La loi des délits

La loi des procédures

La loi des responsabilités

La loi des droits de l'homme

La loi des droits de l'enfant

La loi des droits de la femme

La loi des droits de la jeunesse

La loi des droits de la personne

La loi des droits de la nation

La loi des droits de la culture

La loi des droits de la science

La loi des droits de la religion

La loi des droits de la philosophie

La loi des droits de la littérature

La loi des droits de la musique

La loi des droits de la peinture

La loi des droits de la sculpture

La loi des droits de la danse

La loi des droits de la poésie

La loi des droits de la prose

La loi des droits de la dramaturgie

La loi des droits de la scénarisation

La loi des droits de la réalisation

La loi des droits de la distribution

La loi des droits de la réception

La loi des droits de la critique

La loi des droits de la presse

La loi des droits de la télévision

La loi des droits de la radio

La loi des droits de la presse écrite

La loi des droits de la presse audiovisuelle

La loi des droits de la presse électronique

La loi des droits de la presse numérique

La loi des droits de la presse virtuelle

La loi des droits de la presse holographique

La loi des droits de la presse lumineuse

La loi des droits de la presse sonore

La loi des droits de la presse olfactive

La loi des droits de la presse gustative

La loi des droits de la presse tactile

La loi des droits de la presse thermique

La loi des droits de la presse électrique

La loi des droits de la presse magnétique







حکومت ایران

## Diplomatie

### L'avenir des relations franco-iraniennes

#### Cinq mois de « guerre des ambassades »

Voici les principaux épisodes de « la guerre des ambassades » qui a opposé pendant cinq mois Paris et Téhéran. A l'origine, le refus de Vahid Gerdji de se présenter devant le juge d'instruction Gilles Boulouque en tant que témoin dans l'enquête sur les attentats commis à Paris en 1985 et 1986, enquête qui a conduit à privilégier la filière iranienne. Mis au courant du désir du juge Boulouque de l'entendre, Vahid Gerdji, officiellement interprète de l'ambassade d'Iran, en fait numéro deux de la chancellerie, se réfugie à la fin du mois de juin à l'intérieur de l'ambassade.

• 30 JUIN 1987 : la police française contrôle étroitement le périmètre autour de l'ambassade iranienne à la recherche de Gerdji qui pourrait s'y cacher. En riposte, Téhéran impose le blocus de l'ambassade de France.

• 2 JUILLET : Vahid Gerdji réapparaît en public lors d'une conférence de presse du chargé d'affaires iranien, Gholam Reza Haddadi, comme traducteur du diplomate.

• 5 JUILLET : M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, annonce la suspension des négociations sur la normalisation des relations entre Paris et Téhéran.

• 11 JUILLET : l'Iran reproche à la France des brutalités sur la personne de Mohsen Amirkhanlou, diplomate de l'ambassade à Paris, lors d'un incident avec des douaniers français, dans la partie française de l'aéroport de Genève-Cointrin.

• NUIT DU 12 AU 13 JUILLET : le porte-conteneur français Ville d'Avray est attaqué dans le Golfe par deux vedettes iraniennes, provoquant des dégâts matériels importants.

• 14 JUILLET : le président François Mitterrand affirme au cours d'une émission télévisée sur TF1 que « la France n'est pas l'ennemie de l'Iran, mais qu'elle ne cédera pas au chantage ».

A Téhéran, le premier secrétaire de l'ambassade, M. Paul Torri, est accusé d'espionnage et convoqué par le procureur de la

Révolution islamique. Le Qal d'Orsay dément catégoriquement les accusations iraniennes.

• 16 JUILLET : l'Iran menace de rompre ses relations diplomatiques avec la France si le dispositif policier mis en place autour de son ambassade à Paris n'est pas levé dans les soixante-douze heures.

• 17 JUILLET : Paris annonce officiellement la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran.

• 19 JUILLET : M. Jean-Bernard Raimond déclare que l'audition de M. Gerdji par la justice française « n'est pas négociable ».

• 27 JUILLET : La France et l'Iran conviennent de confier respectivement la défense de leurs intérêts à l'Italie et au Pakistan.

• 28, 29 JUILLET et le 14 AOÛT : le Qal d'Orsay clarifie par des mises au point successives le statut d'« administrateur-résident » de M. Gerdji.

• 25 AOÛT : retour à Paris de M. Paul Torri, épouse du premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran, et de son bébé.

• 7 SEPTEMBRE : modification du dispositif policier autour de l'ambassade d'Iran à Paris avec la mise en place de barrières hautes de 2,50 mètres. Le contrôle des déplacements du personnel iranien n'est pas assoupli.

• 12 OCTOBRE : Vahid Gerdji ne fera pas partie des trinités dont le rapatriement vers l'Iran pourrait être envisagé, indique le Qal d'Orsay.

• 19 NOVEMBRE : M. Jean-Bernard Raimond déclare, devant l'association de la presse diplomatique, que la « politique de normalisation » de la France avec l'Iran est « au point mort ».

• 29 NOVEMBRE : Vahid Gerdji quitte l'ambassade d'Iran à Paris pour aller au palais de justice où il est entendu par le juge d'instruction Gilles Boulouque. Il quitte libre le palais de justice.

#### Le contentieux entre Paris et Téhéran

Quatre grands dossiers forment l'essentiel du contentieux qui oppose la France à l'Iran et sont au centre de l'affaire des otages français au Liban. Deux d'entre eux, l'un politique et l'autre financier, ont trouvé un début de règlement, tandis que les deux autres – qui concernent le soutien de Paris à Bagdad et la détention en France de personnes condamnées ou inculpées pour actes de terrorisme – sont encore entiers.

Le premier geste du gouvernement de M. Jacques Chirac en direction de l'Iran au lendemain des élections du 16 mars 1986 est de « convaincre » le principal opposant au régime de l'imam Khomeiny, M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidines du peuple, de quitter la France, où il s'était réfugié – en compagnie de l'ex-président Bani-sadr – en juillet 1981. D'Auvergne, où il habitait dans la maison de son frère – médecin en France – M. Radjavi dirigeait ouvertement l'appareil de son mouvement, qui revendiquait une intense activité armée en Iran même, attentats contre des dirigeants et opérations militaires au Kurdistan. Le 7 juin 1986, M. Radjavi partait pour Bagdad avec son état-major, ce qui faisait dire, le 21 juin suivant, à M. Moway, vice-premier ministre iranien, que Paris avait « rempli une des conditions » à la normalisation entre les deux pays. La veille de cette déclaration, deux otages, MM. Rochoy et Hansen, avaient été libérés à Beyrouth. Restent encore en France deux opposants iraniens de marque : M. Bani-sadr et le dernier chef de gouvernement de l'Iran impérial, M. Chapour Bakhtiar.

Deuxième dossier du conflit franco-iranien, le contentieux Eurodif a trouvé un début de solution lorsque, le 19 novembre, Paris et Téhéran ont signé un accord de règlement partiel et que la France a versé 330 millions de dollars à l'Iran au titre d'un premier remboursement du prêt effectué en 1974 par l'Iran au CEA, parallèlement à une prise de participation à Eurodif. Huit jours auparavant, deux autres otages, MM. Sontag et Ceuday, avaient eux aussi été libérés. Objet d'une bataille judiciaire, le milliard de dollars prêt par le chah s'est grossi d'intérêts depuis 1979, et la

somme totale due à Téhéran se monte maintenant à près de 2 milliards de dollars, dont le CEA verse régulièrement les échéances sur un compte bloqué. Mais la France, jusqu'à aujourd'hui, lie ce remboursement à celui des sommes dues selon elle par l'Iran, du fait d'une part, de son retrait unilatéral d'Eurodif après la révolution islamique de 1979, et, d'autre part, de la rupture tout aussi unilatérale de contrats avec des sociétés françaises.

#### Le soutien à l'Irak

Le troisième dossier, le soutien massif de la France à l'Irak en guerre contre l'Iran, est peut-être le plus important pour ce dernier pays, mais celui, aussi, sur lequel Paris s'est montré le plus ferme. Malgré des demandes répétées de Téhéran pour que les Français « rééquilibrent » leur politique au Moyen-Orient, en dépit également de débats qui ont pu naître au sein du pouvoir, le cap a toujours été officiellement maintenu – avant et après le 16 mars 1986. Et ce, même si la « fidélité » à Bagdad a connu quelques entorses – les différents scandales sur la vente d'armes à l'Iran sont là pour en témoigner. M. Dumas a bien pu se montrer disposé à entreprendre le « rééquilibrage », réclamé par l'Iran, lorsqu'il a pris les relations extérieures fin 1984, cette disposition est restée à l'état de vœu. Depuis, le mot d'ordre est resté le même : l'Irak est l'ami de la France, et celle-ci ne se déjugera pas.

Enfin, le célèbre « commando Bakhtiar », qui a tenté d'assassiner l'ancien premier ministre iranien en juillet 1980, tuant deux personnes, dont un policier. Téhéran réclame toujours sa libération. Si Paris s'est montré disposé à libérer l'un des membres de ce commando, Anis Naccache, rien ne put se faire, et les iraniens auraient ajouté un nouveau nom à ceux qu'ils veulent voir libérer : Mohamed Mohajer, détenu en France et soupçonné d'avoir pris part à la campagne terroriste en France en septembre 1986.

Y. H.

## Asie

### CAMBODGE : le départ de vingt mille soldats vietnamiens

#### Véritable retrait ou simple rotation ?

BATTAMBANG  
de notre envoyé spécial

Jeeps américaines, transports de troupes flamboyants de fabrication soviétique, autocars saonnais de l'Est, minibus récupérés en 1975, on aurait difficilement pu imaginer un convoi plus hétéroclite que celui qui a défilé, une heure durant, dans la capitale de l'ouest cambodgien, entre une double rangée d'écoules qui agitaient de petits drapeaux rouge et or et les échangeaient avec les *bo-doi* (soldats vietnamiens) agglutinés sur leurs véhicules. Pour la première fois depuis 1979, des troupes vietnamiennes quittaient leurs positions sur la frontière thaïlandaise pour être rapatriées.

Le général de brigade Hoa – un forme consensuelle de médailles – dit y avoir passé huit ans. Beaucoup de soldats vietnamiens affirment la même chose et leurs larges sourires en disent long. « Six ans que je suis là, on retourne à Saigon par la route et, après, c'est l'avion pour Hanoi », explique l'un. « Voilà six ans que je suis ici, mais je ne pars que l'année prochaine », dit un autre, rangé parmi les spectateurs. Tous expliquent que, pendant leur séjour ici, leur allocation mensuelle ne s'est élevée qu'à 127 riels, soit un peu plus de 7 F.

Les mêmes scènes – accolades, remises de médailles, denses et denses – se sont produites à Phnom-Penh, dimanche 29 novembre. Mais cette fois, on avait convoqué tout ce que la capitale pouvait compter de mouvements de jeunesse, d'écoliers et d'étudiants pour saluer sur des kilomètres des « camarades vietnamiens » qui avaient un peu plus fibre altière, avec leurs uniformes beaucoup moins dépareillés et leurs

camions les plus présentables. Des cérémonies ont également eu lieu à Bavel, sur la frontière vietnamienne et à Kompong-Som, où une partie des partants ont embarqué à bord de navires.

Alors, véritable retrait ou simple rotation de troupes ? Les Vietnamiens affirment qu'ils ont retiré du Cambodge, cette fois, quelque vingt mille hommes, dont dix mille stationnés sur la frontière thaïlandaise. En comptant ce sixième rapatriement depuis leur intervention militaire fin 1978, la moitié de leurs forces au Cambodge sont retournées au bercail, ajoutent-ils sans toutefois donner une indication précise sur les effectifs qui demeurent sur place. Quant aux observateurs occidentaux – qui s'appuient, avant tout, sur des renseignements fournis par satellite, – ils continuent d'estimer qu'il s'agit plutôt de rotations. Dans le cas présent, affirment-ils, il y a déjà trois à quatre semaines, de quatorze mille à quinze mille hommes sont entrés au Cambodge avant le début du retrait.

L'un, si l'on comprend bien, n'exclut pas forcément l'autre. Tous jours est-il que les Vietnamiens maintiennent que leurs retraits annuels, à l'avenir, seront encore plus importants, de façon qu'aucune unité ne reste basée au Cambodge après 1990. « Ensuite », explique M. Kong Korn, le ministre des affaires étrangères de Phnom-Penh, nous aurons avec le Vietnam un accord militaire du type de ceux passés par beaucoup d'autres pays. La formule est vague, mais peut-être est-elle déjà dépassée puisque « tout est négociable avec Sihanouk », entend-on répéter ici, sans autre précision.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### CORÉE DU SUD : la campagne pour l'élection présidentielle

#### M. Roh hué à Kwangju M. Kim Dae Jung ovationné à Séoul

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

Tandis qu'à Kwangju, dimanche 29 novembre, M. Roh Tae Woo, candidat du pouvoir à l'élection présidentielle du 16 décembre, a dû renoncer à prendre la parole et battre en retraite sous une pluie de projectiles divers, à Séoul, M. Kim Dae Jung, la grande figure de la lutte pour la démocratie en Corée de ces vingt dernières années, réunissait près de un million de personnes au cours d'un meeting considéré comme un test de sa popularité.

M. Roh s'était aventuré, il est vrai, en terre particulièrement hostile : les habitants de la ville de Kwangju, victimes en mai 1980 de massacres commis par les paracétistes, tiennent en effet l'ex-général – auteur avec M. Chun Doo Hwan du coup de force militaire du 12 novembre 1979 – pour un des responsables de la tuerie qui fit officiellement 196 morts, près de 2 000 selon les habitants de Kwangju. A peine avaient-ils gagné le podium que M. Roh, ses collaborateurs et gardes du corps, furent assaillis de pierres, de morceaux de bois, de bouteilles et de grenades lacrymogènes qui les obligèrent à se replier sous les cris hostiles de « A mort, l'assassin ! ». Au cours des manifestations de juin dernier, qui sont à

l'origine du processus de démocratisation, les opposants avaient parfois pillé les réserves de grenades lacrymogènes de la police, ce qui explique qu'ils en aient aujourd'hui en leur possession.

A Séoul, en revanche, M. Kim Dae Jung tenait un meeting sur la grande esplanade de Yoido. A cet endroit, en 1983, le pape Jean-Paul II avait célébré une messe devant un million de personnes et, dimanche, on y trouvait une foule aussi nombreuse. « Cette foule montre que la victoire est proche et que ceux qui y feront obstacle seront des Sygman Rhee ou des Park Chung Hee », a déclaré M. Kim, faisant référence à deux dirigeants déposés par la violence.

Retrouvant ses acrobates de 1971 lorsqu'il mena une campagne qui faillit être victorieuse contre Park Chung Hee, M. Kim a lancé un appel à son rival de l'opposition, M. Kim Young Sam, lui demandant de se retirer et proposant de former une « coalition supra-partisane ». Le succès spectaculaire de ce meeting, qui était un test pour la popularité de M. Kim Dae Jung, constitue un tournant dans la campagne électorale rendant encore moins probable l'hypothèse d'un désistement de sa part en faveur de son rival.

PHILIPPE PONS.

### Le retour de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque

#### La Syrie incontournable même à... Orly

Si M. Jacques Chirac a « oublié » la Syrie dans son intervention, le samedi 28 novembre, à Orly, en préface à l'arrivée des deux otages français, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque, il a pu se rendre compte personnellement que Damas n'entendait pas se laisser facilement écartier de tout ce qui a trait au Liban ; même si le président Assad a dû se résoudre à ce que les Français évitent l'escalade syrienne sur le chemin de retour des deux hommes.

L'ambassadeur de Syrie en France, M. Hatem, se montra certes très discret, se tenant assis à l'écart de la cohue, derrière la foule de journalistes et d'officiels venus accueillir MM. Normandin et Auque. Mais il n'en était pas moins présent dans le pavillon d'honneur d'Orly, bien qu'il n'ait pas été invité.

« J'ai appris l'heure d'arrivée et j'ai pris l'initiative de venir » : deux sourires, l'ambassadeur ne voit aucune raison de se formaliser des « oublis » successifs du gouvernement français à l'égard de son pays, dont l'influence au Liban fait un interlocuteur obligé. Il est vrai que si le nom de la Syrie n'a pas été cité publiquement – M. Chirac n'a mentionné que l'Iran, – l'agence officielle syrienne s'est chargée de donner une large publicité au message de remerciements que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait parvenir à Damas.

« Peu importe qu'ils [MM. Normandin et Auque] ne soient pas passés par Damas. L'important est qu'ils arrivent ici. Et nous continuerons à déployer tous les efforts possibles pour que les trois autres otages français au Liban soient libérés », ajoute l'ambassadeur.

Trois otages – MM. Marcel Carton, Marcel Fontaine et

Jean-Paul Kauffmann, – dont l'absence a pesé tout au long de ce samedi après-midi à Orly. Leurs familles étaient là, près de celles de MM. Normandin et Auque, lorsque M. Chirac a insisté sur le fait que « nous sommes tous conduits à penser avec plus d'intensité encore à ceux à qui nous manquons, aux autres otages qui ne sont pas encore libérés, citoyens français, mais aussi étrangers ». M. Pasqua, qui était allé rejoindre les deux prisonniers libérés lors de leur escale à la base militaire de Sotomari, a, lui aussi, souligné qu'il fallait avant tout « penser à ceux qui restent », concluant : « Pour nous, c'est un commencement et pas une fin. »

A Orly, le ministre de l'Intérieur a bien eu du mal à déloger MM. Normandin et Auque de la bouscaderie qui a précédé à leur accueil. A peine avaient-ils eu le temps d'embrasser leurs parents – et M. Normandin de serrer son fils dans ses bras – à leur descente d'avion qu'ils furent à moitié submergés par des dizaines de journalistes.

Seule sa haute taille a permis à M. Chirac de surmonter, balotté en tous sens par des vagues de caméras et de micros.

Dans cette agitation, parmi les cris et les interpellations, à peine si on entendait la voix de M. Normandin, les yeux rouges, au bord des larmes, remerciait tous ceux qui avaient travaillé à sa libération.

Le bel ordonnance prévu par le gouvernement a bien vite cédé sous la poussée des photographes, caméramen et journalistes. Perdus au milieu de ses derniers, quelques proches des deux anciens otages essayaient de les isoler, de les embrasser avant qu'ils ne gagnent difficilement les voitures officielles qui devaient les conduire à Paris.

Y. H.

### M. Pasqua et le cas Gordji

Lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », le 22 novembre dernier, M. Pasqua avait été notamment interrogé sur le cas Gordji :

« Q. : est-il vrai, comme certains le disent, que des négociations sont actuellement menées pour échanger M. Gordji contre la totalité des otages français détenus au Liban ?

— M. Pasqua : Les choses ne se présentent pas du tout en ces termes [...].

« Q. : M. Gordji doit toujours se présenter devant le juge Boulouque ?

— M. Pasqua : Oui, M. Gordji doit toujours se présenter devant le juge Boulouque. Il n'y a pas de

négociation concernant les otages.

« Q. : Il n'y a pas de négociations dont M. Gordji serait l'enjeu ?

— M. Pasqua : Le cas de M. Gordji n'est absolument pas lié au problème des otages. C'est un problème judiciaire [...]. Supposons que M. Gordji décide demain matin d'aller chez le juge et qu'il soit entendu, et que le juge dise : « Je n'ai rien contre vous », on sera bien obligé de relâcher M. Gordji et de le laisser rentrer chez lui. On le relâcherait en fonction de quoi ? Nous ne sommes pas un pays preneur d'otages. »

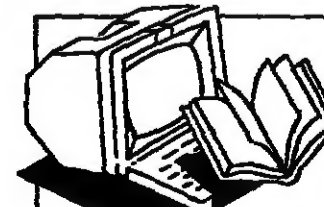
« M. JOSPIN : « Que le gouvernement nous éclaircisse... ». — M. Lionel Joseph, premier secrétaire du PS, a déclaré : « Si le dossier judiciaire de M. Gordji était vide, pour quel avons-nous eu cette crise des ambassades ? la nature des relations diplomatiques ces derniers mois ? Si le dossier était chargé, pourquoi est-il libéré ? La justice a-t-elle été dans cette affaire libre de rendre ses arrêts ou a-t-elle été contrainte à faire ce que le pouvoir politique lui demandait ? M. Paul Torri, diplomate français à Téhéran, accusé à tort et retenu par les iraniens, vient d'être mis sur le même plan que M. Gordji, personnalité iranienne dont on nous disait qu'elle n'avait pas de statut diplomatique et que possédait sur elle de lourdes présomptions [...]. Je souhaite que le gouvernement français nous éclaire sur ses actes et sur ses intentions. »

« M. CHEVÈNEMENT : « à la merci des pressions d'otages ». — M. Jean-Pierre Chevènement (PS) a affirmé, le lundi 30 novembre sur France-Inter, que la France « s'est mise à la merci des pressions d'otages » dans le règlement de l'affaire Gordji. Le député du Territoire de Belfort a déclaré que l'interprète de l'ambassade d'Iran a été « renvoyé en Iran » parce que les autorités de cet Etat « disposaient d'un moyen de pression » en la personne d'un « malheureux consul Paul Torri ». Le responsable socialiste s'est de surcroît demandé si le juge d'instruction chargé du dossier des attentats de septembre 1986 n'avait pas « reçu des instructions pour que cette audition de Vahid Gordji ne soit qu'une formalité ». Selon M. Chevènement, « la libération des trois otages restants est un préalable à toute discussion, toute normalisation avec l'Iran » qu'il juge « souhaitable ».

Le Monde

De 16 heures à 17 heures  
mardi 1<sup>er</sup> décembre

Jacques AMALRIC  
dialogue avec vous sur le minitel  
au menu : l'IRAN  
3615 TAPÉZ LEMONDE



LIBRAIRIE  
du  
Monde  
— AVEC LA PROCURE —

ACHETEZ VOS LIVRES A L'ECRAN  
(LIVRAISON A DOMICILE GRATUITE AU-DESSUS DE 500 F)  
36.16 TAPÉZ LM16



## Asie

AFGHANISTAN: l'Assemblée traditionnelle a adopté une nouvelle Constitution

# Tirs de roquettes sur Kaboul pendant le discours de M. Najibullah

KABOUL  
de notre envoyée spéciale

Il était 9 h 55 et le leader afghan, M. Najibullah, évoquait à la tribune les erreurs de la réforme agraire lancée trop brutalement après la révolution d'avril 1978. Une forte explosion vient ponctuer la fin de sa phrase, suivie d'une détonation plus puissante encore qui fit vibrer les murs de l'amphithéâtre, puis d'une troisième, et d'une quatrième enfin.

se, tandis qu'un conseiller s'approchait de l'ambassadeur soviétique pour lui parler à l'oreille.

Les moudjahidines venaient de marquer un point dimanche 29 novembre : en dépit d'un renforcement minutieux de la sécurité autour de Kaboul, ils sont parvenus à tirer depuis la montagne des roquettes qui ont explosé dans la capitale elle-même, en plein jour, ne blessant heureusement qu'une personne, non loin de l'Institut polytechnique ou venait de s'ouvrir la « loya jirga » ou grande assemblée traditionnelle.

Cet incident illustre la situation qui prévaut en ce moment en Afghanistan. Sous l'œil des Soviétiques, présents militairement et civillement

dans le pays depuis huit ans, le numéro un afghan, mis en place par le Kremlin en mai 1986, expose à un échantillon de ses compatriotes réunis selon des critères très confus les nouvelles institutions supposées « créer une base légale pour la réconciliation nationale » qui devrait permettre le retrait des troupes soviétiques.

### Le siège de Khost

M. Najibullah lui-même se taille la part du lion dans cette Constitution, puisqu'elle crée une fonction de président de la République au pouvoir immense, alors que l'opposition armée ne cesse de répéter qu'elle ne peut faire affaire avec M. Najibullah, trop étroitement associé à Moscou. La Constitution commence par l'invocation : « Au nom d'Allah le bienheureux, le miséricordieux », mais est appuyée par l'URSS, qui proclame l'athéisme. Et, pendant que les délégués enturbannés débattent et votent sagement, à l'extérieur on se bat sans trêve.

M. Najibullah a d'ailleurs abordé ces combats avec une franchise surprenante, interrompant un moment les discours diaphanes sur la nouvelle Constitution. « L'ennemi n'a pas encore déposé les armes », déclare-t-il. Vous avez pu entendre ce matin les explosions aveugles des mercenaires de l'impérialisme. J'ai été informé d'une décision que nous devons prendre ici ensemble. »

Le dirigeant afghan rapporte alors que les quarante mille habitants de Khost, un district situé à 30 kilomètres de la frontière pakistanaise, sont assiégés. « Le Pakistan et les extrémistes ont coupé toutes les routes permettant de les ravitailler », dit-il. Seul le ravitaillement par voie aérienne est donc possible, mais les missiles soviétiques Stinger et Blowpipe utilisés par la guérilla empêchent un ravitaillement sérieux de jour. Chaque nuit, seules 15 tonnes de vivres peuvent être apportées, ce qui est insuffisant pour les besoins de la population.

Les « extrémistes » ayant refusé une première proposition de conciliation, « nous avons commencé des opérations militaires pour dégager la route. Vendredi, nous avons décidé de suspendre ces opérations et avons donné six à dix jours au Pakistan et aux extrémistes pour ouvrir la route. C'est à vous de décider ce que nous devons faire ensuite : allons-nous combattre ce blocus économique, allons-nous partir ou allons-nous abandonner cette partie de notre terre à l'ennemi ? »

Les uns après les autres, douze délégués d'âges divers se lèvent pour exprimer, avec force gestes et passion, dans un langage simple mais enflammé, leur opinion sur la question. La plupart n'y vont pas par quatre chemins : « Envoyez-moi à n'importe quelle frontière, nous nous battons et nous vaincrons, même au prix de notre vie », dit l'un. « Khost est une fierté pour nous tous, battons-nous », lance un autre. Mais quatre des intervenants, plus modérés, demandent de ne pas « transformer cette jirga de paix en jirga de guerre », et de tenter tous les moyens pacifiques.

### Les pouvoirs de M. Najibullah

Sans, cette fois-ci, juger utile de soumettre la question au vote, M. Najibullah décide alors, « sur la base du Coran », de proposer aux adversaires « un moratoire de six, vingt et même vingt et un jours » pour ouvrir la route, pendant lesquels « nos forces suspendront les opérations militaires ».

Selon diverses informations, le siège de Khost dure depuis un mois. Les diplomates occidentaux à Kaboul mettent cependant fortement en doute les propos de M. Najibullah sur un arrêt des opérations militaires dans la région : d'après eux en réalité, la bataille fait rage, appuyée par une contre-offensive soviétique après une cuisante défaite des forces afghanes il y a une dizaine de jours.

Ce faisant, l'heure avance à la loya jirga : « Le patriotisme est une affaire sérieuse, mais le dévouement refroidit », remarque prosaïquement le vice-président de la séance.

L'après-midi, les débats vont s'enliser dans la discussion des cent quarante-huit articles de la Constitution. Lorsque la première journée de travaux se termine, on n'en est qu'à l'article 77, mais l'essentiel a été approuvé avec l'adoption sans modification de l'article 75 sur les pouvoirs du président. Ceux-ci vont du commandement suprême des forces armées à la nomination du premier ministre en passant par celle des hauts fonctionnaires et des responsables militaires, ou la proclamation de l'état d'urgence. La volonté exprimée par de nombreux

délégués avant la jirga de réduire le mandat présidentiel de sept à cinq ans n'a finalement pas été retenue, « par souci de stabilité », explique-t-on en coulisse.

En fait, les seules modifications apportées au projet initial publié il y a six mois tendent à atténuer la formulation marxiste ou révolutionnaire du texte pour en accentuer les références islamiques, afin de le rendre plus acceptable pour les groupes d'opposants. Mais cela reste une affaire de formulation. « Il n'existe pas dans cette Constitution un seul mécanisme permettant d'envisager un accord avec l'opposition », relève un diplomate occidental.

SYLVIE KAUFFMANN.

## Un général dans la mitraille

KABOUL  
de notre envoyée spéciale

Au moins deux personnes ont été tuées, lundi matin 30 novembre à Kaboul, dans un incident qui a opposé, selon un porte-parole officiel, un ancien chef rebelle devenu général de l'armée afghane aux forces de l'ordre.

Deux fusillades nourries de plusieurs minutes chacune ont été distinctement entendues à une centaine de mètres de l'hôtel Intercontinental, voisin de l'Institut Polytechnique où est réunie la « Loya Jirga ». A 8 heures, une voiture criblée de balles restait sur la chaussée derrière un blindé, et deux journalistes occidentaux ont vu trois corps étendus dans une mare de sang dont un seul paraissait encore en vie.

Selon un responsable afghan, M. Kayani, membre du comité

central, l'incident a été provoqué par le général Ismat Muslim, ancien chef d'un groupe rebelle de Kandahar rallié aux forces gouvernementales il y a deux ans, et qui participait à la Jirga en tant que délégué.

« Il a tenté de forcer le passage vers l'Institut Polytechnique, ignorant les mesures de sécurité supplémentaires qui ont été prises pour cette assemblée », a déclaré M. Kayani, il a ouvert le feu sur les forces de l'ordre, ce qui a provoqué la fusillade que vous avez entendue. »

M. Ismat Muslim, personnage assez turbulent selon ceux qui le connaissent, avait vingt-cinq mille hommes sous ses ordres dans la résistance. Passé au régime prosoviétique de Kaboul et promu général, il avait conservé un groupe de mille cinq cents hommes avec lui.

S. K.

# OK!

23 SEPTEMBRE 1987, ENTRE LE GROUPE CGE ET ITT : LA CONFIANCE!  
AU DEBUT DE L'ANNEE, LA CGE REPREND LES ACTIVITES DE TELECOMMUNICATIONS D'ITT DANS LE MONDE ET CREE ALCATEL NV, PREMIER INDUSTRIEL MONDIAL DE SYSTEMES DE COMMUNICATION.  
NEUF MOIS PLUS TARD, LE GROUPE AMERICAIN MARQUE SA CONFIANCE DANS LA NOUVELLE SOCIETE EN Y INVESTISSANT 180 MILLIONS DE DOLLARS POUR MAINTENIR SA PARTICIPATION A 37 %.

ACTIONNAIRES DE LA CGE,  
CE NOUVEAU SUCCES DU GROUPE  
EST AUSSI LE VOTRE.



N° 52  
décembre

urse  
ollar...

IBRAIRIE  
Monde

ESALITRA  
ZLM16



هكذا من الراحل

## Amériques

### Les violences et l'annulation des élections générales en Haïti

#### Une nation humiliée

(Suite de la première page.)

On a relevé quinze morts au bas mot, dont un cameraman de la télévision dominicaine, et des dizaines de blessés, parmi lesquels deux autres journalistes.

En fin de matinée, la ville était livrée aux caprices des commandos motorisés de « macoutes », caricaturaux avec leurs lunettes Ray-Ban et leurs usés (pistolets mitrailleurs) au côté. Encastrant bureaux de vote ou hôtel s'en prenant même à l'hôpital où des ambulances déversaient les blessés, ils tiraient au hasard à la manière de cow-boys fous, sans aucun contrôle apparent. L'armée, partout visible, s'est contentée de patrouiller sans intervenir. Sur le Champ-de-Mars, au centre-ville, une camionnette de soldats semblait suivre placidement deux voitures d'où partaient des coups de feu, tandis que, sur la route qui longe le parc de l'Hôtel Oloffson, deux blindés légers faisaient une apparition ébue et gratuite dans la fusillade.

A la radio, débordés par les demandes d'ambulances ou les annonces signalant les plaques minéralogiques des voitures suspectes, les nouvelles de province, égarées peu à peu, étaient, elles aussi, scabieuses. Exactions, incendies, violences. Ainsi, à Gonâves, ce sont, d'après les témoins, l'armée et la police elles-mêmes qui auraient dispersé les électeurs et confisqué le matériel électoral.

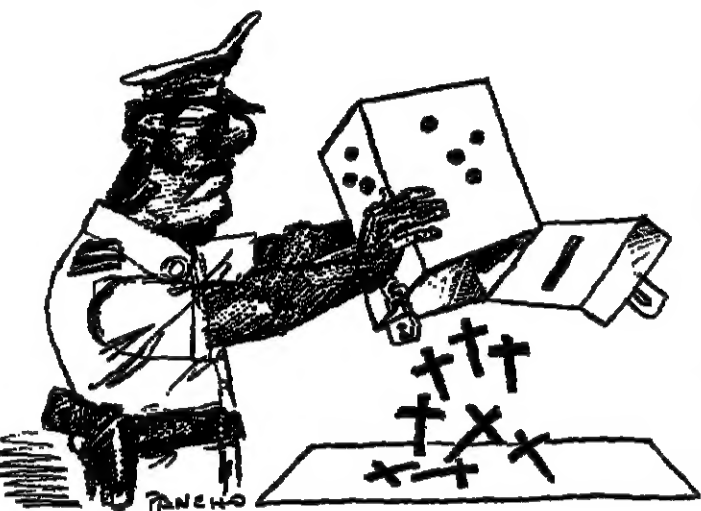
Après des semaines d'interrogations sur l'attitude de plus en plus ambiguë de l'armée, la réponse semblait, cette fois, s'imposer. Aussi, dans ce contexte de « loi martiale spontanée », le communiqué du Conseil national de gouvernement (CNG), annonçant vers 14 h 30 que le CEP avait failli à sa tâche et que la loi élec-

torale du 10 août dernier était abrogée, a-t-il été accueilli, lui aussi, presque sans surprise.

Et même, pourrait-on dire, avec curiosité. Ce communiqué, signé de MM. Namphy et Régala, ainsi que des autres membres du CNG, prouvait, qu'après tout, un plan sous-tendait cette brutalité aveugle et que, à tout prendre, il y avait derrière ce terrorisme, une certaine forme de gouvernement organisé en Haïti. Ne serait-ce que dans la façon presque comi-

que dont ce texte citait scrupuleu-

sement tous les articles d'une loi qu'il s'apprêtait à transgresser allégrement.



sement tous les articles d'une loi qu'il s'apprêtait à transgresser allégrement.

Les rumeurs, étayées par des informations de source diplomatique et militaire, faisaient, il est vrai, état d'une intense discussion au sein des forces armées. Les plus « durs », tous nostalgiques de Duvalier et conduits par le colonel Paul, chef des casernes Dessalines, lui-même de sept mille hommes et de sa propre milice,

Mais que le général Namphy, en perte de vitesse ou pas, ait volontairement ou non participé à l'annulation provisoire des élections, une chose est sûre : Washington, qui avait donné son aval au CNG, vient de voir son jugement et ses engagements bafoués. Et ce, en dépit des mises en garde et des pressions répétées. Le plus humilié reste le peuple haïtien qui, dans la mésaventure, a tout de même appris qu'il était capable de se mobiliser. On l'a vu à Léogane, dans les grandes veilles de soutien au CEP, ou encore samedi matin à l'église du Sacré-Cœur où s'écrasait une foule fiévreuse pour les funérailles d'un jeune lycéen assassiné dans la rue.

Le prétre, dans son sermon, devait insister : « Il est mort, tué aveuglément par ceux qui ne veulent pas le bien du pays. (...) Ne permettez pas que le jour devienne la nuit. » Cette mobilisation, on l'a vue enfin tout simplement dans les 2 200 000 inscriptions qui figurent, malgré tout, sur les listes électorales.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

#### Washington supprime son aide économique et militaire

WASHINGTON  
de notre correspondant

L'aide économique accordée par les Etats-Unis (programme humanitaire compris) avait dépassé 100 millions de dollars par l'année en cours. Sur cette somme, 8 millions de dollars étaient destinés à l'organisation des élections. L'aide militaire, beaucoup plus modeste, s'élevait à 1,2 million de dollars.

Pendant les mois qui ont précédé les élections avortées, Washington avait, à maintes reprises, exprimé son soutien au processus électoral. Samedi encore, le Département d'Etat rappelait que cette élection était « cruciale pour la marche déterminée de ce pays vers la démocratie ».

Le président Reagan avait envoyé sur place une délégation d'observateurs présidée par un responsable républicain. Cependant deux membres de cette délégation s'étaient vu refuser l'entrée du territoire haïtien parce qu'ils figuraient parmi les quarante-six signataires d'une lettre adressée aux autorités haïtiennes à propos des violations des droits de l'homme. Les onze membres de cette délégation, ainsi que des journalistes blessés dans les fusillades devaient être évacués dès dimanche soir par un avion de l'US Air Force.

La réaction des Etats-Unis après les tragiques événements de dimanche a au moins le mérite de la clarté, et sa rapidité montre que l'administration ne se fait pas illusion sur le général Namphy. Cela dit, les responsables américains, particulièrement sensibles à tout ce qui se passe aux Caraïbes, se trouvent à présent confrontés à une question beaucoup plus délicate : que faire d'autre maintenant que la solution « démocratique » sur laquelle ils avaient misé a échoué ? Un congrès démocrate croit tenir la solution : il souhaite « une intervention de la communauté mondiale » sous la conduite des Etats-Unis.

JAN KRAUZE.

#### La politique de la terreur

La mort de plus d'une centaine d'Haïtiens depuis le début des émeutes contre l'ancien dictateur et l'instauration de la démocratie dans l'île n'aurait conduit qu'à la terreur et à l'annulation des élections générales qui devaient mettre un terme à trente années de totalitarisme et à des siècles de violence. Les milieux duvaliéristes et macoutes sont pour l'instant arrivés à leurs fins. L'armée et son chef, le général Henri Namphy, qui dirige le Conseil électoral provisoire (CNEP), ont failli à leur tâche.

La question est de savoir si cet échec est à mettre au compte d'incapacités ou de complicités. La première hypothèse pourrait sembler la bonne. Le numéro deux du régime et de l'armée, le général William Régala, s'était engagé à « garantir la sécurité des élections », avec le résultat que l'on sait. Mais depuis trop de temps les militaires et le gouvernement, dirigés par les mêmes hommes, fermaient les yeux sur la montée de la violence, dont les origines étaient pourtant claires. La première décision prise dimanche par le président du CNG a été de dissoudre le Conseil électoral provisoire, l'organisme indépendant chargé d'organi-

ser les élections, qui était apparu bien seul pour défendre le retour à la démocratie.

Le général Namphy a maintenant la tâche de gérer ce coup d'Etat qui ne veut pas dire son nom. A l'intérieur du pays tout d'abord, face à une population dont la présence dans les bureaux de vote aux premières heures de la journée, malgré la nuit de terreur, montre assez la détermination. Mais aussi à l'étranger, vis-à-vis de gouvernements qui sont en droit de s'estimer trompés par les autorités haïtiennes. La réaction des Etats-Unis ne laisse aucun doute. La réprobation ne peut que s'amplifier à l'égard de ce régime et les promesses d'élections et de respect du calendrier, qui prévoyait l'installation d'un président civil régulièrement élu le 7 février 1988, ne doivent qu'être une illusion.

Les deux années de cette prétendue « transition démocratique » ont démontré à maintes reprises le manque de capacité politique, pour ne pas dire plus, du général Namphy. Qu'il s'agisse de l'adoption du nouveau drapeau haïtien, remplaçant l'emblème duvaliériste, de l'adoption du calendrier électoral ou de la gestion des affaires courantes,

toutes les décisions ont été prises avec retard et maladresse sous la pression populaire. On peut, là encore, y voir un noir dessin, la détermination de restaurer les instruments d'une dictature déchu ou les effets d'une extrême incompetence.

C'est en fait la conjonction de ces deux éléments qui produit aujourd'hui le pire. Mais le général Namphy s'appuie sur des bases qui ne sont qu'apparences. La force du duvaliérisme en 1957 reposait sur une politique « noiriste » et nationaliste qui n'a plus cours. Bien plus, les Etats-Unis réclament d'appareiller pour beaucoup d'Haïtiens — et ce n'est pas le moindre paradoxe de cette situation — comme un recours possible, comme en février 1986.

« Nous n'avons pas souhaité être là, et c'est accidentellement que nous sommes arrivés au pouvoir », disait le général Namphy en juillet 1986. Il est clair qu'aujourd'hui c'est la majorité de la population qui ne souhaite plus être dirigée par un homme qui n'a su que faire ramplir de ses cendres la politique de la terreur. Cette volonté populaire se heurte, aujourd'hui comme hier, à la force des armes. Jusqu'à quand ?

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

#### Près de vingt et un mois de violences

Depuis le départ, le 7 février 1986, de l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, fût dans la joie par le peuple haïtien, l'espoir d'un retour à la démocratie promis par le général Henri Namphy, président du Conseil national de gouver-

nement (CNG), n'a cessé de se heurter à la résistance des milieux duvaliéristes, avec les complicités tacites de l'armée. Voici les grandes dates de cette « transition démocratique » :

1986

18 FÉVRIER. — Le Parlement est dissous, le général Namphy annonce une nouvelle Constitution et des élections au suffrage universel direct.

26 FÉVRIER. — Le CNG rétablit le couvre-feu à Port-au-Prince après des scènes de pillage et le lynchage de « macoutes ». Il est levé un mois plus tard.

24 MARS. — Après la démission de quatre des sept membres du CNG, cinq mille manifestants demandent un gouvernement provisoire civil.

26 AVRIL. — Huit personnes sont tuées par l'armée lors d'une manifestation devant l'ancienne prison de Fort-Dimanche où

était enfermés les détenus politiques du temps de la dictature.

8 JUIN. — Annonce officielle d'élections législatives et présidentielle pour novembre 1987 sous la promesse de nombreuses manifestations au mois et juin réclamant un « calendrier » (deux morts).

1<sup>er</sup> AOÛT. — Décret réglementant le fonctionnement des partis. Pour la première fois depuis cinquante ans, il n'est pas discriminatoire envers le Parti communiste.

SEPTEMBRE-OCTOBRE. — Manifestations antigouvernementales. Plusieurs politiciens dissidents, la réapparition des « macoutes ». Le général Namphy réaffirme sa volonté d'organiser des élections libres.

17-21 NOVEMBRE. — Grève générale à l'appel de cinquante-deux partis d'opposition pour obtenir le départ du CNG (trois morts).

1987

29 MARS. — Forte participation au référendum sur le projet de Constitution, qui recueille 99 % de votes favorables. Cinq jours avant, le colonel Régala, numéro

deux du régime et de l'armée, était promu général.

28 AVRIL. — Entrée en vigueur de la nouvelle Constitution.

15 MAI. — Création du Conseil électoral provisoire (CEP), chargé d'organiser les élections et formé de représentants indépendants de divers secteurs de la société.

29 JUIN-10 JUILLET. — Grève générale à l'appel de cinquante-sept organisations politiques, syndicales et religieuses pour protester contre un décret gouvernemental réduisant le rôle du CEP. Malgré son abstention, une grève générale spontanément suivie réclame la démission du CNG. Au moins vingt personnes sont tuées lors de ces journées.

23 JUILLET. — Une centaine de paysans sont massacrés par un groupe armé à Jean-Rabel.

6 AOÛT. — Le CEP remet officiellement au CNG la loi électorale définitive et réaffirme son indépendance à l'égard du pouvoir.

13 OCTOBRE. — Cinq jours après l'ouverture de la campagne électorale, un candidat à la présidence, Yves Volat, est assassiné.

22-28 NOVEMBRE. — Multiplication des violences par des groupes armés (au moins vingt-six morts).

#### ÉTATS-UNIS

#### Fin de la mutinerie des détenus cubains à la prison d'Oakdale et libération des vingt-six otages

Les vingt-six personnes retenues en otage depuis une semaine par les mutins cubains de la prison d'Oakdale (Louisiane) ont été libérées samedi, ainsi que des détenus saïnes et saïnes dimanche 29 novembre tandis que les détenus concluaient un accord avec les autorités. Mais au centre pénitentiaire d'Atlanta la situation n'avait guère évolué lundi matin, et quatre-vingt-dix otages demeuraient prisonniers de mille cent détenus qui, comme à Oakdale, refusent d'être rapatriés à Cuba (le Monde du 28 novembre).

Peu après la libération des otages — « épais » mais « bien traités », selon un porte-parole officiel, — les neuf cent cinquante détenus ont entassé leurs armes improvisées dans la cour de la prison, et l'un d'eux a brandi un drapeau américain. Les négociations qui ont abouti à l'arrêt de la mutinerie ont été menées sous l'égide de l'évêque auxiliaire de Miami, Mgr Augustin Roman, dont les détenus avaient réclamé la caution. L'accord prévoit notamment la libération et l'attribution d'une carte de séjour pour les Cubains ayant déjà purgé leur peine et possédant de la famille aux Etats-Unis, alors que le cas des autres sera examiné « de façon complète et juste » et que les malades mentaux seront soignés. Aucune poursuite ne sera engagée pour la rébellion.

A Atlanta, les autorités espéraient que la fin de la mutinerie à Oakdale aurait une influence positive, mais faisaient remarquer que les mille cent détenus de ce pénitencier sont considérés comme beaucoup plus « durs ». Toutefois, après de nombreuses incendies de bâtiments et des bagarres samedi, quatre otages ont été libérés. Deux autres signes de détente ont été remarqués dimanche à Atlanta : la distribution d'eau, coupée auparavant par les autorités, a été rétablie, et des négociations ont repris. — (AFP.)

## Afrique

### TUNISIE

#### La Cour de sûreté de l'Etat confirme les peines prononcées contre des islamistes

TUNIS  
de notre correspondant

La Cour de sûreté de l'Etat a confirmé, samedi 28 novembre, la condamnation à mort de M. Ali Laaridj et les peines de travaux forcés — de dix ans à la perpétuité — infligées à dix de ses amis du Mouvement de la tendance islamique (MTI), arrêtés après leur condamnation par contumace. Mais deux étudiants du même mouvement ont vu leur condamnation ramenée de dix à cinq ans de travaux forcés.

Le cas de M. Laaridj retient particulièrement l'attention. Dans les milieux politiques et judiciaires, on imagine mal, au cas où son pourvoi en cassation serait rejeté, que M. Ben Ali n'use pas de son droit de grâce, qu'il aura ainsi l'occasion d'exercer pour la première fois depuis son accession à la présidence de la République.

Cette affaire devrait être l'une des toutes dernières qu'examinera la Cour de sûreté de l'Etat. En effet, un communiqué de la présidence de la République a annoncé, dimanche, que M. Ben Ali avait demandé au gouvernement de présenter à la Chambre des députés un projet de loi portant suppression de cette juridiction d'exception. La fonction de procureur général de la République sera également supprimée.

Le Conseil national du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), qui tenait dimanche une réunion extraordinaire, s'en est aussitôt félicité. En revanche, il a estimé que l'arrêt de la Cour rendait la veille « contradictoire l'orientation mise en avant par les artisans du changement du 7 novembre », et a demandé au chef de l'Etat qu'il commue la peine capitale prononcée à l'encontre de M. Laaridj.

Tout en réaffirmant son appel à l'« orientation démocratique et pluraliste » du nouveau pouvoir, le MDS demande notamment la promulgation d'une loi d'amnistie, la séparation de l'appareil de l'Etat de celui du Parti socialiste destitué, ainsi que l'organisation d'élections législatives générales et d'élections municipales anticipées « dans un délai raisonnable, afin de couvrir la volonté populaire du changement ».

MICHEL DEURÉ.

● Une visite de M. Hedi Saccouche au Maroc. — Quelques jours après s'être rendu en Algérie, le premier ministre tunisien, M. Hedi Saccouche, a fait une visite au Maroc, le samedi 28 novembre. Après avoir rencontré le roi Hassan II à freme, il a affirmé son espoir de voir s'intensifier la coopération régionale, ajoutant toutefois qu'il « n'est pas à l'heure actuelle un projet défini sur la manière dont sera édifié le Maghreb arabe ». — (AFP.)

ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES

N° 52  
décembre

EN  
KIOSQUE

Qui peut  
défendre le franc ?

Le Monde  
sur minitel

REVUE DE PRESSE

Les grands quotidiens nationaux

3615 TAPÉZ LEMONDE puis PRS



Europe

YUGOSLAVIE

La presse à nouveau sur la sellette

BELGRADE  
de notre correspondant

Après avoir connu pendant plusieurs mois un vent inhabituel de liberté et entendu même des félicitations pour sa contribution à la divulgation des opérations frauduleuses d'Agrokomerc, la presse est soumise à une reprise en main. La première victime en a été M. Mirko Djeric, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Nin*, qui a été relevé de ses fonctions en raison de la publication par son journal de textes au contenu « nationaliste », considérés à l'heure présente par le régime comme la forme la plus grave de « déviationnisme » politique.

Critiqué à plusieurs reprises dans des réunions du parti, M. Djeric, loin de faire son mea culpa, est passé à la contre-attaque. Dans le dernier numéro de *Nin* paru sous sa direction, il a défendu avec force dans un éditorial le droit de la presse d'écrire la vérité, et insisté sur son droit de s'opposer à ceux qui, aujourd'hui encore, s'en tiennent au fameux principe selon lequel « un journal n'est communiste que s'il se soumet aux directives du parti ».

*Nin* est l'une des publications du groupe Politika, qui sont indépendantes les unes des autres et possèdent chacune leur propre rédacteur en chef. Une autre de ces publications, *l'Interveju*, a été apostrophée pour un article dit à la plume de M. Stanovljub Djukic, éminent commentateur politique, intitulé « Les journalistes volent au ciel ». M. Djukic faisait l'historique des épurations effectuées dans les rédactions belgradoises après 1972, citait des noms et donnait des précisions sur les déboires des journalistes avec le pouvoir méconnus du public. Ses allégations ont été qualifiées de « dangereuses et sans fondement », notamment celle faisant état de l'existence d'une liste de journalistes menacés d'éviction.

Une troisième rédaction du groupe Politika s'est trouvée, elle aussi, sur la sellette. Il s'agit de *Svet*, également un hebdomadaire, accusé, entre autres, d'avoir publié l'exposé présenté lors d'une réunion

à huis clos du comité de Belgrade par M. Radmilo Kljajic, son secrétaire exécutif, récemment éliminé pour « déviationnisme ». M. Kljajic affirmait ses convictions marxistes, mais en précisant qu'« il n'appartenait pas aux gens qui portent la tête sur leurs épaules, mais y entretiennent les idées des autres ».

Personnage populaire du petit écran

Le 25 novembre enfin, M. Mihailo Eric a été relevé de ses fonctions de chef du service d'information de la télévision de Belgrade. Personnage populaire du petit écran dont les entretiens en direct avec les dirigeants politiques et économiques étaient suivis avec intérêt, son sort a été décidé par les téléspectateurs de la crise qui sévit au sein du parti serbe et d'avoir manifesté une certaine sympathie pour Ivan Stambolic, président de la République fédérale de Serbie, dont la position est actuellement gravement menacée.

A l'autre bout du pays, en Slovénie, où la presse a depuis longtemps affaire à un régime relativement libéral, l'inculpation de quatre collaborateurs de *Katedra* suscite de vives polémiques. *Katedra* est le périodique d'un groupe d'étudiants contestataires de l'université de Maribor qui a été interdit à plusieurs reprises pour ses critiques du marxisme, de l'autogestion, de Tito, etc.

Selon la police, les personnes en cause usaient de la drogue dans les locaux de la rédaction, et les poursuites engagées contre elles n'avaient donc aucun rapport avec leurs activités de journalistes. Les inculpés contestent cette version des faits. Ils affirment que la police, lors de leur interrogatoire - qui fut conduit d'une façon « incorrecte », - s'est intéressée en premier lieu au fonctionnement du journal, à ses collaborateurs et à leurs revenus, non à la drogue. Le recteur de l'université de Maribor a pris la défense des inculpés, et on attend avec intérêt leur procès, qui ne saurait tarder.

PAUL YANKOVITCH.

BIBLIOGRAPHIE

« L'Arbre colérique. Journal de Cracovie, 1976-1986 », d'Adrien Le Bihan.

A l'écoute de la Pologne

Adrien Le Bihan a tourné dix ans dans son sujet, titonnant à la rencontre, dit-il, « de ce qui est et de ce qui se passe » en Pologne, faisant de l'attention (au sens de Simone Weil) une discipline et même une mystique. Grâce à quoi son *Journal de Cracovie* est une porte d'entrée sans équivalent dans la Pologne actuelle, ce « laboratoire historique de l'ère du communisme vacillant », comme dit le préface.

On attribue habituellement la résistance des Polonais devant le communisme aux défauts mêmes qu'on leur prête : leur cléricisme, leur nationalisme et cet antisémitisme dont, par un racisme à rebours, on fait dans leur cas un attribut naturel. On admire qu'ils ne cèdent pas, mais on fait de leur refus de céder un symptôme de retard. Ces préjugés-là, Le Bihan les prend à contre-pied.

Certes, il n'a aucune complaisance dans ses observations. Il cherche même par principe ce qui dément la vision simpliste des choses, celle de Wajda selon lui : il montre une Pologne moins banalement héroïque, plus inquiète, plus désolée, plus triviale. Mais c'est précisément cela qui lui permet de voir que la résistance polonaise est forte, parce qu'elle innove et non parce qu'elle traduit un repli sur la légende nationale.

Avec sa connaissance de l'histoire et de la culture polonaises, il saisit que Solidarnosc n'est pas un surgissement du visuel nationaliste (historique, démonstratif, chimérique) et qu'elle a intégré les critiques de cette catastrophe mise en scène. Conduite par un homme du peuple, la libération se fait cette fois « sur place, sans plumes de paon et sans corne d'or ». Il y a quelques choses de chaplinesque dans son leader, ce pêcheur à la ligne qui ne veut pas le pouvoir, pas même le contre-pouvoir, qui va à la messe pour se purger de sa volonté de puissance.

Ce n'est pas non plus ce qu'il a de conformiste et de moraliste que le catholisme polonais résiste : s'il n'était que machine à rassembler et à culpabiliser le peuple (travail, famille...), il pourrait servir de supplément vertueux du régime. C'est par un autre côté qu'il gêne et déstabilise : par ce qu'il en lui « reste de l'ordre de la foi », c'est-à-dire de l'individualité radicale.

Adrien Le Bihan montre bien, dans le cas du cardinal Wyszynski, que ce n'est pas l'institution qui a taré, mais la conscience personnelle. Dans sa prison, abandonné par ses pairs, le prêtre ne comptait plus que sur lui-même. Il écrivait magnifiquement dans son journal : « Ceux qui ont capitulé souhaitent ma résistance. » C'est alors qu'est née la stratégie que Walsse incarnera par la suite : négocier certes avec le pouvoir, mais en lui échappant, sans se laisser inclure dans son jeu, en manifestant sans cesse qu'au niveau des valeurs fondamentales auxquelles on tient plus que tout le régime n'est pas qualifié.

Tout agnostique qu'il soit, peut-être même parce que agnostique, Le Bihan s'intéresse particulièrement à une certaine ouverture à l'intérieur même du catholicisme polonais, qui rend celui-ci capable de rejoindre les non-croyants, parce qu'il « a cessé de tout savoir et d'écouter tout le reste en baillant ».

Ecouter en baillant

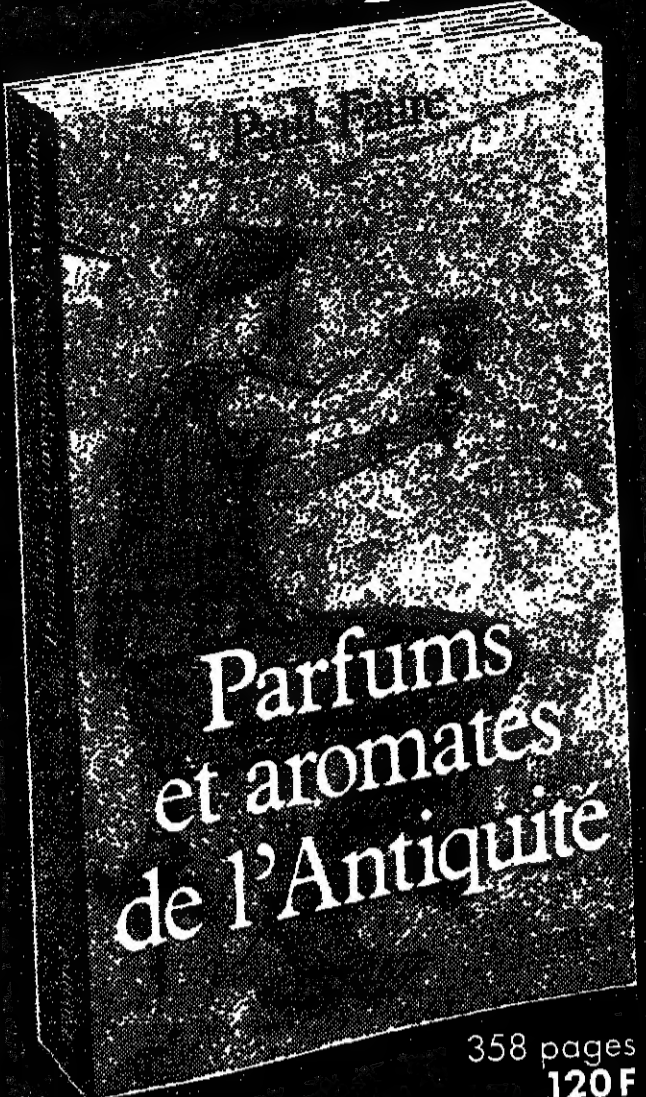
Ce qui a fasciné l'auteur à Cracovie, c'est que, dans ce conservatoire de la mémoire nationale, journaux, théâtres et cabarets aient su équilibrer l'insolence, l'autodérision, avec la piété patriotique. Grâce à Grotowski, à Kantor, au souvenir de Witkiewicz, aux lectures de Gombrowicz, aux catholiques égarés de *Typodruk powozachny*, au courage égalitaire de certains journalistes de la presse officielle pendant la période de Solidarnosc, la capitale du passé est devenue une ville « héritière », une capitale de la liberté spirituelle, le creuset d'une Pologne nouvelle sachant dépasser, parce qu'elle se connaît mieux et se sent moins, les ve-et-vent entre le cynisme désespéré, le repliement et les grand-messes nationales.

Cracovie pratique le « réalisme sobre et moqueur » qui est devenu le ton de la persévérance polonaise, laissant aux oppresseurs l'effroi et l'irréalisme. Et ce n'est pas un hasard si, dans l'examen de conscience actuel concernant les rapports polono-juifs, on trouve au premier rang les mêmes cercles cracoviens.

PAUL THEBAUD.

\* *L'Arbre colérique. Journal de Cracovie, 1976-1986*, d'Adrien Le Bihan. Editions La Découverte.

L'HISTOIRE chez Fayard



358 pages  
120 F

L'odyssée des sens

Patrick Mauriès - L'Express

GAGNÉ!

8 SEPTEMBRE 1987, UN ACCORD IMPORTANT A ETE SIGNE ENTRE LE GROUPE CGE ET LE MEXIQUE.  
PAR CET ACCORD, ALSTHOM ENTRE A HAUTEUR DE 49 % DANS LE CAPITAL DE TURALMEX, FOURNISSEUR UNIQUE DU MARCHE MEXICAIN DE TURBINES ET D'ALTERNATEURS DESTINES A LA PRODUCTION D'ENERGIE. CET INVESTISSEMENT S'ACCOMPAGNE DU PLUS LARGE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE AU MONDE REALISE EN CE DOMAINE.

ACTIONNAIRES DE LA CGE, CE NOUVEAU SUCCES DU GROUPE CGE EST AUSSI LE VOTRE.





## A travers le monde

## CEE

## Dernière réunion préparatoire avant le sommet de Copenhague

Bruxelles (AFP). — Le concave, qui réunit depuis dimanche à midi les ministres des affaires étrangères des pays membres de la CEE et qui devait se terminer le lundi 30 novembre à la mi-journée, est la dernière réunion préparatoire au Conseil européen qui rassemblera les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze à Copenhague les 4 et 5 décembre. Son objet, comme celui des nombreuses autres rencontres préparatoires qui ont eu lieu ces dernières semaines, n'était pas de débattre un accord préalable au Conseil européen mais de clarifier les positions des uns et des autres.

Les ministres ont débattu à Bruxelles sur la base d'un compromis élaboré par la présidence danoise qui reprend les grandes lignes du projet de réforme du financement de la CEE mis au point par M. Jacques Delors, avec des variantes sur certains points (taux de prélèvement sur la TVA, attribution des fonds structurels notamment). Le texte laisse au sommet de Copenhague le soin de trancher sur trois dossiers-clés : montant global des ressources de la CEE, aide aux régions pauvres et « retour » accordé à la Grande-Bretagne. Le premier tour de table du concave a laissé apparaître, dimanche, l'opposition traditionnelle entre la France et la RFA d'un côté la Grande-Bretagne de l'autre sur le problème de la discipline budgétaire, indiquant-on de sources diplomatiques à Bruxelles.

## Guerre du Golfe

## L'Irak a repris ses bombardements en territoire iranien

L'aviation irakienne a repris, le dimanche 29 novembre, ses raids en territoire iranien, après une pause de dix jours, en bombardant des installations électriques dans le sud-ouest du pays. Selon un porte-parole militaire à Bagdad, les appareils irakiens ont mené des raids simultanés contre le réseau de distribution électrique du barrage de Reza'Chah Al-Khobar et

contre la station de distribution électrique du barrage de Dez, leur infligeant d'importants dégâts.

Dimanche, les avions et les hélicoptères de combat irakiens ont effectué au total soixante-dix raids contre des objectifs iraniens sur le front, à l'intérieur du territoire iranien et dans le Golfe. Le dernier raid de ce type avait, selon Téhéran, visé, il y a dix jours, la centrale nucléaire de Bouchahr.

Bagdad a, en outre, annoncé que son aviation avait touché samedi un pétrolier près des côtes iraniennes. C'est le deuxième pétrolier que l'Irak affirme avoir atteint depuis vendredi, mais ces deux raids n'ont pas été confirmés de source maritime indépendante dans la région.

Pour sa part, l'Iran a de nouveau haussé le ton envers les Etats-Unis. Le président iranien Ali Khamenei a affirmé samedi que « l'Iran pourrait prendre l'initiative d'attaquer les Etats-Unis en premier si les intérêts iraniens dans le Golfe étaient en danger ».

Enfin, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Javad Larijani, devait se rendre lundi à New-York pour y exposer devant l'ONU la position iranienne sur la résolution 598 du Conseil de sécurité et sur « les voies de l'application de la justice », a annoncé dimanche Radio-Téhéran. — (AFP.)

## Inde

## La coopération avec l'URSS

Dans nos éditions du 27 novembre, une erreur de transmission a déformé le sens de l'article de notre correspondant à propos de la visite du premier ministre soviétique, M. Rykov, à New-Delhi. L'ambassadeur indien, M. Rajiv Gandhi, n'a pas dit que l'Inde avait fait l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire soviétiques, mais qu'il « étudiait » l'acquisition de ces sous-marins. Cette erreur a été reprise dans le titre de l'article.

## Liban

## Obus sur une école de police : neuf morts

Neuf personnes ont été tuées et trente-deux autres blessées, le samedi 28 novembre, par un obus

tombré sur une école de formation de policiers située dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, selon un bilan de la police libanaise.

L'obus est tombé dans la cour de l'institut des forces de sécurité intérieure (FSI, police) à Kfarshima (12 kilomètres au sud de Beyrouth), alors qu'un accrochage avec artillerie et roquettes antichars se déroulait sur la ligne de démarcation entre les secteurs chrétiens et musulmans de la banlieue sud de la capitale, a précisé un communiqué des FSI. Les personnes tuées étaient de nouvelles recrues de la police qui suivaient une session d'entraînement de trois ans dans cet institut, qui regroupe un millier d'élèves de toutes confessions et de toutes les régions libanaises, a ajouté la police. — (AFP.)

## Mozambique

## Soixante tués lors d'une attaque de la guérilla

Maputo. — Une soixantaine de personnes ont été tuées, le samedi 28 novembre, au cours d'une attaque que la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) contre un convoi de véhicules civils à Maluana, à 50 km au nord de la capitale. Des sources militaires, on indique que 38 survivants blessés ont été hospitalisés à Maputo. Le convoi était composé d'environ 80 véhicules civils qui circulaient vers la capitale, en empruntant l'axe routier principal traversant du nord au sud le pays.

La RENAMO (soutenue par Pretoria) attaque régulièrement la route au nord de Maputo dans le but, selon le gouvernement, de perturber l'approvisionnement en denrées alimentaires de la capitale mozambicaine. En octobre, deux attaques de la guérilla s'étaient soldées par la mort de plus de 300 civils. La RENAMO a toujours nié être l'auteur de ces massacres. (AFP.)

## République sud-africaine

## Neuf morts dans des affrontements entre Noirs

Johannesburg. — Neuf personnes ont été tuées au cours du week-end dans des affrontements entre

groupes politiques noirs rivaux près de Pietermaritzburg, capitale de la province du Natal, a annoncé, le dimanche 29 novembre, la police sud-africaine. Ces morts portent à au moins cent depuis deux mois, et près de deux cents pour l'année, le nombre des victimes de la guerre continue que se livrent le Front démocratique uni (UDF) et le mouvement zoulou Inkatha.

Dans son rapport quotidien, la police indique que trois personnes ont été tuées à coups de feu, et trois autres au cours de l'attaque d'une automobile par un « groupe de Noirs » armés de bâtons et de couteaux. Les corps des autres victimes avaient été retrouvés vendredi et samedi. — (AFP.)

## Tchad

## Quarante-quatre « mercenaires » libyens tués

Le Tchad a annoncé, le samedi 28 novembre, que quarante-quatre « mercenaires » de la Légion islamique libyenne avaient été tués par ses forces armées dans des combats la veille dans l'est de son territoire. Dans un communiqué, l'ambassade du Tchad à Paris a indiqué que les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) avaient perdu pour leur part trois hommes dans ces accrochages, qui se sont produits à Amadoussa, dans la préfecture du Goz-Bekia (sud de la ville d'Abeche), non loin de la frontière soudanaise.

Elle a ajouté que deux membres de la Légion islamique « encadrés par des officiers libyens » avaient été capturés.

Mardi, le haut commandement tchadien avait annoncé avoir repoussé une importante colonne libyenne qui venait du Soudan, tuant cinq soldats de Tripoli.

## URSS

## La veuve de Boukharine a demandé la réhabilitation de son mari

Moscou. — La veuve de Nicolas Boukharine, ancien dirigeant de l'opposition de droite exécuté

sous Staline, a demandé par lettre au numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev la réhabilitation de son mari, révèle cette semaine l'hebdomadaire Ogoniok.

Anna Larine explique qu'en février 1937 son mari, pressant qu'il ne reviendrait pas au plénum du comité central auquel il se rendait, lui avait demandé « de lutter pour sa réhabilitation posthume ». Boukharine a été exécuté le 15 décembre 1937 puis exhumé en 1988 au terme du dernier « grand procès » de Moscou.

Il avait rédigé peu avant une lettre adressée à la « future génération des dirigeants du parti » qu'il avait prié Anna d'apprendre par cœur puis de déchirer, de peur que la police politique ne mette la main sur ce document dans son appartement lors d'une perquisition et inquiète son épouse.

Jusqu'à bout, poursuit la veuve de Boukharine, celui-ci a cru en Sta-

line. Et il a écrit plusieurs fois au dictateur pour dénoncer la « calomnie » dont il s'estime victime avant sa disgrâce. Staline lui avait d'ailleurs assuré, toujours selon ce témoignage, qu'il ne serait pas exclu du parti.

Ogoniok ne précise pas si cette lettre a été adressée à M. Gorbatchev avant ou après le 2 novembre, date à laquelle le numéro un soviétique que Boukharine avait joué un rôle dans la défaite du trotskisme. Mais, avait-il ajouté, les vœux de Boukharine ne peuvent être vraiment tenus pour « parfaitement marxistes ». — (AFP.)

[En 1962, Khrouchchev, alors chef de parti et de gouvernement, avait déjà reçu la veuve de Boukharine. Mais aucune réhabilitation officielle n'avait été alors annoncée.]

## EN BREF

● La drapée de l'OLP flotte de nouveau au Caire. — Le gouvernement égyptien a autorisé l'OLP à hisser de nouveau, le dimanche 29 novembre, son drapeau sur le siège de l'Organisation au Caire. Un représentant de l'OLP a eu un entretien avec le chef de la diplomatie égyptienne, M. Esmat Abdel Meguid. L'Egypte avait décidé le 27 avril de fermer les bureaux de l'OLP sur son territoire à la suite du Conseil national palestinien qui avait préconisé le développement des rapports entre l'OLP et « les forces démocratiques d'Egypte » (sous-entendu l'opposition au régime). De source palestinienne au Caire, on indique que cette décision se traduit par la réouverture du bureau principal de l'OLP au Caire, comme première étape vers celle de tous les autres bureaux en Egypte. — (AFP.)

● Incidents dans les territoires occupés par Israël. — Des grèves, des manifestations et des incidents ont marqué le dimanche 29 novembre, dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, le quarantième anniversaire du vote de l'ONU sur le partage de la Palestine en un Etat juif et un autre arabe. Selon des sources militaires israéliennes, un Palestinien de dix-huit ans, portant une cagoule et un bâton, a été blessé à la jambe par les tirs de soldats israéliens qu'il s'apprêtait à attaquer

à l'intérieur du camp de réfugiés de Belet, proche de Naplouse en Cisjordanie. Le couvre-feu a été immédiatement imposé sur le camp. Un autre Palestinien, également âgé de dix-huit ans, a été blessé à la jambe par les tirs des soldats israéliens qui dispersaient une manifestation à Rafiah, dans le territoire de Gaza. — (AFP.)

● Normalisation entre Pékin et Vientiane. — La Chine et le Laos, proche allié du Vietnam, ont décidé de normaliser leurs relations après huit années de brouille, a annoncé, le lundi 30 novembre, le ministère chinois des affaires étrangères. « Les deux parties sont tombées d'accord pour restaurer des relations d'amitié (...) et pour échanger de nouveaux ambassadeurs », a-t-il été dit de la visite à Pékin du vice-président laotien des affaires étrangères, M. Khamphay Boupha. — (AFP.)

● Nouveau coup de main des Tigres tamouls. — Au moins cinq civils ont été tués et quatorze autres blessés au cours d'une attaque menée le samedi 28 novembre par les Tigres tamouls. Ceux-ci ont lancé une grenade sur une foule qui attendait la distribution de vivres par des soldats indiens à Jaffna. De son côté, New-Delhi semble souhaiter en finir avec les séparatistes tamouls avant la fin de l'année. — (AFP.)



En souscrivant une ou plusieurs actions de 500F, créez avec nous un journal qui :  
— témoigne des faits ;  
— affirme ses valeurs ;  
— encourage les débats.

Avec vous. Sinon rien.

Bernard Langlois et l'équipe de Politis.

**Politis**  
Le journal

DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRE DE L'HEBDO QUI NOUS MANQUE A GAUCHE.

Visa de la Commission des Opérations en Bourse n° 87323 du 4 septembre 1987

Avertissement de la Commission des Opérations en Bourse :

- 1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées ; il n'est pas envisagé d'organiser un marché des titres.
- 2 - Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premières années.
- 3 - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance.
- 4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disponibles à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris.

## MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION

Article L.150 de la loi du 24 juillet 1965. Article D.61 du décret du 25 mars 1967.

Je, soussigné Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Date et lieu de naissance : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

Domicile : \_\_\_\_\_

Après avoir pris connaissance :  
— des statuts de la société anonyme en formation dénommée Société Anonyme d'Édition du Nouvel Hebdomadaire ayant pour objet principal l'édition du journal « Politis » avec siège social à Paris (75011) 6, rue du Danemark en capital de 4000000 francs divisé en 8000 actions de 500 francs à souscrire en espèces et à libérer intégralement ;  
— ainsi que la mention publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 14 septembre 1987 ;  
Je déclare donner mandat à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 191, avenue Daumesnil, 75012 Paris de pour moi et mon nom y adhérer et souscrire (nombre en lettres) \_\_\_\_\_ actions de cinq cents francs chacune de ladite société. A l'appui de ce mandat de souscription, je verse à la B.F.C.C., mon mandat, la somme de francs \_\_\_\_\_ représentant mon apport.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
La signature doit être précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Les chèques sont à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à retourner avec le bon ci-joint à POLITIS, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris - Tél. : 16 (1) 46.36.24.24.





# Politique

... Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> décembre 1987 • 9

## Le débat sur TF 1

- M. Rocard : un gouvernement nez au vent
- M. Balladur : il n'y a pas matière à changer de politique

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et M. Michel Rocard, député des Yvelines, candidat à la présidence de la République, ont débattu, le dimanche 29 novembre, sur TF 1, de la conjoncture économique internationale, de la situation française et de l'élection présidentielle, en se référant aux livres qu'ils viennent, l'un et l'autre, de publier. M. Balladur, *Le Cœur à l'ouvrage* (éditions Odile Jacob). Voici quelques extraits de ce débat :

M. Rocard : « Vous faites découvrir votre doctrine de la privatisation de la description, étrange, d'une bataille titanesque entre l'Etat et les individus pris un par un — l'homme — (...) pour se partager un territoire, un espace, celui de la gestion des entreprises, alors que nous n'en sommes plus du tout là. (...) Sachant que les entreprises doivent être autonomes, que de grands secteurs privés sont nécessaires, quelles sont les règles du jeu et comment l'Etat doit-il y prendre place ? (...) Aujourd'hui le grand problème est : comment manier l'Etat en respectant l'homme ? Car la gauche fait un pari sur l'homme, c'est vrai. Cela, je ne l'ai pas trouvé dans votre livre. J'ai donc trouvé qu'il avait dix ans de retard. »

M. Balladur : « Les causes de la crise ne sont pas conjoncturelles (...). Nous devons tout faire pour restaurer un minimum d'ordre. C'est ce que nous avons tenté de faire il y a quelques mois déjà, à Paris. Cela a tenu quelques mois et n'a pas résisté à l'épreuve des faits. »

M. Rocard : « Il fallait tout de suite cesser de mettre du papier sur le marché et commencer à en racheter (...). Vous ne devriez pas faire la privatisation de Suez (...). Votre non-réaction devant le début de la crise a été ressentie par les Français comme une légèreté. »

M. Balladur : « Dans l'état actuel des choses et si cette crise se termine bien (...), je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour que cette réunion des ministres des finances des pays industrialisés ait lieu, mais je ne peux pas assurer, aujourd'hui, qu'elle aura lieu (...). Il y a de fortes raisons d'espérer que les répercussions, sur l'Europe en général et sur la France en particulier, seront beaucoup plus modérées qu'on ne l'a dit il y a quelques semaines, notamment pour ce qui concerne les problèmes financiers et la croissance. »

### Une autre manière de gouverner

M. Rocard : « Vous êtes bon quand vous continuez ce que nous avons commencé et vous êtes mauvais quand vous prenez vos propres risques (...). Vous avez été un gouvernement nez au vent, un peu ingénu (...). »

M. Balladur : « Il faut une autre manière de gouverner : je crois très essentiel, dans le principe, d'avoir peu de ministres, pour assurer une meilleure cohésion des équipes gouvernementales (...). Le président élu en 1988 devra faire de son premier ministre le ministre de l'éducation nationale (...). Il faut aussi redonner son lustre et sa force au Plan, qui doit être auprès du premier ministre, et, surtout, passer pour un certain nombre de choses des contrats à terme (...). Et puis, enfin, il faut poursuivre la décentralisation. »

M. Balladur : « Il n'est pas question de procéder à une relance ni de mettre en œuvre une politique d'austérité. Il s'agit purement et simplement de réguler (...). Il faut avoir un peu de courage et un peu de confiance en soi-même. Nous vivons dans un monde très difficile, les pays européens sont très menacés, et menacés de devenir de plus en plus faibles face à tous les autres pays du monde (...). Il n'y a pas matière à changer l'inspiration de notre politique, il n'y a pas matière à en changer les lignes essentielles. »

M. Rocard : « Le problème de savoir où gouverner, quand l'on est d'accord sur l'essentiel, ne se pose pas par rapport à l'idée d'images (de la droite et de la gauche) qui commencent à vieillir un peu. Il faut gouverner avec des idées, il faut les prendre là où elles sont (...). L'élection présidentielle (...), c'est l'élection présidentielle. Au deuxième tour, la loi veut qu'elle se déroule entre deux hommes, et c'est là que se définit une majorité, que la responsabilité du président est de savoir traduire ou faire émerger en majorité législative (...). Ne mettons d'autosatisfaction nulle part (...), mais, naturellement, la dissolution fait partie des choses possibles. »

M. Balladur : « Notre pays a tout de même fait depuis quelques dizaines d'années de grands progrès dans une série de domaines en matière de consensus, comme l'on dit aujourd'hui, mais il l'a toujours fait en partant d'une position où quelque chose affirmait, forcément, sa volonté, et d'ailleurs était très critiqué, ce qu'il faut être, en l'espèce, le général de Gaulle. (...) Partir du principe qu'il faut que, nécessairement, toute mesure soit acceptée ou déplorée par 80 % des Français, cela n'existe quasiment pas (...). Je dirai qu'on gouverne toujours au centre (...). On a toujours une vue un peu centrée de la société (...), on ne gouverne pas pour se cliquer, ou alors on gouverne mal. »

M. Rocard reproche au gouvernement l'insuffisance de son action pour l'Europe.

M. Balladur : « Il y a deux façons de faire l'Europe (...). Nous défendons l'Europe par l'idée que la parité entre les législations nationales, entre les situations nationales, et non pas en transférant au niveau de l'Europe des méthodes de direction économique et de subventions accordées vraiment très largement à tous une série d'activités qui sont génératrices d'impôts nouveaux et de charges nouvelles pour notre économie. »

## Partie à blanc

M. MICHEL ROCARD, que les circonstances contraignent à jouer sa candidature à la présidence de la République, avait besoin d'un personnage qui affectait de prendre son épée de plastique pour une vraie. M. Edouard Balladur a bien voulu être celui-là, mais en laissant entendre d'entrée de jeu, par ses questions ironiques sur la candidature de M. Rocard, que c'était un peu « pour de rire ».

Le ministre d'Etat avait deux ou trois choses à dire à l'intention de M. Raymond Barre. Comme il ne pouvait pas, bien sûr, affronter directement et publiquement le député de Lyon, il lui fallait non pas un message, mais une cible apparente. L'ancien ministre de l'Agriculture tombait à pic.

M. Balladur n'a pas pris de garde avec cet interlocuteur-prétexte. Si le hérald de la « deuxième gauche » lui offrait la première grande confrontation politique de sa carrière, le ministre des finances n'a fait, en retour, aucun cadeau à son adversaire, pas même celui d'une considération autre que de pure courtoisie.

Il est vrai que la tradition ménéziériste, que M. Rocard entend perpétuer, inspire à M. Balladur davantage de perplexité, et même d'aversion, que de respect. Avec l'avantage dont disposait M. Rocard, au départ, dans l'opinion, cela explique, sans doute, les flèches que lui a décochées le ministre d'Etat : « Êtes-vous candidat ? » (deux fois) ; « Moi, je ne pourrais pas mener une politique à laquelle ne me croirais pas profondément » ; « Je vous vois à la télévision depuis vingt ans ». M. Rocard, fidèle à sa légendaire et désespérante « gentillesse », s'est borné à une plaisanterie souriante sur la crainte exprimée par M. Balladur de passer pour un « rêveur ».

L'ancien ministre de l'Agriculture avait, dans ce débat, plus à perdre, ou à gagner, que M. Balladur. Il peut se targuer d'une prestation plutôt bonne, dans la forme, face au ministre d'Etat. M. Rocard court le risque de paraître obscur, voire « agité », par contraste avec la clarté d'expression et l'impassibilité de M. Balladur. Il n'est pas tombé dans ce travers. En revanche, les échanges entre les deux interlocuteurs ont souligné la situation contradictoire dans laquelle se trouve le député des Yvelines.

### Une collection de « gadgets »

Pendant la plus grande partie du débat, l'ancien ministre a constamment évoqué ses désaccords avec le ministre d'Etat sans, le plus souvent, parvenir à les illustrer. Il faudra attendre le fin de l'émission pour que M. Balladur se voie, abruptement, accusé d'avoir voulu pratiquer une « relance pour les riches ». Il s'est, au contraire, souvent laissé enfermer dans le piège que lui tendait M. Balladur, voulant démontrer que M. Rocard n'incarne aucune réelle politique de relance. La députation socialiste, en se montrant consentante à tout cela, plus « dévotion » encore que M. Delors, a laissé son interlocuteur lui donner la leçon et lui expliquer qu'un gouvernement finit toujours par agir « au centre », mais que, auparavant, les électeurs doivent s'être prononcés sur un projet « typé ».

En fait de projet « typé », M. Rocard, à force de vouloir com-

mer les aspirations de ses idées, a donné l'impression de s'en tenir à une collection de « gadgets ». En jouant de cette façon son jeu personnel, en revenant sur les positions hétérodoxes — sur les privatisations, voire sur le financement des partis politiques — M. Rocard s'est mis, une nouvelle fois, en position d'agacer ses amis socialistes sans être sûr de convaincre au-delà de la gauche.

M. Balladur s'est employé à démontrer que sa politique reste pertinente en dépit de la crise financière internationale. Il a habilement obligé son adversaire, qui lui reprochait sa tentation de dévotion, à lui consacrer, finalement, un bref de sérieux diplomatique. M. Rocard pouvait-il, en effet, pousser plus loin sa critique de la passivité européenne de la France sans atteindre le président de la République ?

Les propos du ministre d'Etat s'adressaient surtout à M. Barre et à ses amis, il a voulu résumer leurs arguments économiques et les prendre en défaut de cohérence politique : comment peut-on, a-t-il demandé, critiquer la cohabitation tout en appelant au rassemblement ? M. Balladur a parachevé sa défense de la stratégie chiraquienne en se montrant unanime pour trois ou quatre et en proposant à l'UDF un rapprochement qui pourrait aller jusqu'à des « congrès communs » avec le RPR !

M. Rocard révèle la bataille du second tour. Entre eux, ce ne pouvait être qu'une partie à blanc.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PATRICK JARREAU.

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Chevènement (PS) : autre majorité

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre et député socialiste de Belfort, a déclaré, le dimanche 29 novembre, au « Forum FR 3-RMC », que « tout devrait conduire le président nouvellement élu (en 1988) à trouver à l'Assemblée nationale une autre majorité que celle qui existe aujourd'hui ».

### M. Toubon (RPR) : le rôle de l'Auvergne

« Ce sera peut-être l'Auvergne qui, par ses votes, fera dire Jacques Chirac, et le jour où il sera élu les

Auvergnats penseront qu'ils ont élu leur troisième président de la République », a affirmé M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, le samedi 28 novembre à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

### M. Bariani (rad.) : piège

M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères et secrétaire général du Parti radical vaudois, a estimé, le samedi 28 novembre à Paris, que la majorité est « en train de tomber dans le piège tendu par François Mitterrand » sur le financement des partis politiques. « Il ne faut qu'un rien l'argent public entre dans le financement des partis politiques », a dit M. Bariani.

### M. Giscard d'Estaing : la base !

« Ecoutez la base ! », a lancé, le samedi 28 novembre à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), M. Valéry Giscard d'Estaing à l'adresse des chefs de la majorité. « La base demande l'union. Elle n'a pas oublié qu'en 1981 nous avons perdu parce que nous étions divisés, et, en 1986, nous avons gagné parce que nous étions unis », a lancé l'ancien président de la République.

### M. de Charette (UDF) : erreur

M. Hervé de Charette, ministre délégué (UDF-PR) chargé de la fonction publique a qualifié d'« erreur » le

dimanche 28 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1, la décision de M. François Létour, ministre de la culture et secrétaire général du PR, de reprendre à M. Michel d'Ornano, le dossier éditorial de cette formation. « C'est un sujet qui aurait mérité d'être débattu » mais « l'incident est clos » a-t-il souligné.

### M. Fabius (PS) : minimum

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre socialiste, a indiqué, le dimanche 29 novembre à Rouen (Seine-Maritime) que le prochain candidat socialiste à l'élection présidentielle « devra mettre en tête de son programme l'institution en France d'un revenu minimum pour tous ». « Jamais, a-t-il dit, nous n'avons connu en France une telle pauvreté. »

### M. Lajoie (PC) : union

Les communistes « mettront dans l'union la plus totale toutes leurs forces dans la bataille de l'élection présidentielle », a déclaré, le dimanche 29 novembre à Toulon (Var), M. André Lajoie. Le candidat du PCF à l'élection présidentielle a insisté, sans la nommer, « le social-démocrate communiste » de M. Pierre Juquin.

### M. Juquin (ex-PC) : promesses

« J'ai actuellement réuni quatre cent cinquante promesses de signature et

bonne et due forme », a affirmé M. Pierre Juquin, candidat « renouveau » à l'élection présidentielle, au « Grand-Jury RTL-le Monde », le dimanche 29 novembre. Refusant le label de « candidat anti-Lajoie » ou de se définir par rapport au PCF et au PS, il a indiqué que parmi ces « promesses », il disposait de celles de cent dix maires élus sous l'étiquette communiste, ainsi que de trois ou quatre maires socialistes. Il s'est déclaré « presque assuré de faire un score honorable » en 1988.



Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>
- 13, rue de la République 69001 LYON

## La lettre d'information de Michel Rocard



### CONVAINCRE

20 numéros par an, au tarif de 150 F abonnement normal et à partir de 500 F abonnement de soutien.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Renvoyez ce bon avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : CONVAINCRE, 266 bd Saint-Germain 75007 PARIS

# 6H50

## GUY THOMAS

# EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

مكتبة الأمل



552 من الاموال

## Politique

### Le lancement de la campagne

M. Raymond Barre a franchi une étape supplémentaire dans la préparation de sa campagne présidentielle en présentant le dimanche 29 novembre à Toulouse, la ville de M. Dominique Baudis, sa « grande équipe de France ».

Dans la grande salle « des Illustres » du Capitole, avaient pris place soixante-douze « grands élus » (vingt-huit centristes, vingt-deux PR, dix adhérents directs, trois radicaux, trois

PSD et six non-inscrits), maires de grandes villes, présidents ou vice-présidents de conseil régional ou de conseil général.

Parmi eux, deux ministres du gouvernement de M. Jacques Chirac : MM. Pierre Méhaignerie et Bernard Bosson.

D'autres s'étaient fait excuser, mais trois absences étaient remarquables : celles de

MM. Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Anvergne, René Monory, président du conseil général de la Vienne et André Rossinot, maire de Nancy.

Rendant hommage « à ces femmes et ces hommes jouissant de la confiance de leurs concitoyens », l'ancien premier ministre a aussi flâché « cette France calme et solide qui se détourne des agitations et des querelles ».

S'est engagé ensuite un vaste débat sur la décentralisation et les problèmes des collectivités locales étayé par les témoignages de MM. François Trucy, maire de Toulouse, Jean-François Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne, Marcel Lucotte, président du conseil régional de Bourgogne et Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement.

### « Nous incarnons une France calme et solide »

déclare l'ancien premier ministre

Après les mots de bienvenue prononcés au nom de ses collègues par M. Dominique Baudis, le maire de Toulouse, M. Raymond Barre a présenté en ces termes les raisons de cette rencontre au Capitole : « Nous allons entrer au début de l'an prochain dans une période cruciale pour l'avenir de notre pays. A l'occasion de l'élection présidentielle, les Français et les Françaises auront à effectuer un choix décisif entre le retour à un système socialiste, établi en 1981 et partiellement entamé par les élections législatives de 1986, ou le développement d'une société de liberté, de responsabilité et de solidarité.

« Avant de m'engager moi-même dans le combat pour cette société qui me paraît répondre à la fois aux aspirations profondes de nos concitoyens et aux exigences de l'avenir pour notre pays, j'ai tenu à me concerter avec vous tant en raison des liens personnels d'estime et de confiance réciproques qui nous unis-

sent que de notre adhésion commune aux mêmes valeurs. »

Puis l'ancien premier ministre a déposé « la double signification » de cette manifestation : « Mon premier but est de montrer clairement que l'avenir tiré toutes les conséquences de la décentralisation qui a caractérisé au cours de ces dernières années l'organisation politique de notre pays. La diffusion des responsabilités — jusqu'ici exercées depuis Paris à la suite d'un processus multiséculaire de centralisation — répond aux vœux des Français de pouvoir participer davantage à la gestion de leurs affaires au niveau régional, départemental ou local. Dans la mesure où la Constitution de la 5<sup>e</sup> République permet à notre pays de disposer d'un exécutif fort et stable, nécessaire à la conduite des affaires publiques dans des temps difficiles, la décentralisation permet un contrepoint permettant d'assurer sur tout le territoire

national une répartition équilibrée des pouvoirs et une plus grande souplesse dans le fonctionnement de notre vie politique, économique et sociale. »

M. Barre a poursuivi sur un registre plus politique : « Je vois également à notre rencontre une seconde signification, celle d'associer étroitement à l'élaboration et à la conduite de la politique nationale des femmes et des hommes jouissant de la confiance de leurs concitoyens, chargés par eux de gérer leur vie quotidienne, de les aider à surmonter leurs difficultés, de préparer leur avenir. Vous êtes, les uns et les autres, rompus à l'exercice des responsabilités sur le terrain ; vos fonctions vous rendent solidaires les uns des autres ; à la tête de vos régions, de vos départements, de vos villes, votre gestion vous donne le sens du concret. Elle vous protège des tentations de l'idéologie, du goût des combinaisons et intrigues d'états-majors parisiens. Vous incarnerez cette France calme et

solide, qui se détourne des agitations et des querelles artistées par les spécialistes du sensationnel. »

« Voilà pourquoi, conclut-il, je crois profondément au rôle de la grande équipe de France que vous formez, de cette équipe de la France décentralisée capable d'apporter au pouvoir central un regard original et des vues constructives sur les problèmes de la France et sur la construction de son avenir. (...) Associer l'équipe de la France de nos régions, de nos départements et de nos communes à la réflexion et à l'action politique nationale c'est se mettre avec vous à l'écoute des Français et renforcer le consensus autour de l'Etat. »

« Pulsez cette rencontre de Toulouse symboliser, à travers la diversité nationale dont vous êtes l'expression, l'union profonde qui unit les Français et les Françaises et la volonté de progrès qui les inspire à la veille d'entrer dans le vingt et unième siècle. »

### Le grand départ

(Suite de la première page.)

Le 12 octobre à Talloires dans le fief du ministre centriste M. Bernard Bosson, « la ligne des avant » composée d'une vingtaine de jeunes députés UDF. La semaine dernière, en photo à la une de *France-soir*, « la vieille garde » formée par cinquante-trois députés UDF. Toulouse dimanche avec les maires de grandes villes, présidents de conseils généraux et régionaux formant « la grande équipe de France » sous des maillots CDS, PR, adhérents directs, PSD, radical et même non inscrits. Enfin le jeudi 3 décembre, déjeuner avec les sénateurs de l'intergroupe UDF au cercle Interalliés à Paris.

Les objectifs de toutes ces manifestations complémentaires sont clairs : montrer, par le choc des photos — technique pourtant si décrite par M. Barre qui s'en est encore pris dimanche « aux spécialistes du sensationnel » — que l'ancien premier ministre n'est plus un homme seul et qu'il peut « rassembler », au-delà de la poignée de CDS — évoquée par M. Jospin. Son état-major avait même envisagé d'inviter à cette manifestation de Toulouse de grands conseillers du RPR. « Pas de débouchage avant le premier tour », a prévenu catégoriquement M. Barre, rassuré par les sondages.

#### Un sérieux problème

En tout état de cause, ce rassemblement de Toulouse a sans doute le mérite, aux yeux des baristes, mais certainement l'inconvénient aux yeux des autres, de court-circuiter l'UDF. Chaque fois que ses composantes ne prennent officiellement position qu'en janvier en faveur de M. Barre. L'argument était d'attendre que celui-ci ait lui-même fait officiellement acte de candidature. Il est plaisant de constater que ces rendez-vous UDF n'interviendront qu'après que ses parlementaires auront été déjà mobilisés et vraisemblablement

avant que M. Barre ne se soit déclaré. Il devrait le faire au début du mois de février de Lyon.

Tout cela ne risque pas de faciliter les rapports entre M. Barre et les responsables UDF. L'intégration du Parti républicain dans le dispositif de campagne est déjà un sérieux problème. Mais M. Barre ne semble guère en avoir cure. Sa préoccupation est de ne pas s'exposer trop tôt au lance-flammes de ses adversaires et concurrents. En janvier, l'ancien premier ministre se contentera de reprendre une tournée dans les régions entrecoupées de quelques grands colloques, mais en travaillant davantage la région parisienne et celle de Rhône-Alpes. A charge pour ses lieutenants d'occuper le terrain et de déclencher des opérations coupe de poils. C'est le but de l'opération « mille réunions » que lancera M. François d'Aubert le 8 décembre au Mans et à Metz.

Comme tout le monde, M. Barre attend de connaître les intentions de son principal adversaire, M. François Mitterrand, et rêve d'en découler avec lui. Il sait ensuite, ainsi qu'il a pu en rendre compte tout récemment, qu'afficher à l'intérieur de la majorité la différence sans mettre à mal l'esprit de loyauté se révèle être un exercice extrêmement délicat. Enfin, il se laisse entendre jeudi dernier en Languedoc-Roussillon, il redoute aussi que M. Chirac et le RPR « lui piquent ses idées ». Il se méfie « de certains effets d'écho » enregistrés, par exemple, il y a peu, sur le dossier de l'aménagement du territoire ou sur la Corse. Ce n'est donc qu'après l'annonce officielle de sa candidature, qu'il accélérera la cadence qui ne devrait cependant pas atteindre un rythme infernal. Pour le grand meeting, prioritairement à la télévision. S'il n'avait à payer des droits d'auteur, M. Barre serait prêt à faire sien le slogan « La Force tranquille ». En évitant dimanche à Toulouse « la France calme et solide », incarnée, selon lui, par ces élus regroupés autour de sa personne, l'ancien premier ministre a sans doute trouvé une formule de rechange.

DANIEL CARTON.

#### Selon les sondages d'opinion

### Le duel Mitterrand-Barre domine la vie politique

M. François Mitterrand ferait le meilleur président dans les sept prochaines années, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le vendredi 27 novembre, dans le *Nouvel Observateur* (1).

Il accroit son avance sur M. Raymond Barre puisque 62 % des personnes interrogées (au lieu de 59 % en octobre) estiment qu'il a la meilleure dimension présidentielle, alors que 58 % pensent, comme le mois dernier, en faveur de l'ancien premier ministre. M. Jacques Chirac talonne, pour sa part, M. Michel Rocard qui perd 1 point en recueillant 47 % d'avis favorables.

Le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 22 novembre, dans le *Journal du dimanche* (2), effectué au lendemain de la tournée bariste et dans un climat de scandales, traduit la perplexité des Français face au monde politique, la propor-

tion des « sans opinion » augmentant de 4 à 6 points.

51 % des personnes interrogées (au lieu de 53 %) se déclarent satisfaites de M. Mitterrand, tandis que 32 % (au lieu de 35 %) expriment un avis contraire. Si 40 % des sondés émettent, comme le mois dernier, une opinion positive à l'égard de M. Chirac, 41 % au lieu de 46 %) demeurent mécontents de sa politique.

M. Barre est toujours en tête des personnalités de droite, en recueillant 55 % d'avis positifs (au lieu de 57 %).

(1) Sondage effectué du 7 au 12 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

(2) Sondage effectué du 5 au 14 novembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 817 personnes.

### La composition de l'équipe

Voici, présentée par région, la liste des présidents et vice-présidents de conseil régional, présidents de conseil général et maires de grandes villes présents à Toulouse on, pour une petite partie, d'entre eux s'étant fait excuser, qui soutiennent officiellement la candidature de M. Barre :

#### ALSACE

M. Daniel Hoefel (CDS), président du conseil général du Bas-Rhin, président de l'intergroupe UDF au Sénat ; M. Marcel Rudloff (CDS), président du conseil régional d'Alsace ; M. Henri Goetschy (CDS), président du conseil général du Haut-Rhin ; M. Joseph Killa (PSD), maire de Mulhouse ; M. Edmond Gerber (CDS), maire de Colmar.

#### AQUITAINE

M. Jean François-Poncet (adhérent direct), président du conseil général de Lot-et-Garonne ; M. Henri Gruet (CDS), président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques ; M. Yves Goussebaud-Dupin (PR), maire de Dax.

#### AUVERGNE

M. Jean Cluzel (CDS), président du conseil général de l'Ailier ; M. Jacques Barrot (CDS), président du conseil général de Haute-Loire.

#### BOURGOGNE

M. Marcel Lucotte (PR), président du conseil régional de Bourgogne, sénateur, maire d'Autun ; M. René Beaumont (PR), président du conseil général de Saône-et-Loire ; M. Jean-Pierre Soisson (PR), maire d'Auxerre.

#### BRETAGNE

M. Pierre Méhaignerie (CDS), ministre de l'Équipement, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine ; M. Raymond Marcellin (PR), président du conseil général du Morbihan ; M. Christian Bonnet (PR), ancien ministre de l'Intérieur, sénateur du Morbihan ; M. Georges Lombard (CDS), président de la communauté urbaine de Brest ;

M. Louis Orvoen (CDS), président du conseil général du Finistère.

#### CENTRE

M. Jean-François Doniau (PR), président du conseil général du Cher ; M. Maurice Doussot (PR), président du conseil régional du Centre ; M. Daniel Bernardet (NI), président du conseil général de l'Indre ; M. Kéber Loustau (NI), président du conseil général du Loir-et-Cher ; M. Kéber Malecot (PR), président du conseil général du Loiret ; M. Jean Royer (NI), maire de Tours ; M. Pierre Sadreau (NI), maire de Blois.

#### CHAMPAGNE-ARDENNE

M. Bernard Stasi (CDS), président du conseil régional Champagne-Ardenne ; M. Bernard Laurent (CDS), président du conseil régional de l'Aube ; M. Albert Vexen (CDS), président du conseil général de la Marne ; M. Pierre Niederberger (PR), président du conseil général de Haute-Marne.

#### CORSE

M. José Rossi (PR), président du conseil général de Corse-du-Sud.

#### FRANCHE-COMTÉ

M. Pierre Brantus (CDS), président du conseil général du Jura ; M. Gilbert Barbier (adhérent direct), maire de Dôle.

#### ILE-DE-FRANCE

M. Jean-Pierre Fourcade (PR), premier vice-président du conseil régional d'Ile-de-France ; M. Paul Seramy (CDS), président du conseil général de Seine-et-Marne ; M. Paul-Louis Tenaillon (CDS), président du conseil général des Yvelines ; M. Pierre Selvi (CDS), président du conseil général du Val-d'Oise ; M. André Damien (CDS), maire de Versailles ; M. Jean-Philippe Lachenand (adhérent direct), maire de Pontoise ; M. Pierre-André Witzner (adhérent direct), député de l'Essonne, directeur du cabinet de M. Barre.

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Jacques Blanc (PR), président du conseil régional Languedoc-Roussillon ; M. Guy Male, (CDS),

président du conseil général des Pyrénées-Orientales ; M<sup>me</sup> Janine Bardou (PR), président du conseil général de la Lozère ; M. Paul Aiduy (PSD), maire de Perpignan ; M. Jean Bouquet, maire de Nîmes ; M. Yves Marchand (CDS), maire de Sète, vice-président du conseil général de l'Hérault.

#### LOTTRE

M. Jean-Marie Rausch, président du conseil régional de Lorraine, maire de Metz ; M. Claude Harlet (CDS), président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ; M. René Herment (CDS), président du conseil général de la Meuse.

#### MIDI-PYRÉNÉES

M. Dominique Baudis, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, maire de Toulouse ; M. Jean Puech (PR), président du conseil général de l'Aveyron ; M. Marc Censi (PR), maire de Rodez.

#### NORD-PAS-DE-CALAIS

M. André Diligent (CDS), maire de Roubaix ; M. Stéphane Derman, (PR), maire de Tourcoing.

#### BASSE-NORMANDIE

M. René Garrec (PR), président du conseil régional de Basse-Normandie ; M. Jean-Marie Girault (PR), maire de Caen.

#### HAUTE-NORMANDIE

M. Jean Lecanuet (CDS), président du conseil général de Seine-Maritime, maire de Rouen, président de l'UDF ; M. Henri Collard (PR), président du conseil général de l'Eure.

#### PAYS DE LA LOIRE

M. Charles-Henri de Cosse-Brissac (PR), président du conseil général de Loire-Atlantique ; M. René Ballayer (CDS), président du conseil général de Mayenne ; M. Michel Crucis (PR), président du conseil général de Vendée ; M. Philippe Mestre (adhérent direct), vice-président du conseil régional, vice-président de l'Assemblée nationale ; M. Jean Sauvage (CDS), président du conseil général de Maine-et-Loire ; M. Michel

d'Aillières (PR), président du conseil général de la Sarthe.

#### PICARDIE

M. Charles Beur (PSD), président du conseil régional de Picardie ; M. André Rossi (Parti radical), maire de Château-Thierry ; M. Paul Girod, vice-président du conseil régional, président des adhérents directs UDF ; M. Jacques Pelletier (adhérent direct), vice-président du conseil général de l'Aisne, président du groupe de la Gauche démocratique au Sénat.

#### POITOU-CHARENTES

M. Louis Frachard (adhérent direct), président du conseil régional de Poitou-Charentes ; M. François Blazot (CDS), président du conseil général de Charente-Maritime ; M. Georges Treille (Parti radical), président du conseil général des Deux-Sèvres.

#### PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

M. Jean-Claude Gaudin (PR), président du conseil régional de Provence-Alpes, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale ; M. Jean-Jacques de Peretti (adhérent direct), maire d'Aix-en-Provence ; M. Jean-François (CDS), maire de Salon-de-Provence ; M. Maurice Arreche (PR), président du conseil général du Var, sénateur ; M. François Trucy (PR), maire de Toulon ; M. Marcel Lesbros (adhérent direct), président du conseil général des Hautes-Alpes.

#### RHÔNE-ALPES

M. Charles Béraudier (NI), président du conseil régional Rhône-Alpes ; M. Bernard Bosson (CDS), ministre des affaires européennes, maire d'Annecy ; M. Francisque Collomb (NI), maire de Lyon ; M. François Dubouchet (NI), maire de Saint-Etienne ; M. Charles Millon (PR), vice-président du conseil régional ; M. Jean Palley (CDS), président du conseil général du Rhône ; M. Christian Fellarin (PR), président du conseil général de Haute-Savoie.

#### LA RÉUNION

M. Pierre Lagourgue (adhérent direct), président du conseil régional.

# TH45

ALAIN DUHAMEL

## EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

PO

Ne pas jeter l'EP

bloc-not

FORMAT

CONTINU

INTRODUCTION

COMPTABLE

A LA GESTION

DE GRANDS



# Politique

## présidentielle de M. Raymond Barre

### Ne pas jeter l'Etat avec l'eau du bain !

#### Un colloque du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés

M. Raymond Barre a quitté le samedi 28 novembre, par un discours consacré à la « réforme de l'Etat » le colloque organisé par le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés sur le thème : « De l'Etat arrogant à l'Etat modeste ».

L'Etat ne serait pas, ou plus, à sa vraie place, c'est-à-dire dans ses justes dimensions, limitées à ses rôles fondamentaux légitimes depuis longtemps. Il ne serait pas, selon la terminologie mise à la mode par le sociologue Michel Crozier, « modeste ». Autrement dit, l'Etat ne serait pas, ou plus, suffisamment au service de la société civile qu'il devrait ou devrait au lieu d'en favoriser la réalisation.

En France comme ailleurs, des réformes séculaires et des opportunités politiques ordinaires ont installé ce constat complexe et quelquefois ambigu qui prend dans ses expressions les plus simplifiées l'évidence d'une idée reçue : la Flaubert, place de l'Etat : géométriquement jugée excessive.

Y a-t-il lieu, et comment, de réexaminer l'évolution de l'Etat : arrogant, en un Etat « modeste » ? se sont demandé à leur tour les participants réunis les 27 et 28 novembre à Paris autour de M. Crozier par le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés.

Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) créé en 1978 et dirigé par M. Alain Ravennet.

Avons-nous, comme le soutient M. Crozier, « perdu le principe de réalité » et oublié que « l'Etat, ce n'est pas le service » ? Oui et non. D'un côté, l'hyperactivité de l'appareil d'Etat (parfois réclamée par ceux-là mêmes qui plus tard en secouent le joug), la détention de positions de pouvoir fortement médiatisées ou discrétionnaires mais confortables, sont la marque de ce qui est devenu « le mal français » après avoir constitué le bien de la France.

Mais d'autre part, les lourds synsèmes de l'arrogance de l'Etat : les fonctionnaires, la bureaucratie, ne sont pas tous ou plus toujours conformes à l'image stéréotypée qui en est véhiculée.

M. Hervé Sériex, chef d'entreprise envoyé en pays de mission par le ministre délégué chargé de la fonction publique, M. Hervé de Charette, l'a constaté vingt fois : dans les administrations, fournissent sur le terrain des micro-révolutions qui ne demandent qu'à être reconnues, multipliées ou transposées.

Mais il ne suffit pas que les « ronds-de-cuir » ne soient en personnels dynamiques et efficaces au service de l'usager-citoyen. Encore faut-il, souligne M. Sériex, que ces initiatives ne soient pas condamnées à une clandestinité apaisée, comme c'est souvent le cas, par crainte des échelons centraux, fongiquement frileux et exclusivement préoccupés de gérer les millions de normes qui appesantissent le système plus qu'elles n'en garantissent la bonne marche.

M. Sériex n'est pas loin de penser qu'il y aurait peu à faire et beaucoup à gagner à ce que « la fonction publique se regarde belle » en lieu d'être abjectement réduite au rôle de Big Brother, sans volonté ni visage.

Au cours de son voyage dans la fonction publique, une seule fois, un

seul « scandale flagrant » l'a frappé : « La façon dont se vit la relation hiérarchique, la fausse déférence ». A l'heure où l'objectif du « zéro défaut » de l'industrie gagne certaines administrations, il faudrait aussi « se battre pour le zéro mépris ».

Deux ministres, MM. Hervé de Charette et Alain Juppé, sont pour leur part venus réaffirmer qu'avec « moins de pouvoir » et « moins d'effectifs », les fonctionnaires étaient désormais engagés par la force des choses autant que par leur réelle bonne volonté dans la voie de la modernisation.

#### Flaubert à la rescousse

Faire ou laisser se faire du neuf, chasser la caricature, prendre acte des transformations de fait des missions d'une administration dont le dix-neuvième siècle aura abusivement duré cent cinquante ans au moins, comme l'a souligné M. Yves Camus, est-ce encore seulement possible pour l'éducation nationale, si souvent jadis en pâture aux critiques de l'Etat arrogant et impuissant ? Les participants au colloque du CIEL ne sont guère sortis d'une perplexité à la fois désabusée et quelque peu roucouillante. Seul à constater que le système éducatif français vogue tristement vers le sous-développement et que la décentralisation s'est arrêtée aux portes de l'apocryphe ministère de la rue de Grenelle, laissant à leur impuissance presque totale, à leur paupérisation des enseignants ou des chercheurs bien souvent désemparés.

La décentralisation : une chance de penser en douceur de l'Etat arrogant à l'Etat modeste ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non : et si vingt-deux mini-Etats, parfois exposés aux risques du népotisme ou de la corruption, arrogants, allaient se substituer ou se surajouter à l'Etat central ?

L'évaluation des services et pratiques des administrations par les usagers, l'apparition du « citoyen-juge », doivent aussi être envisagées avec mesure. Car elles peuvent avoir du bon, contribuer — si l'on veut bien y prêter attention — à des améliorations réelles. Mais le pur consumérisme ne peut — comme le montre l'exemple crucial de l'éducation — être érigé sans errance en règle d'or.

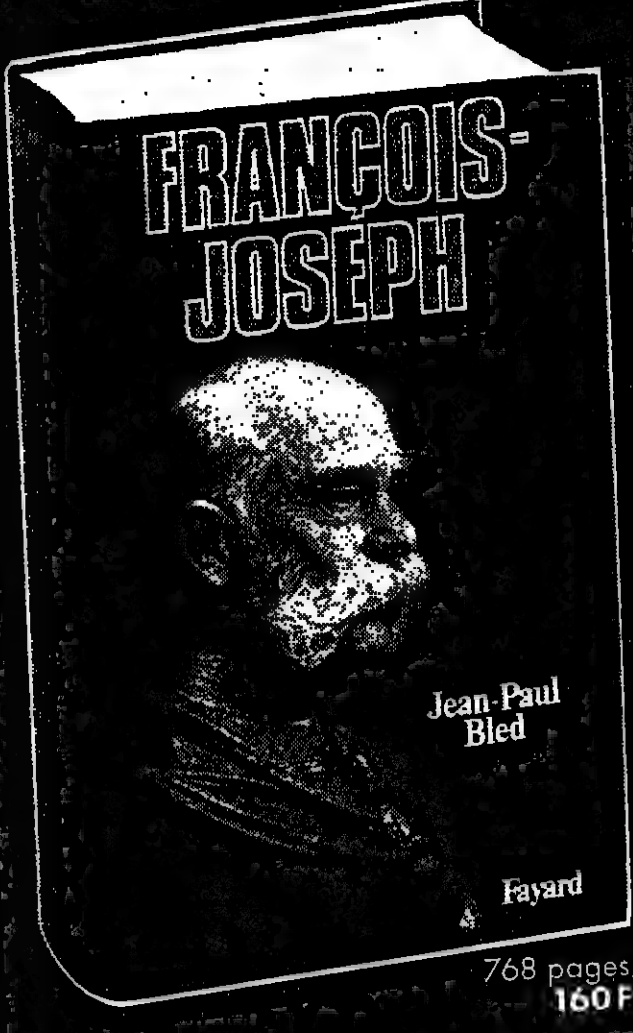
Reste l'économie. Plusieurs intervenants du colloque du CIEL se sont rapprochés de Flaubert en suggérant que non content d'abandonner son emprise excessive sur trop de secteurs ou de mécanismes de la vie économique, l'Etat en vienne à se transformer tout entier en une vaste entreprise, obéissant aux mêmes contraintes et aux mêmes lois de fonctionnement.

Métaphore abusive, sinon délinquante, fut-il objecté. Il y a plus. Les entreprises, les vraies, peuvent, à bon droit, attendre de l'Etat, comme le soulignait l'ancien ministre Paul Granet, des efforts de simplification, d'allègement et d'accélération des procédures. Mais il faut aussi garder à l'esprit quelques réalités que l'hyperlibéralisme ambiant a quelquefois fait oublier. Certains marchés, rappelle ainsi M. Philippe Lemaire, à la fois gestionnaire et enseignant à Sciences-Po « ne peuvent élargir sans une certaine intervention de l'Etat ». Et il arrive que les entreprises « soient elles-mêmes à l'origine de nouvelles demandes d'Etat, en amont des marchés ».

Voilà des raisons pragmatiques de ne pas jeter l'Etat avec l'eau du bain, comme devrait le souligner en conclusion M. Barre. Il en est une autre, plusieurs fois rappelée en cours de colloque du CIEL. L'image d'un Etat « arrogant » qui malmenait la société civile est sans doute séduisante. Mais il ne faudrait pas oublier que cet Etat, c'est aussi, par les médiations de la politique, nous tous. En principe.

MICHEL KAJMAN.

# L'HISTOIRE chez Fayard



Jean-Paul Bled

768 pages 160 F

Il était temps que Francois-Joseph (1830-1916), l'héritier de la plus vieille dynastie européenne, successeur des empereurs du Saint-Empire et fossoyeur de la monarchie danubienne, trouve un biographe à sa mesure. Jean-Paul Bled a relevé le défi.

Roland Jaccard Le Monde

#### Contre les « privatisations dirigées »

Dans son intervention de samedi, M. Barre a dénoncé les « privatisations dirigées ». L'expérience des privatisations depuis 1986, qui avait pour but de libérer les forces économiques de l'entreprise d'Etat, s'est terminée, dit-il, par une déception : les entreprises d'Etat, qui étaient censées devenir des entreprises normales, se sont transformées en entreprises d'Etat à la mode.

L'ancien premier ministre a toutefois souligné qu'on ne doit pas se laisser aller à l'illusion du « moins d'Etat » qualifiée par lui de « pure illusion ». « La France doit son existence même et son unité à l'Etat, ainsi que beaucoup des caractéristiques de son organisation politique et sociale », a-t-il dit.

Il a, en revanche, déclaré que « la réforme de l'Etat » consistait à ses yeux dans la « priorité politique » : il y a beaucoup de choses à faire, elles peuvent être faites mais il faut du temps, a-t-il souligné.

Selon M. Barre, « la réforme constitutionnelle n'est pas en cause, car elle est acquise. (...) Nos institutions, il suffit de les faire vivre en harmonie avec notre temps ».

Constatant la place importante tenue actuellement par l'Etat dans la société, M. Barre a ajouté que la construction européenne impliquera que « les Etats devront renoncer à une partie de leurs attributs ».

Il a également remarqué que « la croissance continue de l'Etat n'a été possible que par la croissance continue de ses ressources » : or cette expansion n'est plus possible. A son avis, « l'Etat doit devenir un partenaire majeur de l'économie et non plus son souverain ».

**bloc-notes**  
**FORMATION CONTINUE**  
**ELEMENTS DE GESTION D'ENTREPRISE**  
80 heures  
A partir du 11 janvier 1988  
**GESTION DE TRESORERIE**  
24-25-26 janvier 1988  
**INTRODUCTION COMPTABLE A LA GESTION**  
NIVEAU I et II  
A partir du 25 janvier 1988  
**ECCIP**  
Ecole Commerciale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris  
3, rue Armand-Moisant  
75015 Paris  
Tél. : 43-20-08-82, poste 451  
Métro Montparnasse

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109  
**MBA** Master of Business Administration  
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.  
**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...  
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.  
**2<sup>e</sup> CYCLE** Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.  
Informations et sélections : European University of America  
17-25, rue de Chaillot (Métro Issy), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71  
Communiqué par European University of America • San Francisco • California

**M** **MOUVEMENT**  
Numéros à paraître  
Nov. : L'effet Sida  
Déc. : Le néo-libéralisme en faillite  
Janv. : Pauvreté, marginalité, exclusion  
Fév. : Travail, valeurs : Habermas en débat  
Mars : Les politiques de la science  
Avril : 20 ans après 68.  
M, 209, rue Saint-Maur - 75010 Paris  
Abonnement annuel : France 300 F  
Nom : .....  
Adresse : .....

**7H50**  
**PHILIPPE AUBERT**  
**"LE KIOSQUE"**  
**EUROPE 1**  
DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



## Politique

## L'élection cantonale de Marseille

**«Ceux qui voulaient nous donner la leçon l'ont eux-mêmes reçue», déclare M. Jean-Claude Gaudin**

Le candidat unique de la majorité, M. Robert Assante, conseiller municipal (PR) de Marseille, a été élu, le dimanche 29 novembre, au deuxième tour de l'élection cantonale partielle de Marseille (20) avec 52,34 % des suffrages exprimés.

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

L'analyse des résultats montre que la consigne d'abstention qui avait été donnée par le Front national à ses électeurs n'a été que partiellement suivie. M. Assante n'avait obtenu en effet, au premier tour de scrutin, que 36,34 % de voix. Compte tenu du désistement en sa faveur du candidat CNI (0,59 %), il enregistre d'un tour à l'autre un gain de 15,4 points, nettement supérieur à l'augmentation du nombre des votants (7,92 points de pourcentage). En revanche, par rapport au total droite-extrême droite du premier tour (57,06 %), M. Assante perd 4,73 points.

A travers ce scrutin, M. Le Pen avait cru pouvoir imposer une épreuve de force à la majorité, pour l'amener à composer avec lui lors des prochaines échéances électorales. Ce mot d'ordre visait également à entamer le crédit de M. Jean-Claude Gaudin, qui livrait, à travers l'un de ses proches collaborateurs et dans sa propre circonscription, un combat dont l'issue pouvait influencer le cours des prochaines élections municipales.

### Forte progression de la gauche

Or le président du Front national a manifesté sous-estimé le réflexe antisocialiste de ses partisans et méconnu la règle selon laquelle aucun parti n'est propriétaire de ses voix. La sanction qu'il comptait infliger à la majorité reposait, par ailleurs, sur une erreur d'appréciation de la situation politique marseillaise, caractérisée notamment par une alliance entre le Front national et les partis de droite au conseil régional. A cet égard, le communiqué favorable à M. Assante, publié par dix des conseillers régionaux FN des Bouches-du-Rhône, a révélé de sérieuses divergences entre la base et les dirigeants nationaux du mouvement, tout en isolant M. Pascal Arrighi, le patron de la fédération léniniste de Marseille. Les électeurs du Front national n'ont sans doute pas oublié non plus la prise de

position «réaliste» de M. Gaudin à l'occasion des élections cantonales de 1985, lorsqu'il avait préconisé le retrait d'un candidat RPR au profit d'un candidat du FN arrivé en tête au premier tour de scrutin.

En dépit de l'insuccès de sa démonstration, M. Le Pen a néanmoins considéré qu'«un sérieux avertissement avait été donné à la majorité», alors que M. Arrighi se risquait à parler, lui, de «coup de semence».

«Ceux qui voulaient nous donner une leçon l'ont eux-mêmes reçue», a répliqué M. Gaudin, qui a célébré «la victoire de l'union de la droite libérale». «Le combat était clair, a-t-il ajouté, c'était celui de la droite contre la gauche et non pas celui de la terre brûlée. Les électeurs, eux, n'ont pas accepté les injonctions venues d'en haut et se sont pas trompés d'adversaires». Le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale a également estimé que la partielle de Marseille «devait préfigurer le combat de mai prochain».

Malgré un désistement plus que tiède du candidat communiste en sa faveur, M. Manivet, de son côté, progresse de 7,3 points par rapport au total des voix de gauche. Il améliore légèrement son score de 1982 (47,66 % au lieu de 47,31 %) et gagne dix points par rapport aux résultats obtenus par les listes socialistes et communistes aux élections législatives de 1986. Le scrutin a été l'occasion d'une réconciliation spectaculaire entre les deux factions rivales peccetistes et d'effacement du PS marseillais dans le but commun de préserver les chances du parti aux prochaines municipales. Rasseurés sur l'état de leurs forces, ils ont enfoncé la clove de la «collusion entre la droite et l'extrême droite» qui constituait le thème majeur de la campagne du PS en 1989.

GUY PORTE.

[Les résultats du second tour, le dimanche 29 novembre, de l'élection partielle dans le canton 20-A de Marseille sont les suivants : expr., 23 879 ; vot., 11 658 ; suffr., 10 933. M. Robert Assante (UDF-PR), conseiller municipal de Marseille, 5 722 voix. ELU ; M. André Manivet, 5 211.

Au premier tour, M. Assante était arrivé en tête avec 3 512 voix, contre 2 772 à M. Manivet, 1 770 à M. Danielle Duchar (FN), 1 127 à M. Robert Alloua (PCF), 249 à M. Gérard Monnier-Bonhomme (Verts), 146 à M. Georges Thibault (ext. dr.), 57 à M. Jean-Claude Gaudin (CNI) et 29 à M. Didier Turan (ext. dr.), sur 23 879 électeurs inscrits, 9 769 votants et 9 662 suffrages exprimés.

Au second tour du scrutin de 1982, les résultats furent les suivants : expr., 23 290 ; vot., 14 983 ; suffr., 14 656. M. Manivet (RPR), 7 721 voix. ELU ; M. Manivet, 6 935.]

### Soulagement à l'UDF et au RPR

«L'union» de la majorité est le «grand vainqueur» de l'élection cantonale de Marseille. M. André Roudot, président du Parti radical, a donné le ton des réactions des représentants de l'UDF et du RPR qui se sont félicités, le dimanche 29 novembre, de la victoire du candidat du Parti républicain, soutenu par le RPR. «Les Marseillais ont compris le sens du combat de la majorité», a affirmé M. Jacques Toulon, secrétaire général du RPR.

Après avoir avoué la victoire, il s'agit de tirer les «enseignements de ce scrutin», au nombre de trois, selon M. François Liotard, secrétaire général du PR : «La majorité gagne, a-t-il déclaré, lorsqu'elle est fidèle à ses valeurs ; lorsqu'elle est fidèle aux engagements de 1986 (gouverner ensemble) et lorsque l'alliance RPR-UDF fonctionne bien dans un climat de confiance et de loyauté». En tout cas, l'exemple de Marseille doit être «modèle pour tous dans les préparations des futures échéances électorales», a souhaité M. Hervé de Charotte (UDF-PR), ministre délégué chargé de l'économie sociale, de la fonction publique et du Plan, dans un message adressé à M. Jean-Claude Gaudin.

Pour M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et de la privatisation, «l'essentiel est de ne pas se comporter comme les propriétaires des voix de ceux qui votent pour vous». Faisant allusion à la consigne d'abstention donnée par M. Jean-Marie Le Pen aux électeurs du Front national pour le second tour, M. Balladur a ajouté : «D'ailleurs, quand on se comporte comme ça, en général, on se termine mal».

Tel n'est pas l'avis du président du FN, qui estime que son parti a «cristallisé, à Marseille, la grande succès de son mot d'ordre d'abstention». «Les deux candidats restés en lice, explique-t-il, n'atteignent pas, au second tour de cette élection, la moitié des voix du corps électoral puisque pas plus d'un électeur sur deux ne s'est déplacé». M. Le Pen s'est, de surcroît, défendu, lundi matin sur Europe 1, d'avoir voulu faire élire le candidat socialiste.

A gauche, M. Michel Rocard a regretté que le candidat socialiste soit «un peu sanctionné» car «il a totalement refusé d'accepter les idées inacceptables de rupture, de violence et d'exclusion» développées par l'extrême droite, alors que «lui ne s'est permis aucune concession».

● PCF : un adjoint au maire de Montluçon rejoint M. Juquin. — Adjoint au maire de Montluçon (Allier) chargé des affaires culturelles, M. Jacky Flouzat vient d'annoncer sa décision de démissionner du PCF et de soutenir la candidature de M. Pierre Juquin, conseiller général de Montluçon-Sud de 1973 à 1982, et depuis 1977 membre du conseil municipal de la ville de Montluçon, dont le maire est M. Pierre Goldberg (PC). M. Flouzat est membre du PCF depuis 1959. Il manifeste l'intention de conserver son siège et sa solidarité au maire de Montluçon. M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, est député de l'Allier. — (Corresp.)

## La manifestation antiraciste de Paris

Plusieurs dizaines de milliers de personnes (vingt-cinq mille selon la police, près de cent mille selon les organisateurs) ont manifesté, le dimanche 29 novembre à Paris, de Montparnasse à la Bastille, à l'appel de SOS-Racisme, de l'UNEF-ID et de nombreuses autres organisations. Cette manifestation, qui s'est conclue par un concert à la Bastille, avait trois objectifs

déclarés : «Contre le racisme et la xénophobie ; pour l'intégration et l'égalité des droits ; pour la défense des valeurs démocratiques».

M<sup>me</sup> Joëlle Kaufman, épouse du journaliste retenu en otage au Liban, a participé au défilé en compagnie d'une cinquantaine de personnes qui portaient des chaînes.

## Les limites de l'œcuménisme

L'œcuménisme est un exercice difficile. Ceux qui rêvaient d'une grande fête antiraciste, réunissant des gens très différents pour «établir un cordon sanitaire autour de l'extrême droite», ont quelques raisons d'être déçus. La fête de dimanche — un peu artificielle, un peu forcée — aura été, à la fois, trop œcuménique et pas assez.

Pas assez, car on cherchait en vain dans la foule quelques responsables de la majorité gouvernementale. Au moins ceux qui sont ouvertement acquis à la cause : les Hannon, Stasi, Maillet... Leur présence, souhaitée par certains organisateurs, aurait donné une autre allure à la manifestation. Mais n'avait-on pas fait ce, ici ou là, de les décourager ? Serait-il venu entendre des slogans de combat associant Jean-Marie Le Pen et Charles Fauriol ?

C'était, en effet, une manifestation aux limites, avec beaucoup d'organisations et beaucoup d'objectifs, avoués ou non. Une manifestation éclatée par trop d'œcuménisme. Si plusieurs organisations, des intellectuels et des artistes étaient venus défendre les immigrés, d'autres semblaient fêter surtout le premier anniversaire du mouvement étudiant, tandis que des militants politiques se croyaient déjà en campagne présidentielle, avec leurs bédons du genre : «Touss, touss bon, nous arrivons». Sans compter les «manifestants dans le manifestant», comme cet étrange cortège, brandissant des drapeaux noir, vert et blanc, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple

paléstinien, et critiquant dans un tract... l'appel de SOS-Racisme.

La tête du cortège a mis une bonne demi-heure à se former, dans une belle boue de boue. Finalement, les photographes ont été repoussés vers l'arrière, et une banderole «Paris-égalité» a été défilée.

### Drapeaux rouges et majorités

Au premier rang, MM. Harlem Désir, président de SOS-Racisme et Philippe Darricau, président de l'UNEF-ID, entouraient la chanteuse Eli Medeiros. Derrière, quelques têtes connues (Erico Macias, Jean-Jacques Goldman...) ou moins connues, comme M. Pierre Bergé, président-directeur général d'Yves Saint-Laurent, et le frère de Malik Oussekine, à la mémoire duquel une autre manifestation est prévue le 5 décembre à Paris. La CFDT était représentée par M. Edmond Maire, le PCF par M. Maxime Gremetz, les «renouvateurs» par M. Pierre Juquin en personne, tandis qu'un gros bataillon de socialistes était dispersé dans la foule : MM. Lionel Jospin, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, Paul Quilès et Jack Lang.

Des efforts avaient été faits pour réchauffer ce dimanche glacial de novembre : orchestres, danseuses, confettis, ballons... tandis que des majorités en rouge et blanc ouvraient la marche de la fédération socialiste du Val-de-Marne. Mais il n'est pas facile d'innover à chaque fois : les géants sur échasses qui

enjamblaient la foule semblaient sortir tout droit de la précédente manifestation contre la réforme du code de la nationalité.

Les plus agressifs furent les militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire, qui brandissaient tout leur stock de drapeaux rouges, avec des condamnations sans appel : «Pasqua», Chirac, Pandraud, Le Pen, tout ça à la poubelle. Derrière eux, très dignes, les militants du MRAP laissent parler leurs pancartes tricolores : «Le racisme est un affront national».

Un groupe d'étudiants de Paris X faisait la nique au SIDA mental : «Le racisme, il ne passera pas par moi». Des «red skins» se faisaient peur avec des foulards sur la bouche. Les militants du FC, bien alignés, avec leurs camionnettes et leurs banderoles de «pris», rappelaient qu'ils avaient survécu de l'expulsion le jeune Congolais Mito, présent dans le cortège. La section SOS-Racisme de Bordeaux agitait une pancarte en forme de bouteille («Le curvée du pote»), mais chantait des slogans plus classiques : «Première, deuxième, troisième génération, on est tous des enfants d'immigrés». Se consacrant au Val-d'Oise, plus pratique, faisait une réclamation : «Réparez les ascenseurs !». Et, vaillamment, sourde dans les nuages, un barbe sans casquette continuait de brandir sa pancarte énigmatique : «Main dans la main, être humain», comme s'il voulait à lui seul résumer tous ces thèmes, en effacer toutes les contradictions...

ROBERT SOLÉ.

### L'Algérie est «préoccupée» par le sort de ses ressortissants en France

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, a convoqué, dimanche 29 novembre, l'ambassadeur de France à Alger pour lui exprimer «sa profonde émotion et sa grande préoccupation devant les pertes de vie humaines et les circonstances dans lesquelles ces homicides ont été commis» et souligner «la nécessité du renforcement des mesures de nature à garantir la sécurité et la dignité de la communauté algérienne en France».

Cette convocation intervient à la suite de plusieurs meurtres d'Algériens en France qui ont provoqué de nombreuses réactions en Algérie. Dans l'affaire du meurtre de Castres, où un Algérien a été assassiné par deux parascandistes le 21 novembre dernier, la Ligue algérienne des droits de l'homme s'est constituée par la suite. Son avocat, M. Ben Abdallah, a estimé qu'il était «urgent de constituer un livre blanc répertoriant tous les crimes racistes en France ainsi que les lenteurs des tribunaux pour instruire ces affaires».

De son côté, le bâtonnier d'Alger, M. Tayeb Belloua, médiateur algérien dans le différend algéro-français sur les enfants de couples binationaux séparés, a demandé dimanche à la France d'organiser des visites d'enfants vers l'Algérie, «comme s'y sont engagées les autorités françaises». — (AFP.)

## Potaches en marge

Potes, potaches et politiques. Des trois composantes de la manifestation du 29 novembre, la deuxième était la moins visible. Un an après les manifestations de centaines de milliers de jeunes qui avaient énergiquement poussé le mouvement contre le projet Devaquet de réforme universitaire, la différence était impressionnante. Les plus chevronnés soulignaient avec assurance que les quinze ou vingt mille étudiants et lycéens présents dimanche dans les rues de Paris aux côtés de militants plus âgés représentaient une force non négligeable. Et ils récusaient toute comparaison avec un mouvement exceptionnel. Mais beaucoup d'étudiants ne pouvaient s'empêcher d'avouer leur surprise ou leur déception, leur impression de «dépassement», comme une sorte de lassitude.

De manière symptomatique d'ailleurs, cette manifestation sur l'égalité des droits n'a permis aucune ouverture sur les problèmes de l'école et de l'université. Pas un slogan, pas une pancarte, pas une banderole, à l'exception paradoxale d'un petit panneau brandi par une militante du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et réclamant «une école efficace pour tous et pour chacun». Au moment où les syndicats étudiants s'efforcent, en ordre dispersé, de remobiliser sur le thème de la précarité budgétaire et de la misère quotidienne des universités, c'est maigre. La «génération morale» qui avait

trouvé son identité l'an dernier — en mariant Coluche et Devaquet, «Touche pas à mon pote» et «Tonton tiens bon», l'égalité des droits dans les cités et dans les lycées — a du mal à passer le cap de la maturité.

L'absence de perspectives claires de mobilisation s'est d'ailleurs vérifiée à nouveau lors d'un collectif national de l'UNEF-ID qui s'est déroulé après la manifestation. La direction du syndicat étudiant a fait approuver la multiplication, cette semaine, des assemblées générales de sensibilisation, des appels à la mobilisation, voire des grèves le 3 ou le 4 décembre, si les conditions locales le permettent, avant la manifestation organisée à Paris, le 5 décembre, par le «comité des familles des victimes des violences policières» soutenu par une soixantaine d'organisations. La minorité proche de la Ligue communiste révolutionnaire aurait souhaité de façon plus volontariste une journée unique de grève le 3 décembre dans toutes les universités. Et pour la première fois, les trotskistes étaient rejoints par les militants de SOS-Racisme qui faisaient jusqu'ici partie de la «majorité». Conséquence directe des dissensions qui ont précédé l'organisation de la manifestation de dimanche. Et démonstration symbolique des divergences actuelles au sein du monde étudiant.

GÉRARD COURTOIS.

**OISE**  
OXFORD INTERNSIVE  
SCHOOL OF ENGLISH

anglais pour les francophones  
25 rue d'Alsace-Lorraine  
75015 Paris  
Tél. (01) 42.32.12.02  
Fax. (01) 42.32.12.03

**L'ANGLAIS A OXFORD**

EN COURS PARTICULIERS

Stages intensifs, individualisés toute l'année. Soutiens durs pour écrit et oral.

**BAC - PREPA MEC**  
**SCIENTIFIQUES**  
**SCIENCES-PO**  
**DEUG - LICENCE**  
**CAPES**

**7H55**

**RENE TENDRON**

**EUROPE 1**

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



## Paris

ne et la xénophobie ;  
les droits ; pour la  
dignité »

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

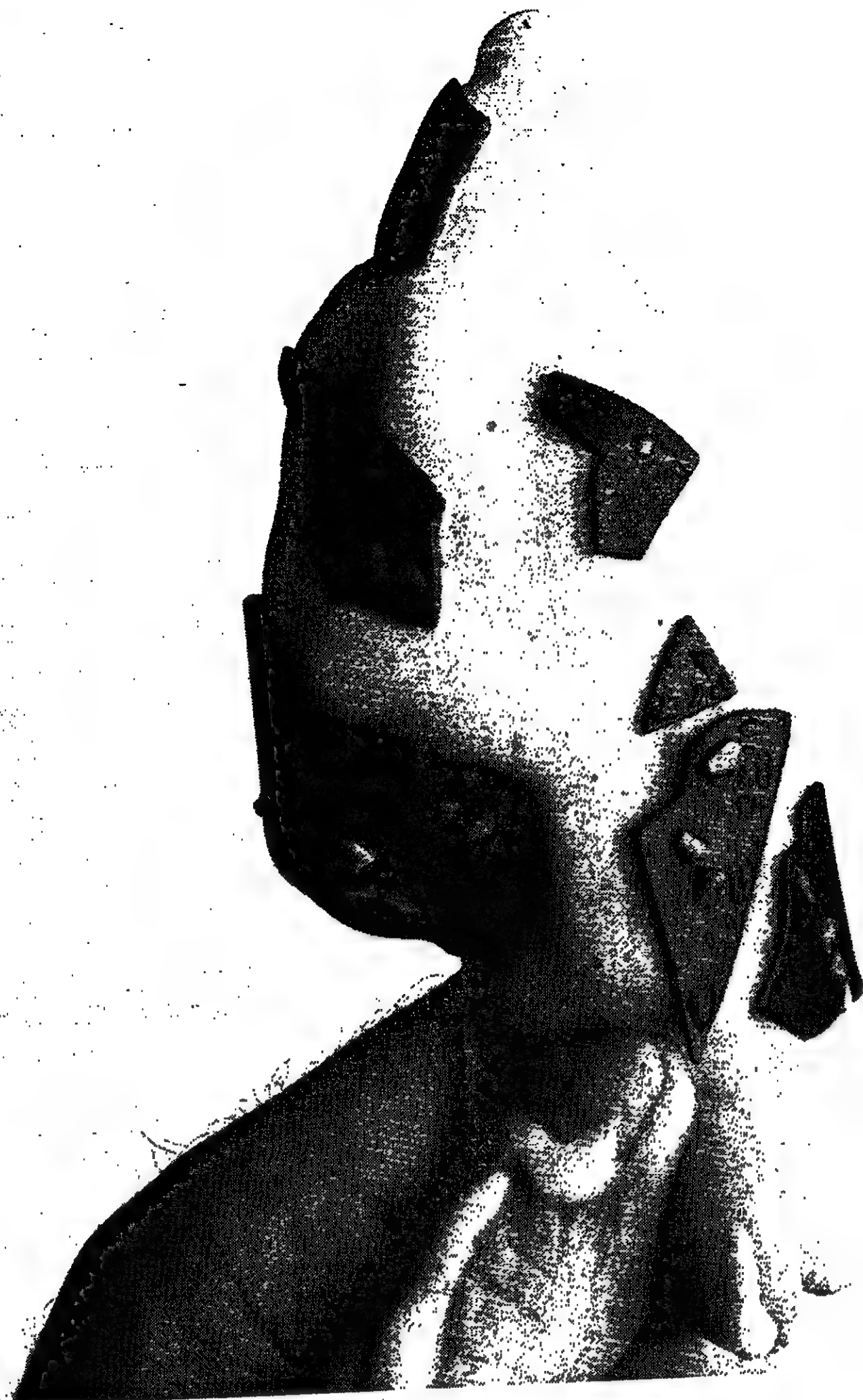
[illegible][illegible]

**Charge**

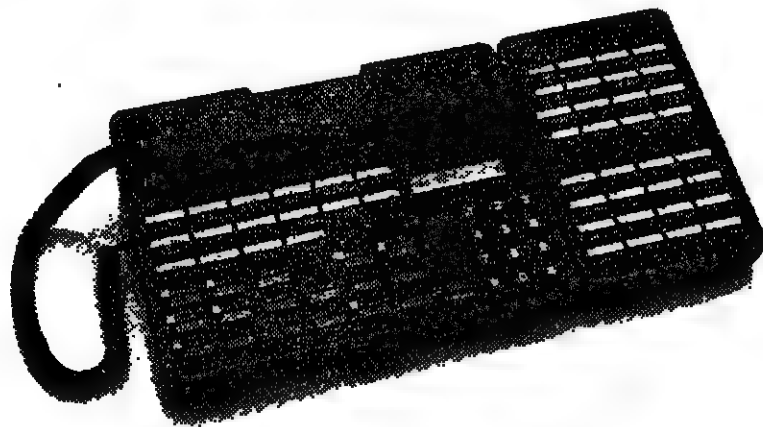
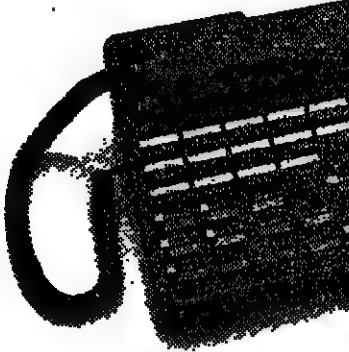
[illegible][illegible]

# IRON

TANI.



**Si votre standard s'emmêle les fils, vous verrez fondre vos espérances.** En revanche, si, automatiquement, il rappelle le numéro pas libre, passe vos communications sur un autre poste, demande qu'on vous rappelle, signale à votre correspondant "occupé" que vous attendez et vous laisse les mains libres. Bref, si c'est un



**TELC 1600, PME et PMI à vous la gloire ! Avec ce système et son fil numérique, vous pourrez même, sans bouleverser vos**

bureaux, interconnecter téléphones, micro-ordinateurs, terminaux télématiques et bureautiques. Quelle capacité souhaitez-vous ? Jusqu'à 48 terminaux et 16 lignes extérieures ? Nous avons le fil auquel tient votre réussite.

LA REUSSITE TIENT A UN FIL  
TELEC  
ALCATEL



# Société

Un commissaire de la PJ inculpé de proxénétisme aggravé

## Emoi et protestations dans la police

Interpellé le 28 novembre par les gendarmes de la section de recherche de Versailles, le commissaire Yves Jobic, chef de la 1<sup>re</sup> division de police judiciaire à Paris, a été inculpé de proxénétisme aggravé par M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction à Nanterre. Placé sous contrôle judiciaire, le policier, assisté de M. Jean-Marc Varaut, a décidé de porter plainte contre X pour dénonciation calomnieuse, faux témoignages et

subornation de témoins. Le policier, qui affirme avoir cherché à couvrir ses indicateurs, serait intervenu à plusieurs reprises en faveur de prostituées qui se livraient à un trafic de stupéfiants. Il est mis en cause par des prostituées ; des écoutes téléphoniques établissent qu'il entretenait des liens très - trop ? - étroits avec ceux qu'il présentait comme ses informateurs.

A vingt-neuf ans, le commissaire Yves Jobic, chef des unités de recherche de la 1<sup>re</sup> division de police judiciaire à Paris, est jusqu'ici considéré comme un brillant élément. Pourtant, lorsque le 28 novembre, à 0 h 15, les gendarmes en tenue de la section de recherche de Versailles l'arrêteront devant son appartement du Marais, à Paris, il est peut-être surpris par la méthode mais pas étonné : depuis longtemps, il le sait, il risque d'avoir des ennuis, et sa hiérarchie en a été prévenue.

Tout a commencé en 1985 lorsqu'un important réseau de trafic d'héroïne fut démantelé à la cité du port de Gennevilliers. Vingt-quatre personnes furent condamnées. Les pourvois ne sont pas découverts, la chaîne complète de l'approvisionnement n'est pas remontée.

En 1986, l'affaire rebondit. De nouveaux dossiers arrivent au tribunal de grande instance de Nanterre et sont confiés au juge Jean-Michel Hayat. Assez rapidement, les circuits sont mis au jour. L'héroïne serait fournie par Jean-Claude Moustapha, dit Aziz, le « chéri » dont le quartier général est un bar du douzième arrondissement de Paris, dans l'immeuble où habitent les frères qui feraient le juge Gilles Bouloque et qui, malade à des attentats, se livraient aussi au trafic d'héroïne.

### Interventions

Conditionnées dans un foyer de travailleurs à Gennevilliers, la drogue était ensuite acheminée dans un café de la porte de Saint-Ouen, le Milord. Plusieurs personnes sont interpellées et incarcérées en décembre 1986. La justice ordonne des écoutes téléphoniques. Un bar du 6<sup>e</sup> arrondissement, « la Palmerie », est surveillé. Ce bar est tenu par le frère de Jean-Claude Moustapha, Jean Moustapha, et par son associé, Rashid Mochri.

C'est alors que le commissaire Yves Jobic, qui s'est pourtant territorialement compétent - s'investit du sort de Jean-Claude

Moustapha qui est, explique-t-il, l'un de ses informateurs. Ces interventions se font si pressantes que le commissaire Olivier Foll, chef de la brigade des stupéfiants, reçoit, le 27 août 1987, la visite du juge de Nanterre qui s'étonne de cette insistante sollicitude. Prévenu sur son lieu de vacances, le commissaire Jobic alerte aussitôt Jean Moustapha au bar de la Palmerie. « Le mec de Nanterre, tu vois, il est complètement malade, ce mec », dit même le policier à son interlocuteur.

A la fin du mois d'octobre, Jean Moustapha et son associé sont interpellés à leur tour et inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants et de proxénétisme. A plusieurs reprises, au cours de l'enquête sur le trafic de stupéfiants, témoins ou inculpés mentionnent en cause le commissaire Jobic. S'il s'agit allé au-delà de ce qui l'on admet dans les relations classiques entre policier et indicateur ?

A la fin du mois de novembre, le procureur de Nanterre, constatant que le commissaire Jobic est susceptible d'être inculpé, demande, puisqu'il s'agit d'un officier de police judiciaire, à la chambre criminelle de la Cour de cassation, de désigner la juridiction compétente. Ce sera le tribunal de Nanterre dont le président confiera l'instruction au juge Jean-Michel Hayat. Ce dernier fait interpellé Yves Jobic le 28 novembre par les gendarmes. L'inspection générale des services (IGS) perquisitionne au domicile du policier et à son bureau de la 1<sup>re</sup> P.D.J. Des documents y sont saisis et dimanche 29 novembre, le policier est inculpé de proxénétisme aggravé.

Cinq prostituées l'accusent d'avoir « protégé » Jean Moustapha, leur souteneur, moyennant finances. Une autre, « Zouzou », dont le proxénète avait été arrêté par M. Jobic, et qui gagne de 3 000 F et 4 000 F par jour, affirme avoir remis 6 000 F en trois fois au policier en échange de sa protection. Un versement de 1 500 F aurait même été effectué au bureau du commissaire.

Le ressort aussi des écoutes téléphoniques que la famille Moustapha soit régulièrement tenue au courant de l'enquête par le commissaire Jobic.

Quel crédit faut-il accorder à ces accusations ? Par avance, le commissaire Jobic avait répondu à cette question. Dans un rapport du 23 novembre et transmis à son supérieur, le commissaire Philippe Venere, chef de la 1<sup>re</sup> D.P.J., Yves Jobic expliquait que si ces prostituées l'accusaient ainsi c'est parce qu'elles avaient été « souillées » par un chantage leur laissant le choix entre la liberté moyennant leurs déclarations, ou la prison, ou encore la reconduite à la frontière.

### Machination ?

Le policier a dressé une liste détaillée des affaires résolues grâce aux renseignements fournis par le clan Moustapha et justifié faiblement les liens étroits qu'il entretenait avec l'ensemble de la famille.

Dans une lettre du 3 novembre, le commissaire Venere sollicite pour sa part l'intervention de M. Daniel Duglery, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police « pour Yves Jobic » et pour « moi-même », écrit-il. Mettant assez clairement en cause l'impartialité du juge d'instruction, le commissaire rappelle que s'il était jusqu'ici attaché au principe du juge d'instruction unique, le comportement de M. Hayat est « vraiment de nature à justifier la collégialité ». « Je ne puis supporter plus longtemps le comportement déloyal d'un magistrat pour salir mon collègue et moi-même ».

Inculpé en présence de son avocat, M. Varaut, et de représentant du Parquet qui, par écrit, a fait valoir que l'inculpation ne reposait pas sur des charges suffisantes, M. Yves Jobic a porté plainte contre X pour « dénonciation calomnieuse, faux témoignages et subornation de témoins ». Et le Syndicat des commissaires de police a décidé de tenir, dès mardi 1<sup>er</sup> décembre, un congrès extraordinaire consacré à cette affaire.

AGATHE LOGEART.

A la cour d'assises de la Vienne

## Pierre Baptiste condamné à dix ans de réclusion criminelle

La cour d'assises de Vienne a infligé, samedi 28 novembre, une peine de dix ans de réclusion criminelle à Pierre Baptiste, cinquante-quatre ans, reconnu coupable de tentative de meurtre sur la personne d'un syndic et de coups et blessures volontaires.

Le 19 novembre 1984 au tribunal de commerce de Poitiers, Baptiste avait tiré deux coups de fusil de chasse en direction des magistrats, avant de blesser gravement un visage un syndic, M. Michel Bernat, qu'il rendait responsable de sa ruine.

L'avocat général Jacques Pagan avait demandé une peine de quinze ans de réclusion criminelle, assortie d'une mesure de sûreté portant sur la liberté, tout en soutenant que Baptiste avait voulu « humilier » les juges consulaire sans avoir la même intention homicide qu'envers le syndic. En outre, le magistrat lui accordait les circonstances atténuantes, tenant compte à la fois de son équilibre psychologique et de l'influence de ceux qui avaient voulu se servir de lui dans leur combat contre les juridictions consulaires. Quelques-uns d'entre eux ont d'ailleurs accueilli le verdict en lançant des injures à la cour et aux jurés.

Après l'arrestation de l'artificier d'Action directe

## Deux juges d'instruction pour Max Frérot

LYON

de notre bureau régional

Après son arrestation, vendredi 27 novembre, à Lyon, Max Frérot, artificier de la branche lyonnaise d'Action directe (le Monde daté 29-30 novembre), a été placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire. Il ne devait être interrogé durant les premières quarante-huit heures de celle-ci que sur les circonstances de son interpellation : une double tentative de meurtre sur agents de la force publique, les pardiens de la sûreté urbaine Marc Baquero, trente-quatre ans, et Bruno Hugot, vingt-quatre ans, qui ont été décorés par M. Robert Broussard, préfet, directeur central des polices urbaines, de la médaille d'argent des actes de courage et de dévouement.

Peu loquace, Max Frérot s'est alimenté normalement et a dormi quelques heures sur un lit de camp. Dès dimanche soir, un commissaire et deux inspecteurs de la brigade criminelle de Paris posaient le relais. Ils disposaient, eux aussi, de quarante-huit heures pour entendre le terroriste sur une partie des faits qui lui sont imputés depuis septembre 1986.

Pour les autres faits (une série d'attaques à main armée, dont trois

meurtres, et des attentats à l'explosif, dont un contre le siège de la brigade de répression du banditisme à Paris) ce sont deux magistrats qui sont seuls compétents : M. Marcel Lemonde, juge d'instruction à Lyon, à qui Max Frérot devrait être officiellement présenté mardi 1<sup>er</sup> décembre, et son collègue parisien, M. Jean-Louis Bruguère. Le juge parisien s'est rendu samedi à Lyon pour régler les détails d'une procédure qui devrait ultérieurement nécessiter un transfert provisoire de Max Frérot à Paris.

Max Frérot est la vingtième et sans doute la dernière pièce du puzzle. Jusqu'à là il restait in saisissable, mais sous a confié M. Lemonde : « La chance a enfin tourné. Cela devait bien finir par arriver, après plusieurs chaudes alertes. Il va falloir mettre les boucliers doubles pour respecter la calendrier que je m'étais fixé : la fin du premier trimestre 1988. Mais avec l'arrestation de Frérot, c'est un dossier quasi complet que j'aurai alors la satisfaction de boucler... »

Qui sait pourtant si les documents retrouvés vendredi soir dans une sacoch sur le cyclomoteur de Frérot ne vont pas relancer l'instruction vers de nouvelles pistes ?

ROBERT NELLERET.

Pour avoir refusé d'appliquer le plan Séguin

## Un médecin-conseil de la Sécurité sociale est suspendu de ses fonctions

Le 16 novembre, le docteur Martine Debat, médecin-conseil de la Sécurité sociale, dans le Val-de-Marne, est suspendu de ses fonctions par le directeur de la Caisse nationale de l'assurance-maladie (CNAM), M. Dominique Cordreau, après avis du médecin-conseil national, le docteur Jean Marty. Motif : « Manquements du docteur Debat à ses obligations professionnelles : prise de position publique contre les récentes mesures gouvernementales en matière d'assurance-maladie ; refus réitéré d'assurer une part importante des tâches lui incombant ; diffusion à l'extérieur de l'insinuation de documents utilisés par le service médical pour remplir les missions qui lui incombent ».

La nouvelle de la suspension du docteur Debat se répand immédiatement dans les centres et services de la Sécurité sociale. L'émotion est grande : le docteur Debat travaille depuis seize ans à la Sécurité sociale et sa dernière notation s'accompagnait de l'observation suivante : « Très bon médecin-conseil qui effectue avec conscience les tâches habituelles du contrôle médical. »

Que s'était-il donc passé pour que M. Cordreau en vienne à prendre pareille décision, la quatrième en près de trente ans ? Deux faits essentiels : tout d'abord, il est reproché au docteur Debat d'avoir refusé de consacrer ses compétences à des missions de contrôle médical, nommées par le plan Séguin de rationalisation des dépenses. Ensuite, d'avoir publiquement, par une lettre en date du 26 août, posé à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, les questions suivantes :

« Nous sommes tenus de respecter les règles déontologiques qui régissent notre profession, ne jamais compromettre la qualité des soins, faciliter l'obtention par le malade des avantages sociaux auxquels lui donne droit son état. Ces règles, faudrait-il en aujourd'hui que nous, médecins, nous les abandonnons parce qu'elles se heurtent à l'application de votre plan ? Je vous demande, monsieur le ministre, une réponse : faudrait-il que les médecins-conseils deviennent « informateurs », normalisateurs du corps médical ? Monsieur le ministre, je vous demande une réponse : notre préoccupation ne devrait-elle plus être l'état des malades, mais l'observation de décisions politiques dont vous avez la charge ? »

### Une pétition de 320 praticiens

Sans juger cette affaire sur le fond - elle le sera par la commission administrative paritaire de la CNAM, élue en formation disciplinaire le 14 décembre, - le docteur Jean Marty nous a rappelé que les obligations des médecins-conseils : exerçant sous l'autorité du directeur de la CNAM, ils sont tenus d'appliquer les textes réglementaires, et le plan de rationalisation des dépenses en est un.

« Observer et contrôler la façon dont nos confrères travaillent est un des rôles dévolus aux médecins-conseils », explique le docteur Marty. Le plan Séguin a été voté par le Parlement et nous sommes en état de droit. Chacun est libre, en tant que citoyen, de penser ce qu'il veut de ce

plan. Mais à partir du moment où il a été voté par le Parlement et approuvé par le conseil d'administration de la Caisse nationale, qui est notre pouvoir politique à nous, nous devons faire respecter l'application de ces textes. Les praticiens médicaux représentés à la CNAM, la CSMP et la FMP ont, eux aussi, donné comme consigne de « jouer le jeu » réglementaire. En conséquence, le directeur de la CNAM et moi-même ne pouvions tolérer un refus d'appliquer des textes réglementaires ».

Dans un premier temps, un blâme a donc été adressé au docteur Debat. Celui-ci n'y avait pas été satisfait, une suspension a été ensuite décidée. Logique administrative d'un côté, logique de conviction de l'autre.

Aussitôt la décision de suspension connue, plus de trois cent vingt médecins se sont mobilisés pour la

défense du docteur Debat. Initiés de ce mouvement, les professeurs Paul Milliez et François Guérin s'inscrivent « d'une dérive vers l'interdiction pour les médecins de continuer d'exercer dans le respect des règles déontologiques existantes par leur profession, par les droits de leurs malades. A quelles « obligations professionnelles » veut-on contraindre les médecins ? demandent-ils. La question est posée devant l'opinion : « Les médecins vont-ils voir leur pratique normale de par des directives gouvernementales ? Cette normalisation inclurait-elle, pour ceux d'entre eux qui lui opposent leur conscience et la déontologie médicale, le délit d'opinion ? »

Réponse le 14 décembre. En attendant, le Conseil national de l'ordre des médecins se refusait à tout commentaire sur cette affaire.

FRANCK NOUCH.

Après l'interdiction du vacherin suisse Mont-d'Or

## Fromages à risques

Limitée au départ à quelques communes du canton de Vaud, l'affaire des vacherins suisses prend depuis quelques jours les dimensions d'une polémique internationale centrée sur les risques médicaux qui seraient liés à la consommation de certains fromages. Tout a commencé en Suisse avec l'interdiction à la vente du vacherin de marque Mont-d'Or, soupçonné par les autorités helvétiques d'être à l'origine d'une grave épidémie de listériose. Cette infection microbienne est due à la prolifération dans l'organisme humain d'un germe particulier baptisé *Listeria monocytogenes*.

Curiosité épidémiologique dans les années 50, la listériose est aujourd'hui une affection bien connue et relativement fréquente. Le risque d'infection grave (méningite, septicémie) se concentre toutefois chez certaines personnes déjà malades : sujets immunodéprimés, éthyliques ou cancéreux. L'autre risque majeur est celui d'une transmission du germe pendant la grossesse de la mère à l'enfant qu'elle porte.

La listériose peut être traitée efficacement par des antibiotiques. Mais, dans la grande majorité des cas, l'infection de l'organisme par ce germe ne déclenche aucune maladie, l'infection demeurant totalement inapparente. Selon les autorités helvétiques, 111 cas de listériose ont été diagnostiqués en Suisse depuis 1983 et 31 décès ont été recensés.

La responsabilité du vacherin a été établie, les germes pathogènes ayant été retrouvés dans le groupe des fromages incriminés. La décision helvétique de retirer le vacherin de la vente a fait grand bruit. Elle est survenue depuis quelques jours, à l'origine d'une série de réactions plus ou moins protectionnistes visant notamment les vrais fromages français. C'est ainsi que diverses analyses ont été effectuées actuellement en Suisse afin de déclarer la présence éventuelle de listériose dans des fromages français. On a, par ailleurs, appris qu'un camembert normand avait été interdit il y a quelques mois dans le canton de Bâle à

cause d'une « trop forte teneur en bactéries fécales ».

En France, M. Michel Ledru, président de l'interprofession laitière, s'est « élevé avec vigueur » contre les informations « tendant à attribuer aux produits laitiers une responsabilité directe dans les cas de listériose survenus en France ces dernières années ». Il s'agit, a-t-il dit, « d'affirmations non fondées ». La direction générale de l'Institut national de la recherche agroalimentaire (INRA) a, par ailleurs, publié le 28 novembre un démenti à la suite d'un regrettable quiproquo. Un spécialiste de cet institut ayant rappelé que deux cents personnes étaient mortes en France en 1986 de listériose, plusieurs organes de presse avaient laissé entendre que ces deux cents décès étaient dus à la consommation de fromage contaminé par le germe.

De son côté, l'interprofession laitière, citant plusieurs spécialistes français de microbiologie, a rappelé que « les cas de listériose enregistrés en France depuis plusieurs années n'ont jamais été directement rapportés à une origine alimentaire ». Selon l'interprofession laitière, la rigueur des contrôles effectués dans ce domaine exclut a priori tout risque d'épidémie dans notre pays. Il n'en est pas moins vrai que l'épidémie suisse n'est pas la première du genre. Une salade de choux contaminés (au Canada en 1981) et des fromages frais (aux États-Unis en 1985) ont déjà été à l'origine d'affaires similaires. De même, une épidémie de listériose décrite en 1983 dans l'État du Massachusetts (49 cas, 14 décès). Il s'agissait alors d'une listériose due à la consommation de lait de vache pasteurisé. Plus qu'une contamination du lait lui-même, il semble que la présence de germes dans les vacherins suisses soit la conséquence du non-respect des règles élémentaires d'hygiène dans la fabrication des fromages. Un fait surprenant quand on connaît la célèbre réputation des Suisses en matière d'hygiène et de propreté.

JEAN-YVES NAU.

Le vingtième congrès du Syndicat de la magistrature

## L'année des juges

Ce n'est pas facile d'avoir vingt ans, et les juges du Syndicat de la magistrature, qui, du 27 au 29 novembre, ont tenu leur congrès annuel au palais de justice de Paris, s'en rendent bien compte. Novateur, iconoclaste à ses débuts, le syndicat n'a pas toujours bien vécu la période 1981-1986, prisonnier d'un soudain idéologique

impitoyable au gouvernement et vis-à-vis de ses cadres, parfois sans cabinets ministériels. Mais 1986 fut l'heure de l'opposition frontale à la politique menée au ministère de la justice par M. Alain Chénedat, celle des grands combats contre les prisons privées et le code de la nationalité.

Mais, aujourd'hui, c'est sur le fonctionnement même de l'institution et le rôle du juge dans la société que ces magistrats clairement à gauche sont contraints de se pencher. Rattrapé par l'actualité, le congrès qui, sur le thème de « Travail, famille, justice », devait en priorité s'intéresser au « nouvel ordre social » (tendances, nationalité, jeunesse en difficulté) a dû, sous peine d'être hors sujet, reconstruire ses travaux. L'année, en effet, a été rude pour le syndicat : occupé par les affaires Guérin et Apap, les exclusions et redoublements à l'école nationale de la magistrature, la mise à l'écart au ministère de nombreux de ses membres, le SM a aussi dû consacrer à des questions de fond suscitées par les récentes affaires.

C'est avec une tendresse bienveillante pour leurs benjamins que les « anciens » du syndicat, comme MM. Dominique Charvet, Jean-Pierre Michel, Philippe Tadier ou Michel Marcus, sont remontés à la tribune pour leur montrer le chemin et tenter de répondre à une certaine forme de désespoir. On s'agite du statut des magistrats, du droit de grève, battu en brèche par de récentes décisions de justice, des jeunes et de la prison, de la réforme de l'instruction, ou de la toxicomanie, les congressistes ont compris qu'il était urgent de renfermer dans le syndicat un débat de fond dont on avait depuis trop longtemps fait l'économie.

« L'année 1987 peut-elle être qualifiée d'année des juges et de celle des juges ? », a demandé la présidente du syndicat, Mme Adeline Hazeu. En moins d'un an, au terme d'affaires retentissantes qui ont secoué la justice, se pose la question des rapports de l'institution judiciaire et du pouvoir politique. »

Peroils brouillons, englués dans l'interminable querelle du vocabulaire, les congressistes ont pourtant eu le sentiment d'avancer et d'échapper, cette année, à une opposition par trop romanesque. Pleins de bonnes intentions, ils ont décidé de se remettre à l'ouvrage et de redonner une force de proposition, ils sont aussi appelés à la vigilance. « L'union judiciaire pour le pouvoir politique », une fin d'intérêt politique n'est pas nouvelle », a ainsi affirmé M. Michel Marcus dans une motion adoptée par le congrès.

En revanche, pour les congressistes, l'utilisation curieuse des notions de secret - secret de l'instruction, secret défense, - les révélations partielles ou totales de rapports administratifs, le maintien orienté de la procédure qui débouche sur des décisions non motivées, trace les lignes de force d'une stratégie au niveau judiciaire d'autant plus inquiétante qu'elle est ouvertement relayée par certains membres de la hiérarchie. Les journalistes en sont les victimes lorsqu'ils ne s'inscrivent plus dans le sens souhaité, ainsi que le démontrent certaines poursuites. Le SM met en garde les responsables politiques contre les effets graves que peut avoir le processus sur la confiance des citoyens en justice.

Ag. L.

Trois nouveaux membres du conseil syndical ont été élus. - M. Robert Adam (Amiens), M. Dominique Dupier (Douai), M. Pierre Espiau (Angers). Dans quinze jours, le conseil syndical élira un nouveau bureau et devra trouver un successeur à M. Jean-Pierre Deschamps, secrétaire général, dont le mandat touche à sa fin.

### EN BREF

● L'appel d'un candidat à la reprise de Chaumet est déclaré irrecevable. - La troisième chambre de la cour de Paris, présidée par M. Jacques Lemontey, a déclaré irrecevable, vendredi 27 novembre, l'appel porté par le licencié Reza Gern après le jugement rendu le 10 juillet par le tribunal de commerce, qui avait désigné le groupe Investcorp reprenneur de la faillite Chaumet. Au nom de Reza Gern, M. Christine Courmégis avait soutenu, pour demander la nullité du jugement, que ce dernier n'avait pas été rendu sur un pied d'égalité avec les autres candidats à la reprise par l'administrateur judiciaire, M. Hubert Lefort. La cour a fondé son arrêt sur l'article 174 de la loi du 28 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire, selon lequel l'attribution d'une offre de reprise non retenue n'est pas au nombre des personnes auxquelles cette loi réserve le droit de faire appel.

● L'extension du SIDA. - Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de cas de SIDA a progressé de 25 % en France en trois mois : 2 623 cas signalés au 30 septembre contre 1 980 au 30 juin. La France se classe à présent au deuxième rang des pays affectés après les États-Unis, où ont été recensés, à la date du 9 novembre, 45 436 cas contre 42 354 le 28 septembre.

En une semaine, l'OMS relève que le nombre de cas officiellement déclarés est passé de 96 086 à 98 217. L'épidémie progresse en particulier au Canada (1 334 cas contre 1 000), au Royaume-Uni (1 123 contre 1 067) et en Italie (1 104 contre 1 025).

● Nouvel essai nucléaire français à Mururoo. - Selon un porte-parole du gouvernement français, le 30 novembre, à un essai nucléaire souterrain, à Mururoo, en Polynésie française, dont la puissance a été estimée à 8 kilotonnes. C'est le troisième essai français pour le mois de novembre et le huitième de l'année. La France ne confirme ni ne dément la réalité de ce tir, qui est le quatre-vingt-onzième essai depuis les tir souterrains, en 1975, à Mururoo. (AFP.)

Macintosh  
Pour une



# Macintosh Plus : 500 francs par mois. Pour une fois l'argent fait le bonheur.



Cette année à Noël, il va y avoir beaucoup plus de gens heureux que les années précédentes : le prix pour accéder au bonheur n'est que de 17 671 francs, et en plus on peut le payer en plusieurs fois\*. En effet pour acheter votre Macintosh Plus vous faites un premier versement de 3 450 francs (après acceptation du dossier par société financière agréée). Vous le réglez ensuite en 36 mensualités de 500 francs, assurance comprise, au taux (TEG) de 14,5%. Avec Apple, aujourd'hui l'argent fait vraiment le bonheur. Consultez la liste des concessionnaires agréés Apple en appelant le numéro vert suivant : 05 444 111.

MONTANT EMPRUNTÉ : 14 221 FRANCS. COÛT DU CRÉDIT : 3 779 FRANCS. \* OFFRE DE CRÉDIT VALABLE DU 20 NOVEMBRE 1987 AU 20 JANVIER 1988. PRIX PUBLIC CONSEILLÉ : 17 671 F TTC.





سكزا من الامل

## Société

Un hommage organisé par le Collège international de philosophie

### L'appétit démocrate de François Châtelet

Il y a près d'un an, le 26 décembre 1986, disparaissait François Châtelet à soixante ans. L'Université perdait un grand professeur, la philosophie un défenseur critique et créatif, et nombre de gens très divers un ami généreux et disponible. Une des grandes figures de la vie culturelle française avait cessé de rire, de ce rire chaleureux et libre qui signe une intelligence sans froid.

Cette figure n'a pas cessé de vivre. Elle est présente et nette, palpable presque, et toujours aussi séduisante et stimulante. Car François Châtelet possédait cette force rare qui incite à penser, qui pousse à travailler. Il donnait à chacun, philosophe ou écrivain, peintre, musicien, cinéaste, etc., le courage d'oser, d'entreprendre, et de pour-

suivre. A ses étudiants comme aux autres, il donnait effectivement la parole. Beaucoup de ceux qui l'ont rencontré ont su déployer grâce à lui leur propre puissance.

Ils sont venus le dire avec émotion et gratitude, animés d'une amitié toujours vive. Ils n'étaient pas les seuls. Au cours des deux journées d'hommage organisées par le Collège international de philosophie qui a perdu en François Châtelet l'un de ses fondateurs, plus d'une soixantaine de personnes inconnues ou illustres ont évoqué l'ami, l'homme public, le philosophe.

Certains moments eurent des airs de réunion de famille. Au sens propre : Robert Jospin (père de Lionel et de Noëlle, devenu Noëlle Châtelet) fit une émouvante allocution

que filmait Antoine Châtelet, fils de François. Mais la famille du philosophe débordait ce cercle d'amour et de chair. Avec les autres, spontanément, « il inventait l'intimité », comme dit oliment Pierre Dumayet. Car Châtelet savait offrir au premier venu l'impression d'être un proche de longue date. Tout un art...

De la cuisine à la tribune où il excellait pareillement, il n'y a pas plusieurs hommes. Le même appétit goliard les mots comme les saveurs. Les pot-au-feu, les cours, les livres, étaient pour le philosophe les actes d'une vie au sein du monde. Châtelet n'était pas l'homme des nuées ou de la tour d'ivoire. Il était de plain-pied dans la cité. S'il paraît clair, s'il avait le rare talent de formuler en termes limpides les problèmes les

plus complexes, c'est que la philosophie n'a pas à se dérober au peuple. Une même exigence de démocratie animait ses prises de position politiques, ses multiples interventions journalistiques, son enseignement. Sa vie entière atteste que l'expression « intellectuel-démocrate » devrait être un pléonasme.

La vie philosophique pour François Châtelet est un processus visant à instaurer des rapports humains, y compris à l'intérieur de nous-mêmes, avec l'humain en nous. Comme l'a notamment souligné Gilles Deleuze, affirmant qu'il n'y avait peut-être pas eu de philosophie aussi tranquillement atisée depuis Nietzsche. Châtelet ou le courage de l'immense.

Bien d'autres communications mirent en lumière les principaux axes de ses travaux, depuis « Logos et Praxis », jusqu'à « Marges. L'Occident et ses hôtes », en passant, entre autres, par son « Platon », son « Hegel » et ses ouvrages sur les idées politiques.

A son œuvre appartenait aussi des lieux qu'il fit exister. Lieux de paroles, de discussions et de recherches, comme l'Institut de philosophie de la Sorbonne, puis le département de philosophie de Paris VIII-Vincennes, dont Châtelet empêcha l'implosion en se vouant à gérer l'« harmonie des dissonances », comme le rappela René Schérer.

La fondation du Collège international de philosophie protège ce même lieu d'« ouverture d'espace ». Jacques Derrida a montré comment dans cette fondation, marquée par le risque et la fragilité, la philosophie était à penser comme démocratie en actes. Non pas la mise en œuvre d'un modèle déjà donné, mais la promesse de modalités à venir.

Si l'on répète que l'œuvre de François Châtelet fut sa vie, ceci n'est pas à entendre comme une dépréciation de ses écrits dont il reste beaucoup à méditer. Ces deux journées ont su rendre sensible la part non écrite de son œuvre, faite auprès des autres d'affrès, d'écoute, de jeu, de luites et de présence. Il en existe des traces au peu partout dans notre présent. Elles ont un trait commun. Toutes mettent en appétit de vivre. Cela ne meurt pas.

ROGER-POL DROIT.

#### La mort de Philippe Erlanger

### L'histoire pour rêver

L'historien Philippe Erlanger est décédé dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 novembre, à 78 ans, après une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Philippe Erlanger n'était pas un historien professionnel et c'est sans doute l'un des secrets de la faveur dont il jouissait auprès du grand public amateur de récits historiques. Chez lui, pas de recherche du sujet neuf, de documentation érudite ; pas d'approche originale de l'histoire sociale, institutionnelle ou économique. Ce qu'il aimait, c'était brosser des portraits de personnages déjà connus, d'Henri III à Louis XIV et de Charles VII à Clemenceau, afin de fouiller leurs motivations psychologiques les plus intimes.

Au contraire des professeurs et des chercheurs de la nouvelle histoire, Erlanger était persuadé que les actes des hommes que le sort, ou la naissance, a placés à des postes importants, déterminent davantage le cours de l'histoire

que les forces obscures et collectives. Un sentiment qui est largement partagé par tous ceux qui associent le goût de l'histoire au roman. Les grandes destins. Les ouvrages historiques universitaires tentent de cerner une certaine vérité du temps, Philippe Erlanger faisait rêver en mettant en scène des héros.

#### A contre-courant

Il le faisait d'ailleurs avec une remarquable probité intellectuelle, refusant de prendre en compte dans l'évaluation des personnages qu'il peignait tout ce qui n'était pas valablement attesté par des témoignages fiables. C'est ainsi qu'il n'hésita pas à marcher à contre-courant de la tradition — héritée de l'imagination d'Alexandre Dumas — pour réhabiliter Henri III : c'est ainsi encore que, en consacrant une biographie à Diane de Poitiers, il se fit, à la manière d'un La Bruyère historien, décrire d'une plume remarquablement acérée la multitude des clans de médiocres et d'ambitieux qui s'agitent autour du trône.

Mais le meilleur d'Erlanger, c'est précisément le charme et l'efficacité de son écriture. Pour lui, l'histoire, notamment celle des siècles et des siècles, est à laquelle il consacra l'essentiel de son œuvre abondante, c'est un extraordinaire matériau romanesque où il suffit de puiser pour recueillir les scènes les plus fortes, les personnages les plus extravagants, les décors les plus époustouflants.

Diplômé de profession, chef du service des échanges artistiques au ministère des affaires étrangères, organisateur pendant quarante ans de certaines d'expositions françaises à l'étranger, fondateur du Festival international du film de Cannes, Philippe Erlanger devait, malgré tout, s'ennuyer. La cinquantaine d'ouvrages qu'il a publiés ne sont peut-être qu'une manière de remplir un vide en la plume de grandes figures de chair et de sang.

P. L.

#### REPÈRES

##### Asile

##### Le rugbyman roumain

Victor Avram

rentre au pays

Après avoir demandé l'asile politique à la France, il y a trois semaines, le joueur de rugby Victor Avram a regagné Bucarest samedi 28 novembre.

Agé de vingt et un ans, Avram, qui était talonneur remplaçant dans l'équipe battue par le XV de France, à Agen, le 11 novembre, avait faussé compagnie à ses camarades au moment du vin d'honneur d'après-match. Il avait été pris en charge par le club local en dépit des sollicitations de la cité voisine, Marmarade. Employé comme aide-concierge du stade et logé à l'Hôtel de la poste d'Agen, après avoir été hébergé par une famille d'immigrés roumains, Avram était sur le point de remplir les dernières formalités lui permettant de rester en France. Mais le talonneur semble avoir eu le mal du pays, téléphonant fréquemment à sa famille.

Il a quitté Agen sans prévenir, le jeudi 26 novembre, pour se rendre à l'ambassade de Roumanie à Paris, puis, samedi 28, il s'est embarqué sur un vol régulier pour Bucarest.

La deuxième ligne, Laurentiu Constantiu, qui avait fait défection en même temps qu'Avram, s'est pris en charge par le Stade-Olympique.

##### Catastrophes

##### Glissements

et tremblements de terre

La terre a tremblé dans la petite île indonésienne de Pantar (à environ 2.000 kilomètres à l'est de Jakarta). La secousse, qui s'est produite le jeudi 26 novembre, aurait fait plus de quatre-vingts morts et disparus.

D'autre part, une dizaine de secousses ont ébranlé la région du Khorassan, dans l'est de l'Iran : une trentaine de villages auraient subi des dommages importants.

Enfin, un glissement de terrain a emporté, dans la Cordillère des Andes, à 50 kilomètres au sud-est de Santiago-du-Chili, un campement de travailleurs employés à la construction d'une centrale hydroélectrique : il y aurait vingt-cinq disparus.

##### Drogue

##### Plus de mille interpellations en Espagne

La lutte contre le trafic de stupéfiants s'est intensifiée ces derniers jours dans divers pays d'Europe.

Jeudi 26 novembre, la police espagnole a interpellé 1.123 personnes dans le cadre d'une action menée dans les principales villes du pays, notamment aux abords des établissements scolaires. 3,8 kilos d'héroïne, 14 kilos de cocaïne, 141 kilos de haschich et 48 kilos de marijuana ont été saisis au cours de cette opération.

En Italie, un vaste trafic international de cocaïne entre la Colombie et Naples a été démantelé. Vingt-deux personnes ont été arrêtées et 30 kilos de cocaïne ont été saisis.

##### Espace

##### Tir réussi

pour une fusée Titan

L'armée de l'air américaine a procédé, dans la nuit de samedi 28 à dimanche 29 novembre à Cap-Canaveral (Floride) au tir d'une fusée Titan 34-D porteur d'un satellite militaire. Le tir n'avait été signalé que vingt minutes après le lancement et la nature exacte de la charge utile emportée n'a pas été précisée mais, selon des experts, il s'agirait d'un satellite d'alerte précoce destiné à avertir rapidement de l'attaque de missiles ennemis. Ce tir réussi confirme la remise en service des Titans, restés plusieurs mois cloués au sol après l'explosion en vol de deux fusées, en avril et en août 1986.

#### NOUS N'OUBLIONS PAS !

### JUSTICE POUR LES VICTIMES DES VIOLENCES POLICIERES DE DÉCEMBRE 86

Parce que face au mouvement de la jeunesse lycéenne et étudiante qui s'exprimait pacifiquement et prenait en main son avenir, le gouvernement a répondu par l'incompréhension, le mépris et la violence

Parce que un an après cette répression, les poursuites judiciaires engagées par les manifestants et passants, victimes de matraquages violents et de tirs tendus de grenades lacrymogènes n'ont toujours pas abouti

Parce que un ministre se permet de salir la famille et la mémoire d'un mort, d'insulter un million de jeunes leur déniaient le droit de participer aux décisions les concernant et de manifester

Parce que aux insultes ont succédé les contre-vérités des commissions d'enquête parlementaire, dédouanant totalement la hiérarchie policière et le gouvernement pour agiter le spectre de la manipulation du mouvement

Parce que le comportement brutal de certains corps de police pendant ces manifestations, comme la multiplication des « bavures » encore récemment montre que l'on ne dirige pas la police avec pour seule idéologie l'obsession sécuritaire et en la « couvrant » systématiquement

Parce que le droit de manifester concerne tout le monde et qu'on ne peut tolérer qu'il y soit porté la moindre atteinte

Agence Im'media, Arc en Ciel Paris, AMF, ATAF, ATMF, ATT, Comité de Justice pour Nasser, Comité Mohamed Hachemi, Coordination nationale des rénovateurs communistes, CAIF, CEDEP, CEDRI-France, CFDT, CGT, CNAL, Ephémère, EMAF, France-Plus, FCPE, Fédération Nationale Léo Lagrange, FEN, FRUF, JEC, JMF, JOC/JOCF, La Banane à mûre, La Déferlante, Ligue des Droits de l'Homme, Les Mères en Colère, Les Verts, LCR, LFEFP, LICRA, Miroir, Mosaïque Finances, MAN, MBL, MFFP, MJA, MICEP, MURG, MJS, MOC, MRAP, MRG, MRJC, Paris-Rénovateurs, PAC, PCF, PS, PSA, PSU, Rencar, SAF, SCEN-CFDT, SM, SNCS-FEN, SNEP, SNES, SNESUP, SNI-Pegc, SNI, Texture, UEC, UJAFAL, UNEF, UNEF-ID, UTIT, Coordination des Lycéens et Étudiants Anarchistes (CLEA).

Vous pouvez nous aider : Comité des familles - 27, rue Jean-Dolent, (c/o L.D.H.) - 75014 PARIS

Vendredi 4 décembre

Une fleur à la mémoire de Malik sera déposée individuellement dans toutes les villes de France en un lieu symbolique, de 12 à 17 heures (A Paris, 20 rue Monsieur le Prince).

Une heure de discussion sur le droit de manifester sera organisée dans chaque lycée, université et lieu de travail.

SAMEDI 5 DÉCEMBRE  
MANIFESTATION NATIONALE  
PARIS, 14 h. métro LUXEMBOURG

Pour réaffirmer le droit imprescriptible de manifester, le droit élémentaire de vivre en paix, d'aller et venir en sécurité sans avoir à trembler devant les uniformes, et pour :

- Dénoncer les conclusions scandaleuses des commissions d'enquête parlementaire.
- Exiger que toute la lumière soit faite sans tarder sur ces événements : qui a donné l'ordre de réprimer, qui sont les casseurs et quelles procédures ont été engagées contre eux ?
- Exiger des sanctions exemplaires à tous les niveaux de responsabilité.
- Exiger la dissolution du PVM et l'application du règlement interdisant les tirs tendus.
- Exiger une police mieux recrutée, mieux formée, n'échappant pas à la loi, et dont le haut commandement vise à protéger les citoyens et non à les aggraver.

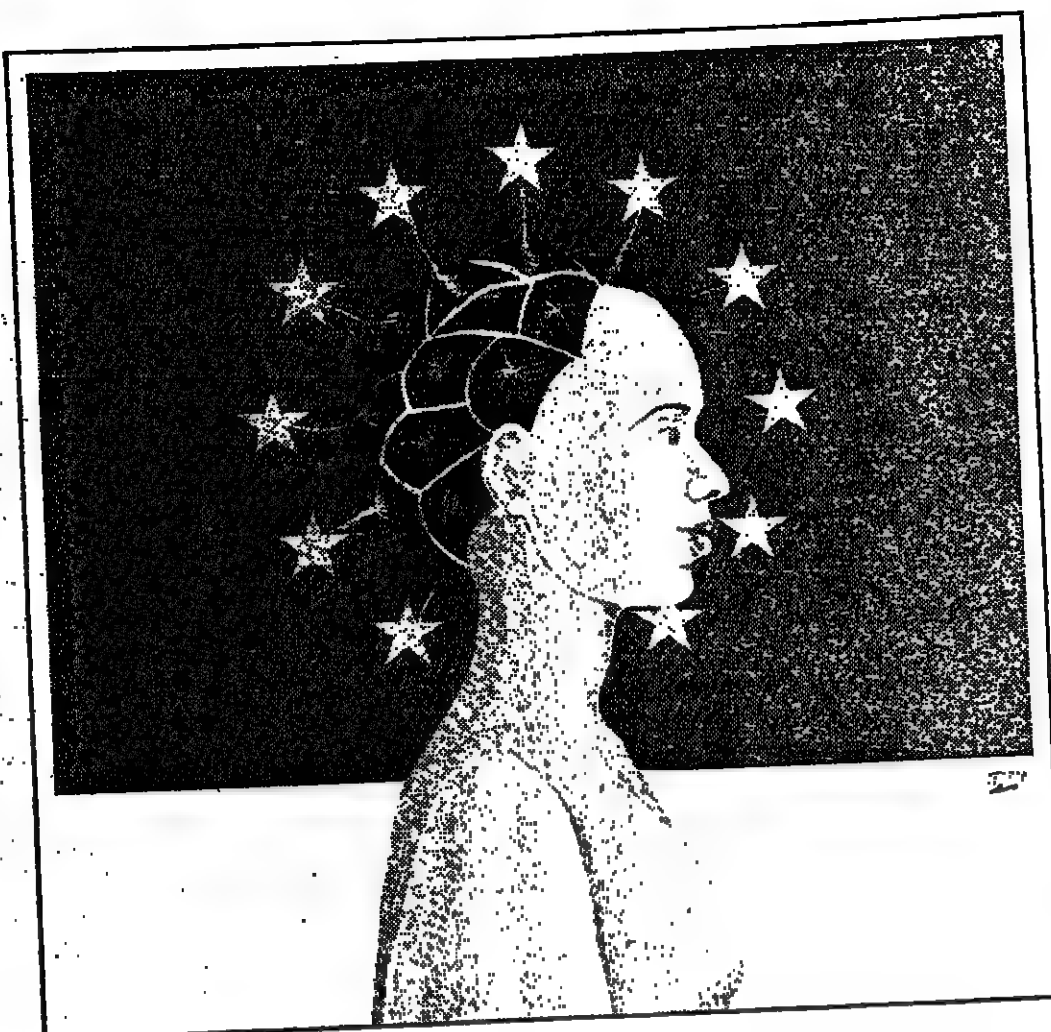
Comité des Familles



ÆGEE  
EUROPE

# PREMIER CONGRÈS ÉTUDIANT EUROPE-AFRIQUE

ÆGEE  
PARIS



organisé par  
L'ASSOCIATION LES ÉTATS GÉNÉRAUX DES  
ÉTUDIANTS DE L'EUROPE  
du

**7 au 10 DÉCEMBRE 1987**

sous le haut parrainage de la Commission des Communautés et du Ministre français  
de la Coopération : M. Michel AURILLAC

Le Premier Congrès Étudiant Europe-Afrique réunira 250 étudiants africains  
et 250 étudiants européens autour de thèmes qui les impliquent d'autant plus que leur avenir y est lié :

- ECONOMIE
- ECOLE - EDUCATION - FORMATION
- MEDIAS ET COMMUNICATION
- ARTS ET CULTURE
- ENVIRONNEMENT
- DEFENSE

Sont ouverts au public :

**L'ouverture du Congrès :**  
**LUNDI 7 DÉCEMBRE de 10 h à 12 h**

GRAND AMPHITHÉÂTRE DE LA SORBONNE

47, rue des Ecoles - 75005 Paris - M<sup>o</sup> Odéon-Maubert Mutualité-Luxembourg

Invités : M. LORENZO NATALI, Vice-président de la Commission des Communautés Européennes  
M. MICHEL AURILLAC, Ministre français de la Coopération  
M. IDE OUMAROU, Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine  
M<sup>me</sup> HELENE AHRWEILER, Recteur de l'Académie de Paris

**La clôture du Congrès :**  
**JEUDI 10 DÉCEMBRE de 14 h à 16 h**

PALAIS DES CONGRÈS

Salle Havane, 2, place Porte Maillot - 75017 Paris - M<sup>o</sup> Porte Maillot

Invités : M. CLAUDE CHEYSSON, Vice-président de la Commission des Communautés Européennes  
M. EDEN KODJO, ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine  
M. ABOU BE CABA TOURE, Directeur Général de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique

**La NUIT EUROPE-AFRIQUE**  
**MERCREDI 9 DÉCEMBRE**

A partir de 22 heures au Studio A  
49, rue de Ponthieu, 75008 Paris,  
qui comporte deux concerts : ROE et ABOU SMITH  
un défilé de mode et diverses autres performances.

avec le soutien du journal

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :  
ÆGÉE-EUROPE  
75, rue d'Amsterdam  
75008 Paris  
Tél. : (1) 43-87-63-68  
42-82-02-43

**Le Monde**



55 من الاجل

# Sports

## FOOTBALL : transfert

### Yvynec dans la filière colombienne

Parti en Colombie pour négocier le transfert du footballeur Roberto Cabanas, le président du Brest-Armorique FC, François Yvynec, est accusé de faux et usage de faux par les dirigeants du club colombien America Cali. Le juge d'instruction de Cali devait décider, lundi 30 novembre, son inculpation ou au contraire la levée de l'interdiction qui lui est faite de quitter le pays.

Roberto Cabanas est un footballeur paraguayen de bonne pointe évoluant dans le club colombien d'America Cali. Il aurait dû débarquer à Brest, le 23 septembre, contre une bonne pioche de dollars. Aujourd'hui, la période officielle des transferts est achevée. Cabanas ne viendra pas jouer au Brest-Armorique FC. Le club breton, lanterne rouge du championnat de France, a dû recruter *in extremis* l'Argentin Carlos Daniel Tapia en renfort.

Mais l'affaire Cabanas n'est pas pour autant terminée. Elle s'est transformée en « affaire Yvynec » depuis que le président brestois, François Yvynec, parti en Colombie début novembre pour dénouer l'affaire, s'est retrouvé la-bas accusé de « falsification de signature et tentative d'escroquerie », et assigné à résidence sans pouvoir quitter le pays. Les péripéties de son aventure ont entretenu un rocambolesque feuilleton, ces dernières semaines, dans la presse spécialisée.

Le Quai d'Orsay et l'Elysée ont été alertés par deux députés bretons, MM. Bernard Cousin et Louis Le Pen, sur la situation faite à ce dirigeant sportif français. Pour débrouiller l'écheveau de cette affaire, les instances internationales du football comme la justice colombienne se hâtent lentement.

Négozié par l'intermédiaire de l'imprésario argentin Marcelo Open, la venue du footballeur sud-américain avait été conclue pour 555 000 dollars pour trois ans. Sur cette somme, 305 000 dollars auraient déjà été versés par la

SODIBA, une société parallèle au club breton qui rassemble cent six entrepreneurs de la région. Restait à définir la date du transfert, sans cesse repoussée par les Colombiens.

Ces attermoissements et l'absence de réponse à ses derniers télex ont décidé François Yvynec à faire lui-même le voyage. Flanqué d'une interprète, il est arrivé en Colombie le 4 novembre en brandissant un contrat qu'il croyait en béton.

Après un début de tractations avec les dirigeants de l'America Cali, le président de Brest s'est retrouvé devant le juge numéro 26, Elisabeth Amaya Montoya, à la suite d'une plainte de Juan José Bellini, le président du club colombien. François Yvynec et Marcelo Open auraient falsifié sa signature. Et de produire à son tour une promesse de vente très différente de celle que détiend le Brest-Armorique FC. Quel est le document authentique ? C'est ce que le juge d'instruction s'efforce d'établir. M<sup>me</sup> Amaya Montoya a entendu toutes les parties : Juan José Bellini, mais aussi les frères Rodriguez, Miguel et Gilberto, les véritables propriétaires du club de Cali ; des personnages puissants que le rumeur et les Etats-Unis soupçonnent d'être de gros bonnets du trafic de drogue.

Pour sa part, François Yvynec a été interrogé pendant sept heures le 20 novembre, puis convoqué une semaine plus tard pour un entretien complémentaire. Comme dans les affaires criminelles, le juge a décidé une reconstitution des faits à l'Hôtel Intercontinental de Cali, où tout semble s'être joué un soir de septembre. Sur quel texte a porté la négociation ce jour-là, et qui a signé quoi ? Selon l'intermédiaire Marcelo Open, interrogé par France Football, l'intercontinental n'aurait servi que de boîte aux lettres : « Les dirigeants de l'America Cali avaient laissé une copie signée du contrat dans une enveloppe à l'hôtel », affirme-t-il.

Dans cette affaire, les Français ont-ils été seulement témoins et trop confiants ? M<sup>me</sup> Amaya Montoya devait se prononcer, le lundi 30 novembre, sur l'interdiction de

quitter le territoire qui frappe François Yvynec et sur la plainte des dirigeants colombiens. Selon la décision, le président de Brest pourrait retrouver sa liberté de mouvement tout aussi bien qu'être incarcéré.

Contrairement au conseil de ses avocats, François Yvynec n'a pas voulu porter plainte à son tour contre ses accusateurs. Il préfère rester sur le terrain du football. « Je m'en réfère seulement à la Fédération internationale (FIFA), a-t-il déclaré. Je ne suis pas venu ici en tant qu'individu mais en tant que président d'un club de football. Je ne comprends donc pas pourquoi on m'a traité devant les tribunaux colombiens. »

Si tant est que le football puisse échapper du droit commun, la FIFA n'est pas mieux armée que le juge colombien pour tirer l'affaire au clair. A la demande de la Fédération française (FFF), et afin de geler les intérêts de chacun en attendant une solution, le joueur Roberto Cabanas a été suspendu par la FIFA. Son dossier sera examiné, le mercredi 9 décembre, par la commission des statuts des joueurs de cet organisme, puis transmis pour décision au comité exécutif, qui se réunira le 11 décembre. Pendant ce temps, l'action judiciaire suit son cours en Colombie, provoquant des vagues jusqu'à Brest, où le club commence à languir.

**Héritiers aux guichets**

En l'absence de François Yvynec, un industriel de la discrétion qui a pris les rênes du club à la fin de l'année 1981, les rumeurs sur la santé financière du Brest-Armorique FC vont bon train. Les huisseries venues aux guichets du stade le 21 novembre pour saisir la recette du match Brest-Nantes n'ont pas contribué à les atténuer. Il s'agit pour les ASSÉDIC de récupérer une créance ronflante. Simple retard, affirme-t-on au club en expliquant que, le président Yvynec étant retenu par ailleurs, on n'avait pas eu le temps de signer à sa place l'accord sur le moratoire des ASSÉDIC.

François Yvynec serait-il indispensable ? Il a su le devenir en accaparant le pouvoir. Il fait valser les entraîneurs (cinq en sept ans), les joueurs et l'argent. Ténace et habile, il a toujours trouvé des solutions aux problèmes financiers annuels de son club. L'an dernier, c'est Michel-Edouard Leclerc qui lui a permis d'acquiescer le Brésilien Julio Cesar et l'Argentin « Tata » Brown, vedettes du Mondial mexicain, ainsi que le partenariat somnifère et déboulonnant de la firme italienne Parmalat. Cette année, il a créé une association d'investisseurs privés (la SODIBA) pour financer l'achat de joueurs. En même temps, il a convaincu la municipalité, hostile à toute augmentation de la subvention, de cautionner le moratoire de 4,5 millions de francs souscrit avec l'URSSAF et de garantir un découvert bancaire de 3,5 millions de francs.

Cependant, depuis son hôtel de Cali où il se morfond dans une motte semi-tropicale, Yvynec, le président-jongleur, a de plus en plus de mal à faire tourner les affaires. Quelques-unes sont déjà tombées. Un an après avoir fait l'objet d'un redressement fiscal, le club est dans le collimateur de la Ligue nationale de football (LNF), dont la commission de contrôle de gestion effectue actuellement une enquête.

La prolixité inventée par Raymond Kérouzard, dernier en date des entraîneurs remerciés par le bouilliant président, pourrait mettre au jour de litigieuses pratiques. L'entraîneur et les joueurs auraient été payés pour partie en salaires et pour partie en honoraires, qui, bien que déclarés au fisc, auraient échappé au contrôle de l'URSSAF. Faut-il y voir, comme certains responsables brestois, des maladroites de gestion ou bien comme d'autres n'hésitent pas à l'avancer, des dessous-de-table alimentés par une caisse noire ? L'accusation est grave. De telles malversations ont valu naguère à Roger Rocher, président de l'ASSE, de longs mois de prison. Pour François Yvynec, la fin de l'aventure colombienne risque de ne pas mettre un terme à ses soucis présidentiels.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## Les résultats

Football	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division	
(vingt et uneième journée)	
St-Etienne b. Nantes	2-2
Toulouse b. Paris-SG	2-1
Montpellier b. Nîmes	1-0
Le Havre et Monaco	0-0
Le Mans et Caen	0-0
Marseille b. Bordeaux	1-0
Auxerre et Toulon	0-0
Nice b. Lille	3-1
Nantes b. Brest	2-0
Metz-Racing b. Laval	1-0
Classement. — 1. Monaco, 31 pts ; 2. Metz-Racing, 27 ; 3. Bordeaux, 26 ; 4. Saint-Etienne, 24 ; 5. Nantes, Marseille et Caen, 23 ; 6. Montpellier, Metz et Auxerre, 22 ; 7. Toulon, 21 ; 8. Nîmes et Toulouse, 19 ; 9. Laval, Lille et Lens, 18 ; 10. Paris-SG, 17 ; 11. Le Havre, 14 ; 12. Brest, 12.	
Deuxième division	
(vingtième journée)	
GROUPE A	
Tours et Le Puy	1-1
Bastia b. Istres	1-0
Montceau b. Dijon	1-0
Sochaux b. Lyon	2-0
Martignes et Alès	1-1
Orléans b. Gueugnon	1-0
Châteauneuf b. Nîmes	1-0
Châtelleraud b. Niort	1-0
Clermont b. Grenoble	4-1
Classement. — 1. Sochaux, 35 pts ; 2. Lyon et Montceau, 26 ; 3. Clermont, 25 ; 4. Nîmes et Alès, 24.	
GROUPE B	
Caen b. Abbeville	1-0
Dunkirk et Reims	2-2
Nancy b. Angers	4-0
Strasbourg b. Quimper	2-0
Guingamp et Brest	0-0
Rouen b. Reims	4-2
Valenciennes b. Lorient	4-2
Saint-Dizier et Evreux MF 77	1-1
Metz b. La Roche	2-0
Classement. — 1. Strasbourg, 32 pts ; 2. Caen, 28 ; 3. Reims, 27 ; 4. Nancy, 26 ; 5. Metz, 22.	
Basket-ball	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
(quatorzième journée)	
Nantes b. Saint-Etienne	95-83
Mulhouse b. Vichy	87-80
Amboise b. RCF Paris	90-86

Rugby	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
(deuxième phase, première journée)	
Poule 1	
Grenoble b. Tarbes	17-3
St-J-de-Luz b. Agen	12-9
Lourdes b. Pau	19-13
Toulon b. Béziers	34-15
Poule 2	
Dax b. Valence	27-18
Bègles-Bord. b. Aurillac	10-9
Gravelines b. Perpignan-R.	21-16
Tallat et Auch	15-15
Poule 3	
Montferrand b. Paris	19-17
Bayonne b. Montchanin	8-4
Bourges-J. b. Biarritz	18-13
Toulouse b. Rouen	24-21
Poule 4	
Narbonne b. Hyères	20-0
Nîmes b. Brive	28-21
Bagnères b. Marmande	24-7
Tyrosse b. Mont-de-Marsan	13-3

Hockey sur glace	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
(deuxième journée)	
Gap b. Amiens	4-2
Mont-Blanc b. Grenoble	5-2
Tours b. V.-de-Laus	5-4
Briançon b. Pr. Volants	4-3
Chamonix b. Pr. Volants	4-3
Classement. — 1. Mont-Blanc, 23 pts ; 2. Gap et Villard, 16 ; 3. Briançon, 14 ; 4. Pr. Volants, Rouen et Tours, 13.	

Tennis	
TOURNOI D'ITTIPARICA	
(516 000 dollars)	
Le jeune Américain André Agassi (dix-sept ans) a remporté son premier tournoi de Grand Prix en battant le Brésilien Luiz Mattar 7-6, 6-2, dimanche 29 novembre, en finale de l'open du Brésil.	

**CRÉATEURS D'ENTREPRISES**  
VOTRE SÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.  
**CEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris**

PARIS 28 NOVEMBRE 1987

**Audi Masters**

FINALE DE LA SAISON F.F.E.

**HUBERT BOURDY MAITRE CAVALIER DE L'ANNEE**

Chaque année, l'Audi Masters oppose dans une finale tournois les quatre meilleurs cavaliers F.F.E. de l'année. Cette formule empruntée aux championnats du monde équestres consacre le meilleur cavalier de l'année.

**Audi**

La passion de l'efficacité.

Bourdy la Ma



## Sports

### ESCALADE : Mondial en salle

#### Exercices de style

L'Américain Lynn Hill et le Français Jacky Godoffe ont remporté les épreuves dites de « difficultés à vue » du premier Mondial d'escalade Indoor, disputé du 26 au 28 novembre au palais des sports de Grenoble, devant plus de douze mille spectateurs. Parallèlement à cette compétition, un challenge a réuni, aux côtés de plusieurs grimpeurs français, des athlètes des pays de l'Est, spécialistes de la vitesse. Jacky Godoffe a également remporté cette course, en atteignant le sommet des 17 mètres en 23 s 70, devançant le Polonais Andrzej Marczak (29 s 81).

**GRENOBLE**  
de notre correspondant

La construction d'une paroi formée de plaques en fibres synthétiques, juxtaposées les une aux autres grâce à un échafaudage métallique amovible, a permis de recréer artificiellement les conditions les plus extrêmes de l'escalade. Rien ne fut épargné aux grimpeurs, ni les surplombs « d'enfer », ni les « gratoirs » — petites prises saillantes, les plus souvent minuscules, — ni les dalles verticales qui leur ont offert toutes les sensations et les difficultés qu'ils peuvent rencontrer sur un site naturel.

L'avantage du mur est d'être réglable. Les ouvriers, qui jouent un rôle essentiel dans les compétitions d'escalade à vue, ont ainsi eu la possibilité de doser l'effort des grimpeurs et de les contraindre à régler une succession de problèmes techniques au cours de leur ascension verticale.

Chez les hommes, les cinq finalistes d'un concours, qui comprenait quatre-vingt-seize épreuves, ont évolué dans du « 7 C + » (les difficultés sont cotées de 1 à 8). Jacky Godoffe a montré une parfaite maîtrise de son art dans les parties les plus techniques de la voie, là où la plus infime erreur entraîne l'« envol » dans le langage de la « grimpe ». Cet instructeur de trente et un ans consacre, depuis deux ans, la totalité de son temps à l'escalade. La ville de Dammari-les-Lys (Seine-et-Marne), indique-t-il, « me paie pour grimper » et des sponsors, principalement des fabricants de vêtements, de chaussures ou de matériels, auxquels il prodigue des conseils techniques, le soutiennent financièrement.

#### Professionnels

La plupart des grimpeurs de haut niveau français — ils sont une vingtaine — sont devenus, en quelques années, des professionnels convoités, largement médiatisés. « L'escalade doit rester un sport professionnel », clame Jean-Baptiste Tribout. Il s'élève contre le projet de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME) — issue récemment de la réunification interne entre la très ancienne FFM et la jeune Fédération française d'escalade, — qui voudrait, « sous prétexte de faire de l'escalade un sport olympique, museler ceux qui ont fait connaître cette discipline ».

« La Fédération veut nous soumettre pour un rêve qui elle a et que ne partagent pas les grimpeurs », indique Marc Le Menestrel, qui milite pour la création d'un véritable circuit professionnel.

L'organisation, le 30 janvier 1988 à Paris, du Master d'escalade trouve un écho naturellement très favorable parmi l'élite française de l'escalade, « soucieuse de pouvoir vivre de cette profession », affirme l'un des pré-

tendants du Master. L'organisation, pour la première fois en France, d'une compétition de vitesse réunissant des « sprinters », étrangers, notamment des pays de l'Est, spécialistes de cette discipline, a pris l'allure d'un test. Le public a incontestablement vibré chaque fois que les grimpeurs s'élançaient sur deux voies tendues parallèlement et présentant les mêmes difficultés techniques. Le spectacle était alors total, la foule ne retenant plus son souffle, comme lors des épreuves individuelles à vue, mais portant par ses cris les compétiteurs, qui évoluaient sur des voies de degré 6.

Les coureurs français reconnaissent, de leur côté, que « la sensation est étonnante, parfois grisante ». Ils assimilent ces épreuves à un « jeu », nécessitant un moindre degré de réflexion et de concentration. Mais ils pensent, comme Jacky Godoffe, qui a pratiqué cette discipline avec l'URSS, que « la vitesse est une régression de l'acte d'escalade » et qu'il faut « continuer à creuser la difficulté », l'essence même de ce sport.

Les alpinistes des pays de l'Est, qui les premiers créèrent des compétitions d'escalade, observent, avec une extrême attention, l'évolution actuelle. Depuis plusieurs années, des grimpeurs yougoslaves s'entraînent sur des voies de très hautes difficultés. Deux d'entre eux ont déjà évolué sur du « 8 A ». A Grenoble, un Yougoslave a participé aux épreuves finales de l'épreuve de « difficultés à vue ». L'apparition des grimpeurs des pays de l'Est dans des compétitions « mixtes » (vitesse, difficulté) — à Grenoble, une équipe soviétique s'est confrontée à des itinéraires de haute technicité — est, selon les responsables de la Fédération française de la montagne et de l'escalade, le signe d'une évolution très encourageante en faveur de la reconnaissance mondiale de la thèse défendue par les grimpeurs français.

CLAUDE FRANÇILLON.

### SKI ALPIN : La Coupe du monde

#### Ingemar sous protection italienne

Nouvelle victoire pour le jeune Italien Alberto Tomba, dimanche 29 novembre à Sestrières (Italie), lors de l'épreuve de slalom géant comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Comme le vendredi précédent au slalom, il s'est imposé face aux skieurs suisses et autrichiens. Toujours présents, les Suédois s'emparent une nouvelle fois de la seconde place grâce au vétéran des pistes Lager-

mar Stenmark. Chez les filles, le super-géant, disputé samedi 28 novembre, a été remporté par l'Autrichienne Sigrid Wolf devant la Yougoslave Mateja Svet. Catherine Quittet, 29<sup>e</sup>, et Yves Tavernier, 17<sup>e</sup>, du slalom géant sont les premiers et seuls coureurs français à apparaître dans les classements officiels.

#### SESTRIÈRES de notre envoyé spécial

Petite déception pour le Suédois Ingemar Stenmark : pour neuf malheureux centimes de seconde un jeune lui souflette la victoire. Deuxième lors de la première manche, le grand Nordique au style couté n'a réussi que la quatrième performance dans la seconde. Un dérapage mal contrôlé entre deux portes, au milieu de cette neige qui tombe drue, et c'est la plus haute marche de podium qui disparaît. Mais l'homme aux 85 victoires en Coupe du monde possède une bonne dose de philosophie qui l'empêche d'être abattu.

Non ! Ce qui vexe le champion de trente et un ans, c'est plutôt de ne pouvoir montrer une nouvelle fois aux petits jeunes qu'il est toujours là. Avare de paroles, le champion — qui promène sa haute silhouette depuis près de quatorze ans dans le « cirque blanc » — sourit presque de son infortune momentanée. Trois mots lui suffisent pour résumer son état d'esprit du moment : « Je ferai mieux ». Une main pour ôter son bonnet et fronter sa calvitie naissante et l'athlète repart vers de nouvelles courses.

Mais si l'enfant du petit village de Tämnaby n'est pas loquace, son entraîneur et manager Herman Nogler sait l'être pour deux. Extrême couple, fascinant personnage : l'ancien des circuits et le vieil entraîneur qui, soixante-sept ans, continue à conduire la destinée de son protégé. « La réserve d'Ingemar, sa timidité même, reflètent ses origines rurales », explique Nogler. Lui, l'Italien de Val Gardena, ne connaît pas ces problèmes. Coureur dans les années 50 — « J'ai même gagné des compétitions » — il a dû stopper après une fracture de la jambe. Mais l'amoureux des montagnes n'a pu abandonner son monde. Il est alors devenu entraîneur de l'équipe d'Italie avant de s'expatrier en Suède en 1969.

« En arrivant dans ce pays, j'ai fait passer des tests à des gamins de douze à treize ans qui s'étaient signalés lors d'épreuves locales », raconte-t-il. Sur un parcours qu'il avait choisi particulièrement difficile, il a observé la capacité des skieurs à s'adapter au relief. Deux enfants l'avaient intéressé : Stig Strand (qui remporta deux slaloms en 1983) et Ingemar. « A ce moment-là, j'ai dit au président de la fédération suédoise : « Il y a ici » un futur champion du monde ». Et l'homme sourit en reconnaissant, rétrospectivement, qu'il s'avancait quand même beaucoup. Mais le style du jeune Stenmark lui plaisait. Il savait, selon lui, se couler dans les creux et surtout il possédait « la dynamique de la glisse ». Heureux de sa découverte, il décide de laisser l'enfant dans son club afin qu'il perfectionne sa pratique « en liberté ».

Ce n'est que quatre ans plus tard qu'il prendra réellement en main le

champion d'Europe junior de 1973. A ce grand gaillard souple et capable d'éviter les piquets avec élégance, il apporte « les quelques éléments techniques nécessaires pour améliorer sa vitesse sans perdre son style fluide ». Au vainqueur, dès 1975, de nombreux slaloms et géants, il enseigne les capacités de réaction qu'il avait observées chez Jean-Claude Killy.

« Ingemar était travailleur, jamais fatigué par les exercices, il était habité par la passion du ski » se souvient Nogler. Il évoque les années de gloire, parle du duo qu'ils formaient tous les deux : de leurs rapports, « presque ceux d'un père avec son fils », souvent intimes jusqu'au début des années 80, lorsque le mariage du champion a légèrement brisé l'entente des deux hommes. Mais s'il s'occupe moins des contrats ou des aspects matériels de la vie de son protégé, le petit homme Nogler en est toujours l'entraîneur.

#### Souvenirs

Les souvenirs se bousculent sur les lèvres du conteur volubile. Il se souvient des conseils angoissés qu'il a fournis à son élève lorsque ce dernier a décidé de tenter pour la première fois une descente lors d'une

compétition mondiale. Une discipline qu'il n'avait jamais pratiquée mais qu'il voulait courir pour compléter son palmarès. « Un enfer : il a fini à 10 secondes du premier. Il a fait une deuxième tentative mais, cette fois, il est tombé et s'est blessé. Depuis, c'est terminé ». Il évoque aussi les entraînements communs avec Marc Girardelli jusqu'au jour où le skieur luxembourgeois l'a précédé dans une course. « A partir de ce moment-là, Ingemar m'a dit d'arrêter les séances de travail collectives ».

Chausés des mêmes chaussures, équipé de skis yougoslaves toujours semblables, Stenmark poursuit sa quête de victoires. Pour la Coupe du monde, sa dernière, comme pour les Jeux olympiques, son fidèle préparateur de matériel est à son service. Comme Nogler, il suit le champion depuis le début de ses exploits. A eux trois, ils forment une joyeuse bande qui étouffe les jeunes du circuit. Mais ils respectent ces anciens qui choisissent souvent d'aller faire un bon repas à la veille d'une course, « car cela n'a jamais empêché de bien skier ». A Sestrières, Herman Nogler et son protégé l'ont prouvé une nouvelle fois.

SERGE BOLLOCH.

### SPORTS ÉQUESTRES : Masters des cavaliers

#### Bourdy la Maîtrise

Le Lyonnais Hubert Bourdy a été sacré « maître-cavalier de l'année » en remportant, samedi 28 novembre à Paris, l'Audi-Masters devant Philippe Rozier, Hervé Godignon et Pierre Durand. Ce dernier a gagné, dimanche 29 novembre à Bruxelles, sa deuxième épreuve de Coupe du monde de la saison.

Epreuve de vérité réunissant les quatre premiers du classement par points établi tout au long de l'année, l'Audi-Masters a rendu son verdict. Hubert Bourdy, ce blondinet à lunettes de trente ans, est donc le meilleur cavalier français de saut d'obstacles. Meilleur que Pierre Durand, champion d'Europe en titre ? Meilleur qu'Hervé Godignon, champion de France de la spécialité ? Meilleur encore que Philippe Rozier, deuxième de la Coupe du monde 1987 ? Le comble, c'est que tout le monde semblait d'accord samedi soir à la Porte de Versailles pour célébrer les vertus de ce discret jeune homme, mal connu du grand public.

L'Audi-Masters ne peut pas mentir. Il s'agit d'une « tourmente », formule mise au point par Jean d'Orgeix dans les années 50 et actuellement en vigueur en finale des championnats du monde. Sur un parcours identique, chaque cavalier monte tour à tour son cheval et celui de ses adversaires. C'est ainsi que, depuis sa création en 1982, le Masters avait consacré Patrick Caron, Frédéric Cottier (à trois reprises) et Michel Robert. Or, cette année, perversion ou perfectionnement du système, les concurrents ont laissé leur monture habituelle à l'écurie. Ils ont dû en découler sur des chevaux qu'ils ne connaissent pas et que Patrick Caron, l'entraîneur national, avait sélectionnés en toute impartialité.

Plusieurs raisons ont commandé ce changement. D'une part, le souci des autorités équestres d'économiser les meilleurs chevaux français en vue d'échéances futures. De retour des Etats-Unis, les chevaux de l'équipe de France ont ainsi pu goûter un week-end de répit avant le Jumping de Bordeaux. Pierre Durand pouvait quant à lui triompher dès le lendemain à Bruxelles, où il avait laissé Jappeloup De Luze. D'autre part, la volonté du sponsor d'internationaliser son épreuve à l'avenir. Des Masters nationaux seront organisés dans plusieurs pays européens, et les vainqueurs se retrouveront pour une super-finale. L'utilisation de chevaux « neutres » devrait faciliter la mise en œuvre de ce circuit.

Enfin, la formule a l'avantage de mettre les concurrents sur un pied d'égalité. Chacun avait trois minutes pour faire connaissance avec sa monture avant de s'élancer sur la piste. A ce jeu, seul le cavalier le plus complet pouvait s'imposer.

L'adaptation instinctive entre l'homme et le cheval inspirait au Bordelais Pierre Durand une comparaison. « Le cavalier est comme un sommelier, disait-il, qui a force de goûter de nombreux vins sait les reconnaître parce qu'il a des références ». Ce n'est pas son cas. « Ce soir, j'ai monté plus de chevaux différents qu'en deux ans », avouait-il au micro après avoir cassé beaucoup de bois sur les parcours de cette épreuve, dans laquelle il échoue régulièrement.

« Avec Jappeloup, Durand forme le couple mondial numéro un, explique Patrick Caron. C'est un dressur, pas un utilisateur ». Tout le contraire d'Hubert Bourdy. Travaillant chez un marchand de chevaux d'Ambrérieux-en-Dombes (Ain), dans la région lyonnaise, ce dernier a monté des milliers de chevaux dans sa carrière. De petite taille, bien posé sur sa selle, il ne crée pas de problèmes d'équilibre à sa monture. « Il ne dérange pas le cheval », résume Pierre Durand.

Il ne faut pas conclure que Bourdy est un cavalier passe-partout. L'homme a su contraindre un

style qu'il cultive avec acharnement. « Je vais à Birmingham et à Wembley, dans des concours où, personnellement, ne va jamais pour me frotter aux Britanniques et apprendre », explique-t-il. Une valise dans une main, ses bottes dans l'autre, il concourt chaque week-end, ne négligeant pas les épreuves nationales subalpines pour accumuler des points et s'imposer par le travail en dépit d'un manque cruel de montures de qualité.

Depuis la vente de Jupitérus, le cheval avec lequel il était réservé de l'équipe de France aux Jeux olympiques de Los Angeles, Hubert Bourdy a dû changer chaque année de cheval, réussissant par la polyvalence de son talent à se maintenir dans les six ou huit premiers du classement FEF-Audi. Ce tempérament de bagarreur a séduit Patrick Caron, qui a obtenu cette année pour Bourdy une aide fédérale et des montes de premier ordre : Milou de Subigny et Morgat. « Mais il reste peu de temps pour faire de Morgat un candidat de niveau olympique », regrette l'entraîneur national. Hubert Bourdy, lui, est fin prêt.

J.-J. B.

## DÉCEMBRE le mois des cadeaux chez NEUBAUER



- +5 000 F sur la valeur de votre reprise selon les conditions générales de l'Argus.
- 5 000 F minimum de reprise de votre voiture quel que soit son état.

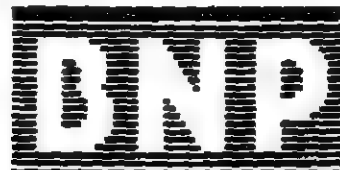
**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

## UN COUP DE FOUDRE ? FONCEZ

### CRÉDISPONIBLE

Vous offrir ce que vous désirez quand vous le désirez, c'est désormais possible avec le Crédispensible de la BNP. Le Crédispensible, c'est une ligne de crédit d'un montant adapté à votre budget, et qui se reconstruit au fur et à mesure de vos remboursements. Le Crédispensible est accordé immédiatement sur quelques critères simples aux détenteurs d'une carte bleue ou d'une carte Premier BNP. Rapide et souple, le Crédispensible vous permet d'étaler le règlement de vos dépenses à des conditions intéressantes. Désormais, n'hésitez plus. Avec la BNP, vos coups de foudre deviennent raisonnables.



LA BANQUE EST NOTRE MÈTRE







## Culture

### CINÉMA

Le IV<sup>e</sup> Festival international de Rio

## Un certain désordre

Du 19 au 27 novembre s'est déroulé à Rio le IV<sup>e</sup> Festival de cinéma et de vidéo (FestRio). Dans des conditions souvent difficiles. Le Toucan d'or, sa plus haute récompense, a été attribué au film de l'Allemand Percy Adlon : *Out of Rosenheim*.

« Improvisation », « désorganisation », « insuffisance de sélection », la presse brésilienne n'a pas été tendre pour ce IV<sup>e</sup> Festival international de Rio, qui s'est tenu à São Conrado, dans le sud de la ville. Ses organisateurs, Nei Sroulevitch et Jean-Gabriel Albicocco, avaient pourtant retenu vingt-trois films représentant vingt et un pays pour la compétition officielle, plus une vingtaine d'autres, projetés dans la salle Glanher Rocha de l'Hôtel Nacional.

Enfin, une dizaine de salles présentait dans toute la ville un programme de deux cent cinquante films. Mais cette grande fête du cinéma a été gâchée par le flottement qui a marqué ses débuts : changements de titres imprévisibles, simulations de dernière minute, retards, mauvaises acoustiques... Nei Sroulevitch, berbe barbu et câblé entre les dents, lire les bras en croix : « Les avions sont faits pour voler, explique-t-il fataliste, et pourtant quelques-uns d'entre eux tombent. Les copies de films doivent arriver à l'heure, certaines arrivent en retard. L'important, c'est que ce Festival permet de montrer à 200 000 personnes un aspect du cinéma mondial — européen en particulier — qui n'est pas ainsi dire jamais distribué en Amérique latine. Cela vaut bien un peu de désordre. »

### Contrepoint

Autre série de reproches, plus radicaux : ceux qui touchent à la sélection des films en compétition. Les invités de FestRio eurent du mal à supporter l'indigeste brouet sud-américain qu'on leur fit avaler les premiers jours. En particulier, le pitoyable *Sonho de vaia*, de la Brésilienne Ana Carolina, et l'effluve *Amor en campo minado*, du Cubain Pastor Vega. Les nations occidentales n'étaient guère mieux loties. Les Américains avaient envoyé *Fatal Attraction*, d'Adrian Lyne, un film « post Sida » glorifiant les vertus conjugales sur un mode pour le moins simpliste. La France ne brillait guère avec le médiocre *Mal d'amour*, de Jacques Derray. La Grande-Bretagne avait dépêché *White Mischief*, de Michael Radford, série de courts posés en sous-titres sur la société coloniale anglaise à la veille de la seconde guerre mondiale, d'un statut distingué en dépit des superbes scènes de Orestes Scerbi dévoilées toutes les dix minutes. Il fallait voir *La ley del deseo*, de l'Espagnol Pedro Almodovar, au troisième ou quatrième degré pour apprécier ce mélo « gay » quand même bien éloigné de Fassbinder en dépit de ce qui se murmurait avant la projection. Déjà l'annonce d'un match de football au stade de Maracan avait considérablement vidé l'hôtel Nacional. Après la projection de *The last Straw*, des Canadiens Gilles Walker et David Wilson, sur l'insémination artificielle, à l'éprouvante vulgarité, il fallait alors beaucoup d'abnégation pour ne pas filer se baigner. Heureusement, le temps était maussade et la plage polluée.

La suite de la programmation devait réserver quelques bonnes sur-

prises. *Out of Rosenheim*, de l'Allemand Percy Adlon, aux images proches de celles de Wim Wenders et qui, comme son compatriote, découvre l'Amérique — mais avec les armes de l'humour — par les yeux d'une grosse balaïne bavaroise échouée à Bagdad (Nevada), un bled perdu en plein désert, au bord d'une autoroute. C'est un vague relais pour routiers et Brenda, une jeune femme noire, tonitruante et légèrement hystérique, règne sur quelques sujets : son fils, cinglé de Bach, tapote à longueur de journée le *Clavichord* bien tempéré sur un piano en loques, un vieux peintre — Jack Palance — achève dans une roulotte une modeste carrière de décorateur commencée à Hollywood, et, dans le désordre, surgissent une tatoueuse, un routard amateur de boomerangs et un shérif indien à longues tresses. La grosse Tutoonne se révèle une assez efficace magicienne. Ce film méritait sans conteste la plus haute récompense — le Toucan d'or — que le jury lui a décerné.

Les autres bonnes surprises sont venues de l'Est, voire de l'Extrême-Orient. *Le Dernier Impératrice*, réalisée par deux jeunes metteurs en scène de Chine populaire, Chen Jialin et Sun Qunqun, est en dépit de ses faiblesses techniques évidentes un excellent contrepoint à l'œuvre de Bertolucci. Tourné avec des moyens modestes, le film retrace lui aussi la vie du dernier empereur mandchou, Pu Yi. Mais les auteurs ont choisi de privilégier une épisode de sa vie, celui où il s'occupa de devenir une marionnette entre les mains des Japonais.

### Place à la vidéo

L'URSS est représentée par *Kin Dza Dza* de Gueorgui Daniela — un film de science-fiction — les méandres d'un conducteur de travaux moscovite et d'un violoniste géorgien perdu dans l'univers ferrailleux et dégingués de la planète Pluck, dont les habitants ont dû être inventés par un Dubout soviétique. Du film yougoslave *Andjelo Crvar*, de Goran Paskaljevic, déjà présenté à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes 1987, il ne faut retenir que le passionnant reportage sur le trafic des enfants gitanes vendus par leurs parents à des églises d'un nouveau genre. Et de *Gonjivistes*, de Horacio Pal Ertas, l'interprétation des deux rôles principaux, un couple d'ouvriers qui se débat dans un cauchemar bureaucratique pour obtenir la garde de leurs enfants. Mais si la sélection de FestRio manque de rigueur, c'est qu'elle se heurte à plusieurs problèmes difficiles à résoudre.

Le festival fait partie de la catégorie A, au même titre que Cannes, Venise, Berlin ou Moscou. Les films présentés ici ne devaient donc pas avoir été retenus ailleurs. Et les organisateurs du festival se retrouvent — en fin d'année — devant un choix assez restreint. Autre problème, Rio, principal festival cinématographique d'Amérique latine, se doit de présenter au public la production nationale du continent. Et Cuba, le Pérou, l'Equateur ou la Venezuela ne peuvent pas toujours fournir un film de qualité internationale. Pour pallier ces difficultés, deux décisions ont été prises. Avancer la date du festival. Le prochain se déroulera en mai 1988, quatre semaines après Cannes, ce qui n'est pas très heureux : « Mais de toutes les manières, précise Nei Sroulevitch, au mois de novembre des trois années qui viennent, des élections vont avoir lieu dans notre pays à cette date. Elles empêcheront la tenue de ce genre de manifestation. »

Deuxième idée pour inciter les réalisateurs « importants » à présenter leur film en dépit d'un budget déjà lourd (1,5 million de dollars) :

distribuer des prix en argent (200 000 dollars pour le meilleur film, 100 000 dollars pour le meilleur metteur en scène, 50 000 dollars pour le meilleur acteur, autant pour le meilleur court métrage, la meilleure émission de télé et la meilleure vidéo).

Car FestRio accorde une place de plus en plus importante à la vidéo. Plus de deux cents heures de programmes ont été projetées, souvent dans des conditions techniques assez laborieuses et suivies par un nombre très important de spectateurs. Grâce aux efforts du ministère de la culture, la France était venue en force. Elle s'est d'ailleurs, avec le Brésil, partagé l'essentiel des récompenses. Régis Debray, très sollicité, avait apporté un film de cinquante minutes, *French Concession*, une évocation nostalgique de l'ancienne concession française de Shanghai, modestement filmé en super 8 mm. Les autres invités de marque n'ont fait que des apparitions, Maurice Pialat restant cloîtré dans sa chambre et John Boorman parlant villégiature en Amazonie. En revanche, le hall de l'hôtel était encombré de vedettes en herbe venues à la rencontre de producteurs fortunés ou supposés tels.

FestRio se veut aussi un marché. Mais celui-ci est à l'image du festival : modeste. Cependant, Nei Sroulevitch ne perd pas espoir. « D'ici cinq ou six ans, révélera-t-il, FestRio comptera parmi les grandes rencontres cinématographiques ». Le Toucan figurera peut-être dans le bestiaire du septième art, à côté du Lion de Venise de l'Ours de Berne, du Léopard de Locarno et du Paon d'Istanbul.

EMMANUEL DE ROUX

## Communication

### La fronde des auteurs et réalisateurs américains contre la mutilation de leurs films

Des cinéastes et des représentants du Congrès américain étaient, vendredi 27 novembre, à Paris afin d'étudier la législation française sur la protection des droits moraux des auteurs. Des droits que les États-Unis n'ont encore jamais reconnus.

C'est une fronde, une rébellion, qui, au fil des mois, a pris des allures d'union sacrée. Auteurs et réalisateurs américains en ont assez, en effet, que l'on bafoue leurs œuvres, qu'on les « mutilé » ou qu'on les « défigure », sans qu'eux-mêmes puissent intervenir et se prévaloir d'aucun droit. Ici, on entreprend de colorier les grands classiques en noir et blanc, de blonder Ingrid Bergman et de faire à Bing Crosby un regard bleu émeraude. Là, on accorde la projection de certaines scènes d'un film, à moins qu'on ne retire carrément des images (une toute les vingt-quatre images, par exemple) ou qu'on coupe des passages, afin de pouvoir insérer, sur le petit

écran, davantage de spots de publicité. *Le Docteur Jivago* s'est vu ainsi amputé de trente minutes, tandis que les « Laurel et Hardy » ont été tronçonnés et vendus en rondelles. « Inadmissible », s'écriait donc, vendredi, Bertrand Tavernier, président de la Société des réalisateurs français (SFR), entouré, pour l'occasion, d'une douzaine de représentants des réalisateurs français, anglais et américains. « Car l'enjeu est grave : il en va de la sauvegarde du patrimoine culturel, voire d'une civilisation. Un discours que tiennent aujourd'hui les plus grandes personnalités du cinéma mondial. Woody Allen et Jerry Lewis ont pris la tête de la croisade américaine, soutenus par Billy Wilder, Ginger Rogers, Sydney Pollack, Warren Beatty, Steven Spielberg, épaulés par les très puissantes guildes des écrivains et des réalisateurs américains. »

### Van Gogh en morceaux !

Contrairement à la France et aux pays signataires de la conven-

tion de Berne de 1923, les États-Unis ne reconnaissent aux réalisateurs que des droits financiers. Une fois leur travail accompli et payé, les cinéastes n'ont plus un mot à dire sur le film, son propriétaire — producteur, studio, chaîne de télévision — ayant tous les droits : le couper, le transformer, le raccourcir, voire le détruire.

« Comme si un milliardaire, venant d'acheter les fameux *Tourne-sols* de Van Gogh, acquiescrait du même coup le droit de les découper et de vendre les fleurs une par une, sans que personne puisse saisir la justice », a continué Bertrand Tavernier, en évoquant Frank Capra pleurant devant la version colorisée de *La vie est belle* et John Huston, pris de vomissements à la vue du nouveau *Façon maltais*. « Auteurs et réalisateurs devraient avoir la garantie juridique du respect de leur film, dans sa version sortie en salle. »

A sa droite, Jerry Lewis approuvait, fustigeant Ted Turner, le magnat de la télévision américaine, qui a racheté à MGM une cinémathèque de trois mille six cent cinquante films et a entrepris la mise en couleurs des plus fameux. A sa gauche, David Lean et Fred Zinnemann (*Le train sifflera trois fois*, *Tant qu'il y aura des hommes*, *Julia*) évoquaient à la fois le passé, le temps des grands studios, où les producteurs aimaient et respectaient le cinéma, et un lointain avenir, où l'on jugera grotesque et coupable la désinvolture d'aujourd'hui.

Et Henri Verneuil de préciser : « C'est aux spectateurs que nous nous adressons. Qu'ils ne croient pas une seconde que notre inquiétude témoigne d'un caprice ou d'une coquetterie de metteur en scène. Le spectateur a le droit de voir la version originale d'un long métrage. C'est de son droit moral à lui qu'il s'agit. »

Un droit moral compatible avec les exigences de la production et les règles de l'économie, ont affirmé les cinéastes devant les représentants du Congrès, dont c'est apparemment le principal souci. Leur enquête se poursuivra ces jours-ci à Genève ; mais le travail de lobbying entrepris à Washington promet de s'intensifier dans les tout prochains mois.

ANNICK COJEAN.

### EN BREF

● Le groupe CEP Communication reprend la publication de l'ANVAR. — L'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) diffuse auprès de quatre cent cinquante abonnés un mensuel intitulé *Le Marché de l'innovation*. Devant le déficit de ce dernier, l'ANVAR a octroyé la licence d'exploitation du titre à CEP Information et technologies, un département du groupe de presse technique et professionnelle CEP Communication. CEP Information et technologies va faire du mensuel une lettre hebdomadaire dont le numéro zéro paraîtra la semaine prochaine et sera tiré à 4 000 exemplaires. L'objectif est de parvenir à trouver trois cent cinquante abonnés de plus dès la première année.


● Le magistrat Jacques Bidou dans la nouvelle formule de Zéro. — Jacques Bidou, le magistrat radié l'été dernier des cadres de la magistrature, signera désormais dans le magazine Zéro. Lancé en avril 1986 par l'ancienne équipe de Charlie-Hebdo, Zéro a modifié sa formule en novembre. Il est édité par la Société française des revues.

● Accord Italien pour le groupe Tests. — Le groupe Tests, « leader » de la presse informatique française et filiale de la CEP, vient de prendre une participation de 40 % dans le capital du groupe italien Alfa Lines.

Ce dernier édite notamment l'hebdomadaire professionnel *Lines EDP*, équivalent italien de *CI Informatique*. Les deux groupes envisagent des rapprochements entre leurs publications respectives et des développements communs.

MERCREDI

CE MONDE AUSSI VOUS APPARTIENT



PRIZ DU JURY CANNES 87

YE ELEN

LA LUMIERE

un film de SOULEYMANE Cisse

Alan Bates

Mickey Rourke

Bob Hoskins

# IRLANDAIS

Ses ennemis veulent le tuer. Ses amis veulent l'éliminer. La police veut le capturer. Martin Fallon veut sa liberté.

Sortie 2 décembre

Réalisé par Mike Hodges







# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dont dimanche-jour. Signification des symboles : \* Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir « Ne pas manquer » et « Chef-d'œuvre » en classe.

## Lundi 30 novembre

### TF 1

20.30 **Cinéma** : Réveillon chez Bob. Film français de Denis Gassier-Deferre (1984). Avec Jean Rochefort, Guy Bedos, Agnès Soral, Michel Galabru, Mireille Darc, Bernard Fresson. 22.00 Les trophées de l'été. Émission de Georges Cravenne et Thierry Ardisson, présentée par Patrick Poivre d'Arvor. 23.35 Journal. 23.55 Bourse. 23.58 Permission de naître.

### A 2

20.30 **Cinéma** : Le Comp du parapente. Film français de Gérard Oury (1980). Avec Pierre Richard, Gert Fröbe, Valérie Mairesse, Gérard Jugnot, Christine Murillo. 22.45 Documentaire : L'Amérique noire. Enquête de Nicole Bérubé, réalisée par Pierre Koralik. 2<sup>e</sup> partie : Le Nord Bérubé, réalisée par Pierre Koralik. 23.00 Les droits de l'homme. 23.05 Informations : 24 heures sur A 2. 0.00 Extraits sans frapper. Nouvelle émission présentée par Christine Barbier et Evelyne Dreyer. À diffuser simultanément sur Europe 1.

### FR 3

20.35 Feuilleton : Holocauste (rediff.). De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Robert Bottoms, Meryl Streep. (3<sup>e</sup> épisode). La solution finale. Karl Weitz et son ami Felscher sont transférés au camp de Teresin. 22.00 Les trophées de l'été. Émission de Georges Cravenne et Thierry Ardisson, présentée par Patrick Poivre d'Arvor. 23.35 Journal. 23.55 Bourse. 23.58 Permission de naître.

### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : Les Frères Pécard. Film français d'Henri Pélud (1986). Avec Gérard Laroche, Jacques Villaret, Josiane Balasko, Valérie Mairesse, Michel Galabru. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Magazine : Canal foot. Présenté par Pierre Stet. 22.30 Les drames de Canal Plus. 23.35 Football américain. 0.30 **Cinéma** : Les Insectes de feu. Film américain.

cast de Jeanot Swarc (1972). Avec Bradford Dillman, Joanna Miles, Richard Gilliland, Alan Fudge. 2.05. Série : Rawhide.

### LA 5

20.30 **Cinéma** : Parfum de femme. Film italien de Dino Ris (1974). Avec Vittorio Gassman, Alessandro Momo, Agostino Bolli. 22.20 Série : Matlock. 23.15 Série : New Wolfe. Le meurtre en question. 0.05 Série : Max la menace (rediff.). 0.30 Série : Le temps des copains. 0.55 Les cinq dernières minutes. Le collier d'épingles (rediff.).

### M 6

20.30 **Cinéma** : La carte. 1<sup>er</sup> choix : Fétale. Film français de Jean-Pierre Mocky (1969). Avec Bourvil, Francis Blanche, Jacques Legras, Michel Londe. 2<sup>e</sup> choix : Manabe. Film italien de Robert Rossen (1953). Avec Silvana Mangano, Shelley Winters, Vittorio Gassman, Michael Rennie. 22.05 et 22.30 Série : Brigade de nuit. 22.55 et 23.10 Journal. 23.05 et 23.20 Météo. 23.10 et 23.25 Magazine. Club 6. De Pierre Bouteiller. Avec André Ferrol. 23.55 et 0.10 25 images seconde (rediff.). 0.25 et 0.40 Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Le pays d'ici. Les 13-25 ans. 21.30 Dramatique : Le temps d'une absence. De Pierre Lascoumes. 22.40 La nuit sur un plateau. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (en direct de la Philharmonie de Cologne) : Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy ; Concerto pour hautbois n° 3, de Mahler ; Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Cologne, dir. Gury Bertini ; à 22.30, Feuilleton de l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loebe, un génie méconnu du Lied et de la ballade) ; à 23.07, Variations et fugue sur un thème de Bach, op. 81, de Regner ; à 23.40, Requiem pour chœur mixte à six voix de Cornelius. 0.00 Musique de chambre. Œuvres de C.-P.-E. Bach, Couperin, Dumitrescu.

## Mardi 1<sup>er</sup> décembre

### TF 1

15.20 **Cinéma** : Il était une fois des gens heureux... les Plochie. Film canadien de Gilles Carle (1981). Avec Gabriel Arcand, René Laurent, Anne Lefebvre, Serge Dupire. (2<sup>e</sup> partie). 16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques locales. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Maman. 19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo et Tagline. 20.30 Cinéma : Comme un bonhomme. Film français de José Giovanni (1976). Avec Alain Delon, Charles Vanel, Carla Gravina, René Marqués, Louis Jullien. 22.35 Club-été. De Michel Decaen. Invités : Guy Bedos, Bernard Giraudeau, Caroline Collier, Olivier Brasseur. 23.25 Journal. 23.37 La Bourse. 23.40 Permission de naître. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcia.

### A 2

15.05 Magazine : Donatien A 2 (mixte). 16.40 Flash d'informations. 16.45 Feuilleton : Ben Corset. 17.15 Récor A 2. Bertrando : Bogue ; Bogue : Bogue comme un orange ; Les Campbells. 17.50 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barthelemy. Avec Jean-Luc Labeysse, Pascal simple, Imma, Alexis Loro. 18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée. Une riche trouvaille. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammes, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualité régionale. 19.35 Série : Maggy. Babar et Éléonore se retrouvent en bateau. 20.00 Journal. 20.30 Les décisions de Pérez : les Orpelliens. Film français d'Yves Allégret (1953). Avec Michèle Morgan, Gérard Philipe, Victor-Martin Mendoza, Michèle Cordoue (N.). 22.15 Débat : Michèle Morgan face aux témoins. A l'occasion de la fête du cinéma, qui se tiendra du 2 décembre au 28 février 1988, dans la grande salle de La Villette, actualités régionales. 19.55 Desca animé : B était une fois la vie. Le peu. 20.05 Jeu : La chaise. Présenté par Fabrice. 20.30 INC. L'assurance-vie. 20.35 Feuilleton : Holocauste. De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, James Woods, Meryl Streep (rediff.). Dernière épisode : Les racines. Le soulèvement dans le ghetto de Varsovie : Mary Weitz est déportée à Auschwitz. Fin de ce feuilleton américain qui relate l'horreur du nazisme, les répercussions à l'intérieur de plusieurs familles et leur destruction. 22.35 Journal. 23.00 Magazine : Décibels. Avec Les Commendés ; extraits du groupe Soumerville ; présentation des Transmusiques.

### FR 3

15.05 Série : Les dossiers noirs. Claire Les Chevaliers et les Tigres volants. 16.00 Documentaire : Histoire de la photographie. Série de six heures conçue par Florence Gruen. Les reportages de Patrick Jendy. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Les mystères de la mer. Le magnétique. 17.30 Jeu : Accrochez-vous à l'aventure. De Marie Lalouet et Yves Meyssier. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Desca animé : Mister T. Le mystère du Cape Cod. 18.30 Feuilleton : Soudo folles. 7<sup>e</sup> épisode : Gare à la catastrophe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.55 Desca animé : B était une fois la vie. Le peu. 20.05 Jeu : La chaise. Présenté par Fabrice. 20.30 INC. L'assurance-vie. 20.35 Feuilleton : Holocauste. De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, James Woods, Meryl Streep (rediff.). Dernière épisode : Les racines. Le soulèvement dans le ghetto de Varsovie : Mary Weitz est déportée à Auschwitz. Fin de ce feuilleton américain qui relate l'horreur du nazisme, les répercussions à l'intérieur de plusieurs familles et leur destruction. 22.35 Journal. 23.00 Magazine : Décibels. Avec Les Commendés ; extraits du groupe Soumerville ; présentation des Transmusiques.

### CANAL PLUS

15.45 **Cinéma** : Désordre. Film français d'Olivier Assayas (1986). Avec Wadecqz Stanek. 17.25 Cabon. Cédia. Rambo. 17.45 Série : Les monstres. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Mytho-Folles. Avec Michel Galabru. 18.25 Desca animé : Le piaf. 18.26 Top 50. Présenté par

Marc Tostes. 18.55 Starquizz. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Richard Dieux, Charlotte Julian, Bernard Fresson. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. Invité : Jacques Dutronc. 19.30 **Cinéma** : Psyches II. Film américain de Richard Franklin (1982). Avec Anthony Perkins, Vera Miles, Meg Tilly, Robert Loggia, Dennis Franz. 22.20 Flash d'informations. 22.25 **Cinéma** : Le Fil de Beverly Hills. Film américain de Martin Best (1984). Avec Eddie Murphy, Judge Reinhold, John Ashton (v.a.). 0.05 **Cinéma** : Les Vacances de M. Klein. Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Louis Perrault, Nathalie Pascual, Michel Rella, André Dubois. 1.00 **Cinéma** : Rosemary's Killer. Film américain de Joseph Zito (1982). Avec Vicki Dawson, Chris Gostman, Farley Granger, Lawrence Tierney.

### LA 5

15.20 Série : La grande valise. 16.30 Série : Max la menace. 16.55 Desca animé : Le magicien d'Oz. Le secret de la princesse Ozma. 17.20 Desca animé : Charlotte. Quentin regrette. 17.45 Desca animé : East magicien. 18.10 Série : Riposte. Quand la télé s'en mêle. 19.00 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbo. 19.30 Boulevard Boulevard. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 **Cinéma** : Orchestre père et fils. Film français d'Édouard Molinaro (1976). Avec Charles Berling, Christopher Lee, Marie-France Brillac, Xavier Delprat. 22.15 Série : Spenser. Incompréhension. 23.10 Série : Barretta. Le grand-père. 0.00 Série : Max la menace (rediff.). 0.25 Feuilleton : Le temps des copains. 0.50 Les cinq dernières minutes. Les petits d'une autre planète (rediff.).

### M 6

14.30 Série : Maresca Welby. Comme un écho du passé. 15.20 25 images seconde. Savoir démentir les idées reçues. 16.30 Série : Les 13-25 ans. 16.50 Jeu : Clip comédien. 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.15 **Cinéma** : Le gendarme se marie. Film français de Jean Girault (1968). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Guy Grosso, Michel Modo, Geneviève Grad. 19.55 Série : Cher comme moi. 20.34 Séa. 20.35 Informations. 20.36 Film : Le triangle des Bermudes. De William A. Graham. Avec Fred Mac Murray, Sam Groom, Doreen Mills. 22.05 Série : Maltres et valets. Joyeux Noël (rediff.). 22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. Avec Roger Hanin. 23.55 Magazine : Médias. 0.25 Musique : Boulevard des clips. Spécial chanson française. 1.40 Clip des clips. La chanson de la semaine : Johnny Hallyday.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Le rythme et la raison. La musique arabo-andalouse. 20.30 Archipel science. André Brabic, les nouvelles du système solaire. 21.30 Itinéraire du théâtre arabe. 22.40 Nuits magiques. Les jeunes (1<sup>re</sup> partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code.

### FRANCE-MUSIQUE

20.15 Le Quatuor Cleveland. Quatuor à cordes n° 6 en si bémol majeur op. 18 n° 6 ; Quatuor à cordes n° 7 en la majeur op. 59 n° 1 ; Quatuor à cordes n° 14 en ut dièse mineur op. 131, de Beethoven, par le Quatuor Cleveland (Donald Weinstein et Peter Salati, violons, James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle). 22.30 L'univers son tempéré. Musique traditionnelle des Asturies et de l'Andalousie, par Equid Bares (chant), Guy Bertrand (flûte à trois trous et harmonica) ; Dominique Regoff (rebec, vielle). 23.07 Club d'archères. Edoardo Tolra dirige l'Orchestre de la Radio de Stuttgart (1954).

# Informations « services »

## EN BREF

« Le Monde » à Reims. — Le Centre de rencontre, de loisirs et de culture Saint-Exupéry de Reims organise un cycle de trois débats avec le Monde. Le premier aura lieu jeudi 3 décembre à 19 heures, salle de conférences du CRDP, 47, rue Simon à Reims, sur le thème « Presse, argent, pouvoir » avec Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du Monde.

Quinze ans d'animation jeunesse. — Les Cahiers de l'animation, revue de l'Institut national d'éducation populaire (INEP), vient de publier un numéro spécial retraçant l'histoire récente des associations de jeunesse, intitulé « Les chemins de l'animation 1972-1987 ». Depuis quinze ans, l'évolution des rapports avec la politique, l'économique, le culturel, les mutations du métier d'animateur et du rôle des médias ont profondément marqué ce secteur du monde associatif, qui couvre désormais à la charnière de l'animation et de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes. Ce numéro-bilan est aussi une sorte de testament, puisque l'INEP subit actuellement une restructuration complète. Sa disparition, décidée par le secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, et son remplacement par un Institut national de la jeunesse (INJ), annonce le glas de ses activités de recherche et de sa revue.

Les Cahiers de l'animation INEP Val-Flory, 78160 Marly-le-Roi. Tél. : (1) 39-58-49-11.

Un prix d'aide à la réinsertion scolaire. — L'association Les amis de Jean Lévi décerne pour la deuxième année une aide financière de 2 000 à 5 000 F à un jeune ou à un groupe de jeunes exlu (a) du système scolaire mais souhaitant poursuivre des études pour passer le baccalauréat ou l'examen spécial d'entrée à l'université (ESEL). La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 29 février 1988. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'association Les amis de Jean Lévi, 5, allée des Pavannes 96360 Saint-Brice-sous-Forêt.

## Auto vole

Air Inter propose, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988, de transporter des voitures et des motos dans le soute de ses Airbus. Air Auto-Express et Air Moto-Express seront accessibles à des prix variant, selon les destinations, de 1 050 F à 1 600 F, selon les destinations, pour une voiture et de 450 F à 600 F pour une moto de 125 centimètres cubes. Air Auto-Express sera réservé aux véhicules de type R 5 ou 205. A partir du 1<sup>er</sup> avril pour les motos, et au début de l'été pour les voitures, ce service sera accompagné, c'est-à-dire que les voyageurs se présentant une heure et demie avant le départ de l'avion avec leur véhicule pourront le récupérer à l'arrivée.

LETO		TRACÉ DU BANQUE	
10 11 12 24 39 42 49		20 NOVEMBRE 1987	
PROGRAMME TRACÉ, 20 NOVEMBRE 1987		MONTAGNE 2 NOVEMBRE 1987 à 10 H 30 ET GAREM 5 NOVEMBRE 1987 à 10 H 30	
ALLES REPRES SUBORDONNÉS		ALLES REPRES SUBORDONNÉS	
10 NOV 87	1 310 820 000 F	10 NOV 87	1 310 820 000 F
11 NOV 87	166 735 000 F	11 NOV 87	166 735 000 F
12 NOV 87	7 050 000 F	12 NOV 87	7 050 000 F
24 NOV 87	110 000 F	24 NOV 87	110 000 F
39 NOV 87	5 000 F	39 NOV 87	5 000 F
42 NOV 87	16 000 F	42 NOV 87	16 000 F
49 NOV 87	16 000 F	49 NOV 87	16 000 F

LETO SPORTIF		N 50	
10 11 12 24 39 42 49		20 NOVEMBRE 1987	
PROGRAMME TRACÉ, 20 NOVEMBRE 1987		MONTAGNE 2 NOVEMBRE 1987 à 10 H 30 ET GAREM 5 NOVEMBRE 1987 à 10 H 30	
ALLES REPRES SUBORDONNÉS		ALLES REPRES SUBORDONNÉS	
10 NOV 87	1 310 820 000 F	10 NOV 87	1 310 820 000 F
11 NOV 87	166 735 000 F	11 NOV 87	166 735 000 F
12 NOV 87	7 050 000 F	12 NOV 87	7 050 000 F
24 NOV 87	110 000 F	24 NOV 87	110 000 F
39 NOV 87	5 000 F	39 NOV 87	5 000 F
42 NOV 87	16 000 F	42 NOV 87	16 000 F
49 NOV 87	16 000 F	49 NOV 87	16 000 F

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 novembre à 0 h TU et le mardi 1<sup>er</sup> décembre à 24 h TU.

L'anticyclone centré sur la mer du Nord (1 040 hPa) canalise sur la France un courant d'est à nord-est amenant un temps froid et brumeux.

Seule la Corse restera sous l'influence d'une zone légèrement dépressionnaire. Elle connaîtra encore un temps instable avec des ondées localement orageuses.

Mardi, temps froid et brumeux sur la quasi-totalité du pays.

Le matin, brouillards givrants et nuages bas recouvriront la majeure partie du territoire.

Le Languedoc-Roussillon sera éparpillé par le mistral et la tramontane qui maintiendront un ciel clair.

En Corse, les nuages s'accompagneront d'averses passagères.

En cours de journée, des éclaircies se développeront. Elles seront plus timides dans les vallées du Nord-Est, du Massif Central et des Alpes, où le ciel aura du mal à se dégager.

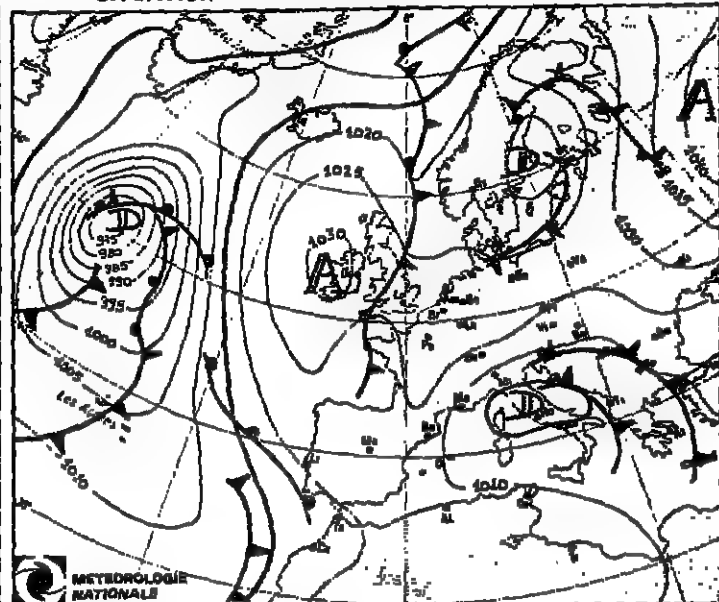
Pas d'amélioration en Corse, où des ondées orageuses continueront à se produire.

Le vent de nord à nord-est restera faible, excepté près de la Méditerranée où mistral et tramontane modérés se maintiendront.

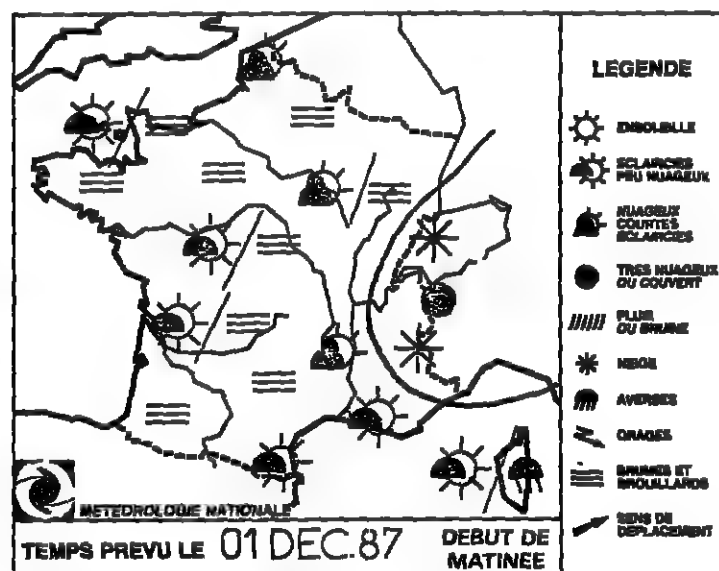
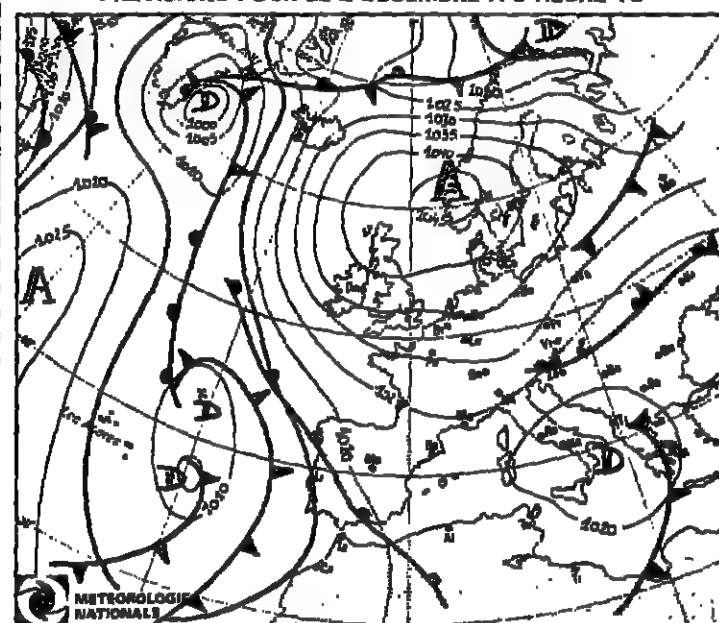
Les températures minimales varieront entre -1 et -5 degrés dans l'intérieur, et de 3 à 5 degrés près des côtes.

Les températures maximales ne dépasseront guère 1 à 4 degrés dans le Nord-Est, 4 à 8 degrés du Nord au Centre et au Nord-Ouest, 9 à 13 degrés dans les régions méridionales.

### SITUATION LE 30 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



### PRÉVISIONS POUR LE 2 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé		le 29-11 à 6 heures TU et le 30-11-1987 à 6 heures TU	
le 29-11 à 6 heures TU		le 30-11-1987 à 6 heures TU	
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B

FRANCE		TOURS		LOS ANGELES	
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D
ALGER	12 2 A	TOULOUSE	4 -3 B	LOS ANGELES	18 9 D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averso	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

## Audience télévision du 27 novembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	63,6	Quart. à 18h	25,6	2,0	3,5	5,0	4,0
19 h 45	61,0	Quart. à 18h	25,6	2,0	3,5	5,0	4,0
20 h 18	67,6	Quart. à 18h	25,6	2,0	3,5	5,0	4,0
20 h 55	70,5	Quart. à 18h	25,6	2,0	3,5	5,0	4,0
22 h 08	58,0	Pourquoi pas	31,5	5,0	2,0	11,5	4,0
22 h 44	38,5	Pourquoi pas	25,0	1,5	2,0	1,0	5,0

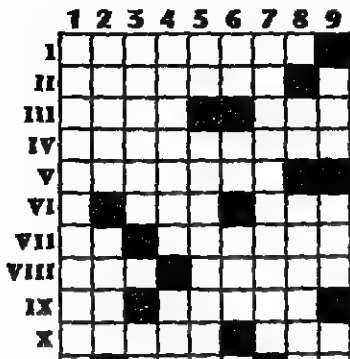
Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.



## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4625



## HORIZONTALEMENT

1. Couverts d'ardoises. — II. Un travailleur qui a besoin d'une bonne lampe. — III. Fait briller. Esprit de l'étranger. — IV. Qui aime bien se mettre en grève. — V. Mis à l'abri. — VI. Utilisé quand on a déjà doublé. Possessif. — VII. Dans l'alternative. Nom qui pourrait donner à une femme qui fait très « vieille ». — VIII. On y voit parfois du sang. Pas brillant. — IX. Adverbe. La bonne parole. — X. Vus sur un grand pied. N'a pas toujours le dessus. — XI. C'est pour une femme ce qu'il y a de plus grave. Qui a donc circulé.

## VERTICALEMENT

1. Une opération qui ne fait pas couler beaucoup de sang. — 2. Ne dure qu'un temps. Plate. —

3. S'étendent. Un dieu beau comme un astre. — 4. Un ordre pour les paresseux. Est parfois dur à avaler. — 5. Est souvent sur la planche. Capable de nous faire pleurer. — 6. Pas livré. La moitié de cent. Une plaine désertique. — 7. Les rayons ultra-violet le transforment en vitamine. — 8. Pronom. Quand ils sont gros, peuvent être assimilés aux tantes. — 9. Était parfois sous le bonnet. Fleuve côtier. Peut se dire aux amis.

## Solution du problème n° 4624

## Horizontalement

I. Rimeuses. Platon. — II. Overdoses. Otage. — III. Serein. Mince. — IV. Indre. Alpes. — V. Ea. Née. Unité. Sa. — VI. État. Rare. Psi. — VII. Rues. Voirie. — VIII. Mitrailleur. Est. — IX. Ede. Ur. Tatu. — X. Délimiter. Isa. — XI. In. Dosses. Arc. — XII. Us. Ia. Nui. Mue. — XIII. Ode. Bloc. Ebène. — XIV. Sommeiller. Anis. — XV. Entrée. Alité.

## Verticalement

1. Rosée. Médiums. — 2. Ives. Strident. Or. — 3. Mer. Autel. Om. — 4. Ereinter. Idiotie. — 5. Udine. Saumon. En. — 6. Sander. Iris. Bit. — 7. Ea. All. Teille. — 8. Semeur. Lier. Ode. — 9. Si. Név. Rance. — 10. Out. Râ. — 11. Locataire. Ale. — 12. Aïe. Tir. Bai. — 13. Te. Pleusement. — 14. Ogresses. Unité. — 15. Ne. Suf. Tassées.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 28 novembre 1987 :

## UNE LOI

• N° 87-954 du 27 novembre 1987 relative à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime.

## DES ARRÊTÉS

• Du 27 novembre 1987 fixant le nombre et la répartition des postes offerts aux élèves de l'École nationale d'administration issus des concours externe et interne d'accès à cette école qui achèveront leur scolarité au mois de mai 1988, dans chacune des carrières auxquelles elle prépare.

• Du 18 novembre 1987 portant organisation du Centre national de documentation pédagogique et portant désignation des agents du Centre auxquels le directeur général peut déléguer sa signature.

## DES CIRCULAIRES

• Du 22 juillet 1987 relative au contrôle des actes des collectivités locales dans le domaine de l'action sociale et des établissements et services à caractère social et médico-social.

• Du 9 novembre 1987 relative aux dispositions générales d'ur-

nisme applicables dans les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols.

## UNE LISTE

• Des élèves ayant obtenu le diplôme de l'Institut supérieur des affaires en 1986.

## DES DÉCRETS

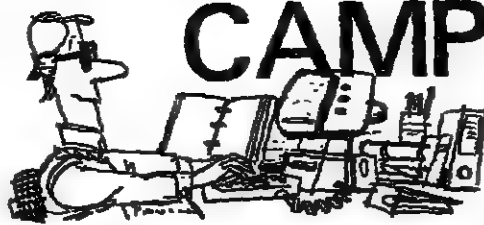
• N° 87-958 du 27 novembre 1987 modifiant le décret n° 84-76 du 31 janvier 1984 relatif à l'organisation des caisses d'épargne et de prévoyance.

• N° 87-961 du 25 novembre 1987 portant diverses mesures d'application de la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé.

## DES ARRÊTÉS

• Du 9 octobre 1987 modifiant l'arrêt du 28 septembre 1981 relatif aux conditions de recrutement des directeurs et des professeurs des écoles de musique contrôlées par l'État et fixant la nature des épreuves des certificats d'aptitude.

## Education



## Le professeur idéal

C'EST un homme brun, plutôt mince, de taille moyenne. Il a moins de quarante ans, il est marié et il a des enfants. Il est vêtu soigneusement d'une veste et d'un pantalon : ni en costume, ni en jean (trop relâché). Il ne fume pas (en tout cas pas le cigare, ni la pipe) et vient à la fac en auto ou en métro. Ses passe-temps favoris sont la lecture et le sport (de préférence un sport d'équipe ou le tennis). Pendant ses cours, il parle d'abondance, sans emphase, en jetant de temps en temps un coup d'œil sur ses notes et en ayant recours aux anecdotes et à l'humour. Il ne reste pas assis derrière son micro, mais se déplace souvent, en particulier pour écrire son plan au tableau. Il distribue des photocopies et ne donne pas trop de devoirs. Il sait ne pas dépasser l'heure et, s'il lui arrive de manquer, il s'arrange pour rattraper. Il exerce de nombreuses responsabilités, à l'université et en dehors, et on peut parler avec lui d'un peu tout.

Qui est-ce ? Tout simplement le professeur idéal, tel qu'il ressort d'une enquête dans trois universités parisiennes (Assas, Jussieu et Nanterre) réalisée pour une thèse en préparation. Mais, derrière ce portrait robot, des variations significatives apparaissent entre ces trois établissements. Les étudiants d'Assas sont les plus exigeants sur le look des profs. Ils les aiment plutôt âgés, en costume, utilisant le micro et le rétroprojecteur, pratiquant la voile ou le karaté. A Jussieu, où on est plus éclectique, on apprécie à la fois le sérieux et l'humour et on rêve aussi bien d'un homme en jean que d'une femme BCBG. A Nanterre, on s'intéresse moins à l'extérieur des professeurs qu'à leur enseignement. Et on est prêt à s'enthousiasmer aussi bien pour un cours magistral en amphithéâtre que pour la causerie amicale d'anecdotes de l'enseignant qui fait appel à la participation des étudiants.

Ainsi, les images du professeur idéal reflètent assez bien les différences d'ambiance et de clientèle de chaque université et la variété des formes d'enseignement appréciées des étudiants.

F. G.

★ « Cours, look et loier du professeur idéal dans les universités parisiennes », par Chantal Lauer, Karim Benmiloud et Pierre Le Gouezec, dans le *Journal des études*, n° 15, juillet-août 1987. SIREC, 61, rue Malesherbes, 75003 Paris. Tél. : 42-28-79-80.

## Les formations de SUPELEC

L'École supérieure d'électronique (SUPELEC) propose, au cours du premier semestre 1988, de nombreuses sessions de formation continue dans les établissements de Gif-sur-Yvette, Metz ou Rennes. Au programme : l'électronique, l'instrumentation, « signaux et images » et l'électronique.

★ SUPELEC, plateau de Moulon, 91190 Gif-sur-Yvette, tél. : (1) 69-41-80-40.

## Technologies de l'an 2000

La formation, la recherche et le développement industriel à l'heure de l'Europe et les technologies de l'an 2000 seront au programme du forum organisé

les 2 et 3 décembre par les élèves ingénieurs de l'École des mines de Nancy.

★ Forum « Mines Avenir 1987 », parc de Saurupt, 54042 Nancy Cedex, tél. : 83-67-42-32.

## Droit de la communication

Créé en 1986, le magistrat en droit de la communication de l'université de Poitiers recense sur concours des étudiants titulaires d'un DEUG. Son objectif est de former en trois ans des spécialistes capables de répondre aux questions juridiques et techniques posées par l'évolution du secteur de la communication.

★ Magistrat en droit de la communication, 93, avenue du Recteur-Pinseau, 86000 Poitiers, tél. : 49-46-62-90.

## CATASTROPHES

## Deux accidents d'avions

- Un Boeing-747 sud-africain s'abîme dans l'océan Indien : 159 morts
- Un appareil sud-coréen s'écrase en Thaïlande : 115 disparus

Week-end tragique pour l'aviation civile. Un Boeing-707 sud-coréen qui venait de Bagdad et se rendait à Séoul, avec 115 personnes à bord, s'est écrasé en Thaïlande, à quelques 300 kilomètres à l'ouest de la capitale, ont indiqué des responsables de l'aéroport de Séoul qui n'excluent pas un détournement de l'appareil et un attentat.

L'avion devait faire escale à Bangkok pour faire le plein de carburant. La majorité des passagers étaient des travailleurs sud-coréens employés sur des chantiers dans les pays du Golfe et qui rentraient chez eux.

La veille un Boeing-747 sud-africain qui effectuait la liaison Taiwan-Ile Maurice-Johannesburg s'était abîmé dans l'océan Indien. Il y avait 159 personnes à bord (le *Monde* date 29-30 novembre). De nombreux avions militaires des pays de la région ainsi qu'un Transal français, et des navires, ont participé

aux recherches. Des débris ont été repérés au large de l'île Maurice. Quarante-sept Japonais qui se trouvaient à bord de l'appareil avaient embarqué à Taipei et non à Tokyo car, en vertu de la politique anti-apartheid de Tokyo, la compagnie sud-africaine South African Airways (SAA) n'est pas autorisée à se poser au Japon.

Pour cet accident comme pour celui du Boeing sud-coréen, aucune explication fiable n'avait pu être donnée par les autorités le 30 novembre en fin de nuit. Aucun survivant n'avait été retrouvé.

[Les accidents survenus à des gros porteurs Boeing-747 sont très rares. Le 12 août 1985, un appareil de la Japan Airlines s'est écrasé sur une montagne au Japon tuant 520 personnes. Un autre accident grave concerne le Boeing d'Air India, avec 329 personnes à bord qui avait explosé en vol au-dessus de l'Inde le 23 juin 1985. Il s'agissait d'un attentat.]

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— M. Thierry MOLLET-VIEVILLE et Madame, née Agnès Chevalley, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Laurent,  
le 26 octobre 1987, à Genève.

## Décès

— M<sup>me</sup> Jérôme Aubry, M<sup>me</sup> Lucette et Elizabeth Aubry, M. Jacques Aubry, ses enfants et petits-enfants, Et M<sup>me</sup> Jacques Aubry, M. Jean Colbeau, ses enfants et petits-enfants, Et M<sup>me</sup> Jean Colbeau, ont la douleur de faire part du décès de

Jérôme AUBRY,

dans sa quarante-troisième année, muni des derniers sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1<sup>er</sup> décembre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, square de l'Aveyron, Paris-17<sup>e</sup>, 13, avenue Boudon, Paris-16<sup>e</sup>, Les Cygnes, 05200 Embrun.

— Jacques Axel, son épouse, Françoise Axel et Jacques Peyrier, ses enfants, La famille et ses nombreux amis, ont l'immeuble de faire part du décès de

Suzanne AXEL,

survenue le 26 novembre 1987, après une longue et douloureuse maladie.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale le 2 décembre 1987, à 10 h 30, dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille s'excuse de ne pas recevoir. 21, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

— M<sup>me</sup> Elie Benamara, Le docteur Jean-Charles Benamara, Madame et leurs enfants, Le docteur Jean-François Benamara, Madame et leurs enfants, Le docteur Guy Benamara, Madame et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie BENAMARA,

survenue le 29 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 1<sup>er</sup> décembre, à 14 heures, au cimetière de Bagneux-Parisien (entrée principale).

131, rue de la Santé, 75013 Paris.

— Anne et Alain Clert, Alexandra, Valérie et Vassil, ont la douleur de faire part du décès de

Claude CLERT,

chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance,

survenue le 23 novembre 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 26 novembre.

Une messe à se souvenir sera célébrée le mercredi 2 décembre, à 14 heures, en l'église orthodoxe grecque de Paris, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16<sup>e</sup>.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

19, rue Ernest-Dekinson, 92200 Neully.

— M<sup>me</sup> Suzanne Delah, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Gérard Reaux et leurs enfants, M<sup>me</sup> Nicole Lamirault, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Lucien DELAH,

survenue le 23 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 27 novembre, au cimetière du Montparnasse.

141, rue de Longchamp, 92200 Neully.

## CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 69 F

Abonnés ..... 60 F

Communications diverses ..... 72 F

Renseignements : 42-47-95-93

## — Ou nous prie d'annoncer le décès de

M. André GENDRE, chevalier de la Légion d'honneur, capitaine de Marine maritime, ingénieur en chef honoraire des Ponts et chaussées,

survenue à Nantes, le 26 novembre 1987, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

De la part de M<sup>me</sup> André Gendre, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Bernard Gendre, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Weitz, Docteur et M<sup>me</sup> Claude Gendre, M. et M<sup>me</sup> François Gellusseau, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Girat, M. et M<sup>me</sup> Bruno Gendre, M. et M<sup>me</sup> Benoît Gendre, ses enfants et ses dix-neuf petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Gendre, M. et M<sup>me</sup> Paul Gendre, Des familles Gendre et Legria.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité le 28 novembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue du Fozza, 44300 Nantes.

— M<sup>me</sup> Pierre Magné, M. et M<sup>me</sup> Bernard Magné et leur fille, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Raymond et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MAGNÉ,

ingénieur civil des Mines, survenue le 21 novembre 1987.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 23 novembre, à Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

6, rue Saint-Exupéry, 31800 Saint-Gaudens, 2, rue d'Austerlitz, 31000 Toulouse, Le Magicien, route de Casteljar, 06500 Menton.

— M. et M<sup>me</sup> Mario Cain, ses enfants, M. Antonio-Umberto Cain, son petit-fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> REGNAUD,

survenue à Sèvres, le 28 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Romain de Sèvres, avenue de l'Europe, suivie de l'inhumation au cimetière de Montreuil, à 16 h 30.

7, rue des Jardins, 92310 Sèvres.

— M<sup>me</sup> Valentine Seliverstov, M. et M<sup>me</sup> Léon Hagenau et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Serge Seliverstov et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Vladimir SELIVERSTOFF,

survenue le 28 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Un service religieux sera célébré le mardi 1<sup>er</sup> décembre, à 14 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Newsky, 12, rue Dars, Paris-8.

24, boulevard Thiers, 75250 Montparnasse.

— M. Robert Soussen et Madame, née Claudine Sraer, et leurs enfants, M. Jean-Daniel Sraer et Madame, née Josée Kelzom, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Eugène SRAER,

survenue le 27 novembre 1987.

Les obsèques auront lieu mardi 1<sup>er</sup> décembre, à 8 h 30, au cimetière de Pantin-France.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

## Communications diverses

— L'Association des Anciens bacheliers, œuvre sociale au profit des bacheliers et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'Aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien, vous invite à sa vente d'entrées qui aura lieu le 1<sup>er</sup> décembre, de 17 heures à 20 heures, et les 2, 3 et 4 décembre, de 14 heures à 20 heures, à l'Hôtel George-V, 31, avenue George-V, avec le concours de l'Armée de l'air, de l'Aviation légère de l'Armée de terre et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'Aéronautique navale, de groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales et de la direction générale de l'aviation civile, d'Aéroports de Paris, de l'Aéroclub de France, des compagnies Air France, UTA, Air inter, des associations de l'aviation, des Amis de Malfatti et de l'Association des hôtes et conviveurs de l'air.

## Bienfaisance

— Adopter un écolier libanais franco-phono. La chute de la monnaie libanaise due à la guerre suspendant cette année plusieurs milliers d'écoliers, notamment des fillettes, de reprendre la classe, M<sup>me</sup> Abba Kassar, conseillère pédagogique du Grand Lycée franco-libanais Georges-Schadé de Beyrouth, a lancé un mouvement « Adoptez un écolier libanais » qui permet, en versant 500 F par an, d'aider matériellement un écolier. Les donateurs seront tenus au courant des résultats scolaires de l'enfant bénéficiaire.

Compte CNTL n° 510 7655, Banque Libano-Française, 33, rue de Montparnasse, 75006 Paris.

## Le Monde

De 16 heures à 17 heures  
mardi 1<sup>er</sup> décembre sur minitel

Jacques AMALRIC  
dialogue avec vous sur le minitel  
au menu : l'IRAN  
3615 TAPÉZ LEMONDE

## PREPA H.E.C.

Bacheliers C et D.  
Classe spéciale pour bacheliers B.  
Taux confirmé de réussite depuis 11 ans.  
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE  
PCS 48, rue de la Fédération  
75015 Paris  
Tél. : (1) 45.66.59.98

## SALON NAUTIQUE INTERNATIONAL

ORGANISÉ PAR LA FÉDÉRATION DES INDUSTRIES NAUTIQUES  
DU 5 AU 14 DÉCEMBRE 87 CNIT-PARIS  
TOUS LES JOURS DE 12 H À 19 H. SAMEDI ET DIMANCHE DE 10 H À 19 H.  
NOCTURNES LES 8 ET 11 DÉCEMBRE DE 12 H À 22 H.

RESERVÉ AUX PROFESSIONNELLS LE 4 DÉCEMBRE DE 10 H À 19 H ET  
TOUS LES MATINS SAUF LES WEEK-ENDS DE 10 H À 12 H.

LA DÉFENSE

JURISTE  
D'ENTREPRISE  
(H F)

RESPONSABLE DE LA  
ÉLECTRICITÉ AUTOM

ENTREPRENDRE ET CO  
UN JEUNE PROF  
LA COMMUNICA

attaché  
de presse



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EXISTANT DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE,  
RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL :

### JURISTE D'ENTREPRISE (H/F)

Nous souhaitons rencontrer un bon généraliste de la fonction ayant enrichi sa formation supérieure (DEA/DESS droit des affaires, droit commercial) d'une expérience similaire (2-3 ans) au sein d'une entreprise.

Il prendra en charge rapidement, au sein de notre jeune équipe juridique, l'intégralité des dossiers concernant le droit des contrats, la propriété industrielle, les baux commerciaux.

Sa polyvalence et son goût des responsabilités lui permettront d'acquiescer la crédibilité nécessaire à son évolution.

• La maîtrise de l'anglais serait un plus.  
• Les candidatures de débutants fortement motivés seront examinées.

Lieu de travail : Paris 16<sup>e</sup>.  
Merci de nous faire part de vos ambitions en adressant C.V. + Photo + Préférences sous référence JURM à notre Conseil :

Publi-Marketing  
156, Bd Haussmann - 75008 PARIS



### RESPONSABLE DE LA DIVISION ELECTRICITE-AUTOMATISMES

Ingénieur grande école, spécialisé dans l'automatisation des procédés de fabrication, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans un service entretien, travaux neufs ou développement.

Vos capacités d'animation et votre sens du travail en équipe seront des éléments essentiels. En outre, notre groupe offre de réelles perspectives pour une personnalité de valeur.

Merci si vous pensez correspondre à notre demande, d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et préférences sous référence 87121 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU,  
56 Avenue de Suffren  
75015 PARIS.



"L'univers des matériaux"  
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'industrie Française (ciment, matériaux, biotechnologies) ouvert sur le monde (2/3 du chiffre d'affaires et la moitié de l'effectif à l'étranger), recherche pour agir au niveau de l'ensemble de ses activités en France.

### Un responsable de l'animation du recrutement des cadres

Rattaché au Directeur de l'Organisation et des Ressources Humaines, il sera chargé :  
• d'organiser et d'animer les relations du Groupe avec l'extérieur : communication institutionnelle, relations avec les grandes écoles et les cabinets conseils ;  
• d'apporter une assistance aux différents Groupes Opérationnels, soit en ayant un rôle de conseil, soit en menant pour leur compte des opérations complètes de recrutement ;  
• il participera en outre aux travaux et études de la Direction.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Gestion - Droit - Sciences Po...) désireux de valoriser une première expérience (3 à 4 ans) dans le recrutement des cadres. Anglais indispensable.

La réussite dans ce poste, qui lui permettra de connaître l'ensemble du groupe, lui ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière.

Poste à Paris.  
Ecrire sous référence 48 A 841 - 7M. Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PENWALT DIVISION RSR  
FRANCE SA

Aujourd'hui intégrées au sein  
du groupe américain PENNVALT,  
LES RAFFINERIES DE SOUFRE REUNIES

sont une importante PMI qui développe,  
fabrique, et commercialise des  
produits phytosanitaires sur  
le territoire national et à l'exportation.

Elle recherche aujourd'hui, un

### Jeune chef du personnel H/F - Marseille

VOUS AVEZ : • environ 30 ans, une formation de type maîtrise droit + DESS gestion de personnel ; • une expérience de la fonction de 3 à 5 ans en milieu industriel ; • un tempérament opérationnel doublé pour la communication, engagé et disponible, organisé et organisateur.

NOUS VOUS PROPOSONS : • la dynamique d'un groupe international très performant et formateur ; • un rôle de conseiller auprès de la Direction ; • le développement et la coordination d'une politique sociale dynamique ; • la responsabilité de la gestion du personnel des usines de Marseille et de Bordeaux ; • la supervision de la paie informatique ; • des conditions de travail et une rémunération motivantes.

Adressez-nous vite CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL  
14 bis, rue Dard, 75008 Paris sous réf. 48.1167 LM

Mercuri Urval

### ENTREPRENDRE ET COMMUNIQUER : UN JEUNE PROFESSIONNEL DE LA COMMUNICATION INTERNE

Dans ce très grand groupe industriel, la communication interne est une politique : journaux internes, audiovisuels, édition, relations tous adroits avec les collectivités, la presse locale. Les moyens existants sont à la hauteur de l'ambition.

Jeune professionnel de la Communication, vous vous êtes formé au monde de l'entreprise, vous avez "de la plume", un bon esprit de synthèse : votre intuition vous fait anticiper les situations, et vous maîtrisez les techniques de base de la communication écrite et audiovisuelle.

De formation journalistique ou généraliste, vous êtes fait pour le dialogue, l'animation et l'organisation. Vous deviendrez le conseil et le metteur en scène des actions de communication interne auprès de nos différents Unités. Vous serez le garant de l'expression de nos valeurs et de nos stratégies.

L'équipe de Direction de la Communication vous réservera l'accueil chaleureux et traditionnel des gens du Nord. Solidarité, disponibilité, dynamisme et esprit d'équipe seront les gages essentiels de votre réussite.



Etablissez la communication avec Charles-Emmanuel Koehler en lui adressant votre dossier sans tarder au CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, s/réf. 47.259/M.

GRUPE VACATION

### Chef de Groupe Marketing



Société de produits de grande consommation leader sur la plupart de ses marchés, recherche un Chef de Groupe Marketing pour rechercher des opportunités de nouveaux produits, en gérer le mix, en assurer le lancement.

Il animera 2 chefs de produits.

Vous êtes diplômé d'études supérieures HEC, ESSBEC, ESCP, IEP, avec une expérience Marketing de 4 à 6 ans dans une Société de Produits de Grande Consommation avec budget média ou en Agence de Publicité.

Vous pouvez prouver votre esprit d'entreprise. Envoyez votre CV, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, sous réf. 21259, qui transmettra.

Produits  
de grande  
consommation

### COURS SECONDAIRE

#### recherche SURVEILLANTS

Expérience exigée.  
Tél. : 42-36-48-00.

CASSE NATIONALE  
D'ASSURANCE MALADIE  
DES TRAVAILLEURS  
NON SALARIÉS

recherche pour  
DEPARTEMENT  
INFORMATIQUE

#### UN ATTACHE ADMINISTRATIF

(H/F)

Chargé du contrôle et de la gestion des moyens informatiques.

Il est demandé un niveau d'études supérieures en gestion et de bonnes connaissances informatiques.

Adresser C.V., photo et rémunération sous réf. 1201 à LTA Avenue Saint-Lazare, 38, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

### 2 Consultants en ressources humaines H/F

BESANCON  
PMI 889

LYON  
Ref. 890

Créé en 1973, le Cabinet de Psychologie Appliquée bénéficie d'une structure, d'un savoir-faire et d'une réputation nationale qui favorisent sa mission de Conseil en Ressources Humaines : Recrutement, Formation, Audit social - auprès des PME et PMI régionales.

Notre fort développement est sur les régions (+ 250 % en 5 ans), repose sur nos exigences de qualité, d'efficacité pragmatique et sur notre respect de la déontologie.

La réussite de nos Equipes tient à la valeur de chacun : ainsi, nous serons très exigeants puisque vous serez porteur de notre image de marque auprès de nos clients.

Vous possédez une formation supérieure de type 3<sup>e</sup> cycle en Sciences Sociales et une expérience de 3 ans minimum en entreprise ou en Cabinet : vous recherchez la structure au sein de laquelle vous pourrez valoriser vos ambitions et vos capacités d'autonomie.

Les postes seront basés à Dijon ou Paris pendant une période d'intégration de quelques mois au cours de laquelle vous vous familiariserez avec nos méthodes.

Merci d'envoyer une lettre de motivations et de projet personnel (accompagnée de CV, photo et dernière rémunération annuelle) sous référence correspondante à :

Jean-Paul DELZIANI, CDPA, Siège Social : 13 bd Thiers - 21100 DIJON.



Paris  
Dijon  
Besancon

### attaché de presse (H/F)

Importante banque postale recherche son ATTACHE DE PRESSE.

En collaboration directe avec le Président, vous gèrerez notre image institutionnelle auprès des différents relais d'opinion.

Nous vous confierons : l'entretien des relations avec la presse ; l'analyse qualitative et quantitative de la presse ; la sélection, la mise en forme et la diffusion de l'information auprès des différents canaux ; la création d'événements : conférences, visites, réunions.

Ce poste très complet s'adresse à un candidat de 35 ans environ, bilingue anglais, de formation supérieure, ayant 5 ans d'expérience minimum à un poste similaire.

Il nécessite une bonne connaissance des milieux journalistiques et des médias grand public.

Vos qualités de contacts, d'écoute et d'autonomie ainsi que vos capacités rédactionnelles seront vos atouts essentiels pour évoluer au sein de cette fonction et de notre Société.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V., photo et rémunération, s/réf. 5079, à

MEDIA BA 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



سكزا من الالجل

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

## Ingénieur logistique & Ingénieur des achats pour une trajectoire évolutive

**RTIC**

Notre Centre Industriel de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir - 1 200 personnes) fabrique des sous-ensembles électroniques pour la Télévision et autres appareils domestiques et bien sûr... pour la Télévision satellite. Nous recherchons :

### UN ACHETEUR ET UN RESPONSABLE DE PLANNING

Ingénieur généraliste (option électronique) ou diplômé d'une école de commerce, débutant ou 1<sup>re</sup> expérience, vous êtes impatient de relever des défis et de vous investir dans des fonctions stratégiques.

Vous possédez des qualités d'innovation, d'organisation et de



négociation qui seront appréciées aussi bien auprès des principaux fabricants de composants électroniques français ou étrangers, qu'auprès de votre équipe, jeune et très motivée. Ces deux missions constituent une place-forme large et diversifiée pour une trajectoire professionnelle évolutive et internationale qui suivra le lancement de nouvelles productions.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo, à RTIC, Service du Recrutement, BP 1, 28400 Nogent-le-Rotrou Cedex.

« Philips en France, c'est 21,1 milliards de C.A., 29 500 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production, des finaux jusqu'au consommateur. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous serviront les parts de l'International dans notre société de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique ».

**PHILIPS**

Philips c'est déjà demain.

PLACE  
A LA  
REUSSITE



**BANQUE POPULAIRE  
BRETAGNE ATLANTIQUE**

Pour participer à notre développement 1988, sur notre secteur LOIRE-ATLANTIQUE, FINISTÈRE, MORBIHAN, nous recherchons

### CONSEILLERS DE CLIENTELE H/F

Vous avez une formation et une expérience commerciales bancaires ou vous êtes récemment diplômé(e) BAC+2 minimum, avec un fort potentiel commercial. Nous vous confierons la gestion d'un portefeuille de Particuliers ou d'Entreprises, dans le cadre d'une délégation et dans l'optique de l'approche globale du client. (Réf. CC/OF)

### GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE H/F

Vous avez une expérience et une formation reconnues. Au sein d'une Direction de groupes d'agences, vous aurez la responsabilité du développement de notre part de marché (avec animation, formation et assistance de conseillers de clientèle) et de la gestion de portefeuilles importants. (Réf. GEPAT/OF)

Si vous voulez participer à notre développement, Patrick BRUNET étudiera, en toute confidentialité, votre candidature (CV + photo + prétentions) adressée à B.P.B.A., Direction des Ressources Humaines et de la Communication 14 Boulevard W. Churchill 44100 NANTES (Merci d'indiquer la référence du poste choisi).

UNE ENSEIGNE NOUVELLE EN FRANCE

## Avant de diriger l'usine, prenez aujourd'hui la responsabilité de la fabrication

Vous avez la trentaine et vous êtes diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, AM...). Une première expérience vous a permis de vous intéresser à la production mécanique de précision : vous avez utilisé des machines (tours, fraiseuses) à commandes manuelles ou numériques, vous êtes familiarisé avec la GAO. Au-delà de la technique, vous aimez organiser le travail, planifier les tâches et diriger des équipes d'ouvriers compétents. Nous vous offrons le poste de

### Chef de fabrication

d'une gamme de produits de haute technologie (outils coupants et machines automatiques) qui nous permet de nous placer en position de leader sur les marchés européens et mondiaux. Entreprises à taille humaine (150 collaborateurs, 70 millions de C.A. dont 25 % à l'export), située en banlieue Est, nous souhaitons intégrer un candidat à fort potentiel, concret et efficace sur le terrain, qui après avoir réussi cette première mission sera capable de prendre ensuite de plus larges responsabilités.

Notre Conseil, Denis SESSOUÉ, attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la référence C/CF/LM et vous garantit une totale discrétion.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## Manager une jeune agence de communication

Nous sommes filiale d'un des premiers groupes français de communication. Notre activité : la relation entre les Hommes et l'Entreprise. Nous avons créé, il y a 2 ans, une nouvelle agence déjà bien positionnée sur son marché et nous recherchons celui qui en assurera la croissance.

Avec son équipe qu'il anime et contrôle, il gère les budgets existants, aujourd'hui 15 MF de C.A. (stratégie, conception et rédaction des messages, impulsion créative et média-planning). Il est en permanence à la recherche de nouveaux supports pour l'entreprise dans nos principaux domaines d'intervention en pleine expansion : la communication de recrutement (ponctuelle et institutionnelle) et la communication interne (journaux, magazines, vidéo...).

Ce challenge, porteur d'avenir, peut vous intéresser si, vous avez 30-35 ans, une expérience de plusieurs années d'animation et de gestion réussie en Agence mais aussi, un réel tempérament commercial et une forte ambition pour lier vos intérêts au développement de l'entreprise (participation au capital envisageable).

SEFOP, à qui a été confiée cette recherche, remercie tous ceux qui, intéressés, lui feront parvenir leurs dossiers sous réf. DS 1165 M.

**SEFOP** 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

Vous êtes un manager de haut niveau.

Il vous est de plus en plus difficile d'exprimer toutes vos compétences au sein de votre structure actuelle, où les perspectives d'évolution sont limitées.

Nous vous proposons l'opportunité exceptionnelle de participer au plus haut niveau à notre développement en devenant MEMBRE DU DIRECTOIRE.



**N**ous représentons aujourd'hui 19 grandes surfaces de 1 200 m<sup>2</sup> d'habillement de qualité destinées à l'homme, la femme et l'enfant, et nous réalisons 430 millions de francs de C.A.

Créée sous un statut de franchise, notre enseigne va désormais poursuivre son développement sous forme de Société Anonyme dotée d'un conseil de Surveillance et d'un Directeur.

De plus, pour nous doter sans délais des moyens conformes à nos ambitions, nous associons à notre capital un important groupe international. Cette double évolution de structure et notre nouvelle dimension expliquent que nous créons aujourd'hui deux postes de haut niveau.

### DIRECTEUR EXECUTIF H/F

A 35-40 ans, vous avez une expérience confirmée de la distribution tant du côté achat (nécessairement textile) que du côté vente, acquise après une formation supérieure. Totale responsabilité de notre politique produit, vous en serez chargé depuis sa

conception jusqu'à sa mise en place sur le terrain.

Nos Chefs de produits et Directeurs de Magasin, que vous animerez, sauront vous aider dans cette passionnante mission. (Réf. DE/LM)

### DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES H/F

A 35-40 ans, vous êtes de formation supérieure et avez déjà une expérience confirmée de cette fonction dans une entreprise à établissements ou succursales multiples.

Responsable de la gestion dynamique d'un effectif de près de 500 personnes, vous êtes avant tout, un homme de contact. (Réf. DRH/LM)

Si vous êtes l'un de ces managers de haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence, à Monsieur MALFAT - VETIR - B.P. 143 - 77315 MARNE-LA-VALLEE Cedex 02. Nous vous garantissons la plus parfaite confidentialité.

## Duolite International

Notre unité, 250 personnes, située à CHALUNY dans l'AIN, spécialisée dans la fabrication de produits pour le traitement de l'eau, recherche son

### CHEF du PERSONNEL

Vous avez une formation supérieure, le sens du dialogue et une expérience de quelques années en usine qui vous a déjà familiarisé avec la mission que nous souhaitons vous confier :

- l'administration du personnel,
- la gestion des ressources humaines,
- la communication et la formation.

Pour mener à bien votre mission, vous bénéficierez de l'appui de la structure du siège. Votre connaissance de la convention collective des Industries chimiques et la pratique de la langue anglaise seront des atouts supplémentaires.

En intégrant DUOLITE International S.A., filiale de RUMI and HAAS Company (1100 personnes et 2 milliards de C.A. en FRANCE), vous rejoignez une société performante, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation et à la promotion.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo, sous la référence : 31601M.

DUOLITE-INTERNATIONAL S.A. - LA TOUR DE LYON - 69600 CHALUNY

CENTRE DE FORMATION  
2 000 apprenants  
à MARNE-LA-VALLEE

2 ANIMATEURS  
DE FORMATION  
Communication - Relations  
Interpersonnelles

ANIMATEURS FORMATEURS  
en MATHS

CHIFFRE COMPTABLE  
Expertise - Formation

UN  
DE

Ingénieur  
technico  
commercial

BUREAU FRANCOIS LEFEBVRE

FISCALISTE CONFIRME

Ingénieur  
propre

Jeune la

Adjoint au Responsable



REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde • Mardi 1<sup>er</sup> décembre 1987 27

### CENTRE DE FORMATION 2.000 stagiaires/an à MARNE-LA-VALLÉE

Le Centre de Formation  
d'une importante branche professionnelle,  
renforce sa structure et recrute  
pour assurer le développement de ses activités

### 2 ANIMATEURS DE FORMATION

- ORGANISATION/GESTION
- Techniques Commerciales

Après analyse du fonctionnement de la profession,  
CHACUN, pour son domaine propre, SERA RES-  
PONSABLE de la conduite et du bon déroulement  
des stages, de la formation des intervenants, de  
l'animation des sessions, tant en Région pari-  
sienne qu'en Province.

La mission du Centre porte sur la formation et le  
perfectionnement d'un réseau de distributeurs  
indépendants - grossistes et détaillants - char-  
gés de la commercialisation de produits de grande  
diffusion.

### ANIMATEURS FORMATEURS DE MÉTIER

- La TRENTAINE - Bac + 3/4 ans
- SOLIDE EXPÉRIENCE D'ANIMA-  
TION DE FORMATION, après ou  
avec un «vécu» d'organisation/  
gestion ou commercial
- Maîtrise de la conduite dynami-  
que de réunions

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous  
remerciera d'adresser votre candidature (lettre manuscrite,  
C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8761 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE  
Paris 8<sup>e</sup> recherche

## UN ATTACHÉ DE DIRECTION

Il a l'expérience des  
affaires et de la  
négociation pour  
mener à bien l'abo-  
usment des créan-  
ces contentieuses sur  
prêts immobiliers  
dont le montant jus-  
tifie une intervention  
dynamique et per-  
sonnalisée.

Ce poste rattaché au  
service contentieux  
nécessite une mobi-  
lité géographique  
fréquente de courte  
durée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo,  
prétentions en précisant sur l'enveloppe  
la réf. 70036 à PROJETS 12, rue des Pyramides  
75001 PARIS qui transmettra.

## Ingénieurs haut niveau propriété Industrielle

Un groupe chimique de premier plan renforce son équipe de propriété industrielle  
et offre des opportunités très intéressantes de carrière à deux candidats de valeur.

Ils seront ingénieurs chimistes diplômés du CEPI (mandataires OEB agréés) : l'un  
aura environ 5 ans d'expérience en cabinet ou en entreprise, l'autre pourra être  
débutant.

Ils auront une très bonne connaissance de l'anglais (connaissances de l'allemand  
appréciées).

Ils témoigneront de solides qualités d'ouverture intellectuelle, de rigueur et de dia-  
logue, qui leur permettront d'assumer une responsabilité déterminante dans la  
politique de propriété industrielle de l'entreprise en étant parfaitement informés  
de l'impact de cette politique sur le développement de l'entreprise dans un con-  
texte concurrentiel international.

Un des postes sera basé à Paris, l'autre dans le nord.

Ecrire en précisant la région souhaitée  
sous réf. 48 A 831 - 7M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Un responsable des ressources humaines novateur et de dialogue

Société leader français (420 personnes - 2 usines) de la transmission de puissance  
(chaînes mécaniques - chaînes de manutention - réducteurs) et filiale d'un impor-  
tant groupe anglais, recherche son Responsable Ressources Humaines.

Membre du Comité de Direction, il devra :

- assumer la gestion du personnel et son administration ainsi que les relations  
avec les partenaires sociaux et les organismes extérieurs ;
- avoir un rôle moteur dans le développement de la société grâce à son goût  
des relations sociales et à sa capacité à être un homme de dialogue, nova-  
teur et efficace.

Il disposera d'une formation supérieure (droit, IEP, école de commerce) et d'une  
expérience industrielle réussie environ 8 ans dans la fonction personnel.

Rémunération motivante pour candidat de valeur et recherchant un challenge.  
Poste : littoral nord.

Ecrire sous réf. 48 A 839 - 7M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Jeune ingénieur Mines, TP responsabilités autonomes gestion et développement commercial

Nous sommes une société française leader dans la vente de produits  
spéciaux destinés au domaine Mines, Carrière, TP, pour une importante  
région Touraine-Limousin.

Nous recherchons un jeune ingénieur Mines, TP ou école équiva-  
lente, ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise dans la branche Mines,  
TP ou carrière, désireux et capable de valoriser celle-ci en s'orientant  
vers des activités technico-commerciales impliquant une respon-  
sabilité complète et autonome :

- animation d'équipe,
- gestion d'un CA important,
- assistance technique à la clientèle.

Poste basé dans la région Touraine-Limousin.  
Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire sous réf. 48B 744-7M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Adjoint au Responsable des Ressources Humaines TOURNAI

A 25-30 ans environ, une solide formation supérieure DEA, DESS, Sciences  
Po... (double formation appréciée), vos motivations sont claires : vous  
voulez faire carrière dans la "fonction personnel".  
Entreprise industrielle, 400 personnes, nous créons le poste d'assistant  
du D.R.H.  
Définitions de fonctions, recrutement, gestion prévisionnelle du personnel,  
élaboration d'une politique de formation et de communication, voici  
quelques-uns des thèmes sur lesquels nous vous demanderons de vous  
impliquer personnellement.  
Adressez votre dossier, sous référence 8758/11 M.

Gautier Consultants - 24, bd Beranger  
97000 TOULOUSE - Tél. 47.47.03.57

Valeo

L'Équipement Automobile

27.500 personnes  
CA 12,1 milliards de F  
dont 46% réalisés à l'étranger.

La Branche Embrayages recherche pour sa Division Poids Lourds

## • Un ingénieur d'études

Au sein d'une structure souple, légère et très qualifiée, il prendra en charge,  
à l'aide d'une petite équipe (3 à 4 techniciens confirmés) le développement  
des produits en relation étroite avec les clients (constructeurs français et  
étrangers).

Diplômé AM, IDN, ENSI... il possèdera si possible une première expérience  
(2-3 ans), des connaissances dans le domaine vibratoire. Un goût pour la  
C.A.O. serait fortement apprécié. La connaissance d'une langue étrangère  
(anglais ou allemand) est indispensable.

référence 41 A 784 - 7M

## • Un ingénieur progrès

Il participera à l'amélioration des méthodes et des outils de production dans  
le domaine de l'usinage et l'assemblage. Il sera également associé à un projet  
ambitieux d'évolution de cette unité dans laquelle sont prévus, à moyen  
terme, des investissements très importants.  
Ingénieur mécanicien diplômé (AM, CEST, ENSAIS...), une première expé-  
rience en automatisation et/ou méthodes serait fortement appréciée.  
Anglais nécessaire.

référence 41 A 785 - 7M

Le groupe qui pratique la gestion des carrières serait prêt à examiner des candi-  
datures de débutants de bon potentiel. Postes à Amiens.

Ecrire en précisant la référence

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## Ingénieur technico commercial

Société du Groupe ELF  
AQUITAINE, nous som-  
mes, avec plus de  
1 000 personnes et  
2 milliards de francs  
de C.A., n° 2 sur le  
marché des Gaz de Pé-  
trole Liquéfiés.  
Nous recherchons  
pour notre Direction  
Régionale de RENNES un

Animateur de l'équipe technico-commerciale,  
vous mènerez les démarches et négociations  
commerciales et assisterez la Direction  
Régionale pour tous les problèmes tech-  
niques gaz en clientèle (interventions, réalisa-  
tion d'études technico-économiques).  
Ingénieur diplômé ENSI, A. et M., INSA, IDN  
ou équivalent, vous justifierez d'une expérience  
dans le domaine thermique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,  
photo et prétentions à ELF ANTARGAZ -  
Service Recrutement - 4, rue Léon-Jost -  
75017 PARIS.

• elf antargaz

## JUSTE AVANT UNE DIRECTION D'USINE...

... Sur l'un de nos sites. Dans l'immédiat, nous vous confions déjà la Production de  
notre plus importante unité, chargée de vous de la rendre encore plus performante.  
Reportant au Directeur d'Usine, encadrant 200 personnes dont 20 ingénieurs,  
vous prendrez en mains l'ensemble de nos productions, extrêmement sophis-  
tiquées et à très forte valeur ajoutée, comme :

## DIRECTEUR PRODUCTION 400 KF+

Fabrication, Organisation, Etudes... vous ferez largement appel à vos 10 à  
15 ans passés dans l'industrie agro-alimentaire, pharmaceutique ou chimique.  
De formation Ingénieur, vous avez nécessairement une expérience confirmée  
de la Production, au moins comme Directeur de Fabrication.

Animé d'une volonté déterminée, sachant accroître vos responsabilités, auto-  
nome, vous savez communiquer votre dynamisme et votre envie de réussir à vos  
équipes. L'importance particulière que nous accordons à la réussite de cette pre-  
mière mission, notre dimension et notre expansion laissent la place à une évolution  
rapide vers une Direction d'Usine.

Notre Conseil se tient à votre disposition pour en discuter en toute discrétion. Merci de lui  
faire parvenir votre dossier complet, sous la référence 5080/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

## BUREAU FRANCIS LEFEBVRE Conseils Juridiques et Fiscaux

Nous offrons l'opportunité de s'intégrer à une équipe de conseils dynami-  
que et en constant développement, dont les travaux font référence à un

## FISCALISTE CONFIRME

ayant une formation supérieure en fiscalité, une expérience de 3 ans au  
moins et une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo au :  
3 Villa Emile Bergerat  
92522 Neuilly sur Seine Cédex

polilog

POLLOG INSL recherche

## INGÉNIEURS INFORMATIENS

Formation spécialisée (DESS, école d'informatique), 2 à 3 ans  
d'expérience, connaissance systèmes ou CAO appréciées.

Postes évoluant vers direction de projets.

Envoyer C.V. et prétentions à POLLOG  
63, avenue de Paris, 94160 Saint-Mandé.

Vous souhaitez connaître l'ouverture enrichissante pour vous et  
votre carrière d'une activité professionnelle dans une grande capitale  
d'Afrique, nous vous en offrons l'opportunité.

Nous sommes une importante Société de services et nous  
recherchons un

## CONSEIL D'ENTREPRISES

Vous mettrez à profit votre expérience (3-4 ans) en Droit des  
Sociétés, en Comptabilité, en Fiscalité, dans une fonction impliquant  
ces multiples compétences.

Cette étape intéressante marquera l'évolution de votre situation.  
Réintégration en France possible.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo)  
sous référence 41122 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal -  
75001 PARIS qui transmettra.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Les Calques d'Espagne viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992. Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Calques d'Espagne et de Prévoyance, chef du Réseau Ecureuil recherche pour le Département Ressources Humaines de sa Direction de l'Animation du Réseau:

### UN PROFESSIONNEL "STRUCTURE DES ENTREPRISES"

Votre formation supérieure (BAC + 4) et votre expérience professionnelle (10 ans minimum) vous ont permis:

- d'apporter, dans votre milieu professionnel ou dans celui (ou ceux) où vous intervenez, la preuve de l'intérêt d'un projet d'entreprise;
- de décliner, en termes de structure et/ou d'organisation d'entreprise, ce projet;
- de mettre en place ou d'expertiser des définitions d'emploi, de fonction ou de poste, leur classification et leurs liaisons (hiérarchiques, fonctionnelles...);
- d'analyser et de gérer les écarts entre la structure "officielle" et la structure "réelle" de l'entreprise;
- de concevoir et/ou de conduire une gestion des ressources humaines, se référant au projet d'entreprise et intégrant la gestion actuelle et prévisionnelle des structures et des emplois.

### DEUX PROFESSIONNELS "RECRUTEMENT ET DEVELOPPEMENT DES CARRIERES"

Votre formation supérieure (BAC + 4) et votre expérience professionnelle (plus de 5 ans) vous ont permis de concevoir et/ou d'utiliser des méthodes:

- de détection des contributions essentielles des fonctions, emplois, postes, à la marche de l'entreprise;
- d'identification du profil "ressources humaines" correspondant à ces contributions;
- de recherche de candidats internes (appréciation) ou externes (recrutement) à l'entreprise;
- de développement du potentiel "ressources humaines" existant (formation).

Ces postes sont basés à Paris. Des déplacements sont à prévoir dans toute la France.

Vous souhaitez prendre de nouvelles responsabilités dans ces domaines; adressez votre lettre manuscrite, commentant votre réussite dans un ou plusieurs des points précédents, votre C.V. précisant votre rémunération actuelle et vos prétentions ainsi qu'une photo, sous référence choisie à "Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 PARIS qui transmettra.

### NOUS SOMMES LE LEADER MONDIAL DE LA FORMATION AUX TECHNOLOGIES AVANCEES

Notre forte croissance (35 % en moyenne annuelle) liée à l'essor de notre marché nous conduit à recruter le:

### Directeur des ventes (300 KF +)

de notre département COURSE EN ENTREPRISES

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison régulière avec l'International, vous serez chargé d'élaborer les objectifs, d'organiser et d'animer votre équipe, en sein de laquelle vous jouerez un rôle prépondérant pour l'atteinte des résultats.

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école de commerce, vous avez plusieurs années d'expérience de la vente, acquise en SSI ou chez un constructeur informatique, et vous parlez parfaitement l'anglais. La connaissance du marché de la formation serait un plus. Notre professionnalisme nous a permis d'acquies une réputation sans équivalent dans notre domaine. Vous voulez y contribuer et en bénéficier, en donnant une nouvelle dimension à votre carrière.

Poste basé à PARIS - NORD.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet à: MERCURI URVAL, 14bis rue Dard, 75008 PARIS sous la réf. 61.1154 M, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

**Mercuri Urval**

### Génie chimique

les grands moyens de la santé humaine... pour votre avenir

### INGENIEUR METHODES/PROCESS

250 KF+

Etablissement de Recherche et de Production d'un des plus importants Groupes pharmaceutiques et chimiques français, nous avons la volonté d'améliorer constamment nos procédés de fabrication et, par là même, nos gains de productivité. C'est dire combien nous recherchons Méthodes/Process et son équipe attendent du nouveau collaborateur qui va les rejoindre.

Vous avez une première expérience réussie en Fabrication chimique. Vous souhaitez à présent mettre à profit vos connaissances techniques mais aussi vos qualités pratiques (sens de l'observation, rigueur, logique...) et humaines (sens des contacts, curiosité d'esprit...). Vous serez le garant de notre know how, mais aussi son « développeur ». Nous assurons vite reconnaître vos compétences...

Pour ce poste basé en PROVENCE, merci d'adresser votre résumé de carrière sous la référence CVPD/LM à notre Conseil Didier LESIEUR qui vous garantira une totale discrétion.



**Raymond Poulain Consultants**

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS/Alfortville, route des Licoles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

### CHEF DE DIVISION ETUDES ET PREVISIONS DIRECTION DU PERSONNEL

Afrique Francophone

Une importante société de service public (2.100 personnes) recherche, pour son siège, un spécialiste en gestion du personnel.

Dépendant du Directeur du Personnel, il aura pour mission:

- de mener les études d'organisation des services et exploitations de la société;
- de décrire les besoins en personnel qualifié à court, moyen et long terme;
- de définir les plans de formation et de perfectionnement;
- d'assurer le suivi de l'évolution des rémunérations, des masses salariales des différents secteurs et des coûts salariaux.

Le candidat possèdera une expérience industrielle dans le domaine de l'organisation de l'entreprise (couple homme-travail) et des techniques correspondantes à mettre en œuvre.

Un souhait: connaissance de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et de l'eau.

Un atout supplémentaire: expérience de l'Afrique ou pays en développement.

Environ 40 ans, 400.000 FF, indemnités variables, logement, congés 2 mois/10 mois, retraite cadre. Résidence grande ville universitaire d'Afrique Noire en bord de mer.



Adressez C.V. détaillée sous réf. 879/07M à: FRANCE CADRES, 22, rue Saint-Augustin 75008 PARIS.



### Assistant(e) Marketing et Publicité

Notre entreprise, spécialisée dans la conception, fabrication et la vente de terminaux TELEPHONIQUE de technologie avancée est en expansion. Nous recruterons, en 1987, un chiffre d'affaires de 357 MF.

Nous recherchons, pour notre direction MARKETING, un(e) Assistant(e) Publicité. Diplômé(e) de l'enseignement commercial supérieur, il aura à assurer, entre autres fonctions, la coordination, mise en œuvre et réalisation avec ou sans l'aide de conseils extérieurs, de campagnes publicitaires.

Il participera à l'élaboration de notre stratégie de communication, ainsi qu'à la gestion du budget publicitaire.

Lieu de travail: Nanterre (92), Proximité R.E.R.

Nous offrons le dynamisme d'une entreprise en expansion avec, côté de départ, de réelles et importantes responsabilités.

Ecrire à H.P.F., Direction du Personnel, Avenue de Savoie, 74130 BONNEVILLE.

**LA HAUTE TELEPHONIE**



Groupe Pharmaceutique Français de dimension internationale. Spécialiste en imagerie diagnostique. Leader en France, et en développement 800 personnes. + de 500 MF de CA.

pour assurer la mise en œuvre de nos projets d'animation et de développement du personnel, nous recrutons notre DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES.

### RESPONSABLE DES RELATIONS INTERNES 200 000 F +

De formation supérieure, vous avez montré votre intérêt pour la Fonction Personnel. Vous pouvez témoigner d'une expérience réussie dans un poste d'études ou de communication. Aujourd'hui, vous souhaitez franchir une nouvelle étape de votre carrière. Venez nous rejoindre... « Catalyseur » des échanges internes, vous participerez à notre effort de cohésion et de décisionnement et vous serez un élément moteur dans nos négociations sociales.

Adressez votre manuscrit + C.V. détaillé et photo à: GUERBET - Développement de Villégny BP N° 15 - 93801 AULNAY SOUS BOIS Cedex (tél. 01 48 33 11 87)

Organisme agricole recruté pour son service Etudes et Formation, un

### CHARGÉ d'études (MF)

Ayant pour mission la réalisation d'études sur:

- Formation d'ingénieur agri-agro ou école de commerce;
- Dynamisme, rigueur, sens du contact et aimant travailler en équipe.

Poste basé à Paris.

Contrat à durée déterminée d'un an.

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la référence 86043 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

SOCIÉTÉ PHYTO EXPORT, recherche pour PARIS

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation agri., expérience Adgoc. Notre société, Déplacements fréquents. Anglais indispensable. Le candidat retenu devra bien connaître les cultures tropicales et présenter d'incontestables aptitudes commerciales.

Merci d'adresser votre manuscrit, C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 821 LM. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7.

### GROUPE SYSECA

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL Assistante du Directeur Général Adjoint

Notre Directeur Général Adjoint, responsable des activités "Systèmes de communication" et "Génie logiciel", recherche une Assistante de haut niveau.

En contact direct avec lui et en relation avec les directeurs des départements cibles, vous développerez les contacts technico-commerciaux à haut niveau et préparerez des notes de synthèse sur des produits, des marchés, des contrats ou des appels d'offres. Vous apporterez, en outre, une aide efficace dans la préparation et le montage de dossiers complexes (ingénierie de systèmes, veille technologique, gestion de maîtrise d'œuvre).

Votre culture informatique (formation ingénieur), votre sens du contact et de la présentation, votre goût du travail en équipe vous ont permis de réunir une expérience de dix ans environ en SSI ou chez un constructeur. Vous maîtrisez l'anglais. Poste basé à Saint-Cloud. Confidentialité assurée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 286 à SYSECA SELECTION, 315 Bureau de la Culture - 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

**SYSECA SELECTION**

### CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST

240 agences - 2400 employés et cadres

### JEUNES DIPLOMES, Débutants ou confirmés

Des postes sont à pourvoir dans la fonction

### AUDIT

Dans une unité rattachée à la Direction Générale, vous interviendrez, pour des missions de diagnostic et de conseil, sur le fonctionnement des différents secteurs (sauf et réseau commercial).

Cette approche globale de l'entreprise doit vous permettre d'acquies les compétences nécessaires pour évoluer rapidement vers des fonctions de management.

Votre formation: BAC + 4, UNIVERSITAIRE, ECOLES DE COMMERCE. Vos qualités: un esprit d'analyse et de synthèse, un sens développé de la communication.

Adressez-nous courrier manuscrit, CV et prétentions à CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST, Service des recrutements - 69541 CHAMPAIGNE MONDOR Cedex.

**CREDIT AGRICOLE**

### Responsable administratif

MATERIEL ELECTRONIQUE

PARIS

Une PME d'implantation nationale, en expansion (80 personnes, C.A. 45 M, 1 usine, 5 agences), fabriquant et distribuant du matériel électronique destiné à la protection des personnes et des biens, recherche son responsable administratif de formation supérieure et possédant une première expérience. Sous la responsabilité de la direction générale, il prendra en charge l'ensemble des travaux administratifs: Personnel, moyens généraux, informatique, gestion des stocks, administration du commercial (facturation, recouvrement des créances, contentieux...) etc.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 520 M A I et D. LAUVAUD - I.D. CONSEIL - Le Mesnil Chaudron 27220 JUMELLES (près d'Evreux).



### PERFECTEUR DE COMMERCE ET DE GESTION MARKETING

### PASSEZ A L'ACTION

Notre entreprise, spécialisée dans la conception, fabrication et la vente de terminaux TELEPHONIQUE de technologie avancée est en expansion. Nous recruterons, en 1987, un chiffre d'affaires de 357 MF. Nous recherchons, pour notre direction MARKETING, un(e) Assistant(e) Publicité. Diplômé(e) de l'enseignement commercial supérieur, il aura à assurer, entre autres fonctions, la coordination, mise en œuvre et réalisation avec ou sans l'aide de conseils extérieurs, de campagnes publicitaires. Il participera à l'élaboration de notre stratégie de communication, ainsi qu'à la gestion du budget publicitaire. Lieu de travail: Nanterre (92), Proximité R.E.R. Nous offrons le dynamisme d'une entreprise en expansion avec, côté de départ, de réelles et importantes responsabilités. Ecrire à H.P.F., Direction du Personnel, Avenue de Savoie, 74130 BONNEVILLE.

Adressez C.V. détaillée sous réf. 879/07M à: FRANCE CADRES, 22, rue Saint-Augustin 75008 PARIS.

Adressez votre manuscrit + C.V. détaillé et photo à: GUERBET - Développement de Villégny BP N° 15 - 93801 AULNAY SOUS BOIS Cedex (tél. 01 48 33 11 87)

Organisme agricole recruté pour son service Etudes et Formation, un

### CHARGÉ d'études (MF)

Ayant pour mission la réalisation d'études sur:

- Formation d'ingénieur agri-agro ou école de commerce;
- Dynamisme, rigueur, sens du contact et aimant travailler en équipe.

Poste basé à Paris.

Contrat à durée déterminée d'un an.

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la référence 86043 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

SOCIÉTÉ PHYTO EXPORT, recherche pour PARIS

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation agri., expérience Adgoc. Notre société, Déplacements fréquents. Anglais indispensable. Le candidat retenu devra bien connaître les cultures tropicales et présenter d'incontestables aptitudes commerciales.

Merci d'adresser votre manuscrit, C.V., photo et rémunération souhaitée sous n° 821 LM. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-7.

### Responsable administratif

MATERIEL ELECTRONIQUE

PARIS

Une PME d'implantation nationale, en expansion (80 personnes, C.A. 45 M, 1 usine, 5 agences), fabriquant et distribuant du matériel électronique destiné à la protection des personnes et des biens, recherche son responsable administratif de formation supérieure et possédant une première expérience. Sous la responsabilité de la direction générale, il prendra en charge l'ensemble des travaux administratifs: Personnel, moyens généraux, informatique, gestion des stocks, administration du commercial (facturation, recouvrement des créances, contentieux...) etc.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 520 M A I et D. LAUVAUD - I.D. CONSEIL - Le Mesnil Chaudron 27220 JUMELLES (près d'Evreux).

Adressez-nous courrier manuscrit, CV et prétentions à CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU SUD-EST, Service des recrutements - 69541 CHAMPAIGNE MONDOR Cedex.

**CREDIT AGRICOLE**



REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Un patron pour notre centre de formation



43 000 personnes. Une implantation internationale. Premier producteur mondial de produits laitiers frais. Premier dans le monde pour les produits minéraux. Deuxième fabricant de plats en Europe. Troisième fabricant mondial. Troisième producteur européen de bouteilles.

Ce que nous sommes.  
- Une équipe d'une dizaine de personnes dont 3 animateurs permanents, la participation de multiples intervenants extérieurs pour assurer 6500 jours/semaines chaque année par des actions diverses, formations techniques, humaines, rencontres à thèmes qui réunissent les hommes et les femmes de toutes les sociétés de BSN, françaises et étrangères.  
- Une propriété dotée d'un équipement hôtelier moderne au cœur d'un cadre de verdure à quelques kilomètres de Lyon.

Ce que nous attendons de vous.  
Une formation supérieure et une solide expérience opérationnelle acquise de préférence en milieu industriel, l'envie de participer à notre culture, le goût des relations humaines, des capacités d'innovation et d'animation. Votre prédécesseur vient de prendre la tête d'une usine. Rattaché au Directeur du Développement Social, vous faites vivre notre centre tel un patron de PME en sachant devancer les besoins et adapter en permanence les activités. Votre réussite dans ce poste privilégié par son ouverture sur l'ensemble du Groupe vous conduira ensuite vers d'autres responsabilités au sein de BSN.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 53 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## CHEZ NOUS, C'EST LE TEMPERAMENT DE NOS I.C. QUI FAIT LA DIFFERENCE !

Notre SSII (2000 personnes, 750 MF de CA), s'est créée, en 18 ans, une réputation de sérieux et de fiabilité sur un créneau en constante évolution et dans lequel il faut être toujours le meilleur : la prestation intellectuelle en informatique.

La palette des services apportés est vaste : conseils, études et assistance technique, ingénierie informatique, dans le secteur industriel notamment.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, vous avez aujourd'hui une bonne pratique de la vente de prestations intellectuelles en informatique, dans l'industrie. Vos interlocuteurs sont les directeurs informatiques, organisation, industriels...

Nous vous confions un secteur (région parisienne) qu'il vous faut gérer et développer avec, bien sûr, l'assistance de notre organisation. Si vos motivations s'appellent le dépassement de soi, la réussite, la qualité de service...

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 511 M à notre Conseil.

SODERHU  
22 rue Saint Augustin  
75002 PARIS.

Soderhu  
MEMBRE DE FINITEC

## DIPLOMÉS ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE UNIVERSITÉ - ÉCOLE DE GESTION - MARKETING HF

### PASSEZ A L'ACTION...

Dans le cadre du développement de ses activités, une chambre de Commerce et d'Industrie de Basses Normandes recherche 2 Conseillers d'entreprises pour promouvoir et développer les activités nouvelles de la C.C.I.

Imaginatif, efficace et dynamique, vous possédez les qualités d'analyse et de synthèse nécessaires pour exercer une activité à caractère commercial et évoluer dans une fonction marketing, au sein d'une équipe jeune et pluridisciplinaire.

Une première expérience et/ou une connaissance du tissu industriel PME seront des atouts supplémentaires.

Pour participer à l'évaluation de votre candidature, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 191 à C.C.I. - 102, rue Lavoisier 76110 PARIS.



Chantal Kervyn

## ANALYSTE FINANCIER

Bilingue anglais  
Grande autonomie d'action et mobilité, nombreux contacts avec les chefs d'entreprises. Les responsabilités couvrent notamment le montage complet de projets de financement, la mise en place et le suivi des dossiers.

Ce poste convient à un candidat de 45 ans ou plus, diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant si possible d'une expérience dans les secteurs financiers, bancaires ou comptables.

Aptitudes commerciales et faculté de négociation indispensables.  
Poste évolutif et bon niveau de rémunération.

Adresser lettre + CV + prétentions sous référence M 105 à : M.H. Conseils  
47, 49 avenue du Docteur Arnold Netter  
75012 Paris.

## NOTRE ENTREPRISE RECHERCHE

### Un rédacteur de contrats

#### POUR SON SITE D'ARCUEIL

- Vous êtes de Nationalité Française.
- Vous avez une maîtrise en Droit.
- Vous avez une expérience des achats publics.

Si cette offre vous intéresse, merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + coordonnées postales et téléphoniques) à :  
E.T.C.A. - Service - AMC  
16 bis, avenue Prieur-de-la-Côte-d'Or  
94114 ARCUEIL CEDEX

## GROUPE BANCAIRE spécialisé dans les CREDITS IMMOBILIERS, recrute :

### FUTUR RESPONSABLE de son Bureau de BORDEAUX

- Ce poste, à vocation essentiellement commerciale, peut convenir à un candidat :
  - Diplômé de l'Enseignement Supérieur.
  - Agé de 30 ans minimum.
  - Pouvoir justifier de plusieurs années d'expérience bancaire ou immobilière.

Le candidat sélectionné recevra une formation au siège à PARIS pendant quelques mois avant de prendre son poste.  
Une connaissance du milieu des affaires bordelaises serait un avantage.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1197 LM à LIA Antenne Saint-Lazare  
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

## LE CONSEIL GENERAL DE LA LOIRE

### DIRECTEUR

pour sa DIRECTION DE L'AMENAGEMENT RURAL DE L'AGRICULTURE ET DU TOURISME

Les candidat(e)s, ingénieurs de formation (Génie Rural, Eaux et Forêts, Travaux Ruraux...) ou cadres administratifs (Directeurs de Préfecture, Attachés Principaux...), devront notamment justifier d'une expérience en matière d'organisation et de gestion humaine.

Les candidatures, comprenant curriculum-vitae et photographie, devront parvenir avant le 18 décembre 1987 à l'adresse suivante :

CONSEIL GENERAL DE LA LOIRE  
Direction Générale des Services  
Bâtiment du Département  
2, rue Charles de Gaulle  
42022 SAINT ETIENNE Cedex 1.

Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus au 77.33.42.45 - poste 5245.

## ASSOCIATION COOPERATION Inter-bibliothèques (basée à CAEN), recherche :

### un chargé d'études

- pour 6 mois, salaire : 9000 F.
- Expérience professionnelle.
- Connaissance de la lecture publique.
- Goût du contact avec les élus et les responsables de Bibliothèques.
- Missions : lancer des actions de formation, information, conservation.

CONTACT :  
Carole ALEXANDRE  
Direction régionale des Affaires Culturelles de Basse-Normandie  
Maison des Quatre  
28, rue de Gode, 14000 Caen  
31-86-37-10.

## EN VUE DE COMPLETER SON EQUIPE POUR L'OUVERTURE D'UN CENTRE DE FORMATION DE MAINTENANCE HOSPITALIER EN EGYPT

### la Sté ARCANTE recherche :

#### UN INGENIEUR du Secteur Hospitalier

FABRICATEUR DE MEDICAL pour assurer la DIRECTION du CENTRE

#### 3 EXPERTS

- ELECTRICIEN - ELECTRO-MECANICIEN - INFORMATIQUE - CLIMATIQUE

#### REDACTEUR

TECHNIQUE Formation spécialisée

INGENIEUR ou TECHNICIEN Supérieur dans le spécialisé. Anglais courant exigé. Expérience mini de 5 ans en milieu hospitalier.

Env. c.v. à ARCANTE  
15, rue Lavoisier  
75116 PARIS

## 3 INGENIEURS - CONSEIL EN INFORMATIQUE BANCAIRE

VOUS :  
Formation : Grande Ecole ou équivalent  
Expérience : finance, banque  
Motivations : méthodes, qualité.

NOUS :  
SSII spécialisée dans le domaine financier.  
Nos missions : Conseil, conduite de projet.  
Notre management : participatif

Devenons partenaires : envoyez-nous votre dossier

QUALIPLUS  
21, rue de Paradis - 75010 PARIS



QUALIPLUS  
L'INFORMATIQUE BANCAIRE

## Ville de Dieppe (Seine-Maritime), 36 000 habitants

### CADRE A

POUR LA DIRECTION DE SON SERVICE URBANISME

Connaissances :  
• Droit des sols et permis de construire (pratique de l'urbanisme réglementaire indispensable) ;  
• Sensibilité approfondie en architecture.

Recrutement selon conditions statutaires.

Poste à pourvoir rapidement.

Candidature à envoyer à Monsieur le Maire  
R.P.P. - 76208 DIEPPE Cedex.

## GENERAL MANAGER

A multinational organization is seeking a GENERAL MANAGER to assume responsibility for running a growing sales company in France (North of Lyon).

A written and verbal knowledge of English is necessary in addition to having had profit and loss responsibility for a company or a major department of a company.

You must be sales experienced or oriented.

Excellent salary plus the opportunity to share directly in profits.

Please reply with your CV and earnings history to  
PIERRE LICHAU - réf. 9134 - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS.

## Agent des marchés interbancaires

Nous recherchons pour notre département options Matif :

### 1 TRADER JUNIOR (REF. TJ)

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous faites preuve d'un sens commercial affirmé, maîtrisez les principes généraux de la macro-économie, et êtes apte à recourir à l'anglais dans votre cadre de travail.

Les candidatures de débutants sont acceptées mais une réelle connaissance des nouveaux produits financiers serait appréciée.

### 1 TRADER SENIOR (REF. TS)

Disposant déjà d'une expérience réussie sur les marchés financiers, vous êtes apte, en sus de vos qualités commerciales, à encadrer et animer une équipe.

Venez nous rejoindre et confiez votre c.v. (+ photo + rémunération souhaitée) ainsi que votre lettre manuscrite

Sous N° 8206M LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



سكنى من الامم

# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

## Responsable clientèle PME/PMI

Banque - 200/250.000 F

Bordeaux - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un responsable clientèle PME/PMI pour son agence de Bordeaux. Intégré dans une équipe de 5 exploitants, il bénéficiera sur place de l'infrastructure technique et administrative dont il aura besoin. Il prendra en charge un portefeuille de clients de bon niveau qu'il gèrera et développera de manière autonome. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 30 minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (ESG ou équivalent) ou possédant un niveau bancaire équivalent (ITB, CESSB...) et spécialisé dans les relations avec une clientèle PME/PMI. La rémunération de l'ordre de 200/250.000 francs sera fonction du calibre du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9329M. (PA Mini-tel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Exploitant junior

Banque - 150/180.000 F

Bordeaux - Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche un exploitant junior pour son agence de Bordeaux. Placé sous l'autorité du responsable clientèle, un portefeuille sera pour mission de développer après une période de formation, un portefeuille de clientèle PME/PMI qu'il gèrera de façon autonome. Très commercial, de mobile, il disposera d'un potentiel lui permettant d'évoluer rapidement au sein de la banque. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESG ou équivalent) ayant une expérience (1 à 2 ans) de l'exploitation bancaire ou à défaut à un jeune diplômé fortement motivé par un poste très commercial. La rémunération de l'ordre de 150/180.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9328M. (PA Mini-tel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE  
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## CABINET D'AUDIT INTERNATIONAL

RECHERCHE

## AUDITEURS CONFIRMES

3 à 5 ans d'expérience en Cabinet spécialisé pour leur confier des postes de Responsables de Missions dans des dossiers de taille nationale et internationale. Postes basés dans une grande ville universitaire de l'Est de la France. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 1467 M, à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 Paris qui transmettra.

## Le Monde CADRES

### C.R.2.A

Société d'ingénierie de grande systèmes (300 ingénieurs) recherche pour son agence SUD-EST, et pour son siège PARIS

### DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

pour collaborer à de grands projets internationaux.

Les candidats, débutants jusqu'à 10 ans d'expérience, devront avoir :

- Le goût du travail en équipe ;
- La maîtrise de contacts et de la coordination ;
- La maîtrise de l'anglais ;
- Des connaissances en allemand souhaitables.

Ils seront intégrés suivant leur expérience dans des équipes existantes pour utiliser et faire valoir leurs aptitudes et compétences en :

- Gestion d'affaires et coordination industrielle ;
- Architecture de systèmes ;
- Temps réel ;
- Définition et suivi d'activités sur simulateurs ;
- Etudes et simulation.

Ecrire sous réf. 55 :  
- Pour SUD-EST : C.R.2.A, le Pion-du-Roy, 141, C. rue Bessemer, Z.I. 13763 LES MILLES, CEDEX ;  
- Pour PARIS : C.R.2.A, 19, avenue Dubouquet, 92411 COURBEVOIE CEDEX.

### IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES

recherche pour région parisienne

### JEUNE INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Vous avez un diplôme d'ingénieur génie civil et 2 à 5 ans d'expérience professionnelle en B.E. ou en entreprise.

Sous la responsabilité directe du directeur des études, vous prendrez en charge les études de conception de structure au sein d'équipes pluridisciplinaires chargées de l'élaboration d'importants projets de BATIMENT T.C.E.

Le poste évolutif exige l'esprit de responsabilité, la pratique de l'informatique et l'aptitude au travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite + c.v. et prétentions à O.P.F. Univac, 2, rue de Séze, 75009 Paris.

### Ville de St-Michel

51/5100 (Essonnes)

recherche

### ATTACHÉ

pour le soutien des services techniques. Il sera chargé de coordonner, de contrôler et d'assurer le suivi des activités liées avec les auteurs, les services de création et de fabrication. Nous sollicitons une personne pour une prise de fonction rapide, un candidat d'environ 30 ans, de formation BAC + 4, l'anglais et une bonne connaissance de l'administration ou de la gestion.

Adresser candidature et c.v. à M. le Maire, 15, rue de l'Église, 51240 St-Michel 51/Orge.

### Sté d'Intérêt spécialisée dans secteur bancaire

Classes V, VI, VII, VIII

Env. c.v. et photo à BANK SERVICES, 71, rue de Dunkerque, 75009 Paris. (Ne pas se présenter.)

### URGENT

Importante association médico-sociale rech. pour son Centre Chirurgie Orthopédique, Paris 18<sup>e</sup>

### PANSEUSE

QUALIFIÉE - infirmière réform. copée - emploi stable - avantages sociaux - Tél. surveillance générale 42-02-22-25.

### SECRÉTAIRE D'ÉDITION SENIOR H/F

pour ses ouvrages d'enseignement de langues étrangères. Le candidat devra être capable d'assurer le suivi des activités liées avec les auteurs, les services de création et de fabrication. Nous sollicitons une personne pour une prise de fonction rapide, un candidat d'environ 30 ans, de formation BAC + 4, l'anglais et une bonne connaissance de l'administration ou de la gestion.

Une exp. de l'enseignement des langues étrangères est indispensable. Une exp. dans le milieu de l'édition similaire serait fortement appréciée.

Ecrire avec c.v., photo, prêt, à Comptes Publ. s/n, 22 828 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>.

### INGÉNIEURS

Mécanique formation INSA pour poste bureau Sud

Tél. pour R.V. 42-85-38-74

Mars-la-Tour PLAT ou envoyer c.v. 15100 Châteauneuf-Mars-la-Tour.

### ÉCOLE RECHERCHE ENSEIGNANT VACANT

en anglais, pour remplacement 4 h/semaine. Envoyer c.v., photo et prét. APS, 1, r. Châteauneuf, PARIS-2<sup>e</sup>.

### L'Association Poitou-Charentes pour l'Acquisition et la Diffusion d'œuvres d'Art contemporain

recherche

### 1 DIRECTEUR (trice)

du Fonds Régional d'Art Contemporain Poitou-Charentes

à partir du 1<sup>er</sup> février 88

Il est demandé une personne ayant une exp. prof. en action culturelle (arts plastiques), voire en gestion d'institution ;

- des notions techniques de conservation.

Préférence sur dossier à envoyer avant le 15 décembre au F.R.A.C. Poitou-Charentes, Hôtel Saint-Simon, 15, rue de la Gloire-Marie, 16000 Angoulême

Tél. : (01) 45-82-87-01.



ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs IBM (750 personnes) recherche

## Contrôleur de Gestion

Directement rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion, vous assurerez le contrôle des systèmes existants, les analyses de rentabilité, l'élaboration et le suivi des budgets et des prévisions.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et une première expérience d'au moins trois ans dans un cabinet d'audit. Votre rigueur et vos qualités relationnelles vous permettront à court terme d'évoluer vers un poste de management.



Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. AL/831 à ECS, Relations Humaines, 16, rue Washington, 75008 PARIS.

## Groupe Expansion

RECHERCHE

## CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

Intégré au service contrôle de gestion, il sera chargé, pour plusieurs produits Presse, d'élaborer les budgets annuels, de suivre en liaison avec les responsables de ces produits les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse. Il devra en outre réaliser les études qui lui seront confiées et faire preuve d'initiatives pour en proposer lui-même. Il doit devenir l'interlocuteur de la direction et des responsables de département pour tous les problèmes de gestion concernant les produits dont il aura la charge.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, débutant ou ayant un an d'expérience, motivé par une activité d'analyse rigoureuse des chiffres et leur interprétation et souhaitant rejoindre un groupe où le travail en équipe et les contacts humains sont primordiaux.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo) sous réf. CB M2, sont à adresser à : GROUPE EXPANSION, NICOLE JULIET, 2, rue Béanger, 75139 PARIS CEDEX 3.

## Banque d'arbitrage et de marché

recherche

## • POUR SON SERVICE COMPTABILITÉ

## l'adjoint du chef comptable

Il aura pour mission :

- De participer à l'élaboration des résultats comptable, économique et analytique ;
- D'assurer le contrôle de la comptabilité générale.

Vous avez :

- Une formation BAC + 4 (DECS souhaité) ;
- Une expérience d'un minimum de 3 ans de comptabilité bancaire ;
- 27/37 ans environ.

## • POUR SON SERVICE BACK-OFFICE

## le responsable des O.P.C.V.M.

Il aura pour mission :

- D'assurer le suivi administratif et comptable des O.P.C.V.M.

Vous avez :

- Une formation BAC — BAC + 4 ;
- 4 ans minimum d'expérience dans ce domaine ;
- 25/35 ans environ.

Merci d'adresser c.v. et prétentions, sous réf. 8199 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

### VILLE DE NIORT (Deux-Sèvres)

recherche

### le (la) responsable adjoint(e) de son service Informatique et Bureautique

(Département Organisation Ressources Humaines)

### MISSIONS

- mettre en œuvre un schéma directeur informatique et bureautique adapté à la spécificité de la gestion communale ;
- impulser le développement d'applications nouvelles au service des activités municipales.

### PROFIL CANDIDAT

- formation BAC + 4 ;
- expérience exigée dans domaine de la gestion ;
- connaissance d'un grand système ;
- ouvert aux techniques nouvelles ;
- capacité à dynamiser ses collaborateurs ;
- sens de la communication.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé sont à adresser à :

M. le Maire Service du Personnel 79022 NIORT CEDEX

## un auditeur « senior »

Ce poste basé à Paris implique une connaissance des méthodes « anglo-saxonnes ».

Il conviendrait à un candidat à fort potentiel diplômé d'une grande école de commerce, susceptible de prendre la responsabilité d'un département.

Envoyer lettre + C.V. à D.S.A. INTERNATIONAL, 22, place du Général Catroux, 75017 PARIS.

### Sté de CONSEILS JURIDIQUES PARIS 8<sup>e</sup>

RECHERCHE

### Fiscaliste expérimenté

Adresser c.v. et rémunér. actuelle

Ecrire sous la n° 8209 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

### CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche pour le développement de son Cabinet situé à Sers (89)

### COLLABORATEURS CONFIRMES

Ecole de Commerce, DECS, MSTC... ayant acquis une exp. de 3 ans en cabinet sur des dossiers de PME/PMI. Rémunération attractive.

Adresser c.v., photo et prêt, à C.A.P., 7, rue Joseph-Bera, 75005 Paris.

### CHIRURGIENS

Compétences chirurgie gén. pour missions de 1 mois ou +. Contacter Stéphane MICHON au : 47-07-23-23.

### Centre National Arts du Cirque

recherche :

Secrétaire de direction, bilingue anglais et Secrétaire administrative, maîtrise informatique. Ecrire CHAC, 1, rue du Cirque, 51000 Châteauneuf-Mars-la-Tour.

### ORGANISME INTERNATIONAL

Siège à Paris

recherche pour services de relations publiques

### TRADUCTRICE RÉDACTRICE

Français/Anglais

Alt. et/ou Esp. souhaités. Langue maternelle anglaise de préférence.

Dactylographe avec quelques années d'expérience.

Ecrire sous la n° 8204 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

### Société de services

RECHERCHE

### JOURNALISTE RÉDACTEUR

pour coordonner secteur communication, Paris 7<sup>e</sup>.

Envoyer c.v. sous la n° 8205M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

### ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-MANDE

recherche

### Professeur travaux manuels électroniques

A partir du 01/01/1988

Tél. pour Rdv : 43-74-79-52.

### CENTRE DE PHYSIQUE DES PARTICULES DE MARSEILLE

recherche concours externe CNRS

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Format. A et M. CHAM ou équiv. Exp. comm. et affinité pour développement physique, instrumentation, réalisation pour exp. et animation d'une équipe. Labe. dans moyen moderne développ. et CAD.

C.V. : CPMA, Fac Sciences Luminy Case 907 - 13288 Marseille ced. 8.

### ORGANISATION HUMANAIRE

RECHERCHE

### CHIRURGIENS

Compétences chirurgie gén. pour missions de 1 mois ou +. Contacter Stéphane MICHON au : 47-07-23-23.

## jeune directeur

pour...

## JEUNE CONTRÔLEUR GROUPE

1<sup>er</sup> adjoint...

## TRESORIER

## CONTROLE DE GESTION

## LE RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

## JEUNE DIPLOMÉ

## FICHOT



REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## jeune directeur HF

pour jeune société financière

Nous créons à Paris une société de valorisation de fonds communs de placement et de sciv. L'originalité de cette société, dont l'essor s'annonce rapide, tient à son indépendance à l'égard des opérateurs de marché. Rattaché au Président, vous participez à la mise en place des structures et vous gérez, animez puis développez l'entreprise. Vous vous attachez à la qualité des prestations comptables que votre équipe offre à la clientèle pour sa gestion de FCP et de sciv. Vous accompagnez ces prestations de conseils juridiques et fiscaux.

Vous êtes âgé de 28 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un des diplômes suivants : HEC, ESSEC, ESCP, IEP... Pendant au moins quatre ans vous avez acquis une expérience financière (Auditeur externe, Adjoint de direction financière...). Au cours de cette expérience, vous avez animé une petite équipe et vous avez été utilisateur de l'informatique. Une connaissance de la gestion des FCP et des sciv serait appréciée. Vous maîtrisez, si possible, l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/4089, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI  
SELECTION

500 MF, 14 sociétés, 350 personnes...  
votre présence devient indispensable

JEUNE  
CONTROLEUR  
GROUPE  
850 KF+

Holding filiale d'un Groupe International, nous contrôlons en France 14 Sociétés industrielles fortement décentralisées. En liaison directe avec notre PDG et les Directeurs de ces Sociétés, vous assurerez la mise en place des systèmes d'information et d'aides à la décision ainsi que leur contrôle. Vous serez en outre responsable du processus budgétaire et du reporting.

De formation supérieure, vous avez déjà une première expérience réussie de la mise en place d'un Contrôle de Gestion, si possible en milieu industriel. Familiar des systèmes de Gestion Informatisés, votre qualité évidente est la communication. Profondément vous êtes organisé, pragmatique, réalisateur et toujours positif. Notre expansion et l'intérêt que nous portons à cette fonction vous ouvre des possibilités d'évolution à la hauteur de votre potentiel.

Poste basé à Paris.

Déclarez LESUEUR, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence D/COG/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## TRESORIER FRANC

Dans le cadre du développement de votre carrière, vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique, pour renforcer notre salle des marchés à PARIS.

Parfaitement bilingue anglais, vous êtes de formation supérieure (Ingénieurs...) et avez une bonne connaissance des mathématiques.

Posséder une expérience (2 à 3 ans) acquise dans un établissement financier ou dans une salle des marchés serait souhaitable.

Travailler de façon autonome dans une banque présente sur toutes les grandes places financières mondiales vous motive : merci de nous en convaincre en adressant lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à MANUFACTURERS HANOVER BANK/France - Jean MILLARD - 20, rue de la Ville-L'Évêque - 75008 PARIS.

MANUFACTURERS  
HANOVER

## CONTROLE DE GESTION

Le Groupe FICHET BAUCHE leader dans les métiers de la sécurité des biens et des personnes recherche

### LE RESPONSABLE DU SERVICE CONTROLE DE GESTION

Animateur d'une équipe de 10 personnes, rattaché à la Direction Générale, il aura en charge, en relation directe avec les responsables d'unités, l'élaboration et le suivi des budgets, l'analyse des résultats mensuels, l'établissement de tableaux de bord, et plus généralement d'outils de gestion performants. Cette responsabilité s'exercera aussi bien en France qu'à l'étranger (12 filiales).

Diplômé d'une ESC ou équivalent et ayant si possible de bonnes connaissances dans les domaines comptables et informatiques, il a à son actif une expérience professionnelle de 6 à 10 ans dont une première expérience réussie en contrôle de gestion.

La connaissance de l'Anglais est indispensable et si possible d'un autre langage étranger. Ce candidat de valeur saura faire preuve de rigueur, d'un bon esprit de synthèse et aura de réelles qualités de contact et de pédagogie dans une entreprise qui sait apprécier la réussite et qui peut offrir de larges possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt.) sous réf. SCG à FICHET BAUCHE - DRH - 15/17, avenue Morane Saulnier, 78140 Velizy.

FICHET



GROUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE  
recherche pour sa filiale française de vente (C.A. 1986 : 2,2 milliards de francs) basée à Clamart.  
JEUNE DIPLOME DE GESTION HF

VOTRE MISSION :  
Vous serez dans une première étape CREDIT MANAGER ADJOINT au sein de notre Direction Financière.

En relation avec les services commerciaux et les entreprises clientes, vous serez chargé, après analyse et détermination du risque, de définir les lignes de crédit les mieux adaptées et de veiller à leur application. Vous co-animerez une équipe de six personnes.



LA VOLONTÉ  
D'ENTREPRENDRE

Si la perspective de rejoindre un groupe en pleine expansion vous intéresse, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous la référence 87/110CC/LM, à L.C.I. FRANCE - Service du Personnel - 1, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex.

La filiale Française (CA 4 Milliards FF) d'un important groupe Américain, leader dans son domaine, recherche

## Auditeur International Senior

250 KF +

Paris  
Rattaché au manager de l'audit basé à l'étranger, le candidat sélectionné assurera la responsabilité de missions d'audit comptables et opérationnelles.

Le candidat retenu, âgé d'environ 28 ans, aura une formation de type Ecole de Commerce, complétée par un MBA. Il aura acquis une solide expérience de l'audit dans un cabinet anglo-saxon ou dans le département audit d'une société anglo-saxonne.

Il possèdera, par ailleurs, un très bon niveau d'anglais, et si possible un bon niveau d'espagnol. Environ 40 % de temps de déplacements sont à prévoir. Autonome, ayant le goût des contacts humains, le candidat aura de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe en France ou à l'étranger.

Contactez Ivan PACAUD au (1) 40.70.00.36 ou envoyer C.V. + tél. + photo actuelle + photo à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous référence 1090 IP/LM.

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Notre client, une société française (CA : + 3 milliards de francs) de grande renommée, leader incontesté sur son marché recherche :

## Assistant du Contrôleur de Gestion

250 KF +

Paris Nord  
Futur responsable administratif et financier de filiale, le candidat, directement rattaché au Contrôleur de Gestion du Groupe devra pour l'ensemble des filiales et département du groupe : participer à l'élaboration des budgets, contrôler les résultats, analyser les écarts et proposer de nouvelles orientations.

DE formation supérieure Ecole de Commerce ou ingénieur complété par un DECS, le candidat retenu, âgé d'environ 28 ans, aura acquis une première expérience en entreprise.

Ayant un excellent niveau d'anglais, il sera dynamique, ouvert et aura de réelles capacités relationnelles.

Cette fonction ne sera accessible qu'à une personne acceptant une certaine mobilité géographique à court terme.

Contactez Christophe AUBRY au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous réf. 1091 CA.

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Le siège européen d'une importante Société Américaine, leader dans son domaine recherche

## Financial Manager

Paris

Rattaché hiérarchiquement au Controller Europe, Afrique, Middle East, il sera responsable : du suivi et de la mise en place des budgets des filiales et du plan à long terme, de l'analyse des résultats de chaque filiale, de l'étude et de l'analyse de l'évolution des parts de marché dans chaque pays, de l'audit de possibles acquisitions.

Ayant un rôle d'interface entre les filiales et le siège aux Etats-Unis, le candidat sélectionné aura une formation Supérieure de type Ecole de Commerce complétée par 5 à 6 ans d'expérience dans un environnement international ou au sein d'une Société anglo-saxonne.

Un excellent niveau d'anglais sera exigé.

Contactez Ivan PACAUD au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + téléphone + rémunération actuelle à Michael Page Finance 19 avenue George V - 75008 Paris sous référence 970 IP/LM.

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

## AUDITEUR INTERNE

Rattaché au responsable de l'audit interne, vous serez chargé de vérifier la fiabilité des comptes des sociétés du groupe et le respect de toutes les procédures internes.

Votre mission comportant l'audit dans les usines et les filiales en France et à l'étranger, vous devez posséder une expérience de 3 ans minimum d'audit, de solides connaissances en informatique, un anglais courant.

Si vous désirez rejoindre le Groupe des Fromageries BEL ; dont le chiffre d'affaires consolidé pour 1986 est de 5 Milliards de Francs, adressez votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel, sous réf. JR8721, 4 rue d'Anjou, 75008 Paris.





هكذا من الاعمال

## UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIGITAL, filiale du leader mondial de l'informatique de réseaux.

### Directeur des approvisionnements

Responsable des approvisionnements de la filiale, il en gère les niveaux optima en liaison avec les fournisseurs (filiales étrangères et sociétés extérieures) et les forces de vente et d'après-vente. Il propose et met en œuvre les méthodes et moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs ambitieux. Il assure la gestion de stocks importants tant en produits finis qu'en pièces détachées (plus de 15000 références). Il manage 35 personnes, dont 4 «en direct».

Vous avez au moins 5 ans d'expérience de la gestion d'approvisionnements et de stocks acquise si possible en industrie informatique ou dans la grande distribution. De formation supérieure de préférence, vous parlez l'anglais et savez faire preuve d'initiatives : vous êtes donc l'homme ou la femme idéal(e) pour ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MON 487 à Anne CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - BP 136 - 2, rue Gaston Crémieux - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique international très important et reconnaissons que...

### ... la gestion du plan de formation est une des clefs de l'entreprise.

Aussi avons-nous rattaché ce poste à la Direction Générale.

Vous êtes un homme de communication et de gestion, les ressources humaines sont votre thème de référence, vous savez l'importance de l'accueil et de l'intégration dans une société en mouvement et vous êtes un expert de l'analyse des besoins et de l'élaboration d'un plan de formation.

Vous travaillez avec les responsables des services sur les axes de développement définis et jouez un rôle moteur dans la communication interne.

Notre entreprise a consacré, cette année, environ 10 % de sa masse salariale aux actions de formation... C'est dire !

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion et avez pris pour orientation les ressources humaines depuis au moins 2 ou 3 ans.

Envoyez-nous votre dossier de candidature sous réf. 8816 à Monique LECOQ - Département Cadres du Cabinet SELEPHAR - 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

selephar

### Evoluez vers la gestion opérationnelle d'un centre de profit

A 38/40 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience de gestionnaire de plusieurs années, une forte capacité à manager : vous avez l'âme d'un patron. LEROY MERLIN c'est une entreprise leader dans un secteur de pointe, la Distribution du Bricolage-Loisirs (3000 collaborateurs, plus de 3 milliards de CA, 30 % de croissance annuelle). Un succès fondé sur la responsabilisation des hommes et leur volonté d'entreprendre. C'est une réussite toute indiquée pour donner un sens à votre orientation en prenant dès à présent en charge la gestion d'une véritable PME (43 magasins sont implantés sur le territoire national).

#### CHEF DE SECTEUR GESTION ET SERVICES

Vous serez le garant de la gestion d'un magasin vis-à-vis de son directeur. Vous organiserez, contrôlerez, animerez les services de gestion et optimiserez les performances du personnel. Vous définirez avec la direction, la stratégie de développement du magasin.

Ce poste vous permet d'exprimer l'ensemble de vos qualités : sens du concret, rigueur, capacité d'écoute, créativité.

Suivre le sens de votre orientation chez LEROY MERLIN, c'est poursuivre et atteindre vos objectifs et... évoluer vers une fonction direction.

Nos postes sont à pourvoir sur toute la France, en particulier sur la région parisienne.

Envoyez-nous votre dossier de candidature sous réf. RPM1, nous vous accueillons rapidement pour un premier entretien personnalisé. Brigitte PETROVITCH (Région Paris), Hervé de GALTIER (Région Ouest), LEROY-MERLIN, 4 rue de Sèze, 75009 Paris.

LEROY MERLIN



Un des premiers établissements financiers spécialisé dans le financement des équipements informatiques et des technologies avancées, nous recherchons dans le cadre de notre diversification et de notre développement :

#### JURISTE CONFIRME A FORT POUVOIR DE NEGOCIATION

de formation supérieure en droit, ayant une solide expérience des contrats privés et marchés publics, pour auditer l'ensemble de nos documents contractuels, mener les négociations avec nos clients et fournisseurs, assurer la vie juridique de la Société.

#### ANALYSTE FINANCIER A FORT POTENTIEL COMMERCIAL

de formation SUP DE CO ou équivalent, ayant une première expérience dans le domaine des produits financiers pour assurer le développement d'une clientèle de courtiers et réaliser l'étude des risques liés à nos opérations.

Merci d'écrire avec C.V. + prêt + enveloppe à v/adresse, s/réf. AP/LM1, à

PARIS-LILLE  
michel jouhannaud conseils  
182, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

#### BANQUE PRIVÉE, PARIS-8<sup>e</sup> SERVICE AFFACTURAGE (FACTORING)

recherche pour renforcer son équipe et développer son fonds de commerce PME

#### UN COMMERCIAL

Le candidat, âgé d'environ 25 ans, a l'expérience d'équipe et un goût marqué pour la prospection commerciale et la négociation. Il peut justifier d'une formation supérieure, complétée par une expérience de deux ans de préférence dans une banque ou un établissement financier.

Le poste basé à Paris nécessite de courts déplacements en province.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle) à : BANQUE SOFIREC, 16, r. d'Aguesseau, 75006 PARIS.

## POUR SUIVRE ET ACTUALISER NOTRE POLITIQUE DE CREDITS, LA GESTION DE L'EFFICACITE.

### DIRECTEUR DES CREDITS

La Banque Populaire du Centre à Limoges, avec 480 personnes et une trentaine d'agences, gère avec efficacité 2,4 Mds de Francs de dépôts et 2 Mds d'emplois. Membre du Comité d'Etat-Major et rattaché au Directeur Central, vous prendrez la direction des 4 services crédits : Etude-Engagements, Réalisation, Echange et Contentieux-Juridique, ainsi que la

complète responsabilité du département Ingénierie Financière (produits et services en assistance aux entreprises).

De plus vous serez en charge du développement quantitatif et qualitatif des emplois, en veillant tout particulièrement à la sécurité de nos engagements.

A 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, la pratique convaincante de la gestion d'engagements, le sens du management (une trentaine de personnes à an-

mer) et un esprit de synthèse et d'analyse, vous permettrez de mener à bien cette mission évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Rémi Chevalier, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram,

75947 Paris Cedex 17.

BANQUE POPULAIRE

UNE BANQUE NOUVELLE EN FRANCE

## Crédit Mutuel

Champagne-Ardenne

### Directeur administratif et financier de la fédération

La Fédération, au Crédit Mutuel, c'est le centre de décision régional dans une organisation privée de caisses autonomes. A Reims, la nôtre est en plein développement, commercial, technique, humain et notre tout nouveau Directeur doit faire équipe avec un véritable adjoint à qui il pourra déléguer la coordination des activités administratives et financières du groupe.

Une responsabilité de premier plan, en poste très riche auprès d'une équipe solide, bien formée, exigeante et ambitieuse.

Deux conditions indispensables pour une vraie réussite : d'abord la complémentarité d'un à dire une formation supérieure en gestion et compte (BSC, Sc. Po, Sc. Eco., DECS...) le complément très souhaité de l'ITB et une dizaine d'années dans une grande banque ou établissement financier avec l'habitude du terrain et des hommes.

Ensuite la capacité à animer des équipes, à fédérer des énergies. Nous avons tous entre 28 et 40 ans, passés à votre avenir !

SEFOP, est notre Conseil qui vous dira nos projets. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. DAF 1168 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec.

## POLYVALENCE ET DIVERSITÉ POUR UN SPÉCIALISTE COMPTABLE

H.F.

Au sein d'un grand Groupe privé d'Assurance, notre division établit les comptes trimestriels et annuels, fonction qui comporte l'élaboration et l'application de l'ensemble des procédures comptables et fiscales.

Nous souhaitons accueillir un diplômé d'une Ecole de Commerce ou un titulaire d'une Maîtrise de Gestion, engagé dans le cursus de l'Expertise Comptable (DECS-Imprévis) et possédant au moins 3 ans d'expérience en grande entreprise ou en Cabinet d'Audit.

Dès son intégration il secondera le Responsable du Service. Il verra ensuite sa fonction élargie à la prise en charge de missions diversifiées : révision des comptes de filiales et consolidation, gestion fiscale du Groupe, études d'opportunité dans les domaines comptable, fiscal, juridique.

Au carrefour de toutes les activités du Groupe, il sera en relation avec les services fonctionnels, notamment le Contrôle de Gestion et l'Informatique et avec les partenaires extérieurs. Il devra donc faire la preuve de son sens des contacts et de ses qualités d'implication, de rigueur et d'organisation.

Merci d'adresser lettre, C.V., et photo sous référence 2031 à notre Conseil.

MILO Ressources Humaines, 3, avenue des Termes - 75017 PARIS.



## Juriste expérimenté

Pour l'organisme central d'un important groupe bancaire à Paris.

Votre mission : sous l'autorité directe du Directeur du Département Echange Financier, vous vous voyez confier la direction de son Service Juridique.

A ce titre, vous aurez :  
- à connaître et traiter des problèmes immobiliers et mobiliers, d'une « clientèle » composée de personnes morales (sociétés, associations, caisses de retraite) et de personnes physiques ;  
- à assurer la direction du secrétariat juridique des OPCVM (SICAV, FCP, SCPI,

groupements forestiers et des diverses sociétés anonymes de gestion.

La connaissance du droit des sociétés, du droit immobilier et des OPCVM, citée à des qualités de rigueur, d'implication et d'organisation, sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Agé d'au moins 35 ans et possédant une formation supérieure, vous justifierez d'une expérience réussie de plusieurs années, acquise dans une banque, en cabinet conseil ou au sein d'une étude notariale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), qui sera traitée en toute discrétion, s/réf. 5092/LM, à

Communiqué 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

## LE DE

### CHEFS DE P CONFIRMES

SYNTHÈSE DOMINIQUE

### jeunes financiers traders

Notre entreprise, spécialisée dans la gestion de portefeuilles, recherche des jeunes financiers traders pour renforcer son équipe. Les candidats doivent être diplômés d'une école supérieure de commerce ou de gestion, avoir une expérience de 2 à 5 ans dans le trading de produits financiers, et posséder une bonne connaissance des marchés financiers. Les postes sont à pourvoir sur toute la France.



### Contrôleur

Notre entreprise, spécialisée dans la gestion de portefeuilles, recherche des jeunes financiers traders pour renforcer son équipe. Les candidats doivent être diplômés d'une école supérieure de commerce ou de gestion, avoir une expérience de 2 à 5 ans dans le trading de produits financiers, et posséder une bonne connaissance des marchés financiers. Les postes sont à pourvoir sur toute la France.

### Contrôle de Gestion

Notre entreprise, spécialisée dans la gestion de portefeuilles, recherche des jeunes financiers traders pour renforcer son équipe. Les candidats doivent être diplômés d'une école supérieure de commerce ou de gestion, avoir une expérience de 2 à 5 ans dans le trading de produits financiers, et posséder une bonne connaissance des marchés financiers. Les postes sont à pourvoir sur toute la France.

### TRESORIER GROUPE

Notre entreprise, spécialisée dans la gestion de portefeuilles, recherche des jeunes financiers traders pour renforcer son équipe. Les candidats doivent être diplômés d'une école supérieure de commerce ou de gestion, avoir une expérience de 2 à 5 ans dans le trading de produits financiers, et posséder une bonne connaissance des marchés financiers. Les postes sont à pourvoir sur toute la France.



REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE  
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



## LE DEFI TECHNIQUE

Au sein de notre informatique de gestion, équipée de gros systèmes IBM, nous renforçons notre potentiel d'études. Nous recherchons des

### CHEFS DE PROJETS CONFIRMES

ayant une bonne pratique de PLI et IMS ou CICS

Les candidats, de formation supérieure (Grande Ecole, MAGE...) auront le goût du contact et de l'animation dans un environnement industriel. Les postes sont à pourvoir à CORBEIL (91).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous la référence 482/87M à SNECMA - Département Encadrement 2, bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

GROUPE  
SNECMA

## jeunes financiers (hec, essec, escp, iep...) HF

traders dans une équipe d'agents de change

Nos liens avec un partenaire étranger de premier ordre augmentent le potentiel de notre société, une des plus performantes de la profession à Paris. Vous vous joignez à une de nos équipes de la salle des marchés, en vous orientant vers un des secteurs suivants: obligations, MATIF et options, marché monétaire. Vous acquérez rapidement les connaissances nécessaires pour conseiller nos clients institutionnels, français et étrangers, et négocier leurs ordres avec les professionnels de la place. Vous exercez, avec esprit d'équipe, une activité qui devrait permettre des évolutions de carrière dans un contexte international.

Vous êtes âgés de 23 ans minimum, vous maîtrisez l'anglais et vous bénéficiez d'une première expérience professionnelle dans le domaine financier mais pouvez aussi être débutants.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/4091, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI  
SELECTION



Le Groupe INTECHNIQUE, (2 300 p. - 1,4 milliards de C.A. en 86) conçoit et fabrique des matériels de techniques avancées. Notre Direction Financière recherche pour l'un des Départements de notre Division Aéronautique un :

## Contrôleur de gestion

Reportant au Contrôleur de Gestion de cette Division et avec l'aide de votre petite équipe, vous assisterez ce Département et serez associé à toutes ses actions, en collaboration avec les interlocuteurs des Etudes, du Commercial, de la Production.

Analysant les méthodes et procédures mises en place, vous assurerez la prévision et le suivi budgétaire, le tableau de bord, assisterez les opérationnels dans la prise de mesure corrective, et préparerez la mise en place de nouveaux outils de gestion en liaison avec l'informatique.

De formation supérieure (ESCAE ou équivalent) vous avez acquis une première expérience de deux à quatre ans du contrôle de gestion dans un milieu industriel similaire et possédez des qualités de bon sens, d'imagination, de synthèse, et de contact à tous niveaux, nécessaires pour réussir dans cette fonction évolutive.

Vous avez en outre une bonne pratique de la micro-informatique. Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier, sous la référence L/CSJ/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Ouest / Sud-Ouest

Bien connaître l'entreprise pour prendre en main un

## CONTROLE DE GESTION OPERATIONNEL

Important groupe de distribution implanté en France et à l'étranger, nous avons à notre actif une forte expansion, une excellente image et un réel projet d'entreprise.

A un jeune diplômé H.E.C., ESSEC, ESC, DECS, nous proposons un itinéraire original.

Pendant un an environ, vous vous familiariserez avec la culture et les différentes fonctions de notre société.

Cette période d'intégration / formation vous permettra de développer vos qualités naturelles d'écoute et de communication, votre goût de la pédagogie et votre sens du concret et de l'efficacité.

Cette valeur ajoutée à votre spécialité vous permettra alors de prendre, au sein d'une unité importante, la responsabilité du contrôle de gestion, poste clé au sein du Comité de Direction.

Vous superviserez un service comptable informatisé, participerez à toutes les décisions stratégiques et assurerez la liaison avec la Direction Financière.

Si vous êtes capable de rendre le contrôle de gestion vivant et humain, adressez lettre, CV, et photo sous référence M870100 à F.F.P. CONSEIL - 10, rue Bazou - 75014 PARIS, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité (réponse assurée).

F.F.P.

Holding de plusieurs sociétés de Service (CA 300 MF en fort développement) recherche

## TRESORIER GROUPE

H/F

Diplômé d'études supérieures, après une expérience de 3 à 5 ans dans le service trésorier d'une société importante ou d'un établissement financier, vous souhaitez aujourd'hui prendre des responsabilités de premier plan valorisant votre forte motivation pour la performance financière et vos qualités de Communication.

Vous serez chargé :  
• d'optimiser la gestion quotidienne de la trésorerie centralisée,  
• d'assurer la gestion prévisionnelle (projet micro),  
• d'élaborer en collaboration avec le Directeur Financier, les plans de financement et la politique des placements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : FORMADIS Sélection - B.P. 344 - 93153 LE BLANC-MESNIL Cedex.

## AUDIT

vous êtes  
SENIOR

dans une firme d'Audit

— Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.

— Nous sommes affiliés depuis mai 1987 à l'un des deux premiers groupes d'Audit mondiaux.

— Nous avons un projet pour vous.

— Expérience indispensable en Audit : 3-4 ans.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves GALTIER

FRINAULT FIDUCIAIRE

8, rue Bellini 75116 PARIS

Une importante BANQUE INTERNATIONALE recherche son

## Chef du Département des Crédits

Réf. YB 79 MO

Paris

Rattaché à la Direction Générale de la Banque, il aura les missions suivantes :

- Animer le Comité de Crédit.
- Superviser la réalisation des analyses de crédit de la Banque.
- Assurer la gestion en terme de risques de son portefeuille de crédit.
- Manager l'équipe des analystes de crédit.

A environ 30-40 ans, après une solide formation supérieure, vous avez acquis une bonne expérience de l'analyse de crédit au sein d'une banque de préférence à caractère international.

Un esprit analytique développé, un anglais courant et un réel sens du management vous amènent à souhaiter intégrer cette Banque en plein développement. La rémunération sera à la mesure de l'envergure de la mission et du candidat.

Adresser CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 19 avenue George V 75008 Paris, en mentionnant la référence.



Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement bancaire  
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney

Un important groupe industriel international en pleine expansion recherche pour une de ses filiales (500 MF de CA) son

## Contrôleur de Gestion

300/350 KF

Est

Rattaché à la Division Générale, il aura pour principales responsabilités : l'élaboration et le suivi des budgets (analyses...), l'établissement des reporting en consolidation, la mise en place d'un important projet d'investissement analytique, ainsi que la gestion d'un très important projet d'investissement.

De formation supérieure (HEC, Essec, Sup de Co...), âgé de 30-35 ans, il aura une expérience similaire de la fonction acquise, si possible, en milieu industriel et une bonne maîtrise de la micro-informatique.

De réelles perspectives d'évolution sont à prévoir au sein du groupe.

Contactez Jérôme Lancrenon au 40.70.00.36 ou envoyez CV + T.H. + rém. actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V - 75008 Paris, sous réf. 1019 JLM.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier  
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney

FILIALES FRANCAISES EN PLEINE EXPANSION D'UNE MULTINATIONALE ANGLAISE recherche

## Comptable

Réf. : DZ

Paris 8ème

Titulaire d'un BTS comptabilité, débutant ou ayant une première expérience professionnelle, de prendre en charge sous la responsabilité du Directeur Financier, l'ensemble de la comptabilité de 2 sociétés. Il sera également chargé, à terme, des déclarations fiscales et sociales, et du reporting.

Le candidat devra justifier d'une connaissance de la micro-informatique (Lotus 1-2-3, ORDICOMPTA...).

Anglais apprécié. Lieu de travail. Disponible immédiatement.

Contactez Paul Mercier au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + lettre manuscrite + N° tél + prétentions à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.



Michael Page Comptabilité

Spécialiste en recrutement comptable  
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney

BANQUE A TAILLE HUMAINE

recrute  
POUR LE MIDI

## DES RESPONSABLES D'AGENCES DE QUARTIER

Spécialisés dans la clientèle des particuliers.

Ils doivent avoir une solide connaissance des produits bancaires et une expérience d'animation de guichet et de démarche.

Ils seront les responsables d'une exploitation globale.

Envoyer c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 8 210 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.



## Parlons promotion...

A notre actif, l'un des meilleurs taux de rentabilité de la profession du B.T.P., une position de leader européen du terrassement. Mais aussi une politique de diversification puisque nous développons actuellement une spécialité Bâtiment et Promotion Immobilière, secteur en forte expansion.

**RAZEL**  
DE VRAIS  
ENTREPRENEURS

ADJOINT POUR  
NOTRE DIRECTEUR FINANCES

Dans ce contexte stimulant, nous souhaitons intégrer un candidat de 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC ou équivalent. A une expérience financière significative de 5 ans minimum (acquise en entreprise ou dans la banque), il alliera le volontarisme à l'élégance et à l'efficacité de son action. Nous lui confierons la mission d'ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCES. Ses responsabilités s'articuleront autour de 2 axes essentiels. Pour l'activité promotion, il assurera la conception et le montage des financements et participera à la création de produits financiers. Pour l'activité France du groupe, il appuiera les démarches des commerciaux (financements pour les collectivités locales, opérations en concession...).

Si vous souhaitez exprimer et valoriser vos compétences, adressez votre candidature à Entreprise Razel Frères - Le Christ de Sacy - B.P. 109 91403 ORSAY cedex.

DU CONTROLE DE GESTION A LA DIRECTION  
ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE...

Notre société de services, située dans la région Rhône-Alpes, 700 personnes, C.A. : 150 millions de francs, est filiale d'un important groupe national. Nous recherchons un contrôleur de gestion qui aura pour mission de seconder le directeur administratif et financier. Il prend en charge : le contrôle des procédures budgétaires - l'élaboration des budgets ainsi que du plan à moyen terme - le contrôle des réalisations, l'analyse des écarts - les études et analyses nécessaires aux prises de décision de la direction. Agé de 28 ans environ, le candidat diplômé d'études supérieures (école de commerce option gestion-finances, maîtrise de gestion...) aura su faire valoir, par une précieuse expérience de la fonction, ses qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse, mais aussi son sens relationnel. Ses capacités personnelles sont essentielles pour évoluer à court terme dans notre groupe. Adressez votre candidature, sous référence 104/8529 M, à notre Conseil Françoise BARS.

**centor** 13 bis, rue Henri Matisse  
75008 PARIS

Crédit Mutuel  
Une banque à qui parler

## Directeur d'agence en Ile-de-France

Aujourd'hui second d'Agence ou Responsable d'un bureau, vous êtes confiant dans votre savoir-faire tant sur le plan de la relation clientèle que des compétences techniques. Vous voulez évoluer car vous vous sentez prêt à être pleinement AUTONOME pour prendre en PLEINE RESPONSABILITE la gestion d'une Agence et l'animation d'une équipe. Vous proposerez une gamme de produits complets à une clientèle de plus en plus avertie, et le conseil sera au sein d'un réseau en pleine expansion. En partageant ainsi le développement de notre Entreprise, vous donnerez un COUP D'ACCELERATEUR à votre carrière.

Si vous souhaitez mettre vos connaissances bancaires, théoriques et pratiques, au service d'une politique commerciale originale, renouons-nous pour parler de votre carrière et de vos perspectives d'évolution. Nous avons confié le premier contact à notre Conseil Denis SEBODÉ qui étudiera votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à lui adresser sous référence C/DIF/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Une importante Banque de Dépôts, 3 500 personnes,  
recherche pour sa Direction Financière

## Futur Directeur Comptable

280 - 350 000 F

HEC, ESSEC, ESCP... vous avez complété votre formation par l'expertise comptable et acquis une expérience de quatre ans minimum en Cabinet ou en Banque.

Rompant l'ensemble des questions comptables, fiscales et réglementaires, vous participerez au sein d'une équipe dynamique à l'établissement des résultats mensuels, des comptes annuels et consolidés. Parallèlement, vous assurerez l'harmonisation des procédures comptables et veillerez au bon fonctionnement des systèmes internes.

Des qualités personnelles de diplomatie, de persuasion et de rigueur sont indispensables pour réussir à ce poste qui offre de réelles perspectives d'évolution à haut niveau. Anglais apprécié.



Adressez votre dossier de candidature sous réf. 4025/M (lettre manuscrite, C.V., photo) à Evelyne LEVY, GESTION ET METHODES, 7 bis, rue de Monceau, 75008 PARIS.

**CLICHÉ** COMPAGNIE INTERNATIONALE  
DU CHAUFFAGE  
Solosons (Alsace)  
100 Km Nord Est Paris

Etre l'adjoint du responsable  
administratif et comptable

La trentaine, vous êtes doté d'une formation supérieure Comptable ou équivalent. Depuis 5 ans déjà, vous avez exercé des responsabilités d'encadrement soit dans une même fonction, soit en Comptabilité Industrielle, ou Contrôle de Gestion au sein d'Unités de Production décentralisées avec reporting au Siège, en milieu industriel métallurgique.

Avoir mis en œuvre des procédures d'organisation avec outils de gestion moderne informatique est un atout.

Vous intégrerez les Services Administratifs et Comptables de notre Unité de Production de Solosons (Chaudières et Pièces sous-traitance petite et moyenne série - 180 MF CA - 500 personnes) en tant qu'ADJOINT DU RESPONSABLE de ces Services. Vous prendrez en charge directe la responsabilité de notre Comptabilité Générale et Industrielle, du développement informatique, de l'élaboration de réglets, principes et procédures administratives et d'organisation permettant des liaisons et circuits rationnels, fiables, performants.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 9895 GM à notre Conseil 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex 55 avenue de Wagram - 75017 Paris

**MOORENO** CONSULTANTS  
REIMS - PARIS - LYON

GROUPE BANCAIRE  
(Paris 8ème)

recherche

collaborateur 22/25 ans,

FUTUR  
CADRE COMPTABLE

Formation comptable supérieure (Bac + 4 ou 5, orientation D.E.C.S.). Libéré des O.M.

**POUR :**  
- Dans un premier temps se former aux travaux divers (de l'écriture au bilan) de diverses Sociétés du Groupe.

- A moyen terme, être capable d'assumer complètement la responsabilité (comptable, fiscale, réglementaire) d'une comptabilité.

- Les comptabilités sont tenues sur l'ordinateur central ; l'enregistrement de 90 % des opérations provient des services opérationnels.

- Une première expérience bancaire serait appréciée.

Ecrire avec CV à LTA Antoine Saint-Lazare sous réf. 1198 MON 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

## CONTROLE DE GESTION

Après une solide formation en Ecole de Commerce et une première expérience significative (acquise éventuellement au cours de stages) vous souhaitez trouver de vraies responsabilités dans une équipe dynamique.

Au sein de Redoute Catalogue, vous trouverez une certaine philosophie du contrôle de gestion : poser les bonnes questions avant la prise de décision. Une démarche qui allie goût de l'analyse et implication personnelle.

Chargé de missions dans l'une de nos équipes assurant le suivi opérationnel de plusieurs directions, vos responsabilités sont larges et variées : contrôle budgétaire, rentabilité des investissements, prix de revient...

Ce poste doit vous conduire à évoluer rapidement au sein de la Direction. Il est basé en métropole Nord.

Merci d'adresser rapidement votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la réf. 87048/1 à Jean Michel ANOT - Division Emploi/Orientation - 57, rue de Blanchemaison, 59082 ROUBAIX Cedex 2.

Redoute Catalogue

## Arrow

## Un Fonctionnel opérationnel !

C'est un généraliste prêt à s'impliquer dans le développement d'une PME de forte notoriété (filiale d'un groupe important) qui se reconnaît dans cette contradiction apparente.

Une première expérience à dominante administrative-financière, mais surtout le souci personnel de rester concret, pragmatique, efficace... opérationnel : tel est l'esprit du nouveau Collaborateur (H/F) que nous souhaitons intégrer au poste de

CONTROLEUR DE GESTION  
E.S.C. + 3 ans d'expérience

Outre les fonctions classiques de Contrôle de Gestion et de Contrôle Budgétaire, il supervise une petite équipe informatique, participe à l'évolution des systèmes et à l'amélioration de l'organisation interne. Rattaché au Directeur Général, il doit faire preuve d'autonomie, d'enthousiasme et d'une certaine autorité naturelle.

Les consultants de ALR attendent le dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + photo + prétentions de salaire) que vous leur ferez parvenir, 93 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS, sous réf. 1130.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Importante société textile

recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION  
pour sa filiale allemande proche de FRANCFORT

- Formation : école de commerce ou de gestion.
- Parfaitement bilingue.
- Poste à pourvoir en RFA. Libre rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 8129 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, PARIS-7.

## sofiral

Société Nationale Juridique et Fiscale

recrute

CONSEILS JURIDIQUES ET  
FISCAUX INSCRITS  
CONSEILS  
EN DROIT DES SOCIETES  
CONSEILS  
EN DROIT SOCIAL

Expérience Groupe Financière appréciée

Les postes sont à pourvoir dans les grandes métropoles régionales et plus particulièrement à AMIENS - ANGERS - BESANCON - BEZIERS - BIARRITZ - BORDEAUX - CANNES - CHALONS SUR MARNE - CLERMONT-FERRAND - DIJON - GRENOBLE - LILLE - LIMOGES - LYON - AIX - MARSEILLE - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY - ORLEANS - PARIS - EST ET PARIS OUEST - POITIERS - RENNES - ROUEN - ST OMER - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS

Envoyer photo, C.V. et prétentions à : SOFIRAL 21, place de l'Es - LA DEFENSE 92411 COUBEVOIE Cedex.

ARTHUR YOUNG  
CONSEIL

GROUPE HSD  
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recherche des Consultants à fort potentiel  
désireux de participer au développement  
rapide de son activité

## Ingénierie financière

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP, X, ECP, MINES, ...).

Vous avez 3 à 6 ans d'expérience dans le secteur financier (direction des études financières, direction financière de banque ou de grande entreprise).

Vous désirez aujourd'hui élargir votre champ d'action dans les domaines suivants : diagnostics financiers, stratégies financières (choix des techniques et des marchés), gestion des risques.

Nous vous offrons un contexte professionnel pluridisciplinaire particulièrement ouvert et motivant, la possibilité d'enrichir rapidement vos compétences en intervenant dans des domaines et des secteurs variés, de réelles opportunités de carrière au sein d'un cabinet de forte notoriété et en développement rapide.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence 711.02-M à Monique HERBERT, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris la Défense.



# UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Une grande banque recherche ses FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

**Paris**  
Celle banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.  
Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficieront de délégations significatives. Ils participeront activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.  
Pour ces postes devant rapidement conduire à la Direction d'agence, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B., G.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.  
L'établissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnes liées de valeur.  
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 37839 D à :

**EGOR BANQUES & SERVICES**  
19, rue de Belfort - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

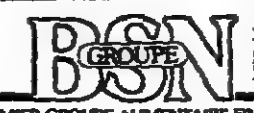
## Consolidation et reporting



33 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Après une formation ESC-DECS, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience en comptabilité (notamment anglo-saxonne).  
Vous possédez par ailleurs une bonne pratique de l'anglais et êtes familiarisé avec l'outil informatique. Vous souhaitez à présent valoriser et développer vos compétences au sein d'une entreprise de dimension internationale.

Vous serez responsable du reporting mensuel et des opérations de consolidation périodiques de l'ensemble des éléments de gestion pour la branche d'activité Epicerie : (12 sociétés dont près de la moitié à l'étranger : CA : 7,5 Mds de francs). Vos qualités de rigueur, d'esprit d'analyse et d'ouverture vous permettront de saisir les opportunités d'évolution chez BSN en France ainsi qu'à l'étranger.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. CH2M en précisant votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## BANQUE PRIVEE 8<sup>e</sup> CADRE D'EXPLOITATION

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous prenez en charge une partie de notre réseau de commerce PME - PMI et en assurez le développement. Nous recherchons un cadre d'environ 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur ou autodidacte ayant une expérience de 2 à 5 ans d'exploitation en clientèle PME-PMI. Dynamisme, sens du risque, esprit d'équipe et goût marqué de la prospection commerciale sont les qualités que nous privilégions. Salaire de l'ordre de 180-200.000 F. Libre immédiatement si possible.  
Merci d'adresser votre candidature sous réf. 1211 (lettre manuscrite, C.V. photo) à :

François MICHAU Conseil 53, Bd d'Angleterre  
BANQUE - FINANCE 78110 LE VESINET.

## IMPORTANT CABINET D'AUDIT PARISIEN recherche un

## ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Il contribuera à :  
■ la mise en place des outils de gestion  
■ l'établissement des budgets  
■ le développement des tableaux de bord  
■ l'analyse des écarts et la définition des mesures correctives.  
Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, le candidat aura acquis une première expérience de contrôle de gestion (3 à 5 ans).  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 69722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra.

## Cadre Comptable DEBUTANT

Titulaire du DECS, un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.  
Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés). Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de filiales.  
Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co, Maîtrise) serait appréciée.  
Poste situé en proche banlieue Ouest de Paris.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à AXIAL (référence 6130) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

## Groupe industriel en biens d'équipement n° 1 mondial dans son secteur recherche CONTROLEUR DE GESTION

Ce spécialiste confirmé, issu d'une école supérieure de comptabilité ou équivalent, aura une excellente connaissance de son métier (comptabilité analytique, générale, systèmes de gestion informatisés) et une expérience minimum de 3 ans.  
Il contrôlera, analysera, détectera, chiffre, compare, présente régulièrement un état, participe aux bilans mensuels et annuels, propose des solutions efficaces pour une meilleure performance. Allemand exigé, Anglais apprécié.  
Lieu de travail : CHATEAURoux.  
Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. sous réf. G/CG à M. GINISTY, STUDIS, 91, avenue de la République, 75011 PARIS

## RANK XEROX

## Jeune auditeur

Vous avez acquis une expérience d'environ 2 ans en cabinet d'Audit International ou en entreprise, après une formation Grande Ecole. Vous maîtrisez l'anglais parfaitement.  
Nous vous proposons une opportunité de carrière dans notre Direction d'Audit Interne. Vous serez chargé de missions d'Audit opérationnel en Europe. Vous serez en relation étroite avec notre siège international de Londres. A très court terme (2 ans) vous valoriserez votre expérience au sein du Groupe. Poste basé à Paris.  
Merci d'adresser votre candidature sous la référence G/LM/21 à Hélène Lautredou - RANK-XEROX - Direction des Ressources Humaines - 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

## Elargissez votre fonction du Droit Social à l'International

Filiale française d'un des leaders mondiaux de la micro-informatique professionnelle, nous allons réaliser pour 1987 un CA de 220 MF, une croissance de + 100% et nous allons dépasser tous nos objectifs. Pour maîtriser ce développement, nous créons le poste de :

## Jeune Responsable Juridique

En liaison avec le Directeur Administratif et Financier de la Société Française et de l'Europe du Sud, vous prendrez vos premières responsabilités sur la France pour vous orienter ensuite sur l'International.  
Votre mission :  
■ le suivi de la paie et de la gestion du personnel,  
■ la gestion des assurances-groupe, ■ la fiscalité internationale,  
■ l'assistance aux filiales pour le Droit commercial, ■ les relations avec les sociétés de conseil.  
Jeune juriste de formation DESS, vous avez consolidé vos connaissances de gestion du personnel sur le terrain pendant 3 ans.  
Vous souhaitez élargir cette expérience à l'International puisque votre anglais est opérationnel. Votre rigueur et vos qualités de contact feront le reste.  
TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous la référence M 71012, qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG Ressources Humaines 113 rue de l'Université 75007 PARIS



## COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE située quartier St-Lazare, filiale d'un important groupe anglo-saxon souhaite intégrer : UN ORGANISATEUR

Il a pour mission :  
■ La responsabilité de la gestion des contrats vie  
■ La définition des dossiers de spécifications informatique Vie  
■ D'assurer un service conseil et formation auprès des utilisateurs  
■ De gérer les circuits d'information et leurs supports.  
Il a pour profil :  
■ Formation Grandes Ecoles  
■ Expérience de 3 à 5 ans en audit et conseil  
■ Bilingue anglais.  
Agt d'environ 30 ans, vous êtes un professionnel dynamique, créatif, et ayant le sens de l'organisation, ce poste vous offrira un large développement de carrière au sein du groupe.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à notre Conseil en recrutement, sous réf. G/12



Sysel Rondel  
17, rue de Miromesnil - 75008 PARIS

**AGENCE DE PUBLICITE PARIS-17<sup>e</sup> recherche COMPTABLE**  
Age moyen 25/30 ans  
Le poste s'adresse à un(e) candidat(e) possédant 3 à 5 années d'expérience de la comptabilité générale acquise impérativement en P.M.E.  
Adressez C.V. + photo à l'attention de Josiane GUEYPIER, CIMA/BBDO, 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.

## BANQUE PRIVEE PARISIENNE

## PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT !

Banque à taille humaine (200 personnes), notre vocation est le financement des PME-PMI et la gestion de patrimoine.  
Afin de poursuivre notre croissance, nous recherchons :

## DIRECTEUR D'AGENCE PARIS (SUD) (Réf. 186 G)

## SOUS-DIRECTEUR D'AGENCE PARIS (EST) (Réf. 186 H)

Si vous avez une solide expérience bancaire (5 à 10 ans, clientèle entreprises et particuliers), un diplôme d'enseignement supérieur et des capacités d'animation (équipe de 3 à 10 personnes), adressez un dossier complet de candidature sous la référence choisie à H.B., 66 avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

## Industrie agro-alimentaire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M. de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'étranger.

Nous disposons de bons supports administratifs et de gestion (comptabilité analytique structurée : suivi budgétaire), mais nous souhaitons valoriser l'expertise par l'apport des techniques modernes du contrôle de gestion.  
Nous offrons à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (BSC ou Ingénieur + DECS + Anglais) l'opportunité de se réaliser en acquérant sa compétence auprès du sein d'une Direction centrale d'un groupe important (expérience d'au moins 2/3 ans) en tant que :

## CONTROLEUR DE GESTION

Intégré à la Direction administrative et comptable, et en relation étroite avec la Direction Générale et les grandes fonctions de la société, vous devrez au cours de la première année assister l'expert, avant d'apporter des améliorations, voire de procéder à des remises en cause.  
Votre mission débordera progressivement le contrôle budgétaire pour être l'interlocuteur de tous les problèmes de gestion auprès des Directions. Vous serez l'homme de l'analyse des résultats et vos synthèses seront faites pour faciliter le management et aider les responsables à prendre les bonnes décisions aux bons moments.  
Vous êtes plus que familiarisé avec la micro-informatique qui sera un de vos moyens pour réussir dans vos fonctions.  
Homme de dialogue et de communication, ainsi que de technique, vous trouverez dans cette fonction l'opportunité de travailler comme Cadre de Direction pour peu que vous vous impliquiez personnellement et que vous intégriez le métier spécifique de la Société.  
Lieu de travail : région ALGERIE.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 5888 M à Roland Gardes, Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Member of Sérifo







# Le Monde ECONOMIE

LES ÉLECTIONS AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES

## Juridiction efficace, lourde machine

Cent cinquante mille litiges du travail par an mais la conciliation, en baisse, représente un dixième seulement des affaires.

LES prud'hommes, c'est sérieux. Sait-on, par exemple, qu'aucune audience ne peut commencer si les conseillers prud'hommes, salariés ou employeurs, cégétistes ou adhérents du SNPMI, ne portent pas leur médaille en sautoir ? L'article R-512-12 du code du travail est formel : il indique même que cette médaille, « signe de leurs fonctions », est suspendue à un ruban d'une largeur de 75 mm, « au moyen d'une attache d'une largeur de 75 mm portant un rameau d'olivier ».

Même si le code du travail offre peu d'occasions de s'amuser, il serait toutefois dommage de s'arrêter à cette image folklorique — pour ne pas dire archaïque — des conseils de prud'hommes (de prud' et homme). Ils symbolisent avant tout la justice, pacifique et élective, du travail.

Il suffit de lire la Vie courtoise (« spéciale prud'hommes » n° 2253 du 2 novembre dernier) pour s'apercevoir que la COT attache la plus grande importance à cette institution, qui « n'a pratiquement pas d'équivalent au monde et fait l'effet dans le système judiciaire français d'un canard dans une courbe de pontons ». Il s'agit, pour elle, d'une « justice efficace qui réunit plus que 150 000 litiges par an ».

Une efficacité qui pour la COT, dépend cependant de sa propre présence. Ainsi en a-t-elle eu, en 1986, dans cinquante affaires en 1986 où les conseillers COT étaient seuls face aux conseillers patronaux, — que « les travailleurs ont obtenu 72,89 % de la somme totale réclamée pendant les six derniers mois de l'année ». En revanche, ce taux est tombé à 25,46 % dans les vingt-quatre affaires où il y avait face aux deux employeurs ou conseillers COT et un conseiller élu avec une autre éligibilité syndicale.

Le patronat, de son côté, n'est pas en reste. Ainsi, M. François

Périgot, président du CNPF, a tenu, le 14 octobre dernier, à « renouveler de manière solennelle son attachement à une juridiction originale fondée sur la participation. Ce système unique au monde doit, pour subsister, être rigoureusement respecté ». Ce attachement n'empêche pas le CNPF de se plaindre de la complexité croissante des problèmes auxquels sont confrontés des juges prud'hommes qui n'ont pas toujours la formation appropriée.

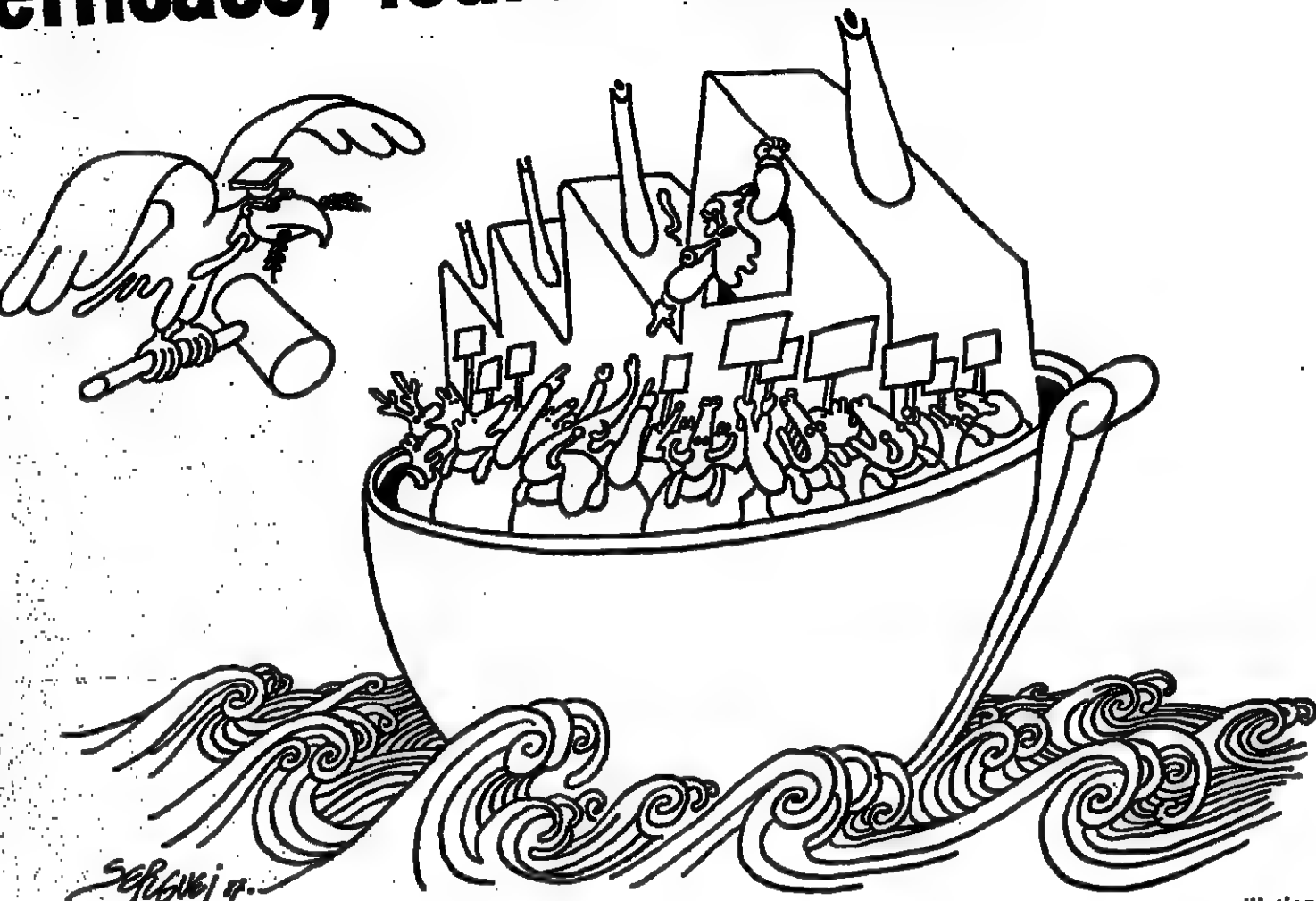
Depuis les précédentes élections prud'hommes de 1982, si 86 % des litiges proviennent toujours de la rupture du contrat de travail (98 % des affaires étant introduites par des salariés), le contrôle du conseil a été élargi aux différends nés de la loi Auroux sur les sanctions disciplinaires, aux contestations sur les relevés de créances (loi du 25 janvier 1985) et au contentieux consécutif à un licenciement pour motif économique.

Dix mois pour un dossier

M. Philippe Séguin a, lui aussi, le 22 octobre dernier, joué l'efficacité. Ses conseils de prud'hommes en observant qu'ils savent « se montrer particulièrement diligents ». Selon les estimations de la chancellerie, ils auront mis en moyenne 10 mois pour juger une affaire en 1987 contre 10,6 en 1986, 10,9 en 1984 et 11,5 en 1983 (1). Les disparités d'un conseil à l'autre sont toutefois grandes : 12 mois en moyenne à Paris en 1986, contre 15,6 en 1982... ; 11,6 à Lyon, mais 9,6 à Rennes et 9,4 à Douai.

A Bobigny, le conseil de prud'hommes se présente lui-même comme une « vitrine », parce que son délai de gestion des dossiers est l'un des plus brefs : 4,5 mois en moyenne « entre le moment où la plainte est déposée et le moment où les parties reçoivent la notification de la décision ». Les explications de cette efficacité sont simples : locaux récents, personnel « compétent et disponible », « volonté commune » entre syndicats et patronat pour « assurer une bonne gestion », fixation d'une date de jugement dès l'échec de la conciliation. Avec des recettes identiques, le conseil de Rodez n'a besoin que de 3 mois en moyenne pour gérer un dossier.

L'institution prud'homale est donc l'une des juridictions civiles dont les délais de procédure sont les plus courts. Depuis 1984, on observe aussi une diminution des affaires nouvelles (140 682 en 1986 contre 147 937 en 1984) et une augmentation des affaires terminées (147 524 contre 147 370), ce qui permet de résorber un encombrement qui était devenu préoccupant. Alors que les juge-



ments en deuxième ressort (31 790 en 1986 contre 19 476 en 1982), les appels (26 835 contre 26 760) et les pourvois en cassation (5 743 contre 3 848) ont une tendance à augmenter, malgré une déflation récente, le nombre de conciliations ne cesse de diminuer — 13 350 en 1986 contre 14 178 en 1982 — au grand dam du patronat, qui y voit une atteinte grave à la mission première des conseils.

A Versailles cependant, le conseil affiche un taux de conciliation de 16 % — soit le double du taux national, — qu'il explique par l'expérience et la qualité de la formation des conseillers. Mais aussi leur volonté de jouer ce jeu, cette conciliation peut de chaque côté faire l'objet d'un examen attentif de la part de la fonction dans le « diagnostic de fonction-

nement des conseils de prud'hommes », qu'elle a remis au Conseil supérieur de la prud'homie en décembre 1985 et qui va probablement être publié. La CEGOS a sélectionné vingt-deux conseils, qu'elle a passés au peigne fin en analysant dans chaque d'entre eux quatre-vingts dossiers et en procédant à de nombreux entretiens.

Conflit de personnes

Pour la CEGOS, « la conciliation n'est pas le filtre qui permettrait de réduire les affaires venant en jugement et de déboulonner dans certains conseils les audiences de jugement ». Cela tient notamment à une « intransigence générale des parties » qui, « sûres de leurs droits », ne veulent pas céder : « Au-delà du conflit d'intérêt se greffe bien souvent un conflit de personnes d'autant plus aigu que l'entreprise est de faible dimension (85 % des affaires concernent des entreprises de moins de cinquante salariés) et que les rapports entre employeurs et demandeurs ont été marqués par la proximité pendant l'exécution du contrat de travail. » Le conseil de prud'hommes est perçu plus comme un tribunal que comme

une instance de conciliation. Y avoir recours, c'est déjà entre l'employeur et son salarié un casus belli.

Une autre explication à la diminution de la conciliation est examinée par la CEGOS : il s'agit du rôle des avocats (dont l'assistance n'est pas obligatoire). Le rapport nuance l'aspect « affaire » qu'on lui prête. Les avocats n'ont pas « toujours reçu mandat pour concilier avec la partie adverse ». Ils présentent parfois une issue plus favorable devant le bureau de jugement, ce qui va à l'encontre d'une issue positive à la conciliation.

Pour favoriser cette dernière, la CEGOS a présenté trois recommandations quant au comportement des conseillers : « Adopter une attitude plus active en audience de conciliation ».

MICHEL NOBLECOURT.  
(Lire la suite page 38.)

(1) La CEGOS a relevé dans son rapport « d'importantes limites » aux statistiques de la chancellerie. « La date de clôture de la procédure qui sert à mesurer les délais de jugement est celle du prononcé. C'est la date de notification qui devrait être prise en compte, car elle est la phase ultime mais juridiquement essentielle de la production du conseil. Ce confond dans les statistiques les affaires normales et celles qui donnent lieu à recours à statuer. »

### LA CRISE DES INVESTISSEMENTS

## Une aide inutile

par DIDIER PÈNE (\*)

Le débat sur l'aide à l'investissement n'est pas nouveau. Mais les échéances politiques de 1988 et le souci de moderniser l'économie française dans la perspective de l'unification européenne en 1992 accroissent son actualité. L'argumentation des partisans de cette aide est, pour l'essentiel, la même : la France investit moins que dans les années 70, et moins que ses concurrents étrangers.

Cela se comprend au début des années 80, quand les entreprises françaises avaient peu d'argent et devaient d'abord réduire un taux d'endettement excessif. Mais cette passivité serait « coupable », maintenant que leur rentabilité s'est sensiblement redressée. Elles consacraient trop d'argent à des placements financiers de type spéculatif et à des prises de contrôle qui ne seraient pas directement créatrices de richesses ou d'emplois.

La récente crise financière renforcerait ce point de vue en restant en valeur d'une part la vulnérabilité d'investissements financiers « excessifs » par rapport à l'investissement direct, d'autre part, le risque d'effets en retour néfastes sur ce dernier de

la baisse brutale du marché des actions. Il conviendrait donc de freiner cette « financiarisation » de l'économie par des incitations essentiellement fiscales à l'investissement productif.

Les faits donnent-ils raison à cette thèse ? Les premiers responsables de la baisse du taux d'investissement global sont les particuliers. La diminution de la construction de logements (de 500 000 à 300 000 par an) en est largement responsable. Les grandes entreprises nationales ont également sensiblement réduit leurs efforts dans ce domaine. Là aussi, des retards accumulés précédemment, comme dans le téléphone, ont été rattrapés dans les années 70.

Dans le secteur énergétique, le quasi-échec du programme électronucléaire et le ralentissement des dépenses dans le pétrole et les charbonnages ont conjugué leurs effets négatifs sur l'investissement. Ainsi, à partir d'une base 100 en 1980, l'investissement industriel hors énergie dépasserait, à la fin de 1987, le PIB situé aux alentours de 111, alors que l'investissement total des entre-

prises non financières incluant le secteur énergétique atteindrait à peine le niveau 100, et que l'investissement productif des grandes entreprises nationales ne dépasserait pas l'indice 80 !

Des phénomènes comparables se sont produits dans l'agriculture. Il a, enfin, fallu freiner les dépenses, et même désinvestir dans les industries en crise à forte intensité capitaliste comme la sidérurgie, la chimie lourde, l'automobile où il y avait eu, pendant longtemps, surinvestissement dans les activités non rentables.

En fait, la réduction des investissements dans les industries lourdes, qui explique la baisse du taux d'investissement dans beaucoup de pays, est significative d'une évolution structurelle de l'économie des anciens pays industrialisés, qui ont tendance à abandonner partiellement les secteurs à forte intensité capitalistes et cherchent à s'orienter vers des activités plus légères et à forte valeur ajoutée.

Car on peut créer autant et même plus de richesses et d'emplois dans des activités à

taux d'investissement modéré que dans les industries lourdes, si les conditions de coût et de marché sont favorables aux premières. L'évolution de sociétés comme Framatome, qui se développent dans les services informatiques, est, à cet égard, significative.

Enfin, les mesures courantes de l'investissement sont de plus en plus inadéquates. Ce dernier est mesuré à travers la formation brute de capital fixe qui est comptabilisée au bilan des entreprises. Et il exclut la part de l'investissement qui croît le plus rapidement, en particulier dans les entreprises les plus dynamiques, l'investissement immatériel en recherche et développement, formation, marketing et fabrication de logiciels, qui est le plus souvent comptabilisé en charges dans le compte de résultat.

Or même s'il est insuffisant, comme il le représentait environ 18 % de l'investissement matériel en 1974 et entre 25 et 30 % actuellement, cet investissement « occulte » correspond à lui seul à une croissance d'environ 10 % de l'investissement global des entreprises indépendantes au cours de la période.

(Lire la suite page 40.)

(\*) Professeur au Centre HEC/ISA.

## 세계로 날자\*

1987, Sup de Co Marseille a renforcé son maillage international par la signature de six nouveaux accords de coopération avec des établissements européens, asiatiques et américains : Université de Lund (Suède), Ecole des Hautes Etudes Industrielles de Séoul (Corée), Korea University (Séoul), Cortes du Sud, Université de Madison-Wisconsin (Etats-Unis), Tsing-Tsin University (Chine), Université de Pékin (Chine). Ces accords se traduiront par des échanges d'enseignants et d'étudiants, des recherches menées en commun, des séminaires et voyages d'études pour chefs d'entreprises.

La culture internationale de Sup de Co Marseille se manifeste aussi dans la vie associative de l'école. Depuis 1982, les cinq continents ont été représentés par plus de 200 missions menées par les étudiants de Mission Export et par l'ANESC.

Enfin, Marketing Méditerranée, première Junior-Entreprise des ESCA, possède depuis deux ans un département "Mission Export aux Etats-Unis". Four 1992 Sup de Co Marseille prépare également les euro-marchés.

\* "Talent International"

Sup de Co Marseille  
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE  
Domaine de Luminy - Case 911 - 13288 Marseille Cedex 9 - Tél. 401 6441 - Tél. (91) 41 01 60  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE



# Une s



AVANT LE CONSEIL EUROPÉEN DE COPENHAGUE

# La dynamique du grand marché

**Le contentieux agricole et budgétaire ne doit pas nuire à une Europe sans frontières qui progresse réellement.**

**N**UL doute, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a bien joué la réalisation d'ici à la fin 1992 du « grand marché sans frontières », son projet privilégié, est devenu un objectif quasi incontournable. Personne ne doute qu'en 1993 le paysage économique aura sensiblement changé; le marché sera plus vaste, la concurrence plus vive.

Chefs d'entreprise, dirigeants d'établissements publics ou d'organisations professionnelles, le plus souvent en France très ignorants des affaires communautaires, retrouvent le chemin longuement négocié des bureaux bruxellois. Ils viennent s'informer, cherchent à comprendre ce qui changera pour eux.

L'obsession à Bruxelles, c'est de rendre le grand marché irréversible. Telle devrait être, si les contentieux agricole et budgétaire ont disparu de l'avant-scène, la bataille essentielle de l'année 1988. Le 31 décembre 1988, qui marque la fin du mandat de l'actuelle Commission (mais M. Delors est prêt à « remplir »), fait figure d'étape intermédiaire pour évaluer une entreprise qui, pour avoir été bien lancée, a jusqu'ici peu produit.

Trois cents directives ou décisions à adopter avant la fin 1992, 193 propositions mises sur la table par la Commission, 76 textes adoptés par le Conseil: un tel bilan chiffré, qui ne distingue pas l'accessoire de l'essentiel, peut-il convaincre? On a compris à Bruxelles qu'il fallait quitter cette approche comptable du grand marché.

En mars dernier, à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement, délaissant un instant leurs querelles ingrates sur les montants compensatoires agricoles, ont désigné six domaines prioritaires, invitant les ministres à arrêter les principales décisions s'y rapportant avant la fin 1988. Il s'agit des normes, des marchés publics, de la libre circulation des capitaux, de l'équivalence des diplômes, des assurances et du droit des sociétés. L'harmonisation fiscale demeure controversée.

étant renvoyée à la fin de la période... Six domaines où le traité de Rome faisait obligation d'agir au cours des trente dernières années; mais ont effectivement été traités, mais avec une décalante lenteur. Le débat sur les normes ou sur l'ouverture des marchés publics connaît par excès de juridisme. La grande novation, aujourd'hui, c'est une nouvelle approche: la recherche de solutions pratiques rapides, explique un diplomate français.

## La bataille des normes

Le tableau de bord du grand marché, à ce stade, c'est encore pour ces six domaines moins un défilé d'idées qu'un calendrier. Cependant, la bataille des normes paraît bien engagée. L'idée appliquée est simple: sauf cas particuliers, notamment en ce qui concerne les nouveaux produits de technologie avancée (télévision haute définition, radio-téléphone) où il est précieux, face à la concurrence extérieure, de posséder une norme européenne détaillée, — on se gardera d'harmoniser à l'entrave.

Pour chaque grand secteur, seules les normes essentielles, celles qui ont trait à la sécurité et à la santé, seront définies par les Douze. Pour plus de détails, ils travailleront aux organisations professionnelles, étant entendu qu'une norme reconnue dans un Etat membre devra désormais être acceptée sans autre objection par les pays partenaires.

Deux textes fondés sur cette nouvelle approche ont été approuvés cette année par le conseil des ministres: l'un concerne les appareils à pression simple (il s'agit des bombes), l'autre les jouets. Deux propositions importantes de la Commission conçues dans le même esprit sont sur le table depuis un an: la première a trait aux matériaux de construction — une énorme affaire, — la seconde à la sécurité des machines; l'adoption de cette dernière signifierait la création

effective du grand marché pour l'industrie mécanique! On attend des décisions, le semestre prochain, sous la présidence allemande.

Autre domaine d'harmonisation, si l'on veut en finir avec le cloisonnement des marchés, ici encore très réel, l'industrie pharmaceutique: trois directives concernant l'amélioration de la qualité des nouveaux médicaments et les conditions de mise sur le marché ont été adoptées cette année. Six directives ayant trait aux denrées alimentaires ont également été établies.

Ce travail de reconnaissance mutuelle, bien accueilli par les Etats membres, est donc en cours. La Commission, aidée par la Cour de justice, devra faire en sorte qu'une « police des normes » empêche toute entrave. Ouvrir largement à la concurrence les marchés publics est, en effet, une des ambitions de l'Acte unique, ce programme de relance européenne adopté fin 1985. Les marchés publics représentent 10 % du PNB de la CEE, 20 % si l'on ajoute aux achats des administrations ceux des collectivités locales et des entreprises nationales.

Il existait naguère deux directives, spécifiant l'ouverture à la concurrence, l'une concernant les marchés de fournitures, l'autre les travaux publics. Ni l'une ni l'autre n'ont vraiment été appliquées. La Commission a fait des propositions pour les renforcer, par exemple en imposant l'usage de normes européennes dans les appels d'offres ou encore en limitant les possibilités de dérogation à la libre concurrence. Le texte sur les fournitures est prêt à être adopté, mais la discussion sur les travaux publics est moins avancée.

La Commission présentera, au plus tard en février 1988, les pro-

positions de directives concernant les quatre secteurs-clés où elle entend que les administrations fassent jouer la concurrence: l'eau, l'énergie, le transport, les télécommunications. Cette ouverture s'accomplira sans négliger les exigences de la politique industrielle: les produits sensibles seront traités avec précaution.

On verra, en outre, à ce que, sauf réciprocité vérifiée, cet abandon de chasse gardée nationale ne profite pas davantage aux industriels des pays tiers qu'à ceux de la Communauté. Un projet de directive « horizontale » qui permet aux entreprises s'estimant écartées indûment d'un appel d'offres, ou bien encore à la Commission, d'intervenir rapidement, par exemple en suspendant les procédures d'adjudication, est actuellement examiné par les experts des Douze.

## Des alliances de toutes natures

Ce grand remue-ménage, qui va résulter de l'apparition de normes communes et de marchés publics plus ouverts, suscite déjà des alliances de toutes natures entre les entreprises du Vieux Continent. Dans les domaines des techniques de pointe, l'Acte unique les invite explicitement à coopérer. Le mouvement, favorisé par des programmes de recherche et de développement comme ESPRIT (techniques de l'information) ou RACE (télécommunications) — à part des initiatives prises hors du cadre communautaire, telle Euréka, — s'amplifie. Pour pleinement s'épanouir, il lui faut un cadre juridique approprié.

Aux Etats-Unis, deux entreprises privées fusionnent en quelques heures. En Europe, l'opéra-

tion est impossible. La Commission travaille depuis deux ans pour faire adopter une directive facilitant les fusions. Elle se heurte au problème, quasi culturel, de la participation des travailleurs aux organes de gestion des sociétés anonymes. Un chiffon rouge aux yeux des Anglais de M<sup>me</sup> Thatcher; mais les Allemands, au droit social en avance, craignent au contraire que l'on s'entende sur des formules trop restrictives.

Pour sortir de l'impasse, la Commission a proposé la reconnaissance mutuelle de quatre ou cinq formes de participation des travailleurs. Jusqu'ici sans convaincre. Ce verrou doit sauter pour enrichir ensuite par apports successifs un nouveau droit européen des sociétés. Quitte à régler l'affaire à la majorité qualifiée, comme l'autorise l'Acte unique. Lord Cockfield, vice-président de la Commission, et grand prêtre du marché unique, entend qu'une solution soit trouvée en 1988.

Même échéance pour la libération complète des mouvements de capitaux, elle aussi indispensable quand on veut promouvoir la mobilité des entreprises. Un premier pas décisif a été franchi en 1987. M. Delors a tenu à ce que la seconde directive qui ouvrira la dernière vaine soit déposée en octobre dernier, malgré le déclenchement de la crise boursière.

Toutefois, selon le président de la Commission, la libération complète des mouvements de capitaux n'est pas pensable tant que la livre n'aura pas rejoint le mécanisme de change du système monétaire

européen (SME). On fêtera alors la seconde entrée du Royaume-Uni dans la Communauté; une décision symbolique qui, compte tenu de l'évolution des mentalités au Royaume-Uni, dépend désormais de M<sup>me</sup> Thatcher seule, et que tout le monde attend.

Cependant les Britanniques, avocats zélés du Marché commun des services, où ils sont bien décidés à valoriser leurs talents, ont accueilli sans plaisir un arrêt de la Cour européenne de justice concluant à la nécessité de réglementer au niveau communautaire une partie importante du marché des assurances. Les progrès sont lents.

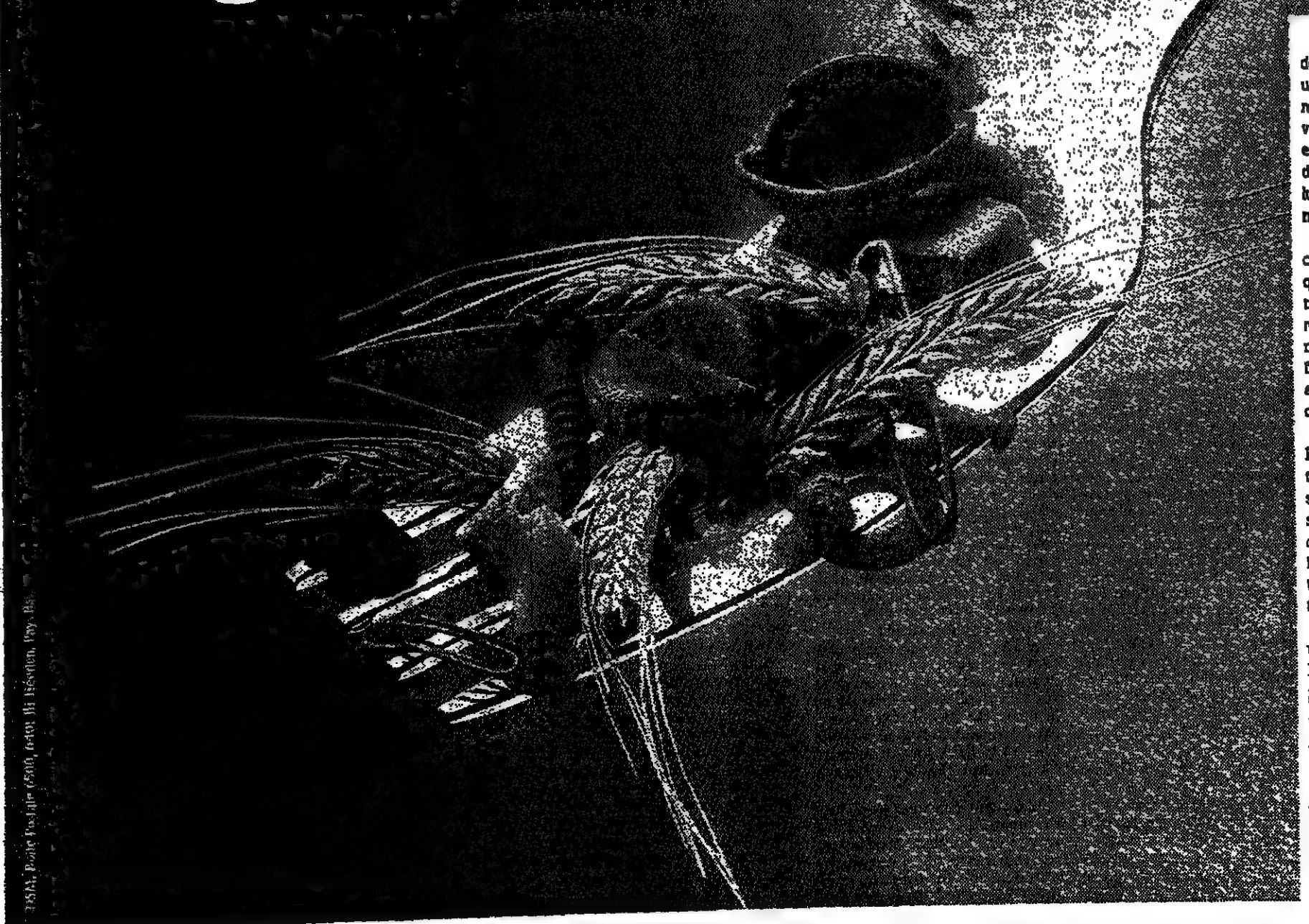
En revanche, s'agissant de l'équivalence des diplômes — l'Europe des métiers, — un pas peut-être décisif pourrait être franchi par les Douze dans l'immédiat. Harmoniser les règles applicables à une profession prenait dix ans. Afin de doubler l'obstacle, comme pour les normes, la Commission préconise maintenant une approche fondée sur la reconnaissance réciproque.

Dresser le bilan de la brève histoire du grand marché et tracer ses perspectives rapprochées peuvent conduire à penser que les effets concrets de l'exercice en cours ne sont pas forcément pour demain. Erreur! Des premiers succès tout à fait tangibles ont été acquis, ainsi ce document douanier unique, qui depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987 simplifie la vie de ceux qui vendent, transportent et achètent à l'intérieur du Marché commun.

PHILIPPE LEMAITRE.

**Le Monde**  
sur minitel  
**ABONNEZ-VOUS**  
**RÉABONNEZ-VOUS**  
au Monde et à ses publications  
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO

# Une sacrée récolte!



Les machines agricoles ont bien des ennemis: la boue et le sable l'évent une bataille sans merci aux essieux et roulements; les lames de coupe sont victimes des pierres, écrous et autres embôches. Et pourtant, la machine doit toujours sortir victorieuse de cette lutte: toute immobilisation est ruineuse.

Depuis de nombreuses années, chez les constructeurs les plus dynamiques, des ingénieurs essayaient de trouver des matériaux capables de rendre les parties mobiles des machines pratiquement invulnérables. DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, leur apporte une aide décisive.

Le Département Recherche de DSM, avec ses quelque 1500 spécialistes, mit au point une nouvelle matière synthétique, aussi solide que l'acier et suffisamment résistante à l'usure pour décourager n'importe quel agresseur. Et suprême astuce: un champ magnétique écarte les objets métalliques du tranchant des lames.

Voilà, parmi beaucoup d'autres, un bon exemple de la manière dont DSM recherche et trouve des solutions pour les machines agricoles. D'autres secteurs, tels que l'automobile, les peintures, l'équipement ménager, la pharmacie, les engrais ou les fibres synthétiques récoltent aussi les fruits de notre recherche.

**DSM**

Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.



هكذا من الامم

## La chronique de Paul Fabra

**V**OULDRAIT-ON ramasser en un seul mot et en un seul concept à la fois les imprévoyances, les inconséquences et les immenses dangers qui caractérisent la situation financière et monétaire actuelle telle qu'elle a été révélée, à ceux qui ne voulaient pas le voir, par la crise boursière (encore dans sa première phase), qu'il conviendrait de prononcer le mot de liquidité. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les milieux financiers — qui, s'ils ne dirigent pas le monde, ont beaucoup contribué depuis un certain nombre d'années, avec l'aide des hommes politiques, à le désorganiser — se comportent comme s'ils avaient préféré en oublier le sens.

Puisqu'il ne paraît pas raisonnable de soupçonner un groupe d'esprits aussi éminents d'avoir perdu de vue une notion qui devrait leur être familière entre toutes, on est tenté d'en conclure qu'ils ont été collectivement (et que, dans une certaine mesure, ils sont encore) victimes d'une illusion. Cette illusion, dont on pourrait trouver l'origine dans le comportement des enfants et la touchante confiance qu'ils accordent aux grandes personnes, est une des plus ordinaires qui soit, mais aussi une des plus difficiles à déjouer. Il s'agit de l'idée que lorsqu'une chose est énorme — ou est perçue comme telle — elle est invulnérable, en tout cas très solide. Appelons cela, pour la commodité de l'exposé, le syndrome de l'éléphant.

Tout se passe donc comme si, à quelques exceptions près, les banquiers, les professionnels de la Bourse, les capitaines d'industrie (au sens, si l'on peut dire, préindustriel du mot, mais qui s'applique plus que jamais à maints grands personnalités de la finance) et, avec eux, les ministres des finances, les directeurs du Trésor et jusqu'à certains gardiens de la monnaie (gouverneurs de banque centrale et hauts fonctionnaires des institutions internationales) s'étaient contents d'un critère tronqué, péjorativement amoindri, pour juger de la « liquidité » d'un actif quelconque.

Tous ou presque tous ont agi — et souvent continuent d'agir — comme si on pouvait considérer un titre financier comme « liquide » s'il était facilement négociable. Or telle n'est pas, en bonne orthodoxie financière, la définition. Il ne

## Pourquoi ils sont effrayés

suffit pas, aux yeux d'un opérateur prudent et avisé — et cela vaut tout autant pour le petit épargnant que pour le trésorier d'une multinationale et le président de la Banque du Japon ou de la Bundesbank submergés de dollars dont ils se passeraient volontiers, — qu'un actif puisse être vendu à volonté sur le marché pour qu'il soit tenu pour liquide. Il y faut encore une condition supplémentaire, à savoir que cette vente puisse être effectuée sans perte, ou moyennant une perte minime (correspondant, pour une créance, à la proximité de l'échéance).

Pour avoir feint de croire et fait croire que la « modernisation » des marchés et leur élargissement (couronné par leur internationalisation) garantiraient qu'en cas de besoin on trouverait toujours un acheteur, et un acheteur pour un bon prix, les milieux financiers, avec la bénédiction des plus hautes autorités, ont pris une lourde responsabilité. Les plus importantes innovations financières ont précisément consisté à multiplier les occasions d'appel direct au marché (mouvement dit de « dérégulation » ou, en jargon anglais, « securitization »).

Exemple : une grande société, au lieu de solliciter un crédit bancaire, émettra des bons de trésorerie qui pourront circuler librement entre les différents prêteurs (d'autres sociétés ou des banques). On croit ainsi assurer une plus grande sécurité des transactions. Mais cela suppose qu'il ne se passera jamais sur le marché de plus en plus vaste des reconnaissances de dettes multiformes ou qui s'est passé sur le marché des actions.

Les promoteurs du marché à tout faire sont en train de pousser le monde vers une impasse. Nous ne sommes plus loin du moment où, premièrement, la liquidité du système dans son ensemble risque de n'être plus assurée, et, deuxièmement, les avantages de la simple négociabilité — possibilité de vendre, mais avec un risque de prix — seront

eux-mêmes remis en cause (ce qu'ils sont déjà, pour certains types d'emprunt, sur l'euro-marché).

Dans le cadre restreint de cette chronique, je passerai rapidement sur le premier aspect de la question, non sans essayer toutefois d'en relever toute la portée. Supposons — qu'à Dieu ne plaise que la France vive demain matin faire face à une fuite massive de capitaux. Plutôt que de capituler en rase campagne par une immédiate dévaluation ou un abandon précipité du SME, on pourrait imaginer que la Banque de France tente de rétablir la situation en mobilisant, de façon non moins massive, les abondantes réserves de change qu'elle a eu, au cours des derniers mois, reconstruire. Mais est-il tout à fait sûr que cette mobilisation soit possible ? Un certain devoir de solidarité, envers les Américains au premier chef, ne limiterait-il pas sa liberté de manœuvre ?

**L**ES réserves de la Banque de France, comme celles de toutes les autres banques centrales, sont plus que jamais constituées de dollars, ou plus exactement de bons du Trésor des États-Unis. Autrement dit, pour les mobiliser, il faut d'abord les vendre ; et les vendre dans les circonstances d'aujourd'hui, cela signifie prendre à la fois le risque de provoquer la chute du dollar et une remontée brutale des taux d'intérêt, deux choses également catastrophiques. Qu'est-ce qu'une réserve dont on ne peut disposer à sa guise ?

La Banque du Japon, la Bundesbank, la Banque d'Angleterre, dont les réserves sont nettement plus considérables que les nôtres, sont dans la même situation. Leurs énormes avoirs de change, qui font l'envie des autres nations, sont par conséquent, et pour la même raison, pratiquement gelés, c'est-à-dire, au figuré comme au propre, le contraire de liquides.

Ainsi, l'avoir liquide par excellence qu'est le bon du Trésor à trois ou à six mois des États-Unis n'est déjà plus

tout à fait pour les banques centrales, institutions tenues statutairement, pour des raisons évidentes de saine gestion, à ne posséder que des actifs d'une grande liquidité. Non seulement la notoriété de la signature, la brièveté de l'échéance, mais aussi la gigantesque dimension du marché potentiel semblent pourtant au-dessus de tout soupçon le caractère liquide des T-bills (pour les initiés les Treasury bills, ou bons du Trésor américains). Avec le troisième des arguments qui viennent d'être rappelés, nous retrouvons le syndrome de l'éléphant. Il a joué à plein dans la récente crise de Wall Street et des autres Bourses, et magnifiquement relégué les uns aux autres par les progrès de l'internationalisation.

Les malheureux astrophiles de la route ne le savent que trop : c'est le jour où l'on se réveille de l'accident qu'on est pris de vraie panique. Cela s'est aussi vérifié pour la débâcle boursière, comme en témoigne le récit assaisonné que le *Wall Street Journal* (1) vient de donner de la séance du 20 octobre, celle donc, comme dirait La Fontaine, qui suivait le mémorable lundi 19 octobre (chute de 22,6 %, la plus forte de tous les temps en un seul jour).

Ne retenons ici que deux traits de cette extraordinaire relation. Le premier est la stupeur des boursiers qui découvrent tout d'un coup, mardi 20 octobre, qu'il n'y a tout simplement plus d'acheteurs sur le plus grand marché du monde. Les titres les plus prestigieux, IBM, Sears, Eastman Kodak, Dow Chemical, etc., ne peuvent pas être cotés. Comme on le sait, le marché, un moment menacé de fermeture, devait rebondir. A la clôture, il enregistrait une hausse record de 102,27 points sur l'indice Dow Jones (qui était tombé la veille de 508 points). La deuxième trait est la vigueur de l'opération de sauvetage menée par les autorités monétaires. Les dirigeants de la Fed n'hésitent pas à téléphoner aux plus grandes banques,

qui avaient toutes cessé de faire crédit aux firmes de Wall Street, pour leur enjoindre de leur consentir toutes les avances demandées.

**F**AISANT écho au précepte que donnait, au milieu du dix-neuvième siècle, le gouverneur de la Banque d'Angleterre (« En cas de panique, empruntez, empruntez tout le papier qu'on vous présente »), Alan Greenspan, le successeur de Paul Volcker à la tête de la Fed, publie, mardi 20 octobre en première heure, un communiqué laconique pour déclarer que l'institut d'émission américain était « prêt à jouer son rôle de source de liquidité » (ici, le mot est pris dans son acception usuelle de « moyens de paiement » pour soutenir le système économique et financier). En termes pratiques, cela a signifié que l'institut d'émission américain s'est mis à acheter sans compter les titres de la dette publique dont les banques cherchent à se débarrasser pour se procurer du cash. Dans l'immédiat, cela soulage les banques, mais a aussi pour effet d'augmenter la masse des bons du Trésor pratiquement gelés dans les actifs, cette fois-ci, de la Banque centrale des États-Unis.

En période d'inflation, on se trouve en face de la situation paradoxale suivante : alors que les « liquidités » (moyens de paiement) sont censées augmenter, les risques de faillite augmentent car ces moyens de paiement sont obtenus par un endettement croissant. Autrement dit, la « liquidité », au sens financier du terme (faculté de payer les créanciers nés sur l'ongle sans s'endetter à nouveau), des agents économiques diminue. En période de désinflation (et a fortiori de déflation), la situation est encore aggravée à cet égard, car les producteurs-emprunteurs ne peuvent plus compter sur la hausse de prix pour alléger leurs obligations, ni les Trésors publics pour gonfler le rendement des impôts. Ce trait commun illustre la parenté entre les deux phénomènes d'inflation et de déflation.

(1) « How the U.S. market almost disintegrated » (Comment le marché américain s'est presque désintégré). Édition du 23 novembre.

## LA CRISE DES INVESTISSEMENTS

### Une aide inutile

(Suite de la page 37.)

Compte tenu de tous ces correctifs, il est douteux que les entreprises porteuses d'avenir aient réduit leur investissement global productif. Cela rend-il l'investissement financier moins dangereux pour l'économie ?

Il est évident que, poussé au-delà de certaines limites, l'investissement financier devient périlleux avant tout pour lui-même, comme on l'a vu ces dernières semaines. Mais la crise boursière va-t-elle avoir en retour, au-delà de ses effets immédiats, des conséquences négatives sur l'investissement productif, par exemple à travers l'accroissement du taux d'épargne et la réduction de la consommation corrective qu'elle pourrait provoquer ? Peut-être, mais cela ne se produirait vraisemblablement, de toute façon, qu'à une proportion de la réduction du taux d'épargne et de l'augmentation de la consommation que la hausse de cette même Bourse a provoquée ces dernières années !

#### Une prétendue faiblesse

En ce qui concerne les placements à revenu fixe, la hausse et les fluctuations erratiques du coût de l'argent au cours de ces derniers mois ont certainement rendu les investisseurs financiers plus prudents, même si ce type de placement présente un intérêt certain tant que le taux « réel » de l'argent tournera autour de 5-7 %. Quant aux prises de participations et de contrôle, on peut dire qu'elles préparent, pour la plupart, des investissements directs plus efficaces. Car si certains « raiders » cherchent surtout des plus-values financières, un examen des cessions et prises de contrôle récentes révèle surtout un souci obsessionnel des entreprises de s'adapter à la nouvelle donne européenne et mondiale, la croissance externe permettant, selon les intérêts, de le faire plus rapidement que la croissance interne.

Toutefois, l'argument le plus valable des partisans d'une aide à l'investissement reste la prétendue faiblesse de nos efforts dans ce domaine par rapport à nos concurrents étrangers. A l'appui de ces affirmations, on publie des graphiques où l'on voit que l'investissement productif français a cru moins vite que celui de

ses concurrents ces dernières années, en oubliant déjà que la France partait d'un niveau plus élevé que la plupart d'entre eux.

Mais l'essentiel n'est-il pas, comme l'indique l'OCDE, que, malgré cette baisse relative, l'investissement en biens d'équipement durables, qui est le plus important pour la compétitivité internationale, ait moins baissé en France depuis 1973 (de 10 % à 9,4 % du PIB en 1985) que celui du Japon (de 13,7 % à 10,1 % en 1984) et reste plus élevé que celui des États-Unis (7,7 % en 1985), de la RFA (8,2 % en 1984), de la Grande-Bretagne (8,2 % en 1984) et de l'Italie (7,9 % en 1985).

Et même si, comme l'affirment certains, cette baisse relative de l'investissement français explique que la croissance de l'économie soit devenue inférieure à celle de nos partenaires, faut-il en tirer comme conclusion que les entreprises françaises doivent investir plus que les autres pour que le pays atteigne un taux de croissance identique ? La qualité moyenne de nos investissements serait-elle moindre ?

Si ces arguments ne sont pas convaincants, encore faudrait-il que les incitations fiscales à l'investissement soient efficaces. Or les recherches en la matière ne sont pas concluantes. Les incitations peuvent conduire à une anticipation des dépenses d'investissement en accompagnant un essor spontané ou juste avant leur suppression, mais rarement à une augmentation. Et même si tel était le cas, on pourrait craindre que la prise en charge d'une partie du financement par la collectivité ne s'accompagne d'une moindre rigueur dans les choix par l'entreprise, comme on l'a vu dans le passé. Sinon, pourquoi les États-Unis et la Grande-Bretagne supprimeraient-ils leurs importantes aides fiscales à l'investissement ?

De quel côté que l'on se tourne, il ne semble pas que les problèmes de l'économie française tiennent à une insuffisance de l'investissement productif utile. Et les travaux des experts qui prévoient un accroissement spontané de l'investissement,

même si la crise boursière atténue cet optimisme, devraient d'autant plus rassurer pour l'avenir que le coût réel de l'argent est anormalement et de moins en moins l'espérer, temporairement élevé.

Les vrais problèmes sont probablement ailleurs. D'abord, le fait que les Français doivent investir plus que les autres pour obtenir des résultats comparables montre qu'il y a encore trop de rigidités et de procédures inadéquates de choix d'investissement dans notre pays. Il serait utile d'approfondir la question.

Ensuite, les choix stratégiques récents des entreprises sont-ils meilleurs que ceux des années 70 ? Par exemple, les acquisitions de la CGE, de Thomson, de Framatome, de Pechiney et de la COGEMA aux États-Unis sont-elles judicieuses ? Il s'agit de paris audacieux dont il est évidemment encore impossible de juger le bien-fondé. Du moins ne pourra-t-on plus, comme par le passé, accuser l'État de pousser les entreprises à des choix malheureux.

#### Des opportunités réelles

Mais une autre question doit être abordée. Il y a une quinzaine d'années, la France était un pays à coût de main-d'œuvre et à durée de travail élevés. D'un côté, la « sagesse salariale » et les nombreuses dévaluations du franc des années récentes ont sensiblement réduit le coût relatif de la main-d'œuvre française. De l'autre, les accords entre partenaires sociaux et les mesures législatives ont réduit la durée moyenne du travail. Ainsi, en devenant un pays à coût de la main-d'œuvre et à durée de travail relativement modérés, la France semble avoir inversé sa situation par rapport à ses principaux concurrents.

Face à ce phénomène :  
● On peut adopter une attitude politique en niant soit l'abaissement relatif du coût de la main-d'œuvre, soit la brièveté de la durée du travail. On avance, par exemple, que l'on ne travaille pas plus en RFA, tout en obtenant de meilleurs résultats économiques.

Mais on peut tout aussi bien s'étonner, à l'inverse, que la RFA, malgré une politique économique remarquablement « vertueuse » n'atteigne pas un taux de croissance plus élevé. Peut-être doit-

elle, comme la France, disposer d'effectifs plus nombreux que ses concurrents américains et asiatiques pour une utilisation normale de ses équipements ?

● On peut admirer le comportement rationnel des Français qui, au lieu de se laisser aller à un « arbitrage » moins de pouvoir d'achat contre moins de travail, ce qui leur aurait permis de conserver, malgré ces bouleversements, un rang médian parmi leurs partenaires économiques.

● On peut s'inquiéter et regretter que l'économie française acquière des caractéristiques qui la rapprochent des pays en voie de développement.

Toutefois, si cette évolution était confirmée, elle offrirait à l'économie française une opportunité. Il est inadmissible qu'à des niveaux d'investissement et de compétence égaux, le pays qui doit utiliser plus de monde que les autres est désavantagé par des coûts plus élevés. Mais cet inconvénient constitue, en quelque sorte, une réserve de productivité qui peut donner un avantage comparatif.

Souvenons-nous que l'un des éléments de la fabuleuse progression du Japon a été la combinaison d'une durée du travail élevée et d'un coût du travail faible. Le résultat actuel est un niveau de vie parmi les plus hauts de la planète, accompagnant une croissance relativement forte et un chômage modéré.

Dans ce domaine, les mesures coercitives sont peu efficaces. Doit-on pour autant exclure d'abord des efforts pour vérifier ces chiffres ; ensuite si l'on confirme leur réalité et leur poids économique, des campagnes pour faire prendre conscience aux Français de leur situation comparative ? Nos compatriotes ont montré qu'ils avaient compris la nécessité de la rigueur. Ne pouvons-nous assimiler les principes de la productivité ?

Enfin, s'il faut, malgré tout, accélérer l'investissement, rien ne vaut, d'une part, la baisse de l'impôt sur les bénéfices qui dégage des ressources supplémentaires en traitant sur un pied d'égalité investissement matériel et immatériel ; de l'autre, la réduction du coût de l'argent, la combinaison des deux favorisant les investissements en améliorant leur rentabilité, sans forcer les choix de l'entreprise.

DIDER FÉNE.

## HUMEUR

### Mystifiante coopération

par PHILIPPE SIMONNOT

**A** chaque nouvelle secousse des Bourses, ces dernières semaines, la même clemence se fait entendre : que font donc nos ministres des finances, nos chefs d'État ? A quand la réunion du groupe des Sept pour arrêter la course à l'abîme ? Rarement la coopération internationale des pays riches n'a paru aussi nécessaire. Plus rarement encore elle est souhaitée d'une manière aussi unanime par les cambistes, les banquiers, les chefs d'entreprise, les dirigeants syndicaux, les responsables politiques de tous bords, les faiseurs d'opinion.

Ainsi que les capitaux circulent autour de la planète à la vitesse de la lumière, que le commerce rend les différentes économies nationales de plus en plus interdépendantes, la recherche d'un accord entre les États n'est-elle pas imposée par le bon sens le plus élémentaire ? Du reste, si l'un d'eux, c'est par défaut de coopération internationale.

#### Un roi sans sceptre

La cause du mal étant connue, les docteurs n'ont, pour une fois, aucune difficulté à ordonner le remède — lequel, ajoutons-le pour nous rassurer tout à fait, n'était pas à la portée des malheureux gouvernements des années 30. A les entendre, le monde aurait fait des progrès décisifs en matière de concertation inter-étatique et grâce à ces progrès nous serions évités les erreurs commises il y a un demi-siècle.

On s'en voudrait de décourager tant de bonnes intentions. Pour prévenir la récession qui s'annonce, aucun moyen ne doit être négligé. Mais peut-être serait-on avisé de ne pas trop attendre de cette fameuse coopération, et même se féliciter qu'elle soit repoussée de semaine en semaine.

Il est étrange, en vérité, d'espérer le salut de la réunion de gouvernements que, pendant des années, l'on a dépeint ou qui se sont dépeints eux-mêmes d'un certain nombre d'instruments de contrôle monétaire et financier. Ceux qui réclament moins d'État il y a deux mois à peine ne sont pas les derniers à faire appel aujourd'hui à plus de coopération inter-étatique.

Par quel miracle la solution pourrait jaillir de cette conjonction d'impuissances, on ne le dit pas. La dérégulation, pourtant, n'est pas remise en cause. Trop tard ! Ou trop tôt ! En tout cas, ce n'est pas le moment. Les gre-

nouilles demandant un roi, mais sans sceptre.

Est-on d'ailleurs tellement certain que la cause de nos maux présents ? Quel plus bel exemple de concordie que l'accord de Louvre ! Il aurait pourtant dû être clair à l'époque, et il l'est tout à fait aujourd'hui, que les taux de change fixés par cet accord n'étaient pas susceptibles de rétablir l'équilibre de la balance commerciale des États-Unis ; aussi ont-ils littéralement perverti les comportements sur les différentes places financières.

A l'époque, nos grands argentiers étaient réunis par une commune obsession : stopper la dégringolade du dollar. En fait, ils ont reculé pour mieux sauter — c'est bien le cas de le dire. Et de le redire, au passage, pour l'actuelle concertation monétaire franco-allemande. Présentée naïvement comme modeste, elle ne fait en réalité, que retarder le réajustement inéluctable des parités européennes.

En s'obstinant à vivre au-dessus de leurs moyens, les Américains se seraient montrés, quant à eux, peu coopératifs (que le dollar monte ou qu'il baisse, il faut de ce côté-ci de l'Atlantique que les Américains s'en tirent). Mais les tenants de cette thèse oublient de nous dire à quoi auraient servi les excédents d'épargne des pays en voie de vieillissement démographique et de saturation industrielle s'ils n'avaient pas financé l'expansion économique des États-Unis, alors que le reste de la planète est pratiquement devenu non rentable ou insolvable. Eh bien ! ces capitaux auraient été stérilisés comme on risque de le vérifier à mesure que la récession se confirmera.

Bref, l'expérience de ces derniers mois ne garantit pas que la coopération internationale soit la meilleure méthode pour lutter contre la récession. Elle tend même à prouver le contraire ! C'est que, dans la phase actuelle du cycle économique, les créanciers sont sur le devant de la scène mondiale. Ils réclament des gages et parfois même la « livre de chair » dans les régions du tiers-monde, par exemple, démolies par la famine. Ils ont pour eux la raison, et même la morale, du moins ce qu'ils prennent pour tels.

Handwritten notes and newspaper clippings on the right margin, including a large headline: "HUMOUR: L'effondrement américain" and "Le communisme".



## SOMMAIRE

■ Réunis au Mexique, à Acapulco, les chefs d'Etat de huit pays d'Amérique latine ont appelé les autres chefs d'Etat d'Amérique latine et des Caraïbes à se joindre à eux pour définir un projet commun de développement (lire ci-dessous).

■ La réforme fiscale qui soit s'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain au Canada ressemble presque en tous points à celle qui a été menée aux Etats-Unis. Entraînera-t-elle les mêmes désor-

ders sur les marchés financiers (lire page 44).

■ M. Henri Nallet, député PS, ancien ministre de l'Agriculture, demande à M. François Guillaume de reporter le projet de loi de mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (lire page 43).

■ Jean Menu, ancien président de la CGC, est mort à l'âge de soixante-six ans (lire page 48).

■ A l'issue de son quarante-troisième congrès confédéral à Versailles, la CFTC a plaidé pour un soutien sélectif à l'activité et une reprise du dialogue social. M. Chirac a promis le statut social de la mère de famille « avant la fin de l'année » (lire page 42).

■ A Amiens, ont eu lieu les obsèques du militant CGT décédé à la suite de coups reçus lors d'une manifestation (lire page 42).

### Au sommet d'Acapulco

## Huit pays latino-américains se sont mis d'accord sur un « traitement général de la dette »

Les chefs d'Etat de huit pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Panama, Pérou, Uruguay, Venezuela), réunis à Acapulco (Mexique) les 27 et 28 novembre 1987, ont signé l'« accord d'Acapulco pour la paix, le développement et la démocratie », destiné à définir la doctrine latino-américaine qui servira de base aux efforts communs à venir.

Un « vaste consensus » s'est dessiné entre les huit délégations pour la rédaction du document, a indiqué le président mexicain, M. Miguel de La Madrid. Il a précisé que les participants s'étaient mis d'accord

pour un « traitement général de la dette », mais que la déclaration ne comportait pas de « décision opérationnelle ».

Dénonçant, une fois de plus, le poids excessif de la dette extérieure des Etats et les transferts d'épargne non moins excessifs pour assurer le service de cette dette, ils demandent une baisse substantielle des taux d'intérêt, mais sans préciser le pourcentage, et réclament, aussi, que les remboursements s'effectuent suivant les possibilités de paiement de chacun. Sur ce problème brûlant de la dette s'affrontaient des positions « modé-

rées » défendues par le Mexique et la Colombie et une position « radicale », celle du Pérou, soutenue par le Brésil et l'Argentine : les divergences ont pu être finalement « surmontées ».

Au-delà des griefs et des revendications, le plus clair des résultats de la réunion d'Acapulco est la décision des huit chefs d'Etat de se réunir une fois l'an, dans le cadre d'un « mécanisme permanent de consultation et de concertation politique » pour tenter de définir une doctrine latino-américaine.

### Le communiqué final

« Aux termes du communiqué final, les chefs d'Etat de huit pays d'Amérique latine ont soutenu l'« accord d'Acapulco pour la paix, le développement et la démocratie ».

« Convaincus de la nécessité d'approfondir la concertation politique entre leurs pays, les huit chefs d'Etat ont décidé de se réunir une fois l'an dans le cadre du Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique, précise le communiqué.

« Estimant que l'établissement d'un pouvoir conjoint d'influence et de décision est nécessaire pour réduire la vulnérabilité de l'Amérique latine face aux tensions extérieures, les huit chefs d'Etat invitent fraternellement les autres gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes à assumer, conjointement avec eux, un nouvel

accord d'intégration et de coopération pour le développement, susceptible de conduire à une authentique communauté des nations latino-américaines (...).

« Les huit chefs d'Etat considèrent comme un impératif historique la définition d'un projet commun de développement fondé sur la volonté d'activer le processus d'intégration latino-américaine, de renforcer l'identité culturelle des pays du sous-continent et de leur assurer une présence plus effective dans les relations internationales (...).

« Le problème de la dette externe, le transfert massif des ressources financières vers l'extérieur, la hausse extraordinaire des taux d'intérêt, la dégradation des prix et la proflig-

ation du protectionnisme ont conduit à une réduction de la production, à un accroissement du chômage, à un abaissement du niveau de vie, de nature à remettre en cause les possibilités de développement autonome des pays latino-américains.

« Au moment où il serait nécessaire d'accroître l'épargne et l'investissement en vue de s'adapter aux transformations de l'économie internationale, les pays latino-américains ont de plus en plus de difficultés à accéder aux technologies de pointe monopolisées par les pays industrialisés et, de plus, sont obligés de transférer une grande partie de leur épargne vers l'extérieur au titre du service de la dette. Cette situation s'est traduite par une réduction des investissements sociaux en matière d'éducation, de santé, de loge-

ment. En stérilisant les légitimes efforts de développement des pays latino-américains, cette crise économique compromet la démocratie. Il est surprenant que ceux-là mêmes qui lancent des appels en faveur de la démocratie imposent, dans les relations économiques mondiales, des conditions qui la mettent en péril.

« Les huit pays latino-américains ont réalisé des efforts extraordinaires pour l'adaptation et la remise en ordre de leurs économies, et ils ont mis en œuvre des réformes structurelles pour moderniser leur système de production. L'insuffisance de cet effort d'auto-discipline démontre qu'aucun programme de développement continu ne pourra être mené à bien sans une limitation des transferts massifs des ressources financières vers l'extérieur et sans une remise en ordre du contexte économique mondial.

« Les huit chefs d'Etat ont également décidé de participer activement à la mise en œuvre d'un programme urgent de coopération économique en vue d'aider les pays d'Amérique centrale à reconstruire leur économie. Ce programme comprendra des mesures destinées à stimuler le commerce intercontinental, à renforcer la coopération financière entre les pays représentés à Acapulco et les nations d'Amérique centrale, et à soutenir les efforts en vue de redonner vie au système d'intégration centraméricain.

garanti, quelle que soit la durée de l'insécurité, et, surtout, pour un effort plus sérieux en faveur de la détection de besoins sociaux non satisfaits, de manière à développer ce que M. Couratigne a appelé une « économie d'échanges gratuits ».

Créées en 1904, les semaines sociales rassemblaient autrefois plusieurs centaines de personnes, pendant sept jours, au mois de juillet. Elles ont été une école de militants et de responsables sociaux, professionnels et politiques, ainsi qu'un lieu de réflexion et une tribune importante pour l'Eglise de France. La formule s'est usée. Sur le thème « Des chrétiens dans la politique », la dernière grande semaine sociale remonte à 1973. Diverses expériences de relance avaient eu lieu au début des années 80 par région et par million professionnel.

C'est la première fois que la direction des Semaines sociales, en voie de renouvellement, tentait un redémarrage au niveau national et sur un thème aussi général que celui du travail. Elle y a été encouragée par l'épiscopat français, qui avait envoyé à La Plaine-Saint-Denis quatre des siens. Drainés surtout par le réseau des mouvements de cadres et de patrons chrétiens, le public est venu en moins grand nombre qu'espéré. Les promoteurs entendent pour autant poursuivre leurs efforts en vue de faire de ces nouvelles Semaines sociales une plateforme de rencontre, ouverte à tous les responsables, chrétiens ou non, engagés dans les différents secteurs de la vie professionnelle et intellectuelle (patrons, syndicalistes, médecins, théologiens, animateurs de quartier, etc.) et d'y faire entendre un point de vue social et éthique, fondé sur les droits de la personne humaine.

HENRI TINCO.

■ Un crédit pour la Mutualité sociale de la Nièvre. — Le conseil d'administration des caisses centrales de mutualité sociale agricole, réuni le 25 novembre, a ouvert à la caisse départementale de la Nièvre un crédit pour couvrir le découvert de trésorerie de celle-ci auprès du Crédit agricole : la caisse de la Nièvre a pris, en effet, les mesures nécessaires pour obtenir le versement des cotisations 1987 et résorber ses difficultés (le Monde du 17 novembre) et a prévu une accélération des procédures de recouvrement des cotisations en 1988.

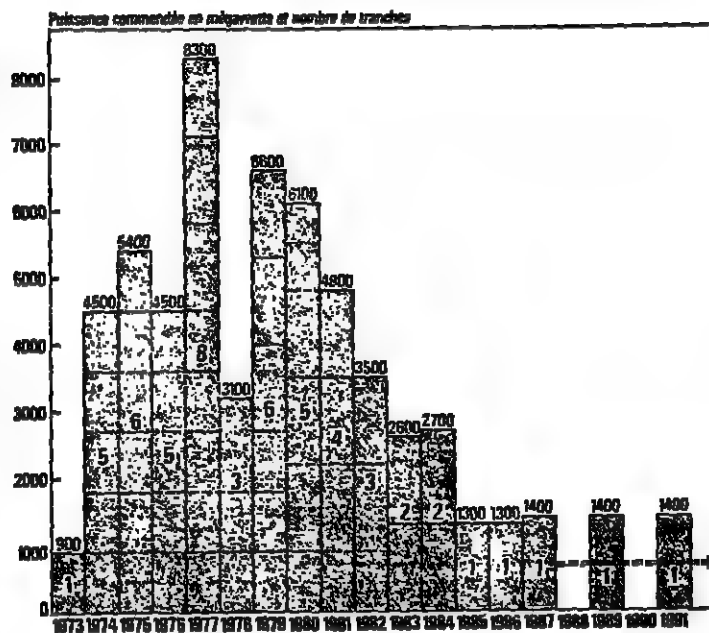
## Nouvelle chute du dollar qui bat ses records de baisse à Tokyo

La baisse du dollar a repris avec force lundi 30 novembre sur tous les marchés, à commencer par celui de Tokyo, où le billet vert a battu tous ses records à 132,40 yens contre 133,75 yens. C'est l'incapacité du Congrès américain à agir promptement pour réduire le déficit budgétaire du pays, après l'accord de principe péniblement conclu il y a dix jours, qui a provoqué ce nouveau glissement du dollar dans la capitale nipponne. La Banque du Japon est bien intervenue pour freiner cette glissade, sans grand succès.

En Europe, la devise américaine a, également, battu à Francfort son record de baisse, établi le 10 novembre dernier à 1,6480 deutschemark et qui est maintenant à 1,64 deutschemark. Entre-temps, on l'avait vu fugitivement remonter à près de 1,69 deutschemark. A Paris, le dollar est tombé de 5,64 F à un peu plus

de 5,58 F. Inévitablement, la faiblesse du dollar, qui renforce le mark, affaiblit le franc au sein du système monétaire européen (SME) : à Paris, le cours de la devise allemande se maintient au-dessus de 3,40 F, non loin de son cours plafond de 3,4305 F. Sans doute, l'Allemagne étudie un nouveau « geste » de soutien à l'Amérique et, indirectement, à la France, qui pourrait prendre la forme d'une réduction supplémentaire de ses taux d'intérêt (taux d'escompte et taux Lombard), mais, à Paris, on se montre sceptique et aussi préoccupé. Si la glissade du dollar n'est pas stoppée, et rien ne permet de croire qu'elle le sera, les tensions risquent de s'exacerber au sein du SME. Signe de l'inquiétude mondiale, le cours de l'or a monté de 3 % lundi, passant, à Londres, de 478 à 493 dollars l'once de 31 grammes.

## Le ralentissement du programme nucléaire



Le rythme de commandes de réacteurs nucléaires brutalement gonflé en 1974, au lendemain du premier choc pétrolier, a atteint son maximum en 1977, année au cours de laquelle huit tranches ont été engagées : cinq de 900 MW (1) deux de 1 300 MW et la surélévation Super-Phénix de Creys-Malville.

Relancé par le second choc pétrolier, le rythme d'équipements nucléaires n'a cessé de diminuer depuis 1979, à mesure que les prévisions de consommation étaient révisées à la baisse. Ce ralentissement a été progressif, afin de permettre à l'industrie électronucléaire à équipement pour produire plus de cinq tranches par an) de s'adapter, il n'a toutefois pas permis d'adapter à l'optimum le parc de la centrale à la demande, et, selon ces estimations,

EDF devrait avoir au moins cinq réacteurs nucléaires en trop en 1990, c'est-à-dire comme nous l'avait expliqué son président, M. Pierre Delaportie, dans le Monde du 30 septembre, que l'établissement « aurait pu se passer pendant quelques années de cinq réacteurs nucléaires, en laissant en activité de vieilles centrales au charbon ou au pétrole, qu'il va réformer ».

D'où la nécessité de « lisser » à nouveau le rythme de commandes, qui passera d'une tranche par an, de 1985 à 1987, à une tranche tous les deux ans (ou une demi-tranche par an) d'ici à 1991.

V. M.

(1) Au fil des années, la puissance des tranches nucléaires a augmenté passant de 500 à 1 300 puis à 1 400 MW.

### La relance des Semaines sociales à Paris

## Des cadres et des syndicalistes chrétiens proposent une lutte renforcée contre le chômage

Près de cinq cents personnes — cadres, syndicalistes, chefs d'entreprises, universitaires — ont participé, pendant trois jours, du 27 au 29 novembre, à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à la relance des Semaines sociales, l'un des plus anciens lieux d'élaboration et de diffusion de l'enseignement de l'Eglise catholique en matière sociale.

A l'issue des travaux, auxquels ont pris part des personnalités comme le Père Jean-Yves Calvez, MM. Jacques Méraud, membre du Conseil économique et social ; Jean Kasper, secrétaire national de la CFDT ; Jean Bernard, président de la CFTC ; André Couratigne, président du CFPC (patrons chrétiens), des propositions ont été adoptées, soulignant notamment l'importance du travail, rémunéré ou non, comme « élément essentiel de construction de la personne humaine ».

La réflexion a porté sur la signification du travail. Même dans une société en crise, le travail doit être remis « à sa vraie place, qui est grande mais n'est pas la première ». Il est à distinguer d'un emploi rémunéré. Car la conséquence principale ressentie du chômage est

l'absence, ou la perte, d'une activité conçue comme un moyen d'insertion sociale. « Le chômage perd tout ce qui fait de lui une personne », dit M. Alain Barrère, président des Semaines sociales.

Les propositions retenues visent à réduire le chômage par des créations nouvelles d'emplois, des ajustements de l'environnement législatif et réglementaire des entreprises, des investissements sur la formation, une réduction importante du temps de travail et une définition au niveau européen de nouveaux critères de croissance. MM. Méraud et Boissonnat ont souligné, pour leur part, la demande potentielle très forte qui existe au niveau des services et pourrait provoquer « une réduction notable du chômage ».

### Pour un revenu minimum garanti

« Le chômage n'est pas une fatalité ; notre devoir de citoyens et de chrétiens est de prendre en compte davantage les chômeurs », ont affirmé les personnalités réunies lors de ces trois jours. Elles ont pris position pour un revenu minimum

(Publicité)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

La SOCIÉTÉ BURKINABE DES FIBRES TEXTILES (SOFITEX) — B.P. 147 — Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) lance un appel d'offres international pour la fourniture d'équipements de transports en trois lots :  
— lot n° 1 — 10 atelages routiers porte-conteneurs ;  
— lot n° 2 — 10 atelages routiers à caisse fixe ou porte-conteneurs d'un montant équivalent ;  
— lot n° 3 — 1 atelage semi-remorque.

■ FINANCEMENT  
Lot n° 1 — Caisse centrale de coopération économique.  
Lots n° 2 et 3 — SOFITEX.

■ DATE ET LIEU DE LIVRAISON  
Sur le site du garage de la SOFITEX à Bobo-Dioulasso huit (8) mois au plus tard à compter de la notification du marché.

### DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le cahier des charges peut être obtenu aux adresses suivantes contre remise d'un chèque certifié de 100 000 francs CFA au nom de la SOFITEX (ou de 2 000 francs français au nom de la CFDT).  
SOFITEX — Direction générale — B.P. 147  
Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso)  
SOFITEX — Direction régionale — B.P. 1650  
Ouagadougou (Burkina-Faso)  
CFDT (DIE), 13, rue de Monceau — 75008 Paris (France)

### DEPOT ET CLOTURE DES OFFRES

Les offres doivent parvenir à la SOFITEX ou à la CFDT, au plus tard le 14 décembre 1987 à 17 heures GMT.

## UNILEVER FRANCE SERVICES A UN PLAN D'INTEREPARGNE

### LA PARTICIPATION EN ACTION

UNILEVER FRANCE SERVICES a choisi INTEREPARGNE comme partenaire pour gérer son Fonds Commun de Placement.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux

entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations :

Guy CABELLA, Directeur du Département de l'Epargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson.

75008 PARIS 42 65 59 10

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





سكزا من الاجل

## Économie

### SOCIAL

#### Les obsèques de Lucien Barbier à Amiens Hommage militant

AMIENS  
de notre envoyé spécial

Lucien Barbier, c'était «Lulu», un militant cégétiste et communiste tout simple pour lequel la CGT et le Parti communiste français ont organisé, samedi 28 novembre, dans la ville d'Amiens figée par le froid et l'émotion, les obsèques d'un grand dignitaire. M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, s'était déplacé. «Le cœur se serre et les poings se ferment», a-t-il lancé du haut d'une tribune drapée de rouge devant la mairie. M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, ponctuait d'une voix triste : «Un militant ouvrier a été assassiné pour avoir défendu une juste cause».

Tout était dit, ou presque. Car l'heure n'était pas à l'étude froide d'une fin de mandat qui avait opposé durement, le 6 novembre, militants de la CGT et policiers : la justice s'en chargeait. Non, l'heure était bien au chagrin et à la colère rentrée pour pleurer un militant de base frappé par un gardien de la paix au point de s'évanouir, quelques heures plus tard, dans le coma et d'en mourir vingt jours après.

«Ils l'ont tué». Tous ses amis avaient épinglé au revers de leur veste ce badge cerné de noir. Tous se sont inclinés devant la dépouille de cet ouvrier picard dont de grandes affiches rappelaient la stature simple et l'allure modeste.

Il habitait à Servières-Morval près de Moreuil, à 30 kilomètres d'Amiens. Moreuil a pensé à lui et envoyé une couronne de fleurs : «Au revoir Lulu». Un adieu à celui qui avait rejoint le Parti communiste clandestin en 1942, à l'âge de seize ans, qui s'était enrôlé dans les

FTP et qui, depuis, n'a jamais cessé de militer.

«Je ne suis pas grand, mais, dans mon village, tout le monde me connaît», disait-il. Sur une mécanique moto 125 centimètres cubes, il n'arrêtait pas de transhuter des piles de tracta, le *Vie ouvrier* ou encore *l'Humanité-Dimanche*. Ouvrier sur métier à main dans la bonneterie, il a assisté à sa casse, explique l'un de ses camarades. Il se bat alors comme il peut. Partout, il cherche à implanter une section syndicale CGT, quitte à se faire licencier. «Il voulait se faire respecter au tant qu'ouvrier», résume Daniel Lemaire, élu municipal d'Amiens.

En 1983, on lui force un peu la main pour qu'il devienne secrétaire de la commission exécutive de l'Union départementale de la CGT. Il restera jusqu'en 1986, souffrant tout à tour le chaud (les grèves) et le froid (les négociations). Au passage, il s'écarte de la bonneterie au textile, du textile à la mécanique, puis à des petits boulots sur Amiens. Mais à revenir tous les soirs dans son village où il vit avec sa mère et l'un de ses frères. Sur son diplôme moto, il traverse la Picardie agricole, celle des blés et des betteraves.

Des problèmes cardiaques l'obligent bientôt à prendre une préretraite. Début 1980, il lui faut passer sur le billard pour une opération à cœur ouvert. «Lulu» ne travaillera plus mais continuera à vendre *l'Humanité-Dimanche*. «Quand il militait, il vivait», confie sa sœur. Samedi, plus de cinq mille amis lui ont rendu un bel hommage militant en suivant son cercueil avec, pour seul murmure, les paroles d'un vieux chant révolutionnaire...

LAURENT GRELSAMER.

#### La fin du 43<sup>e</sup> congrès de la CFTC M. Jean Bornard demande une reprise du dialogue social

La CFTC entend rester vigilante face au gouvernement et au patronat. C'est ce qu'a affirmé M. Jean Bornard, élu pour la seconde fois président de la centrale chrétienne, en clôturant, le samedi 28 novembre

à Versailles, le quarante-troisième congrès de la CFTC. «Il importe que le dialogue social reprenne», a-t-il souligné. Avant de se séparer, les mille deux cents congressistes ont adopté — à 88,25 % des voix,

contre 94,25 % en 1984 — le rapport d'activité du secrétaire général, M. Guy Drilleaud, et le projet de résolution générale présenté par M. Alain Deleu, secrétaire général adjoint.

le désaccord total du congrès avec de tels propos, ultra-minoritaires, mais il en est résulté un certain malaise.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Le bureau confédéral est passé de vingt-trois à vingt membres, avec la suppression de deux postes de secrétaire général adjoint et de trésorier adjoint; on compte sept nouveaux membres, dont M. Ihal, le président des cadres de l'UGICA-CFTC, et M. Faki, secrétaire général de l'Union des fonctionnaires CFTC.

En défendant le projet de résolution (actualisé pour tenir compte de la crise boursière, la CFTC craignant qu'elle débouche sur une récession), M. Deleu a affirmé que «le syndicalisme est appelé à se remettre en question». Observant que «le chômage s'aggrave, quel qu'en soient les statistiques», il a jugé nécessaire le traitement social et les stages pour les jeunes. Mais, a-t-il ajouté, «trop souvent, il s'agit d'emplois à bon compte pour l'entreprise».

Le débat n'a pas fait apparaître de grands clivages internes, les amendements étant peu nombreux et peu importants. Le document adopté dénonce une «régression

inacceptable» de la participation des salariés à la gestion dans le secteur public et une «poussée déréglée» qui a fortement perturbé la vie contractuelle. Il préconise un soutien sélectif à l'activité sur les secteurs créateurs d'emplois, résultant d'une «discussion entre les acteurs économiques et sociaux, dans le cadre d'une planification nationale et régionale délibérée et raisonnée».

Le 43<sup>e</sup> congrès de la CFTC a été l'occasion de poursuivre le renouvellement des instances dirigeantes : sur quarante-quatre membres, le conseil confédéral en compte douze nouveaux, ce qui traduit, avec une moyenne d'âge de quarante-six ans, un très léger rajeunissement (1).

M. Bornard a été réélu, comme M. Deleu, avec 97 % des voix, mais M. Drilleaud n'en a obtenu que 82 %, alors qu'en 1984 il était arrivé en tête avec 95 % des suffrages.

Cette légère désaffection vis-à-vis du secrétaire général s'explique par plusieurs raisons. La préparation de la succession de M. Bornard (en 1990 ou en 1993) peut peser. Il avait été ainsi envisagé un moment de faire monter M. Deleu, qui fait actuellement figure de favori pour cette relève, au secrétariat général dès ce 43<sup>e</sup> congrès. Enfin, M. Drilleaud a pu «payer» la fermeté de ses positions sur l'immigration, certaines minorités dans des départements du Sud, comme l'Hérault, ou dans une fédération, comme l'agriculture, ayant repris des thèses proches de Front national.

#### Le nouveau bureau confédéral

Président : M. Jean Bornard; vice-présidents : MM. Louis Bergamini, Yves Missaire, André Weber (\*), Robert Gandonnière, M<sup>me</sup> Geneviève Lingelser (\*); secrétaire général : M. Guy Drilleaud; secrétaires généraux adjoints : MM. Alain Deleu, Arno Gourmelon, Jean Morel, Guy Coysy, Johannes Page; trésorier : M. Jean Thuillier.

Membres : M<sup>me</sup> Marie-Anne Dudoquet, MM. Gérard Sauty, Guy Linoussin (\*), Charles Walter (\*), M<sup>me</sup> Nicole Prud'homme (\*), MM. Clovis Faki (\*), Bernard Ihal (\*).

(\*) Nouveaux membres.

#### La fête du centenaire des syndicats chrétiens

Les anniversaires restent, mais les temps changent. Le 27 juin 1937, plus de trente mille personnes s'étaient réunies au Parc des Princes, sous la présidence du cardinal Verdier, archevêque de Paris, qui avait célébré une messe solennelle pour fêter les cinquante ans du Syndicat des employés du commerce et de l'industrie (SECI), dont le CFTC se veut l'héritier.

Cinquante ans après, plus de cinq mille personnes emplissent un chapiteau à Versailles, sans messe et sans archevêque de Paris, pour célébrer, le 28 novembre, les cent ans du SECI. Ce fut une belle fête, techniquement très réussie. Grâce aux renforts très sophistiqués de la vidéo, les images du passé — de Denis Papin et sa machine à vapeur aux manifestations pour «le droit de l'enseignement» en 1984 — ont défilé sous les regards conquis d'avance et enthousiasmés des militants.

Le texte avait été écrit par M. Jean Bornard et lu par Pierre Bellemare, non sans que le présentateur de la télévision prit parfois quelques libertés. Ainsi, il a ajouté au scénario original un commentaire libre pour souligner que le gouvernement Mauroy, après la manifestation du 24 juin 1984 pour la «liberté de l'enseignement», avait été «robotté de parti». Vivant, le récit a bien reconstruit le parcours du syndicalisme chrétien, malgré quelques raccourcis historiques inévitables.

Arrivé sous le chapiteau à 16 h 25, M. Jacques Chirac fut obligé d'intervenir plus tôt que prévu car il devait aller accueillir

les otages du Liban à Orly. L'interruption de la fresque historique, à 16 h 10, par «le premier ministre de la France» (selon la présentation de M. Drilleaud) fut saluée par des sifflets et des applaudissements. Mais il suffit que M. Chirac évoque le retour des otages pour recueillir un tonnerre d'applaudissements.

Dans son intervention, le premier ministre a salué l'attachement à l'humanisme, à la solidarité et à la participation d'une CFTC qui incarne «le syndicalisme de la personne». Il a promis que son «engagement formel de construire un statut social avec des droits nouveaux pour la mère de famille» serait venu «avant la fin de l'année». A 16 h 22, M. Chirac était repart.

Intervenant après l'évocation du combat de la CFTC pour «l'enseignement libre» — avec une allocution passionnée de M. Jacques Tessier, président d'honneur, — l'annonce d'un message vidéo de M. Mitterrand a été saluée par un concert de huées et de sifflets. Mais le silence se fit pour le bref discours du chef de l'État — transmettant ses «sentiments de respect et d'estime» et souhaitant «bonne chance» au syndicalisme chrétien — dont la conclusion fut applaudie poliment.

Après un message vidéo de Luch Wallez et une adresse de Mgr. Casaroli au nom de Jean-Paul II, M. Bornard lança un appel en faveur du syndicalisme, «grande école de vie, de fraternité, de solidarité».

M. N.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'emprunt étant entièrement souscrit, cette annonce est publiée à titre d'information.

## FLORAL

Créée à l'initiative du Crédit Local de France et de la Caisse des Dépôts, FLORAL a une double vocation : l'ingénierie financière au service des collectivités locales, et le financement de leurs investissements. A ce titre, FLORAL intervient en leur nom sur le marché financier national, et émet son deuxième emprunt.

### EMPRUNT NOVEMBRE 1987

Emission de 146 000 obligations de 5 000 francs  
Prix d'émission : 5 015 francs  
Date de jouissance et de règlement : 24 novembre 1987  
Taux nominal : TAM  
Taux de rendement actuariel brut au règlement : TAM — 0,05 %  
Durée : 10 ans  
Amortissement : In Fine  
Cotation : Bourse de Paris

FLORAL  
Financement Local et Régional

Une note d'information Visa COB n° 87-432 en date du 11 novembre 1987 est disponible sans frais auprès de FLORAL, 98, rue de l'Université - 75007 PARIS - BALO du 23 novembre 1987.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 25 novembre 1987, AVENIR a tenu une assemblée générale ordinaire, sous la présidence de Philippe Santini, qui a nommé M. André Chadeau, administrateur de la société.

Ancien président de la SNCF, André Chadeau est entré dans le groupe Havas en août 1987 en qualité de conseiller du président de l'agence Havas.

Cette assemblée a été suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui a approuvé le plan d'action par AVENIR de trois de ses filiales :

— Société d'exploitation commerciale et industrielle «S.E.C.I.» ;  
— Publi-Com ;  
— Armement Publicité et Affichage.

Pour tenir compte des apports faits par ces sociétés, AVENIR a dû créer 106 actions nouvelles et augmenter son capital qui s'élevait, à ce jour, à 52 496 100 F et est représenté par 1 049 922 actions.

Cette assemblée a également transmis le plan d'option d'achat d'actions mis en place en 1985 en plan d'option de souscription dans la limite de 3 % du capital de la société.

An cours de ces assemblées, M. Philippe Santini a fait le point sur la situa-

tion d'AVENIR au 31 octobre 1987. A cette date, le chiffre d'affaires a été de 722,3 millions de francs, en progression de 7 % par rapport à octobre 1986.

Le résultat net, après impôt, et compte tenu des opérations de fusion réalisées ci-dessus, devrait être d'un million 40 millions de francs, soit une progression de l'ordre de 25 %.

Par ailleurs, la société a acquis, au cours de cet exercice un certain nombre de concessions d'affichage, notamment dans la région parisienne.

Elle a pris la cession des sociétés Voltaire et Publicité extérieure Boule, renforçant ainsi son patrimoine en Ile-de-France. Elle vient de louer des emplacements significatifs à Paris et a acquis la société Affichage 44 à Nantes.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1988, AVENIR réalisera, ce qui peut être considéré comme une première mondiale, la création d'un réseau sur les agglomérations françaises de plus de 200 000 habitants, en partenariat avec la commune de Tréviers.

L'ensemble de ces actions ainsi que son excellente situation financière permettent à AVENIR de consolider sa position de leader de l'affichage tant en France qu'en Europe.

### CONCOURS LE MONDE DU VIN

à partir du lundi 7 décembre  
le Monde publiera les réponses  
au concours

Lundi 7 daté 8 décembre  
réponses aux questions 1 à 10  
Mardi 8 daté 9 décembre  
réponses aux questions 11 à 20  
Mercredi 9 daté 10 décembre  
réponses aux questions 21 à 30  
Jeudi 10 daté 11 décembre  
réponses aux questions 31 à 40  
Vendredi 11 daté 12 décembre  
réponses aux questions 41 à 48  
Samedi 12 daté 13-14 décembre  
réponses à la question subsidiaire



# Économie

## AFFAIRES

### Deux hommages à la mémoire de Georges Besse

La Cogema, filiale du Commissariat à l'énergie atomique chargée du cycle de l'uranium, a décidé de rendre hommage à son premier dirigeant, Georges Besse, assassiné il y a un an, le 17 novembre 1986. L'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif, située sur le site du Tricastin, à Pierrelatte, dans la Drôme, prendra le 5 mars prochain le nom d'« usine Georges-Besse », et une stèle sera élevée sur le site à la mémoire de son fondateur. Georges Besse avait dirigé de 1976 à 1982 la réalisation de cette gigantesque usine, la plus importante du monde, capable d'alimenter 90 réacteurs nucléaires à eau pressurisée, en tant que président d'Eurodif, puis en tant que directeur général et président de la Cogema.

D'autre part, la Fondation Georges-Besse, créée l'été dernier, annoncera le 3 décembre prochain le nom de trois premiers lauréats qui bénéficieront de son soutien. Constituée sous l'égide de la Fondation de France, par un groupe d'amis de Georges Besse et d'entreprises (Cogema, CEA, Charbonnages de France, Elf-Aquitaine, Pechiney,

Renault), cette fondation a pour vocation d'aider des jeunes à la fin de leurs études ou au début de leur vie professionnelle. Cette aide est prioritairement destinée à des jeunes qui « paraissent posséder des capacités d'entraîneur d'hommes dans le domaine des industries de haute technicité » et qui « rencontrent des obstacles, notamment d'ordre économique, à la réalisation de leurs études ou de leurs projets personnels ».

Préside par André Giraud, ministre de la défense, et ami de longue date de Georges Besse, la Fondation a sélectionné pour la présente année scolaire, en raison des délais très courts, une promotion « symbolique » et extrêmement réduite de trois étudiants en classes préparatoires. A partir de l'année prochaine, la sélection s'opérera en deux temps : les bourses d'études seront fixées en juin et officiellement remises aux lauréats au mois de septembre suivant.

★ Fondation Georges-Besse, BP231, 78144 Vélizy-Villacoublay Cedex.

### Patrons à temps partiel

Que faire lorsque l'on est un cadre supérieur, la quarantaine bien tassée, à la recherche d'un emploi ? Frapper à la porte des grandes entreprises du secteur ? Certes, mais les places disponibles y sont rares. Se tourner vers les PME-PMI ? Nombreuses sont en effet celles qui seraient prêtes à embaucher un cadre de direction, mais bien peu ont les moyens d'investir plus de 700 000 F par an pour payer le salaire et les charges sociales afférentes à l'embauche d'un cadre de haut niveau. « La solution », c'est de devenir un partenaire de direction à temps partiel, a proposé François Prud'Homme, depuis quatre mois, dans le cadre de la Chambre de commerce et d'industrie Val-d'Oise-Yvelines (1), il forme des cadres supérieurs au chômage à la direction informatique de petites entreprises.

Une expérience similaire est également menée depuis quatre ans à la Chambre de commerce et d'industrie de Moulins-Vichy, avec pour spécificité : la formation de « directeurs commerciaux à temps partiel » (2). Ces stages ont pour but d'aider d'anciens directeurs commerciaux à adapter leurs compétences aux problèmes spécifiques des PME-PMI.

A la différence des consultants traditionnels, ces dirigeants

d'un nouveau type s'impliquent réellement dans la gestion de l'entreprise, expliquent les initiateurs de la formule. Ils participent à toutes les réunions de direction, figurent dans l'organigramme de l'entreprise, sont éventuellement chargés d'assurer l'embauche de collaborateurs.

Un certain nombre d'entre eux se seraient déjà regroupés en réseaux de partenaires pour développer des synergies entre leurs propres compétences et celles de leurs multiples employeurs respectifs.

A. K.

(1) Partenaires de direction à temps partiel PME-PMI : stage proposé par la CCI Val-d'Oise-Yvelines, centre d'information et de formation, 36, rue du Parc-de-Clagny, 78000 Versailles. Tél. : 93-53-96-22.

(2) Le prochain stage de « directeur commercial à temps partiel » de la Chambre de commerce et d'industrie de Moulins-Vichy aura lieu du 11 au 15 novembre 1988. Ces stages sont cofinancés. Ils coûtent 1 700 F par mois (sans les frais d'hébergement) pour un demandeur d'emploi. Renseignements : Institut français de partenariat entrepreneurial, 22, rue du Président-Wilson, 03205 Vichy. Tél. : 70-98-46-77.

## AGRICULTURE

### La polémique sur la privatisation du Crédit agricole

## M. Nallet demande à M. Guillaume de reporter son projet de mutualisation de la banque verte

M. Henri Nallet, député socialiste de l'Yonne et ancien ministre de l'Agriculture, demandera, le 1<sup>er</sup> décembre — au nom de son groupe — à M. Guillaume le report de son projet de loi de mutualisation du Crédit agricole. M. Nallet veut inviter le ministre de l'Agriculture à « calmer le jeu » en lui proposant de réfléchir à une solution alternative qui passerait par l'abandon de l'idée de privatisation de la « banque verte ».

Largement réformé par le Sénat, rétabli dans ses grandes lignes par l'Assemblée nationale, mais aussitôt amputé en commission mixte paritaire d'un article-clé sur la représentation des agriculteurs (1), le projet de mutualisation de la « banque verte » prend en cette fin d'automne les allures d'un projet Devaquet, la pression de la rue en moins.

Le problème est à la mesure de l'enjeu mis sur le tapis : depuis son arrivée rue de Varenne, M. Guillaume veut offrir aux quatre-vingt-quatre caisses régionales du Crédit agricole, établissements privés, la possibilité d'être propriétaires de leur organe central, la Caisse nationale de crédit agricole, à caractère public. Une opération qui doit, selon lui, permettre à la première banque du pays de se donner les moyens d'entrer dans l'univers concurrentiel de 1992 sans fois abandonnées la tutelle de l'Etat et les contraintes de gestion liées à cette présence.

Les caisses régionales ont toujours manifesté leur volonté de contrôler la Caisse nationale, à qui elles fournissent l'essentiel de ses ressources. Mais faut-il pour cela privatiser la « banque verte » ? Faut-il, autrement dit, imposer aux organisations agricoles massivement représentées au sein des caisses régionales, un effort de l'ordre de 8 à 10 milliards de francs au moment où l'agriculture pioche sous plus de 200 milliards de francs de dettes.

Ni les menaces d'inconstitutionnalité d'une partie du texte, ni le refus de M. Balladur d'affaiblir le produit de la mutualisation à l'agriculture (comme le demandaient les socialistes rejoints par les barrières, mais aussi par la FNSEA et par le CNJA), ni même les réticences d'une partie de la majorité, n'ont incité M. Guillaume à réviser son choix. Dans ce contexte, la proposi-

tion de M. Nallet arrive bien tard et sans doute trop tard. Elle n'en reste pas moins à ce jour, la seule susceptible de remobiliser un monde agricole qui s'interroge sur le coût d'acquisition de la « banque verte ».

### Le monopole des prêts bonifiés

Que dit l'ancien ministre ? Première idée : il faut renoncer à la mutualisation et maintenir la Caisse nationale « sous forme d'établissement public dont le champ d'intervention serait réduit à la gestion des prêts bonifiés (2) pour le compte des caisses ». Pour M. Nallet, le lien Etat-agriculture serait ainsi pérennisé dans une période où ce secteur est exposé à une fragilisation accrue. La présence de l'Etat pourrait, en outre, selon lui, placer le Crédit agricole en meilleure posture pour conserver son monopole de distribution des prêts bonifiés après 1992. En second lieu, le député de l'Yonne préconise de donner aux caisses régionales la pleine capacité d'exercer le métier de banquier. Il suffirait pour cela d'une disposition législative.

Par ce biais, et c'est là le dernier volet de la proposition Nallet, l'établissement public et les caisses régionales pourraient négocier un protocole de transfert de tous les actifs de la Caisse nationale autres que ceux liés à la bonification. Une caisse centrale à statut coopératif émanant des quatre-vingt-quatre caisses régionales assurerait les activités communes comme la gestion des dépôts ou les opérations sur les marchés internationaux. La Caisse nationale céderait ainsi l'essentiel de ses compétences en vendant ses actifs. « Les caisses régionales seraient satisfaites à un cours inférieur à la valeur réelle car le produit de la vente rentrerait au sein de l'institution », précise M. Nallet.

Un argument qui ne peut laisser indifférentes les organisations professionnelles agricoles (OPA). Si M. Guillaume assure qu'il a toujours pu obtenir de M. Balladur les crédits nécessaires quand l'agriculture en avait besoin, il a dû se ranger au point de vue du ministre de l'économie pour qui « les sommes en question sont affectées à la réduction de l'endettement de l'Etat et à la recapitalisation des entreprises publiques ». A la déconvenue des OPA, qui craignent de voir leur argent quitter l'agriculture pour aller vers l'industrie, s'ajoute l'inquiétude des caisses régionales.

Lors d'une réunion récente, elles ont établi que, sur un total de quatre-vingt-quatre, trente seulement n'auraient pas à s'endetter pour racheter la part qui leur revient de la Caisse nationale.

En proposant à M. Guillaume de prendre une virgule à 180 degrés, M. Nallet va du même coup au-delà des positions qu'avaient jusqu'ici défendues les socialistes. Lorsqu'il était ministre de l'Agriculture, il avait tenté, avec M. Huchon, alors président de la Caisse nationale, de renforcer le poids des caisses régionales. Mais il s'agissait d'une procédure lente qui ne devait en aucun cas aboutir à diminuer les prérogatives de l'organe central. Par « fidélité » à cette vision, les socialistes ont laissé se développer le projet Guillaume. Il serait surprenant que le ministre de l'Agriculture tienne compte de la proposition Nallet exprimée par son auteur. Mais il peut déjà redouter qu'elle inspire des idées, sinon des revendications aux OPA.

La FNSEA attendait dix mille participants à Rouen pour une manifestation contre la politique de Bruxelles en matière de production et de dépenses agricoles le lundi 30 novembre. De Rouen à la rue de Varenne il y a plus d'un pas, cela donne à M. Guillaume le temps de réfléchir.

ERIC FOTTORINO.

(1) L'article 13 du projet prévoyait que 75 % des sièges des conseils d'administration des caisses régionales seraient réservés aux représentants des organisations agricoles. Voyant dans cette majorité qualifiée un risque d'inconstitutionnalité, le Sénat l'a ramené à 51 %. Les députés l'ont, pour leur part, portée à 66 %. En commission mixte, les parlementaires de la majorité se sont divisés, excluant finalement l'article 13 du projet. Les organisations agricoles ont demandé à M. Guillaume de rétablir cet article dans sa version « 66 % ». Une telle initiative exposerait le ministre de l'Agriculture à une saisine du Conseil constitutionnel.

(2) Ce fonds est constitué par les cotisations des caisses régionales.

### La fin de la conférence de l'Organisation

## La FAO tentera de se réformer de l'intérieur

Commencée le 7 novembre dans un climat de crise, la conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation de la FAO s'est achevée à Rome, le 27 novembre, sur une motion de soutien au directeur général, M. Saouma (réélu le 9 novembre pour six ans), à son programme de réformes et à son budget. Enjeu majeur de cette session, la question des réformes avait déjà été posée par certains pays anglo-saxons menés par le Canada. Ces derniers préconisaient la création d'une commission d'experts de haut niveau extérieurs à la FAO, qui aurait été chargée d'amender l'institution dans le sens d'une meilleure transparence et d'un contrôle accru des donateurs sur le « bon usage » de leurs contributions.

C'est finalement une proposition française, largement soutenue (80 voix sur 99 exprimées), qui a prévalu. Celle-ci prévoit que les réformes seront étudiées par des organismes internes à la FAO (comité de programme et comité financier), assistés d'experts nommés par eux, et en collaboration avec le directeur général. L'autonomie de la FAO a ainsi été reconnue, conformément aux souhaits de M. Saouma. Il reste à régler le problème financier de l'institution qui

attend un arriéré de contributions de 92 millions de dollars. Le budget 1988-1989 approuvé par la conférence s'élève à 492 millions de dollars, soit une hausse de 0,25 % sur le précédent.

● PÊCHE : campagne commune américano-soviétique en 1988 dans le Pacifique. — Trente-deux chalutiers soviétiques et trente-deux américains participeront en 1988 à une campagne de pêche « commune », aux termes d'un accord signé jeudi à Nakhodka, (un port de l'est de l'URSS).

● RECTIFICATIF. — M. Raoul Gardini, président du groupe agro alimentaire italien Ferruzzi (sis à Ravenne et non à Varenne) n'a pas décidé de « s'emparer de la Montedison », comme un titre erroné l'indiquait dans le Monde du 28 novembre : ainsi que l'article le précisait il est déjà en effet le principal actionnaire, depuis plus d'un an, avec aujourd'hui environ 40 % des parts. (Le second porteur de la banque d'affaires Mediobanca détient un peu plus de 8 %). En fait, M. Gardini a annoncé sa décision de venir également président du groupe milanais aux lieu et place de M. Mario Schimberni.



## HAUTES ETUDES COMMERCIALES

### M.S. HEC COMMUNICATION

Les stratégies et techniques de la communication d'entreprise.

### M.S. HEC ENTREPRENEURS

La formation humaine et scientifique des futurs dirigeants (repreneurs, redresseurs et créateurs d'entreprises).

### M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE

La maîtrise des nouveaux instruments financiers internationaux.

### M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING

Le marketing fer de lance de la décision stratégique.

L'Ecole des Hautes Etudes Commerciales ouvre quatre-vingts places dans ses MASTERES SPECIALISES (M.S.) pour l'année académique 1988-1989.

Clôture des inscriptions : première session : 20 février 1988 ; deuxième session : 15 mai 1988. Renseignements et inscriptions : Monique SASSIER HEC 78350 Jouy-en-Josas



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## ADP ET INTEREPARGNE : ICI COMMENCE LA PARTICIPATION

### LA PARTICIPATION EN ACTION

ADP/Aéroports de Paris, partenaire actif de l'industrie du transport aérien, dont la mission principale est le développement du trafic aérien à Paris, mise sur le management participatif. ADP, Entreprise publique novatrice et dynamique, a élaboré sa CHARTE et son PROJET D'ENTREPRISE.

ADP a créé ADPARGNE, une formule qui valorise l'épargne individuelle en fonction des résultats de l'entreprise. ADP a choisi INTEREPARGNE comme

partenaire pour gérer ADPARGNE.

INTEREPARGNE, filiale du Groupe BRED, l'un des leaders sur le marché de la Participation, apporte sa longue expérience et son savoir-faire aux entreprises qui désirent associer leurs salariés à leur expansion.

Pour toutes informations : Guy CABESSA, Directeur du Département de l'Epargne Salariale INTEREPARGNE, 9, rue d'Argenson. 75008 PARIS 42 65 59 10.

Etre bien informé, c'est mieux choisir.





## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FÉDÉRATION EUROPÉENNE DES FONDS ET SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT  
EUROPEAN FEDERATION OF INVESTMENT FUNDS AND COMPANIES  
EUROPAISCHE INVESTMENT-VEREINIGUNG

La Fédération européenne des fonds et sociétés d'investissement s'est réunie en assemblée générale le 13 novembre 1987 à Bruxelles, sous la présidence du Dr Bracke. Elle a admis à cette occasion, en qualité de membre associé, une société de gestion de fonds commun de placement luxembourgeoise.

Au cours de la réunion, les représentants des divers pays ont procédé à un échange d'informations sur le comportement des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières et de leurs souscripteurs dans leurs pays respectifs, pendant la période actuelle de profonde perturbation des marchés financiers.

Il apparaît que, dans l'ensemble, les OPCVM ont, par référence aux indices de marché, assez bien résisté à la crise. Les professionnels ont pu constater, par ailleurs, que les particuliers n'ont pas amplifié de manière significative leurs demandes de rachat et semblent ainsi faire preuve d'un comportement plus stable que les détenteurs directs de valeurs mobilières.

BANQUE  
HERVET



Au travers de sa filiale UNION DE MARCHÉS, la BANQUE HERVET annonce qu'elle a pris une participation dans le capital de B.B.T. SA (anciennement Baux, Blanchet, Tavernier), Agent des Marchés Interbancaires.

Ce rapprochement permettra à B.B.T. de poursuivre son développement et d'aborder de nouvelles activités dans le respect de son autonomie et de ses structures, sous la conduite de l'actuelle équipe de direction.

A la suite du décès de M. Michel TAVERNIER, M. Alain NAVARRO est appelé à prendre la présidence de B.B.T. SA. L'équipe de direction de la société, composée de M. Claude THIFINAU et M. Patrick TEZENAS DU MONTCEL, sera renforcée par l'arrivée de M. Pierre AMIEL à partir du 1<sup>er</sup> Janvier 1988.

M. Jean BAYARD, Directeur Général de la BANQUE HERVET assure la présidence de la Société UNION DE MARCHÉS dont M. Alain NAVARRO deviendra Administrateur.

La BANQUE HERVET précise qu'elle compte positionner UNION DE MARCHÉS avec ses nouveaux associés dans d'autres domaines des marchés interbancaires et financiers.



Résultat au 30 septembre 1987

Depuis le début de l'exercice, la production nouvelle s'élève à 179 millions dont 66 millions au titre du patrimoine locatif (bureaux parisiens), et 113 millions pour le crédit-bail immobilier.

Le chiffre d'affaires locatif des neuf premiers mois d'activité s'établit à 163 millions de francs, contre 142 millions un an auparavant (+ 14,8 %).

Le bénéfice de la période, hors plus-values, s'élève à 51,1 millions; compte tenu de l'accroissement du nombre de titres en circulation (+ 15,6 %), le bénéfice par action est en hausse de 6,9 %, sur celui des neuf premiers mois de 1986.

Le prochain dividende devrait connaître une augmentation supérieure à l'inflation (dividendes 1986 : 31,02 francs dont 0,72 francs d'avoir fiscal).



Résultat au 30 septembre 1987

Depuis le début de l'exercice, la production nouvelle au crédit-bail immobilier s'élève à 73 millions de francs.

Le chiffre d'affaires locatif des neuf premiers mois d'activité s'établit à 19,2 millions de francs.

Le bénéfice de la période s'élève à 11,3 millions de francs.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## Économie

AU CANADA

### La réforme fiscale à l'épreuve des marchés financiers

dollars canadiens de l'impôt sur le revenu, augmentation de 600 millions de dollars canadiens de l'impôt sur les sociétés, recettes supplémentaires de 1,1 milliard de dollars canadiens.

Au total, le déficit budgétaire diminuera de 1,2 milliard de dollars canadiens en 1988, alors qu'il augmentera de 1,3 milliard de dollars canadiens en 1989. L'effet conjoncturel sera, en fait, très faible. Et si freinage il y avait, le risque ne serait probablement pas trop grand, tant l'activité au Canada est forte et s'est encore accélérée cette année, les investissements en forte croissance relayant une consommation qui commence tout juste à se ralentir.

Restent les effets structurels à long terme que produira la réforme. Sur les cinq prochaines années, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés compensera la baisse de l'impôt sur les revenus. Michael H. Wilson, le ministre des finances, l'a dit très clairement : « Les sociétés supporteront une plus forte proportion du fardeau fiscal. Le produit de l'impôt sur les bénéfices augmentera d'environ 5 milliards de dollars canadiens au cours des cinq prochaines années. »

#### Fin de nombreuses exemptions

Ce projet, comme il l'a peut-être fait aux États-Unis, fera-t-il à nouveau basculer les colonnes du temple ? La sensibilité des Bourses dans le monde étant, depuis quelques semaines, ce que l'on sait, la chose n'est pas impossible. Il faut tout de même remarquer que, pour l'essentiel, ce seront les banques et, plus encore, les sociétés d'assurance-vie qui supporteront l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices.

C'est surtout à elles que pensait le ministre des finances canadien lorsque, en juin dernier, il déclarait : « Nous savons tous que le régime fiscal permet à beaucoup de sociétés rentables d'éviter de payer leur juste part d'impôt. » Les statistiques officielles montrent que, grâce aux divers avantages accordés au fil des ans, les établissements financiers, les assurances, l'immobilier, supportent un taux moyen effectif d'impôt sur les bénéfices de 14,5 %, le plus faible parmi tous les autres secteurs : 24,5 % pour le commerce de gros, 21,2 % pour le commerce de détail, 20,4 % pour les services, etc.

La réforme canadienne, qui prévoit une baisse des taux, n'alourdit l'imposition des sociétés que par la suppression de nombreux avantages accordés ici et là. Les sociétés cinématographiques, par exemple, bénéficient l'année de production d'un film de la possibilité de déduire intégralement le coût de sa fabrication. La réforme peut avoir ceci de bon — si elle ne déclenche pas la tempête — d'inciter les chefs d'entreprise à décider de leurs investissements, non plus en fonction de calculs fiscaux compliqués imaginés pour réduire la charge d'impôts, mais en fonction d'objectifs économiques.

Les dispositions concernant les particuliers peuvent-elles de leur côté faire mauvaise impression sur les milieux boursiers ? De même que six millions de contribuables

américains de condition modeste ont été complètement exonérés, la réforme canadienne supprimera l'impôt sur le revenu pour 850 000 personnes. Les revenus élevés ne seront plus lourdement taxés que s'ils comprennent des gains en capital ou font usage de concessions fiscales. Mais dans l'ensemble le code des impôts canadiens continuera d'accorder des positions préférentielles aux gains en capital, gains que le nouveau système américain considère, au contraire, comme des revenus ordinaires et traite comme tels. Bon pour la Bourse qui devrait enregistrer avec satisfaction cette prime accordée au risque par le Canada.

Ottawa a en outre décidé de remplacer les exemptions, aux effets d'autant plus importants que les revenus sont plus élevés, par des crédits d'impôt égaux pour tous, mais qui avantageront les petits contribuables. Il y a là une réforme importante, qu'on ne retrouve pas aux États-Unis.

Ottawa continuera, malgré son souci de simplification, à mener une politique active d'aménagement du territoire : les régions éloignées, les industries minières, les fermiers, les forêts, la pêche, l'industrie pétrolière et gazière conserveront les avantages dont ils jouissent actuellement, au grand dam de Washington.

Sur un point essentiel, Ottawa a reculé devant la difficulté et a renoncé, provisoirement du moins, à une réforme qui aurait accru la compétitivité de l'industrie canadienne, donnant par là confiance à la Bourse. Cette réforme consistait à supprimer l'actuelle taxe de vente perçue par l'État au taux de 12 % sur les seuls producteurs, pour la remplacer par une TVA plus ou moins inspirée du système français. Il fallait l'accord des provinces, et la chose n'était pas facile puisque le prix à la consommation auraient augmenté. La réforme ne sera pas reprise avant plusieurs années, nous a confié M. Michael Wilson.

Tous les spécialistes sont pourtant d'accord sur un point : la taxe de vente en vigueur depuis soixante ans est l'impôt le plus désuet qui puisse exister (1). Et le Canada ferait bien de s'en débarrasser au plus tôt puisqu'elle pénalise les industriels nationaux par rapport aux productions importées. On estime couramment que les productions canadiennes supportent ainsi une taxe majorée d'un tiers par rapport aux produits américains.

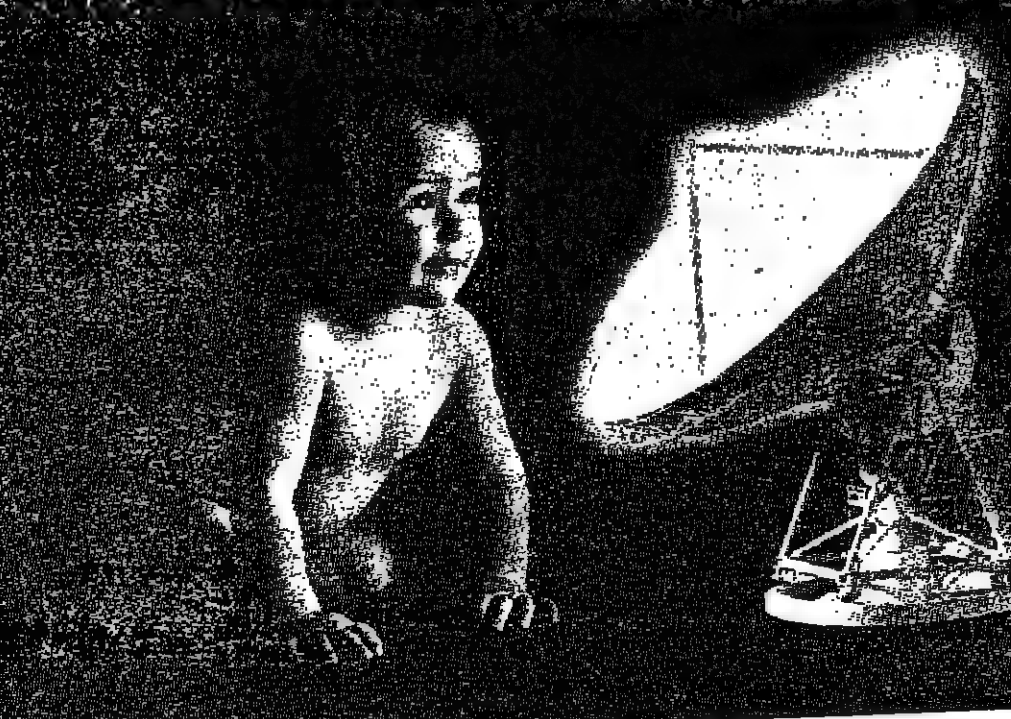
Telle est, pour l'essentiel, la réforme fiscale canadienne, dont M. Michael H. Wilson espère qu'elle incitera les entreprises à investir davantage et mieux, tandis que seront traités plus équitablement les citoyens.

Reste à savoir ce que penseront les marchés financiers d'une réforme pas si anodine que cela.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) L'assiette de la taxe fédérale de vente est extrêmement étroite. Le tiers seulement des biens et services y est assujéti. La taxe s'applique à une partie seulement du prix de vente final, le prix de vente du fabricant. Il existe aussi une taxe de vente provinciale, payée celle-là par le consommateur.

### EMPRUNTS CNT: INVESTISSEZ DANS LA COMMUNICATION DE DEMAIN



CNT

En finançant par des emprunts la recherche, le développement et les applications de technologies parmi les plus avancées au monde, la CNT contribue à l'effort entrepris par les Télécommunications françaises pour placer au tout premier plan de la compétition internationale. Pour maintenir l'avance technologique dans les domaines de la télématique, des vidéocommunications et des satellites de communication, pour poursuivre la modernisation du réseau et favoriser l'innovation technique dans la conception des équipements de télécommunications, pour multiplier et améliorer les services offerts à la clientèle sur le réseau téléphonique et favoriser le développement des activités des Télécommunications françaises dans le domaine international, la CNT lance un nouvel emprunt public accessible à tous ceux qui pensent que la communication sera demain un des domaines d'activité les plus dynamiques et les plus rentables. En souscrivant aux emprunts de la CNT, chacun peut profiter de la progression des Télécommunications. En les faisant progresser.

#### EMPRUNT A TAUX FIXE

Prix d'émission: le pair soit 5000 F par titre. Durée: 10 ans. Date de jouissance et de règlement: 14 décembre 1987. Intérêt: 10 %. Amortissement en totalité à la fin de la 10<sup>e</sup> année. Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 7<sup>e</sup> anniversaire.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
Une valeur sûre.

BALO du 30 novembre 1987. Visa COB n° 87.436 du 23 novembre 1987. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du Public.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES N° 52 décembre

EN KIOSQUE

La Bourse et le dollar...

### OFFREZ-VOUS LE CADEAU QUI FERA CARRIÈRE

HP-18C BUSINESS CONSULTANT  
VOTRE GESTIONNAIRE FINANCIER  
• BANQUE: Rentabilité/Amortissement/Taux d'intérêts.  
• VENTE: Prévisions/Marges/Bénéfices.  
• GESTION D'AGENDA: Horloge/Calendrier.  
• Version française/Sélection par menus.  
Fonctions personnalisables/Imprimante en option.  
LA RÈGLE A CALCUL 1<sup>re</sup> distributeur agréé des calculatrices HEWLETT-PACKARD FRANCE vous propose d'assister à une démonstration.



1290F TTC

Offre valable du 15 nov. 87 au 15 janv. 88

OFFRE EXCEPTIONNELLE  
LA RÈGLE A CALCUL 65 bd Saint-Germain BP 300 75228 Paris cedex 05  
Tél.: (1) 43.25.68.88 - Télécopie: (1) 43.25.22.76 - Tél.: RAC 201 324 F



# Etes-vous sûr d'avoir 1929 raisons de broyer du noir ? Un banquier vous éclaire.

*Une lettre ouverte de Michel Cicurel, Directeur Général de la Banque Cortal.*

**E**n période de crise, l'obscurité est aussi dommageable que la chute des cours. Chez Cortal, la lumière est restée allumée. Dans l'œil du cyclone, nous avons écrit à chacun de nos clients pour livrer notre analyse de la situation.

Aujourd'hui, ce sont eux qui nous écrivent ; ils nous remercient de leur avoir évité la traversée en solitaire de cette tempête boursière. Ils se sont sentis soutenus, épaulés, conseillés.

Notre mérite aura été modeste. Face à la crise, Cortal a trouvé une clientèle avertie et robuste. En effet, le « service Cortal », qui est l'âme de notre banque, l'avait bien armée. Durant l'épreuve, le courant a continué de passer.

Nos clients se sont parfois étonnés de la multiplication



des moyens d'information et de liaison : un relevé mensuel accompagné d'explications et de suggestions personnalisées... des conseils réguliers pour optimiser leurs placements et des mises en garde contre les aléas de la conjoncture... des conseillers toujours disponibles au bout du fil jusqu'à 20 heures... la facilité de transmettre rapidement les ordres par courrier ou par téléphone. Ce dispositif a fait la preuve de son efficacité dans la tourmente.

C'est dans les grandes occasions qu'un client prend la mesure du dévouement de son banquier. C'est dans les grandes occasions que le banquier mesure la fidélité de ses clients.

Je remercie les nôtres de leur confiance. Elle nous incite à redoubler d'ardeur pour défendre leurs intérêts (\*).

*Michel*  
Michel CICUREL

\* Pour en savoir plus sur le Service Cortal et sur les placements recommandés par Cortal en période d'incertitude, appelez le 16 (1) 47 47 11 29 ou adressez votre carte de visite à Cortal - 27, rue d'Orléans, 92200 Neuilly-sur-Seine.



## Marchés financiers

Reprise des négociations  
entre le Banco de Bilbao et le Banesto

Les négociations entre le Banco de Bilbao et le Banco español de crédito (Banesto) ont repris, samedi 28 novembre, à Madrid, au moment où les milieux financiers de la Péninsule les croyaient rompues. On sait que, il y a un peu plus d'un an, le Banco de Bilbao, quatrième banque d'Espagne, sous l'impulsion de son président, le dynamisme José Ángel Sánchez Asín, a rendu public un projet de fusion avec le Banesto, numéro deux du pays, présidé par l'octogénaire Pablo Garrica. Devant les réticences de l'État-major du Banesto, et l'échec relatif des pourparlers, M. Asín, à la veille du week-end, envisageait de lancer une OPA « hostile » sur le Banesto, lorsque, à la suite de la démission surprise du directeur général de cette der-

nière banque, M. José María López de Letona, de nouveaux pourparlers ont été engagés. Ils le sont, cette fois-ci, avec M. Emilio Conde, homme d'affaires espagnol qui, il y a peu de temps, avec le concours d'un autre homme d'affaires, M. Juan Abello, est devenu le principal actionnaire du Banesto, avec 7 % du capital, puis le conseiller du président et, enfin, le vice-président après le départ de M. de Letona. On croit savoir que M. Conde exige, pour donner suite à l'offre de fusion du Banco de Bilbao, des postes importants pour lui et les autres membres de l'État-major, plus l'égalité de traitement entre les deux établissements. Les discussions se poursuivaient en début de semaine.

Girard repris  
par la société Delave-Médard

Le tribunal de commerce de Limoges a décidé d'attribuer la reprise du fonds de commerce des porcelaines Girard à un autre porcelainier, Georges Médard, de la société Delave-Médard. L'entreprise Girard, fondée en 1836, est l'une des plus anciennes manufactures de porcelaine de Limoges. Après avoir employé dans les années 70 jusqu'à deux cent cinquante salariés, elle a cessé de fonctionner, enregistrant en 1983 puis en 1985 deux déficits de bilan successifs, pour être finalement mise en liquidation judiciaire le 4 juin 1987 (le Monde des 19 et 22 août 1987). Depuis cinq mois les quarante derniers salariés de l'entreprise ont mené de nombreuses actions pour soutenir un plan de reprise présenté par la famille des fondateurs, solution rejetée en août par le tribunal, faute de garanties financières suffisantes. Le nouveau repreneur a promis 5 millions de francs d'investissements et la création de cinquante-cinq emplois dans les cinq ans à venir.

Intermarché  
prend le contrôle  
d'Asco

Intermarché, quatrième groupe commercial français, a pris une participation majoritaire dans la société Asco distribution, annonce le groupe dans un communiqué. La société Asco distribution exploite 14 hypermarchés, 20 supermarchés et 5 magasins de bricolage à l'enseigne Asco, pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Ces magasins, présents dans le communiqué « d'intermarché », avec 1 030 points de vente et 15 000 salariés, réalisent un chiffre d'affaires de 58 milliards de francs. Créée il y a une dizaine d'années la chaîne Asco connaît des difficultés financières, la prise de participation d'Intermarché lui permettra de « renforcer sa structure financière », assure le communiqué. Intermarché est né il y a une douzaine d'années d'une scission au sein des centres Leclerc. L'an dernier cinq hypermarchés et supermarchés sous franchise d'Intermarché avaient rejoint Asco.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Précision Mécanique Labinal et TRW ont signé, le 24 novembre, l'acte définitif d'acquisition par Précision Mécanique Labinal des deux divisions Constructeurs Cinch et Moteurs Globe de TRW.

Cette acquisition a été réalisée par une filiale à 100 % de Labinal Inc. : Labinal Components and Systems (LCS) créée à cet effet.

M. Jean-Lucien LAMY a été nommé président de LCS. M. Fuller D. Atkinson reste General Manager de la Division Constructeurs Cinch, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de dollars. M. Peter C. Spaulding est également nommé dans ses fonctions de General Manager de la division Moteurs Globe, dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 50 millions de dollars.

Les négociations entre les deux groupes ont été conduites dans un climat de bonne compréhension et avec la volonté réciproque d'aboutir.

Le personnel et les clients des deux divisions ont été tenus informés du bon déroulement des opérations et des dispositions prises d'un commun accord, entre Précision Mécanique Labinal et TRW, pour assurer une parfaite continuité de l'exploitation après le transfert à Précision Mécanique Labinal.

Le groupe Précision Mécanique Labinal sera désormais composé de sept divisions :

- câblage automobile (DICAB),
- filtres Partlux (DFF),
- ralentisseurs Tetra (DRT),
- systèmes aéronautiques (DSA),
- constructeurs Cinch (DCC),
- moteurs Globe (DMG),
- microturbo (DMT).

A ces sept divisions s'ajoute la participation de 45 %, prise en juin 1987 par Précision Mécanique Labinal, dans le capital de Turboméca, un des principaux constructeurs mondiaux de turbines à gaz de moyenne puissance.

Après la signature, M. A. Halm de Frey, président-directeur général de Précision Mécanique Labinal, s'est félicité de cette nouvelle acquisition qui ouvre de manière significative le marché nord-américain au groupe et crée d'importantes synergies entre les divisions, tant en Amérique du Nord qu'en Europe.



## OFFRE DE RACHAT D'OBLIGATIONS

La Caisse Centrale des Banques Populaires offre, jusqu'au 4 décembre 1987, de racheter ses obligations :

- 14,50 % juin 1980 et 14,30 % septembre 1980 de 2 000 F chacune au prix de

2 174 F

- 14 % avril 1984 de 5 000 F chacune au prix de

5 550 F

auxquels s'ajouteront dans chaque cas la fraction courue du coupon net.

Note d'information (voir CGB n° 87-434 du 19.11.1987) disponible auprès de la C.C.B.P. 115, rue Montmartre, 75002 Paris et auprès des Banques Populaires.

## Votre opportunité

- Un prix de rachat attractif.
- Un capital immédiatement disponible

## LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 28 décembre 1986

20 nov. 27 nov.

Valeurs françaises	75,6	76,7
Valeurs étrangères	76,1	80
Valeurs étrangères	94,1	98,8
Pétrole-Energie	77	78,4
Chimie	71	76,3
Métallurgie, mécanique	80,1	85,5
Electricité, électronique	85,3	88,9
Ind. de consommation	89	93,9
Ind. de consommation, tous eff.	79	85,1
Agricoles	84,2	87,7
Distribution	71,8	72,8
Transport, télécom, services	73	75,5
Assurances	86,3	84,8
Credit banque	82,8	84,8
Services financiers	74,2	77,8
Industrie et services	81,5	85,6
Industrie et services	83,3	82,7

Base 100 : 28 décembre 1986

Valeurs françaises 96,6 | 97 |

Valeurs étrangères 97,7 | 97,7 |

Valeurs étrangères 98,5 | 98,5 |

Valeurs étrangères 98,2 | 98,2 |

Base 100 : 28 décembre 1986

Valeurs françaises 2 467 | 2 570,3 |

Valeurs étrangères 2 388,5 | 2 585,6 |

Base 100 : 28 décembre 1986

Valeurs françaises 398 | 370,8 |

Valeurs étrangères 408,8 | 402,8 |

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeurs françaises 118,2 | 118,7 |

Valeurs étrangères 113 | 113 |

Valeurs étrangères 115,7 | 115,3 |

Valeurs étrangères 116,8 | 116,4 |

Base 100 : 31 décembre 1986

Valeurs françaises 228,5 | 228,5 |

Valeurs étrangères 215,1 | 220,4 |

Valeurs étrangères 216,1 | 222,9 |

Valeurs étrangères 410 | 438,4 |

Valeurs étrangères 353,5 | 413 |

Valeurs étrangères 371,8 | 387,8 |

Valeurs étrangères 273,3 | 282,9 |

Valeurs étrangères 238 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

Valeurs étrangères 238,1 | 261,5 |

## BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes (en milliards de francs)

ACTIF

Au 27 nov.

1) OR ET CREANCES SUR

L'ETRANGER

407 411

2) CREANCES SUR LE TRE-

SOR

45 987

3) CREANCES PROVENANT

D'OPERATIONS DE REF-

INANCEMENT

230 486

4) OR ET AUTRES ACTIFS

DE RESERVE A RECE-

VOIR DU RECOM

75 480

5) DIVERS

10 550

Total

769 884

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULA-

TION

217 617

2) COMPTES CREDITEURS

EXTERIEURS

20 813

3) COMPTES COURANT DU

TRESOR PUBLIC

68 828

4) COMPTES CREDITEURS

DES AGENTS ECONO-

MIQUES ET FINANCIERS

107 655

5) ECU A LIVRER AU RECOM

76 653

6) RESERVE DE REVALUA-

TION DES AVOIRS

FINANCIERS EN OR

256 839

7) CAPITAL ET FOND DE

RESERVE

3 206

8) DIVERS

17 781

Total

769 884

TOKYO, 30 nov. ↓

Forte baisse

Résultats faibles par la chute du

dollar, la Bourse de Tokyo a été

rapidement repoussée au cours de

la séance de lundi.

L'indice Nikkei ne s'est toutefois

pas inscrit à son plus bas niveau de

la semaine. En baisse de 434,30 points, il

se situe à 3 699,71. Le cours du yen

est resté stable à 163,77 à la clôture de l'après-midi

(-1,6 %). Le baromètre boursier

s'élevait à 22 882,96 points.

La faiblesse du dollar avait, il est

véritablement, déclenché les plus vives

réactions. La devise américaine s'est

proche de 132 yens, son plus bas

niveau de tous les temps, entraînant la

Banque du Japon à intervenir à plu-

sieurs reprises.

Un spécialiste de la firme Nomura

Securities, M. Michio Katsumata, a

déclaré, parlant du Kabuto-Cho :

« Les acteurs se sont mis en position

d'attente. Ils réagiront quand ils son-

teront les effets de cette baisse sur

l'économie japonaise. »

Le Japon a été le seul pays à

voir une baisse de son indice

de la semaine. En baisse de 434,30 points, il

se situe à 3 699,71. Le cours du yen

est resté stable à 163,77 à la clôture de l'après-midi

(-1,6 %). Le baromètre boursier

s'élevait à 22 882,96 points.

La faiblesse du dollar avait, il est

véritablement, déclenché les plus vives

réactions. La devise américaine s'est

proche de 132 yens, son plus bas

niveau de tous les temps, entraînant la

Banque du Japon à intervenir à plu-

sieurs reprises.

Un spécialiste de la firme Nomura

Securities, M. Michio Katsumata, a

déclaré, parlant du Kabuto-Cho :

« Les acteurs se sont mis en position

d'attente. Ils réagiront quand ils son-

teront les effets de cette baisse sur

l'économie japonaise. »

Le Japon a été le seul pays à

voir une baisse de son indice

de la semaine. En baisse de 434,30 points, il

se situe à 3 699,71. Le cours du yen

est resté stable à 163,77 à la clôture de l'après-midi

(-1,6 %). Le baromètre boursier

s'élevait à 22 882,96 points.

La faiblesse du dollar avait, il est

véritablement, déclenché les plus vives

réactions. La devise américaine s'est

proche de 132 yens, son plus bas

niveau de tous les temps, entraînant la

Banque du Japon à intervenir à plu-

sieurs reprises.

Un spécialiste de la firme Nomura

Securities, M. Michio Katsumata, a

déclaré, parlant du Kabuto-Cho :

« Les acteurs se sont mis en



## Marchés financiers

## BOURSE DU 27 NOVEMBRE

Cours relevé  
à 17 h 33

[illegible]

## Comptant

**SICAV** (selection)

27 / 11

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Emission Frais incl.	Rachet net		Emission Frais incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp. 7 1/2 1932	8882		Comptoir Natl	187	188	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	A.A.A.	600 41	673 57	Franc. Régions	94 34	91 78	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070	St. Paul, Del. CP	280	280	Actifon	181 70	176 84	Franc. Régions	1260 30	1350 30	Obé. Régions	1028 85	1014 43			
Emp. 6 3/4 1927	122 90	4 644	Comptoir Natl	780	780	Lombard (S&L)	1070	1070															

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu



هكذا من الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3-4 L'avenir des relations entre Paris et Téhéran. 4 Le départ de 20 000 soldats vietnamiens du Cambodge. 5 Les tirs de roquettes sur Kaboul. 6 Les violences et l'annulation des élections générales en Haïti.	9 Le débat Rocard-Balladur sur TF 1. 10-11 Le lancement de la campagne présidentielle de M. Raymond Barre. 12 L'élection cantonale partielle de Marseille. — La manifestation antiraciste de Paris.	14 Un commissaire de la PJ de Paris est inculpé de proxénétisme aggravé. — Le 20 <sup>e</sup> congrès du Syndicat de la magistrature. — En Suisse, le vacherin et l'épidémie de listériose. 16 La mort de Philippe Erlanger. 18-19 Sports.	20 Maria de Buenos Aires, d'Astor Piazzola. — Le concours Jacques-Thibaud. 21 Le 4 <sup>e</sup> Festival international de Rio. — Communication.	41 Au sommet d'Acapulco : un « traitement général de la dette ». 42 La fin du 43 <sup>e</sup> congrès de la CFTC. 43 La polémique sur la privatisation du Crédit agricole. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées 25 à 36 Campus ..... 24 Carnet ..... 24 Loto, Loto sportif ..... 23 Météorologie ..... 23 Mots croisés ..... 24 Radio-Télévision ..... 23 Spectacles ..... 22	● A propos d'une rumeur, RIRI ● Votez pour l'interactivité LOTO ● La cote en direct BOURSE Actualité, International, Sports 3615 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la Bourse du Monde 3616 + LM 15

TURQUIE : les résultats des élections législatives

La majorité obtenue par le premier ministre, M. Ozal, lui permet de former un gouvernement homogène

ANKARA de notre correspondant

Le parti du premier ministre, M. Turgut Ozal (ANAP (Parti de la mère patrie)), a remporté comme prévu les élections législatives du 29 novembre en Turquie. Il formera donc seul le prochain gouvernement. 93 % des vingt-six millions trois cent quarante mille électeurs inscrits ont participé au scrutin. Dans la matinée du lundi 30 novembre, alors que 91,5 % des suffrages étaient dépouillés, l'ANAP recueillait 36,5 % des voix et 294 sièges sur les 450 à pourvoir, frôlant ainsi la majorité des deux tiers dont le premier ministre aurait eu besoin pour procéder à des changements constitutionnels.

Le Parti populaire social démocrate (PPSD) de M. Erdal Inönü demeure, avec 24,5 % des voix et quatre-vingt-dix-sept députés, le premier parti d'opposition, tandis que le Parti de la juste voie, de l'ancien premier ministre, M. Süleyman Demirel, avec 19,5 % des voix, obtient cinquante

neuf sièges. Aucune des quatre autres formations qui présentaient des candidats n'est arrivée à franchir le seuil de 10 % des voix nécessaire à une représentation au Parlement. Le Parti de la gauche démocratique de l'ancien premier ministre, M. Bulent Ecevit, plafonne à 8,5 % des suffrages, et le Parti de la prospérité (fondamentaliste) retrouve son score habituel de 7 %. Le refus des extrémistes, exprimé par ce résultat, pénalise également le parti ultranationaliste de l'ex-colonel Turkesh, qui n'obtient pas 3 % des voix.

Le refus d'un retour au passé

En se prononçant contre un gouvernement de coalition, les électeurs ont exprimé leur désir d'un pouvoir stable, assurant la poursuite de l'expérience de libéralisation entamée depuis l'arrivée de M. Ozal au pouvoir en 1983. Les propositions de l'opposition, pourtant, ont davantage de justice sociale, n'ont pas convaincu une majorité d'électeurs. Le premier ministre a résumé, le soir du scrutin, un senti-

ment fréquemment exprimé dans les conversations durant la campagne : « Il n'y a pas d'autre choix ».

Le refus d'un retour à un passé assombré au chaos est particulièrement clair dans la ceste victoire de l'ANAP à Ankara et Izmir, les deux villes les plus marquées par la terreur des années 70. Il s'exprime également dans les résultats obtenus par M. Inönü, lui aussi nouveau venu à la politique. Cela confirme la préférence de l'électorat pour les partis nouveaux créés après l'interdiction des partis politiques, consécutive au coup d'Etat du 12 septembre 1980. Des deux anciens dirigeants autorisés par le référendum du 27 septembre à participer à nouveau à la vie politique, seul M. Demirel a réussi à maintenir son électorat dans les zones qui lui sont traditionnellement acquies.

Deux facteurs ont amplifié, dans l'attribution des sièges, la victoire en suffrages du premier ministre. Le double système de barrage, local et national, destiné à empêcher l'entrée des petits partis en Parlement, place le

seuil très haut. Il prive en fait 20 % des électeurs de toute représentation au Parlement. Par ailleurs, un système de primes au parti arrivé premier dans chaque circonscription renforce encore l'écart en sièges au détriment de l'opposition ; et la presse de ce lundi titrait : « Deux tiers des sièges pour un tiers des voix ». La délégation mandataire par le Parlement européen pour suivre le déroulement des élections a tenu à souligner cet obstacle à une représentation équitable. Elle relevait aussi que la légalité avait été partout observée, tant pendant la campagne que le jour du scrutin.

La division des voix à gauche a également favorisé la victoire de l'ANAP. Première victime de l'annulation des petits partis, M. Ecevit fut personnellement les frais de la politique de division des voix de l'ancien M. Inönü. Celui-ci avait dénoncé — et de nombreux commentateurs le suivent aujourd'hui — comme un soutien objectif à l'ANAP, le maintien en lice de M. Ecevit, dont le parti était assuré de ne pas franchir le barre des 10 %.

MICHEL FARRÈRE.

Sur le vif

Perpète

On était tous à Orly, le soir en fête, samedi. On s'est littéralement jetés dans nos écrans, bras tendus, à la rencontre de ces deux otages, enfin arrachés à une longue nuit d'horreur, enfin revenus. On se disait, on se dit toujours, que ce coup-ci, ça y est, on tient le bon bout, les trois autres devraient nous être bientôt rendus, aux ailes.

Et puis là, aujourd'hui, connaissant le prix de nos libérations, je me sens, comment dire... gênée, moi à l'aise, en porte à faux. Dans certains cas, la justice, la séparation des pouvoirs, les grands principes, tout ça doit s'effacer devant la raison d'Etat, je sais bien. C'est à la suite qu'elle attaque à la vie, à la liberté de chacun de ses enfants, qu'on reconnaît une démocratie, OK, d'accord. Que ce soit sa faiblesse ou sa force, ça ne m'importe, c'est comme ça, je ne le discute pas.

Mais il y a vie et vie, alors ! Parce que, enfin, rappelez-vous,

il y a quoi, à peine quatorze mois, ceux qui sont allés mettre une lettre à la poste de l'Hôtel de Ville ou faire des courses rue de Rennes, et qui sont morts, morts assassinés, une mort atroce, démentie. Et ceux qui en restent, à jamais bousillés, condamnés à perpète, enchaînés à des fauteuils roulants, privés de liberté.

J'ai encore dans l'oreille le cri d'une de ces victimes — victime de quoi, d'un simple attentat ou d'un acte de guerre ? — « Je vous en supplie, ne nous oubliez pas, faites que ces crimes contre l'humanité ne demeurent pas impunis ! » On avait envie de la morigéner : Quelle idée ! C'est pas pensable !

En bien ! si, non seulement c'est pensable, c'est faisable. C'est fait. Gordji envoyé, il n'y a plus d'échange, de troc possible pour ceux qu'il a tenus prisonniers sur le sol français.

CLAUDE SARRAUTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 novembre :

Rechute : - 2 %

La Bourse de Paris a rechuté lundi matin. A l'issue de la séance matinale, l'indice de cotation, après avoir accablé son repli, accusait une baisse voisine de 2 % (- 1,96 %).

Leroy-Somer, Casino, Docks de France, C.P.R., BP France, DMC, Club Méditerranée ont baissé de 5 % à 6 %.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	325	317	317
Agropar	438	430	430
Air Liquide (L)	537	530	531
Banque Paribas	402	395	395
Bouygues	2218	2220	2190
B.S.M.	970	960	940
B.S.M.	4380	4290	4290
Carrefour	728	728	730
Chemin de fer	383	380	347
Elf-Aquitaine	.....	.....	.....
Elf-Paris	.....	.....	.....
Elf-Total	.....	.....	.....
Lyons	1272	1270	1241
Michelin	210 80	204	202
Midi (G&L)	1888	1860	1868
Novel-Hennessy	788	770	782
Oréal (L)	.....	.....	.....
Paribas-Réa	716	701	708
Peugeot S.A.	480	441	442
Saint-Gobain	440	441	442
Santel	545	542	536
Suez-Petrol	578	572	570
Thomson-C.S.F.	.....	.....	.....
Total-C.F.P.	.....	.....	.....
Vallo	443	436	436

En Nouvelle-Calédonie

Une vingtaine d'interpellations à la tribu de Saint-Louis à la suite d'un viol collectif

NOUMEA de notre correspondant

Barrages de gendarmerie, survol d'hélicoptères, circulation perturbée : la tribu de Saint-Louis, située dans la banlieue sud de Nouméa, a retrouvé, le lundi 30 novembre, son visage de secteur à haute tension. Un détachement d'une centaine de gendarmes a fait irruption en milieu de matinée dans le village, appuyé par une demi-douzaine de véhicules blindés (VBRG) et a procédé à une vingtaine d'interpellations.

Cette intervention devait permettre à la gendarmerie de démanteler le noyau de jeunes irréductibles, mi-délinquants, mi-militants indépendantistes, qui s'étaient quasiment taillé au sein de la tribu une zone d'extraterritorialité, au grand dam de la droite locale qui incitait les pouvoirs publics à plus de fermeté. Mais les gendarmes vont surtout essayer de mettre la main sur des dépôts d'armes qui seraient, si l'on en croit la rumeur, substantiels, la tribu ayant jouxté durant la seconde guerre mondiale un camp militaire américain.

Pour cette opération « coup de poing », les forces de l'ordre ont mis à profit l'émotion suscitée dans l'opinion locale par un acte de viol collectif dont a été victime, samedi, une infirmière métropolitaine qui se rendait en promenade à la forêt de la Thy, proche de la tribu de Saint-

Louis. Cette affaire s'ajoutant aux coups mortels qui ont été portés par des jeunes pris de boisson contre une femme mélanésienne lors d'un bal, samedi à la tribu d'Ometteux, à Pointindiné (300 kilomètres de Nouméa) a aussitôt été politisée par les partis anti-indépendantistes.

La section calédonienne du Front national a vu dans l'affaire de Saint-Louis l'expédition de « membres d'une milice indépendantiste » jusqu'à « assurer de l'impunité dans leur sanctuaire en raison des reculs des autorités de l'Etat », tandis que le RCPR estime que « les circonstances de ces crimes leur confèrent un caractère politique indéfectible et s'inscrivent dans le contexte passionnel des appels à la violence et à la haine prononcés par les représentants de l'Union calédonienne » (principale composante du FLNKS).

FRÉDÉRIC BOBIN.

La grève d'Air Inter et la journée d'action de la défense des libertés organisée également lundi 30 novembre par la CGT, et qui comporte surtout des manifestations — plus que des arrêts de travail — notamment à Paris à 18 heures, de la Bastille à l'Hôtel de Ville, l'objectif de ce mouvement s'est dirigé : à la défense, notamment, des « dix Renault-Billancourt » s'est ajoutée une protestation contre les « violences policières » (notamment celles qui ont entraîné la mort de Lucien Barbier et de Malik Oussekine) et contre les licenciements en général.

Le numéro du « Monde » daté 29-30 novembre 1987 a été tiré à 516 167 exemplaires

A B C D E F G

Ancien président de la CGC de 1979 à 1984, M. Jean Menu est mort, le lundi 30 novembre à 4 heures du matin, des suites d'un cancer. Président de l'AGIRC, conseiller au Conseil économique et social, M. Menu, âgé de soixante-six ans, venait d'être nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Avec sa carrière imposante, son abondante chevelure blanche, Jean Menu avait l'allure d'un homme du bon grand-père qu'il était. Toujours courtois mais ferme, d'une extrême tolérance, l'homme se montrait nul de convictions ni de caractère. Ce catholique militant était d'abord un syndicaliste réformiste. Quand il plaide pour une société « libérale, humaniste et juste », ce n'était pas pour lui de vains mots. Jean Menu défendait ses idées avec son cœur.

Né le 25 février 1921 à Douai, ce fils de VRP se retrouva « goulou noir » dans les mines du Nord pour échapper, à vingt ans, sous l'Occupation, au service du travail obligatoire. Ingénieur civil des ponts et chaussées, Jean Menu fit du syndicalisme jusqu'à la retraite, il adhéra à la CGC des les débuts de cette confédération. Ingénieur à la direction principale des services techniques des Charbonnages de France, il gravira progressivement les échelons de la fédération des mines et de l'énergie économique de la CGC, dont il sera en 1967 le secrétaire général. En 1973, en pleine « ère Mitterrand », il devient secrétaire général de la Confédération. A ce poste, il sera la cheville ouvrière du rapprochement avec les cadres de l'UGICT-CGT, qui sera concrétisé par une déclaration commune.

Ancien président de la CGC

Jean Menu est mort

Pour Jean Menu, le syndicalisme des cadres ne doit pas être catégoriel, égoïste, replié sur lui-même, mais au contraire un peu directe avec les autres catégories de salariés. En 1975, il brigue la présidence de la CGC pour succéder à André Maitre. Il est soutenu par M. Paul Marchelli, président de la fédération de la métallurgie, et par le « comité de rénovation » de la CGC. Battu — ce scrutin sera même contesté — se représente de nouveau en 1977. Cette fois-là, M. Marchelli est son rival. L'un et l'autre sont de nouveaux battus. L'heure de la présidence sonnera en 1979 : avec le soutien de M. Marchelli, qui devient secrétaire général adjoint, il est élu avec 63,7 % des voix. Il refuse alors « l'étiquette de président insulaire ou de président manche-rouge ».

S'engageant dans une concertation régulière avec FO et la CFTC mais rencontrant aussi la CGT et la CFDT (avec laquelle il signera un accord sur le temps de travail), il noue des relations difficiles avec M. Barre, dont il demandera en mars 1980, à Grenoble, son départ. La solidarité, Jean Menu est pour, mais à condition que l'engagement ne soit pas seul dans l'effort. « Si la politique actuelle que nous dénonçons n'est pas infléchie, lance-t-il le 29 octobre 1980 dans la Croix, il semble qu'il faut changer de président de la République ».

Sa réélection en mai 1981 pour un second et dernier mandat coïncidera avec l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, qu'il jugera vite « impérial ». Mais il y a un zeste de social-démocratie chez l'humaniste Jean Menu. Face au gouvernement socialiste, il se veut ni complaisant ni récalcitrant. L'adhésion de force va toutefois s'engager rapidement. Il est vrai que

Jean Menu se voit doubler à partir de mai 1981 par un délégué général qui joue de plus en plus le « numéro deux » et qui s'appelle Paul Marchelli. Il doit tant, retrouvant son inclination naturelle à la modération, atténuer ses propos, tantôt le rattraper. Réagissant violemment aux lois Auroux et à une politique fiscale livrant les cadres « nus sur l'autel de sacrifice de la solidarité nationale », il demandera en septembre 1982 la démission de M. Mauroy, cet autre homme du Nord avec lequel il a eu tant de mal à dialoguer. Il s'appliquera toujours à faire la différence entre contestation d'une politique et lutte ouverte contre un pouvoir.

Père de cinq enfants, Jean Menu avait été élu le 7 avril 1986 à la présidence de l'AGIRC. Une fonction où il retrouvait son rôle naturel de conciliateur. Ce syndicaliste avait su conquérir le respect de tous ses partenaires.

M. M.

Après son interpellation à Ajaccio

Le secrétaire général du Syndicat des travailleurs corses est transféré à Paris

BASTIA de notre correspondant

MM. Bernard Trojani, le secrétaire général du STC (Syndicat des travailleurs corses, syndicat nationaliste) et Saverio Emmanuelli, responsable STC de l'hôpital d'Ajaccio, ont été interpellés samedi 28 novembre à Ajaccio par la section de recherches de la gendarmerie nationale. M. Emmanuelli devait être relâché dimanche dans l'après-midi, alors que M. Bernard Trojani était transféré à Paris par avion spécial pour y être présenté au juge Michel Legrand, chargé des dossiers du terrorisme corse.

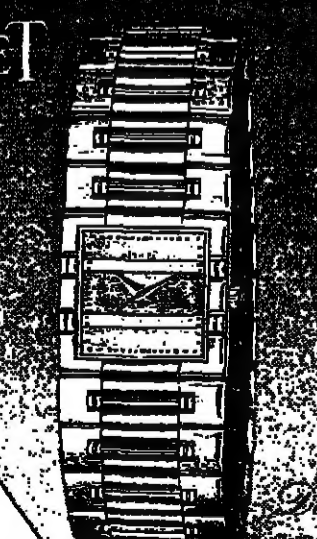
L'arrestation de Bernard Trojani a provoqué dans les milieux nationalistes une surprise d'autant plus grande qu'il est établi que le secrétaire général du STC n'était pas en Corse mais séjourrait à Nice au moment de l'affaire de la Marana. Alors pourquoi cette audition ? Peut-être, suggèrent certains responsables du STC, parce que trois adhérents du syndicat sont impliqués dans le récent coup de fil lancé contre l'ex-FLNC, mardi dernier, par le SRPJ d'Ajaccio (le Monde daté 29-30 novembre).

L'interpellation de Bernard Trojani a provoqué dans les milieux nationalistes une surprise d'autant plus grande qu'il est établi que le secrétaire général du STC n'était pas en Corse mais séjourrait à Nice au moment de l'affaire de la Marana. Alors pourquoi cette audition ? Peut-être, suggèrent certains responsables du STC, parce que trois adhérents du syndicat sont impliqués dans le récent coup de fil lancé contre l'ex-FLNC, mardi dernier, par le SRPJ d'Ajaccio (le Monde daté 29-30 novembre).

D'autre part, une troisième personne, M. Amadei, vingt-deux ans, sympathisant nationaliste, a été interpellé, dimanche, à L'Île Rousse par les gendarmes, puis transféré à Paris pour être présenté, lui aussi, au juge Michel Legrand.

MICHEL CODACCIONI.

PIAGET



Aldebert

A Paris : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, Jlg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
A Cannes : 19, La Croisette

Ordinateurs

l'hebdomadaire informatique au format NEWS

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE

LA REULE A CALCUL 65 bd Saint-Germain BP 300 75228 Paris cedex 05  
Tél. (1) 43.25.68.88 Télécopie : (1) 43.25.22.76 Télex RAC 201 324 F

Dict...  
S...  
Dictionnaire...